



**GLOBAL  
INITIATIVE**  
AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME

# Indice mondial du crime organisé

2023



© 2023 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.  
Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Veillez adresser vos demandes à :  
Global Initiative Against Transnational Organized Crime  
Avenue de France 23  
Genève

[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)





**Indice mondial du  
crime organisé**  
2023

# Contenu

<b>Avant-propos : Un examen mondial du crime organisé.....</b>	<b>6</b>
<b>Introduction : La criminalité organisée dans un monde fracturé ..</b>	<b>8</b>
<b>Section 1 : L'économie illicite mondiale en 2022 :</b>	
<b>Une année de divisions .....</b>	<b>12</b>
Principales conclusions .....	20
<b>Section 2 : A propos de l'Indice.....</b>	<b>36</b>
La composition de l'Indice.....	38
Méthodologie .....	41
Guide de lecture des graphiques de ce rapport.....	43
<b>Section 3 : Vue d'ensemble et résultats à l'échelle mondiale.....</b>	<b>44</b>
Contexte mondial .....	46
Marchés criminels mondiaux .....	51
Acteurs de la criminalité au niveau mondial.....	58
Résilience mondiale.....	62
<b>Section 4 : Vue d'ensemble et résultats par continent .....</b>	<b>68</b>
Asie .....	70
Afrique.....	84
Amériques .....	98
Europe .....	116
Océanie .....	130
<b>Section 5 : Classifications des vulnérabilités .....</b>	<b>138</b>
Faible criminalité – forte résilience .....	144
Faible criminalité – faible résilience .....	146
Forte criminalité – faible résilience .....	148
Forte criminalité – forte résilience .....	150

<b>Section 6 : Marchés criminels, acteurs et résilience : comprendre les dynamiques</b> .....	<b>156</b>
Convergence de la criminalité .....	161
Qui fait quoi ? .....	164
Résilience.....	165
<b>Section 7 : Évolution des dynamiques de la criminalité organisée et comparaison des ensembles de données</b> .....	<b>166</b>
Vulnérabilités économiques, socio-économiques et géographiques.....	170
Vulnérabilités politiques et socio-politiques.....	175
<b>Section 8 : Conclusions</b> .....	<b>180</b>
<b>Annexe 1 : Un outil interactif</b> .....	<b>184</b>
Le site internet de l'Indice mondial du crime organisé .....	185
Nouvelles fonctionnalités : une expérience utilisateur améliorée .....	189
<b>Annexe 2 : Interprétations des résultats</b> .....	<b>191</b>
Diversité des composantes de l'Indice .....	192
Limites .....	192
Une portée élargie : indicateurs additionnels de l'Indice.....	194
<b>Annexe 3 : Définitions</b> .....	<b>195</b>
Définition de la criminalité organisée .....	196
Définitions des marchés criminels.....	197
Définitions des acteurs de la criminalité.....	201
Définitions des indicateurs de résilience .....	202
<b>Annexe 4 : Tableaux de classement</b> .....	<b>208</b>
Scores de criminalité .....	209
Scores des marchés criminels .....	212
Scores des acteurs de la criminalité .....	222
Scores de résilience.....	228
<b>Notes</b> .....	<b>238</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>244</b>



# Avant-propos :

## Un examen mondial du crime organisé

### **De la stratégie à l'action : une décennie d'analyse, de disruption et de résilience**

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) a été fondée en 2013. La stratégie était de mobiliser une approche stratégique mondiale pour lutter contre la criminalité organisée en renforçant l'engagement politique pour relever ce défi, en développant les données et l'analyse de la criminalité organisée, en perturbant les économies criminelles et en développant des réseaux de résilience dans les communautés touchées. Dix ans plus tard, la menace que représente la criminalité organisée est plus importante que jamais et il est impératif que nous continuions à agir en structurant une réponse mondiale coordonnée pour relever ce défi.

En 2021, la GI-TOC a lancé le tout premier Indice mondial du crime organisé. Cette première édition a été élaborée sur plusieurs années et son développement a été marqué par la pandémie de COVID-19. Bien qu'il y ait eu des suggestions sur la façon dont la méthodologie pourrait être améliorée et un débat constructif autour de certains résultats, les réactions à l'Indice mondial ont été très largement positives. De plus, l'Indice a suscité une attention considérable au sein des gouvernements, parmi les praticiens, la société civile, le milieu académique et les médias. Ses résultats ont été analysés dans des centaines d'articles de presse, ce qui nous a permis, en tant qu'organisation, d'entrer en contact avec de nombreux groupes d'intérêt et d'acteurs concernés. En effet, l'Indice mondial est devenu le produit phare de la GI-TOC et un outil probant utilisé au niveau international.

Grâce au soutien généreux de nombreux appuis, experts et partenaires, nous avons pu produire une deuxième version de l'Indice mondial, améliorée et élargie. Alors que la première édition analysait 10 marchés criminels, cette deuxième édition en étudie 15, incluant désormais les secteurs en pleine expansion de la criminalité financière et de la criminalité cyberdépendante. Cette édition inclut également le secteur privé dans la liste des autres acteurs de la criminalité analysés ci-après. Nous disposons ainsi d'une image plus détaillée de l'économie illicite mondiale.

S'appuyant sur les données de référence compilées pour la première édition et tirant parti d'un corpus d'informations plus complet, cette deuxième édition est en mesure de procéder à une analyse comparative des changements dans les économies illicites et des évolutions en matière de résilience au cours des deux dernières années. Pour la seconde décennie en activité de la GI-TOC, notre intention est de mettre à jour l'Indice tous les deux ans afin de permettre une étude longitudinale, en monitorant les trajectoires changeantes de la criminalité et de la résilience.

Cet Indice n'est pas seulement un exercice analytique : il est conçu pour enrichir la base de d'informations probantes afin de permettre des réponses politiques plus efficaces. Un examen peut révéler un problème, mais il ne propose pas de remède. C'est pourquoi nous encourageons tous ceux qui souhaitent réduire les préjudices causés par la criminalité organisée à utiliser les données présentées dans ce rapport comme outil pour mettre en œuvre des changements.

L'évaluation menée cette année et présentée dans ce rapport montre que la criminalité organisée reste un défi majeur dans le monde entier, et qu'elle constitue une menace pour les pays développés et les pays en développement, et un obstacle à la coopération internationale, un élément indispensable face aux disparités politiques, sociales et économiques croissantes à l'échelle mondiale. Nous ne pouvons pas laisser la criminalité organisée continuer à se développer dans les fissures de notre monde en apparence fracturé, exploitant les lacunes de gouvernance, les inégalités économiques et les frictions politiques. Les figures politiques peuvent vouloir masquer les fissures, les populistes les aggraver. Les conclusions de ce rapport indiquent toutefois clairement que des efforts tangibles sont nécessaires pour combler le fossé. Il est évident qu'il faut faire plus pour confronter la relation entre le crime organisé et les tendances mondiales, et l'impact que les économies illicites exercent sur la gouvernance et le bien-être des populations.

Je tiens à remercier les centaines d'experts et de militants de la société civile du monde entier qui ont contribué à ce rapport. Il témoigne de la capacité de la société civile à mener des recherches et des analyses importantes qui peuvent entraîner des changements. Je salue également le courage et le dévouement de ceux qui sont en première ligne dans la lutte contre la criminalité organisée, ceux qui travaillent à renforcer la résilience de leurs communautés, qui mènent des opérations de maintien de l'ordre ou qui traquent et entravent les flux transnationaux illicites.

Il est temps de prendre des mesures fermes et stratégiques contre la criminalité organisée. Sur la base de l'examen fourni par ce rapport, nous devons :

- adopter une approche plus stratégique dans la lutte contre la criminalité organisée au niveau mondial ;
- considérer la criminalité financière comme une priorité élevée, en se concentrant sur les liens entre la criminalité organisée et la corruption ;
- accorder une plus grande attention au nexus entre la criminalité organisée et les conflits ;
- redoubler d'efforts pour renforcer la résilience des communautés vulnérables ;
- défendre et faire plus de place à la société civile dans le dialogue et l'élaboration des politiques relatives à la criminalité organisée ; et
- analyser et impliquer plus étroitement le secteur privé afin de réduire sa facilitation potentielle des activités illicites.



**Mark Shaw**

Directeur, Global Initiative Against  
Transnational Organized Crime







# Introduction :

La criminalité organisée  
dans un monde fracturé

# Introduction

Face aux évolutions et aux défis mondiaux, notamment les effets à long terme de la pandémie de COVID-19, le changement climatique et les rapides progrès technologiques, le monde se trouve aujourd'hui à un moment décisif. À la suite des campagnes mondiales de vaccination, les pays ont entamé un retour à la normale, l'urgence de la lutte contre le COVID-19 commençant à s'estomper : le commerce et les voyages transfrontaliers ont progressivement retrouvé leur niveau d'avant la pandémie, et les interactions sociales sont à nouveau favorisées. Pourtant, bien qu'on ait collectivement surmonté cette crise sanitaire mondiale, le monde semble en être sorti plus fracturé que jamais.

Alors que la pandémie a exacerbé certaines tendances, notamment l'inégalité croissante, l'insécurité alimentaire et le déclin des moyens de subsistance, les tensions politico-économiques et les griefs sociaux qui avaient été mis de côté pour faire face à l'urgence sanitaire immédiate ont refait surface avec vigueur. Les conflits et l'instabilité, bien qu'ils se produisent souvent en réponse à des décisions politiques, ont eu des répercussions sur d'autres aspects de l'écosystème mondial, des flux de migration aux approvisionnements alimentaires, en passant par les phénomènes climatiques extrêmes. Ces évolutions ont mis à l'épreuve les alliances géopolitiques, mis en évidence le fossé entre démocraties et autocraties et accentué la répartition inégale des ressources et des opportunités entre les pays en développement et les pays développés. Les changements politiques majeurs et les difficultés économiques ont non seulement affecté de manière tangible presque tous les aspects de notre vie quotidienne, mais ont également alimenté directement les dynamiques de la criminalité organisée dans le monde entier, les intérêts criminels tirant parti de l'instabilité, de la vulnérabilité et des pénuries de produits de base.

En 2021, l'Indice mondial du crime organisé a été introduit pour évaluer les niveaux de criminalité organisée et la résilience des pays pour faire face aux menaces criminelles auxquelles ils sont confrontés. Premier outil de ce type, il offrait un aperçu de ces dynamiques dans les circonstances créées par la pandémie de COVID-19. Deux ans plus tard, cette deuxième édition de l'Indice a une portée élargie et, pour la première fois, offre des données longitudinales sur les tendances en matière de criminalité et de résilience pour l'ensemble des 193 États Membres des Nations Unies, en comparant les résultats de l'Indice actuel avec ceux de 2021. Alors que la pandémie était le thème de la première édition de l'Indice, les résultats de cette année sont présentés dans un contexte de conflits et de fractures politiques, caractérisé par des guerres ouvertes en Europe, en Afrique et en Asie, des scandales de corruption à grande échelle en Amérique latine et ailleurs, et des relations tendues entre les superpuissances mondiales.

S'appuyant sur un ensemble de données plus complet et sur les connaissances spécialisées de plus de 400 experts du monde entier, les résultats de l'Indice 2023 offrent une image complexe de la trajectoire que connaît la criminalité organisée, soulignant les subtilités qu'implique la mesure de ce phénomène clandestin.

Les économies illicites s'adaptent à leur environnement et prennent différentes formes. Pour mieux saisir ces différentes manifestations de la criminalité organisée, des indicateurs de criminalité supplémentaires ont été incorporés dans cette dernière version de l'Indice. En évaluant désormais 15 marchés criminels et cinq types d'acteurs de la criminalité, la perspective élargie de l'Indice 2023 offre une image plus complète de la manière dont la criminalité organisée opère au niveau mondial. L'élargissement du champ d'étude fournit des renseignements intéressants.

**n** Par exemple, alors que la traite des personnes avait été identifiée comme le marché criminel le plus répandu en 2021, avec l'ajout des nouveaux indicateurs, les résultats montrent que la criminalité financière est l'économie illicite la plus répandue dans le monde, soulignant la nature dangereusement lucrative de la criminalité organisée. Si les changements méthodologiques et structurels apportés à l'Indice ont certainement joué un rôle dans le fait que la traite des personnes occupe la seconde place parmi les marchés criminels, les données qualitatives recueillies pour cette édition suggèrent que la criminalité financière a pris de l'ampleur au cours des dernières années.

Pourtant, à bien des égards, l'Indice de cette année confirme certaines dynamiques. Par exemple, l'implication de l'État dans la criminalité reste le moteur le plus puissant de la criminalité organisée. C'est particulièrement le cas dans les États autoritaires. L'Indice met également en évidence, une fois de plus, le rétrécissement de l'espace pour la société civile, notamment pour les organisations non gouvernementales et les défenseurs des droits de l'homme qui tentent de faire la lumière sur la criminalité organisée et la corruption. Dans de nombreux pays, la sévère répression de la société civile accroît le mécontentement social et la méfiance à l'égard des gouvernements, sentiments qui, dans certains cas, sont exploités par les acteurs de la criminalité comme autant d'occasions pour gagner en légitimité. Les acteurs de la criminalité profitent également des perturbations engendrées par les situations de conflit. Cela va de pair avec la conclusion selon laquelle tous les acteurs de la criminalité étudiés dans la précédente édition de l'Indice ont vu leurs capacités augmenter. Dans le même temps, les données montrent que les régions qui étaient auparavant considérées comme plus résilientes sont de plus en plus vulnérables à la criminalité organisée, et en particulier à la criminalité financière et cyberdépendante.

Alors que le monde est de plus en plus divisé sur le plan social, économique et politique, les niveaux de criminalité organisée augmentent de manière concomitante. Ces divisions sont en partie dues à notre monde qui est de plus en plus interconnecté, où l'information et la désinformation sont largement diffusées et faciles à promouvoir. Malheureusement, les efforts de résilience ne sont pas à la hauteur des défis. Aujourd'hui, pas moins de 83 % de la population mondiale vit dans des pays où la criminalité est élevée, contre 79 % en 2021.

Malgré l'omniprésence croissante de la criminalité organisée à l'échelle mondiale, des améliorations sont constatées dans certaines régions. Par exemple, la criminalité en général a diminué dans un certain nombre de régions, notamment en Asie de l'Est et centrale, ainsi qu'en Afrique de l'Ouest et centrale. L'Indice 2023 souligne également que, parmi les mesures de résilience, c'est la « coopération internationale » qui a le plus progressé depuis la première version de l'outil. La manière dont les pays collaborent pour lutter contre la criminalité organisée et les personnes avec lesquelles ils choisissent de coopérer semblent toutefois s'inscrire dans les lignes de fracture géopolitiques, sociales et économiques existantes. À cet égard, remédier aux fossés qui les séparent contribuerait certainement à améliorer les réponses à la criminalité organisée.

Le rapport présente les résultats de l'Indice mondial du crime organisé 2023, une première étape pour donner la priorité à un cadre pour les collaborations futures. Les données de cet Indice couvrent l'année 2022, une année au cours de laquelle des divisions géopolitiques et économiques majeures ont affecté le tissu social mondial, sur fond de graves crises sanitaires, sécuritaires et environnementales. L'analyse présentée dans ce rapport montre de manière concluante que, bien que certaines mesures aient été prises pour améliorer la résilience, l'avenir nous réserve d'importants défis liés à l'impact de grande ampleur qu'a la criminalité organisée. La criminalité organisée reste un risque majeur pour la sécurité humaine, le développement et la justice, et constitue un obstacle important pour relever les défis auxquels nous sommes collectivement confrontés.

Bien qu'il y aura inévitablement encore des lacunes dans les connaissances sur la criminalité organisée, l'Indice établit une base solide pour des analyses plus approfondies, complétant les efforts de recherche actuels afin de mieux équiper les décideurs politiques et les autres parties prenantes avec les outils dont ils ont besoin pour mettre en œuvre des réponses adaptées et efficaces à la criminalité organisée. Si l'Indice est un outil informatif, sa véritable valeur se situe au-delà des données et réside dans la manière dont il peut contribuer à un discours mondial sur la nature évolutive de la criminalité organisée et sur les moyens de renforcer la résilience.









01

# **L'économie illicite mondiale en 2022 :**

Une année de divisions



Le monde aujourd'hui ne ressemble guère à ce qu'il était au début de la crise sanitaire mondiale provoquée par le COVID-19. Alors que la société revenait lentement à son état de « permacrise »<sup>1</sup>, retrouvant un schéma constant d'instabilité et d'insécurité, les tensions politiques latentes, les crises environnementales et les stress économiques qui avaient été relégués au second plan par rapport à la prérogative de faire face à l'urgence sanitaire ont refait surface. Ils ont révélé un monde plus fracturé qu'auparavant et créé les conditions idéales pour que les économies illicites prospèrent. Les présomptions (occidentales) de longue date sur l'inviolabilité des territoires souverains, la démocratie et la stabilité économique ont été ébranlées. La criminalité organisée s'est adaptée à ces divisions et a été façonnée par elles.

L'année 2022 est également un tournant dans notre histoire démographique, la population mondiale ayant atteint 8 milliards d'habitants<sup>2</sup>. Aux côtés de ce cap, les inégalités socio-économiques flagrantes, les conflits et l'instabilité alimentant les flux illicites ont pris de l'importance. En février, la Russie a envahi l'Ukraine, la plus importante guerre terrestre en Europe depuis 1945, provoquant une crise humanitaire, qui a inclus la plus grande migration de réfugiés en Europe depuis la

Seconde Guerre mondiale, et la mise en place du plus vaste régime de sanctions depuis près d'un siècle<sup>3</sup>. Le conflit a ravivé les schismes associés à la guerre froide et a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, exacerbant les vulnérabilités et stimulant le commerce illicite de divers produits, les populations cherchant à satisfaire leurs besoins de base. La guerre en Ukraine continue également d'attirer un afflux d'armes, dont certaines sont de provenance illicite.

Ailleurs, la guerre et l'instabilité dans des pays comme le Soudan du Sud, le Yémen et la Syrie se sont poursuivies sans résolution en vue, contribuant à la détérioration de la situation humanitaire et au trafic d'un large éventail de marchandises, des armes aux biens de consommation en passant par les personnes. Les flux migratoires irréguliers alimentés par ces conflits ont donné lieu à des débats à l'échelle mondiale sur le traitement inégal des migrants et des réfugiés, accentuant encore davantage les divisions entre l'Europe et ses voisins.

Les épisodes violents et les tensions se sont poursuivis le long de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan et dans le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, sapant la stabilité et augmentant la





porosité des frontières, ce qui a facilité les flux transfrontaliers<sup>4</sup>. En Afrique, un accord de paix a été signé, marquant la fin du conflit entre l'Éthiopie et le Tigré, qui a duré deux ans et entraîné le déplacement de millions de personnes<sup>5</sup>. En Haïti, une escalade de la violence des gangs a poussé des milliers de personnes à fuir le pays<sup>6</sup>. Au niveau mondial, l'année 2022 a vu plus de 100 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, soit 13 millions de plus que l'année précédente<sup>7</sup>, et une partie importante d'entre eux s'est tournée vers les trafiquants pour échapper aux conflits et à l'instabilité et a été exposée à des risques d'exploitation.

Le conflit en Europe a également provoqué une onde de choc dans le monde entier, avec la forte hausse des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires et la mise à l'épreuve des alliances diplomatiques. Face à ce choc sur les produits de base, l'inflation mondiale a atteint en 2022 ses niveaux les plus élevés depuis les années 1980 et s'y est maintenue, en partie à cause de la « militarisation » des exportations d'hydrocarbures russes et de la hausse des prix des denrées alimentaires<sup>8</sup>. Le prix du pétrole est passé de 76 USD le baril en janvier à plus de 110 USD en mars, les pays de l'OPEP+ ayant décidé de limiter la production de pétrole brut, ce qui a contribué à creuser le fossé géopolitique Est-Ouest et à alimenter le commerce illicite de ressources non renouvelables<sup>9</sup>. Les acteurs de la criminalité présents dans les chaînes d'approvisionnement en pétrole et en gaz ont profité de la dépendance apparente des consommateurs due à la réduction dans l'offre de produits de base et aux écarts de prix entre les différents pays pour faire de la contrebande de pétrole, ce qui a aggravé les pénuries de carburant et accentué les disparités économiques.

Les pénuries de ressources naturelles ont également eu un impact néfaste sur notre climat, car les pays ont tourné le dos à leurs engagements environnementaux de réduire les émissions de gaz à effet de serre et ont donné la priorité à leurs besoins énergétiques immédiats. Le mois d'avril a enregistré des taux de déforestation sans précédent dans la forêt amazonienne au Brésil et le gouvernement a été accusé d'encourager ces pratiques<sup>10</sup>. Au cours des sept premiers mois du conflit en Ukraine, on estime que les combats ont rejeté environ 100 millions de tonnes de carbone dans l'atmosphère, tandis que les explosions de Nord Stream 1 et 2 en septembre ont entraîné

le plus grand rejet ponctuel de méthane jamais enregistré<sup>11</sup>. L'accent étant mis sur la satisfaction des besoins énergétiques, l'attention portée à la lutte contre la criminalité environnementale a été moindre. Les criminels impliqués dans des activités destructrices telles que le trafic de déchets et le commerce illicite de substances appauvrissant la couche d'ozone ont poursuivi leurs activités sans relâche, mettant en péril la santé humaine et perturbant l'équilibre écologique. L'accélération vertigineuse du réchauffement climatique s'est violemment manifestée aux quatre coins du monde, avec l'arrivée de phénomènes météorologiques extrêmes, dont les inondations dévastatrices au Pakistan en juin. Cette situation a été exacerbée par l'exploitation illégale des forêts<sup>12</sup>, et a entraîné le déplacement de millions de personnes, aggravant les difficultés économiques et politiques du Pakistan<sup>13</sup>. Les vagues de chaleur en Asie, en Europe, en Australie, aux États-Unis et en Amérique du Sud, ainsi que les inondations et les sécheresses accrues en Afrique, et les migrations climatiques des campagnes vers les villes, ont mis à rude épreuve les secteurs clés de la santé et de l'agriculture et menacé les moyens de subsistance.

La capacité à relever ces défis a varié d'un pays à l'autre. En novembre, la 27e réunion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue en Égypte, a souligné les effets déséquilibrés de la crise climatique mondiale sur les personnes les plus vulnérables dans les pays en développement<sup>14</sup>, un déséquilibre qui renforce la discordance entre les pays à revenus faibles et moyens et les grandes puissances économiques.

Face à ces dynamiques inquiétantes et en réponse à l'inflation, les banques centrales ont augmenté leurs taux d'intérêt<sup>15</sup>, ce qui a rendu encore plus difficile la satisfaction des besoins de base pour de nombreux ménages, attisé les troubles sociaux, appauvri des millions de personnes dans le monde et contribué à l'augmentation des taux de faim et de malnutrition. En 2022, la gravité de l'insécurité alimentaire aiguë s'est accrue et on estime que plus de 250 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire<sup>16</sup>. Les difficultés pour acquérir les produits de première nécessité ont alimenté la criminalité organisée, les populations se tournant vers le marché noir pour se procurer les produits essentiels à des prix plus bas ou pour s'assurer d'autres moyens de subsistance.

Dans le domaine de la gouvernance, les pays du monde entier ont connu des changements dans la politique et les orientations de l'État. De la remise en question de l'intégrité des élus à la répression croissante par les gouvernements, dans de nombreux cas, la capacité des États à faire face aux crises économiques et à la fragmentation sociale dans leur pays s'est réduite, mettant en évidence le lien entre les abus commis par ceux qui exercent des fonctions publiques et la criminalité organisée que cet Indice identifie. La corruption continue de représenter une menace systémique dans le monde entier et un obstacle à la capacité de résilience des États face à la criminalité organisée, tout en constituant une aide vitale pour les groupes criminels organisés<sup>17</sup>.

Le mécontentement social à l'égard des gouvernements s'est exprimé tout au long de l'année 2022 et les manifestations ont souvent été suivies par des mesures de répression sévères à l'encontre de la société civile et des activistes. Par exemple, la mort de Mahsa Amini en Iran en septembre, en raison de son choix vestimentaire, a déclenché des troubles sociaux généralisés dans le pays et mis en lumière le mécontentement sous-jacent à l'égard des autorités ultraconservatrices. Ces manifestations ont été réprimées par des coupures d'internet de grande envergure et des restrictions nationales sur l'utilisation des réseaux sociaux, tandis que les manifestants eux-mêmes ont été attaqués par des gaz lacrymogènes et même exécutés en public<sup>18</sup>. En Chine, à la suite d'un confinement lié au COVID très impopulaire pendant trois ans, finalement levé après des protestations généralisées, des arrestations régulières de manifestants pacifiques ont été rapportées<sup>19</sup>. La répression croissante par les gouvernements a miné la cohésion sociale des pays et leur capacité à répondre efficacement à la criminalité organisée, en particulier parce que les acteurs non étatiques ont été de plus en plus empêchés de contrôler les gouvernements et de soutenir les mesures de résilience.

Profitant de ces crises, et souvent en utilisant les outils technologiques, les criminels ont saisi les opportunités pour accroître leurs gains illicites. Dans un monde de plus en plus digitalisé, les cyberattaques auraient augmenté de 38 % au niveau mondial en 2022 par rapport à l'année précédente, les pirates informatiques et les gangs de ransomware exploitant la normalisation du travail à distance<sup>20</sup>. En mai, en Europe, les autorités ont découvert un réseau de trafic de drogue en accédant aux communications sur Sky ECC, une application de messagerie décrite comme le « WhatsApp des criminels »<sup>21</sup>. Aux États-Unis, FTX, l'une des plus grandes plateformes d'échange de monnaies numériques pour les cryptomonnaies, s'est effondrée en novembre après que son PDG a été arrêté et accusé de délit d'initié et de blanchiment d'argent, causant plus de 11 milliards de dollars de dommages aux consommateurs et rendant l'avenir des cryptomonnaies incertain<sup>22</sup>.

En 2022, la criminalité organisée a tiré parti des disparités et des clivages entre les pays, et l'économie illicite mondiale a constitué une menace collective. Dans ce contexte, il est devenu essentiel de comprendre le fonctionnement de la criminalité organisée et son impact sur la société afin d'aider les décideurs et les praticiens du monde entier à formuler des réponses efficaces. Le présent Indice fournit des informations détaillées sur la manière dont la criminalité réagit et s'adapte à son environnement et, met surtout en lumière les domaines dans lesquels les cadres de réponse ont été fructueux et ceux dans lesquels ils n'ont pas été à la hauteur. L'Indice contribue ainsi à l'ensemble grandissant d'informations probantes qui peut servir à l'analyse et à l'action contre la criminalité organisée dans les années à venir.

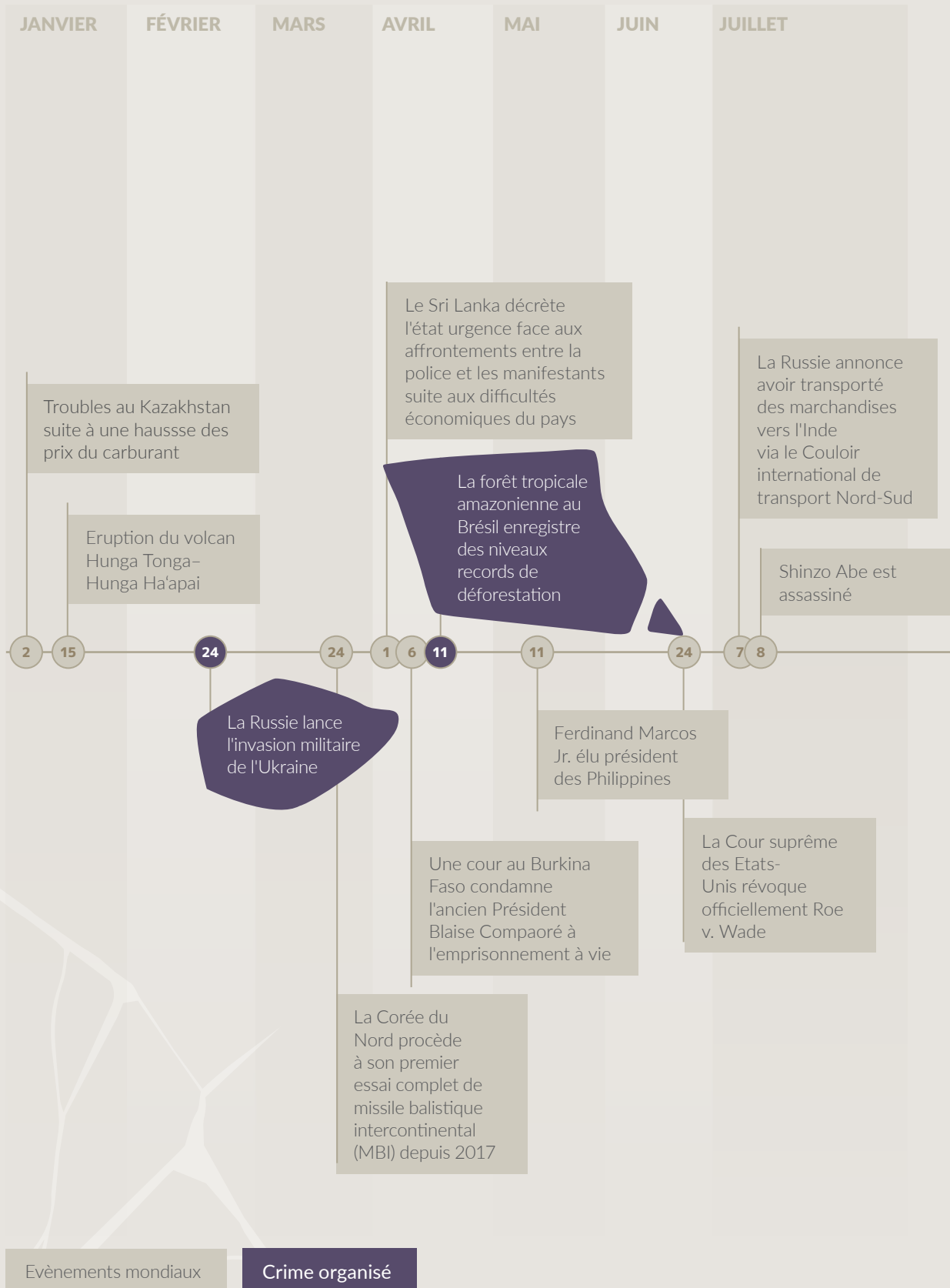




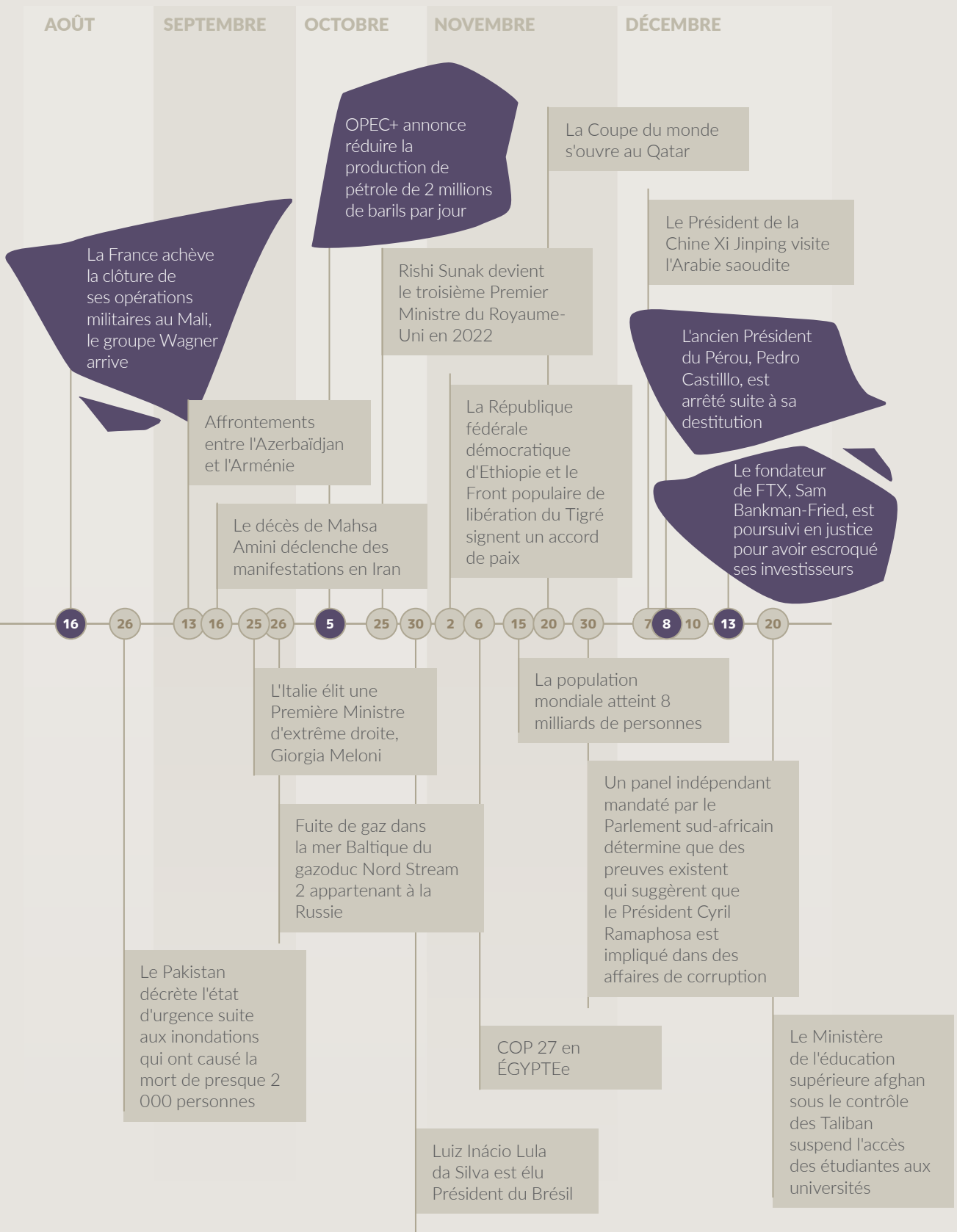


FIGURE 1.1

## Evènements notables en 2022 qui ont influencé les dynamiques mondiales et la criminalité organisée







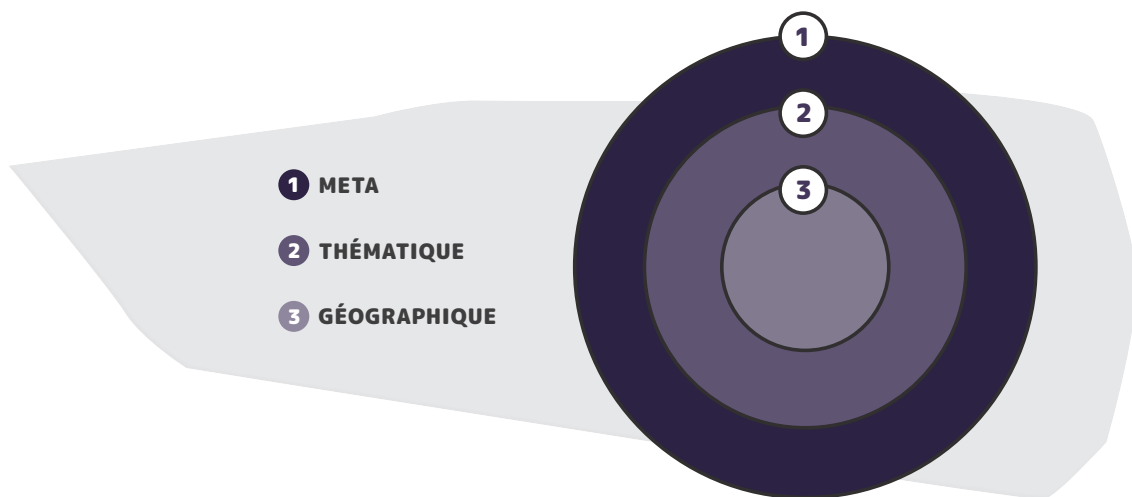
# Principales conclusions

L'Indice mondial du crime organisé permet aux utilisateurs d'analyser, de comparer et de contraster un ensemble d'indicateurs par pays, par région et par continent. La compilation de ces indicateurs a permis de dégager plusieurs conclusions clés, divisées en trois grandes catégories (conclusions meta ou transversales, thématiques, et géographiques). Grâce au vaste

ensemble de données que fournit l'outil, un certain nombre de thèmes importants émerge et ceux qui sont présentés ci-dessous n'en sont qu'une sélection réduite. Ces conclusions permettent de mettre en relief l'omniprésence de la criminalité organisée et révèlent le nombre de personnes touchées par la criminalité, l'ampleur et la portée des marchés criminels et les niveaux de résilience.

FIGURE 1.2

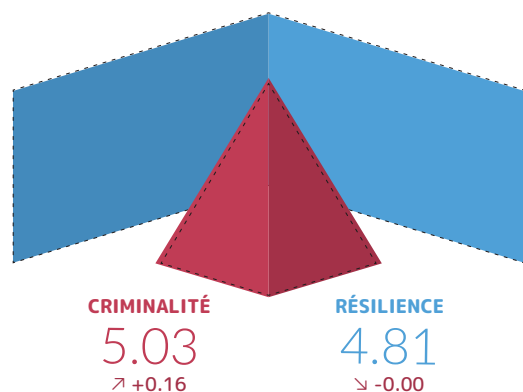
## Conclusion clé par groupe



## Conclusions meta

# Conclusion 1

**Le fossé entre criminalité et résilience se creuse**



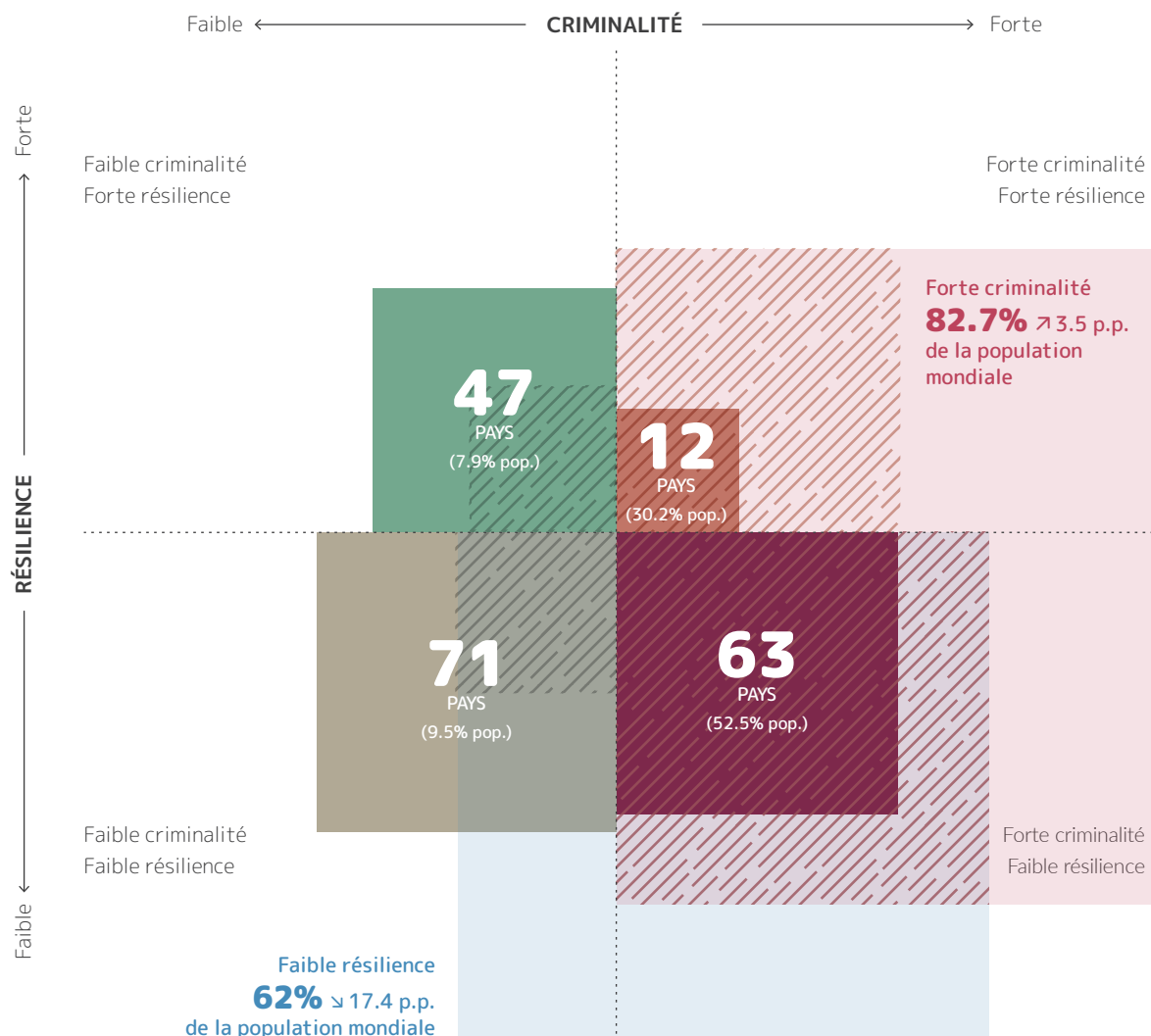
Près de 83 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans des pays à forte criminalité, contre 79 % en 2021. Alors que la résilience mondiale est restée dans l'ensemble au niveau de 2020, la criminalité a continué de croître à

un rythme effréné, en réponse à l'intensification des défis politiques, sociaux, économiques et sécuritaires, ce qui témoigne des difficultés dans la lutte contre ce phénomène.

Le nombre de personnes vivant dans des conditions de faible résilience à la criminalité organisée au niveau mondial a considérablement diminué : aujourd'hui, 62 % de la population mondiale vit dans des pays à faible résilience, contre 79,4 % en 2021. Cette évolution majeure ne s'explique toutefois pas par une résurgence spectaculaire de la résilience à l'échelle mondiale, mais plutôt par une légère amélioration du score d'un seul pays, la Chine. En 2021, la Chine était classée dans la catégorie des pays à faible résilience, à seulement 0,04 point du seuil de 5,50 sur 10. Dans cette seconde édition de l'Indice, le score de résilience de la Chine a légèrement augmenté de 0,21 point, ce qui suffit toutefois à la faire passer dans la catégorie de résilience

élevée. Cette modeste amélioration s'explique par l'adoption par la Chine de la première loi contre la criminalité organisée du pays et par les progrès réalisés dans la lutte contre le blanchiment d'argent, entre autres. Avec une population de 1,4 milliard d'habitants, la légère amélioration du score de résilience de la Chine appelle donc à une interprétation nuancée des résultats. Si davantage de personnes vivent aujourd'hui dans des pays caractérisés par une résilience élevée, la comparaison entre la résilience mondiale et l'augmentation de l'omniprésence de la criminalité montre que, dans les faits, les réponses apportées n'ont pas permis de faire face à la menace que représente la criminalité organisée.

**FIGURE 1.3**  
**Classifications des vulnérabilités**





# Conclusion 2

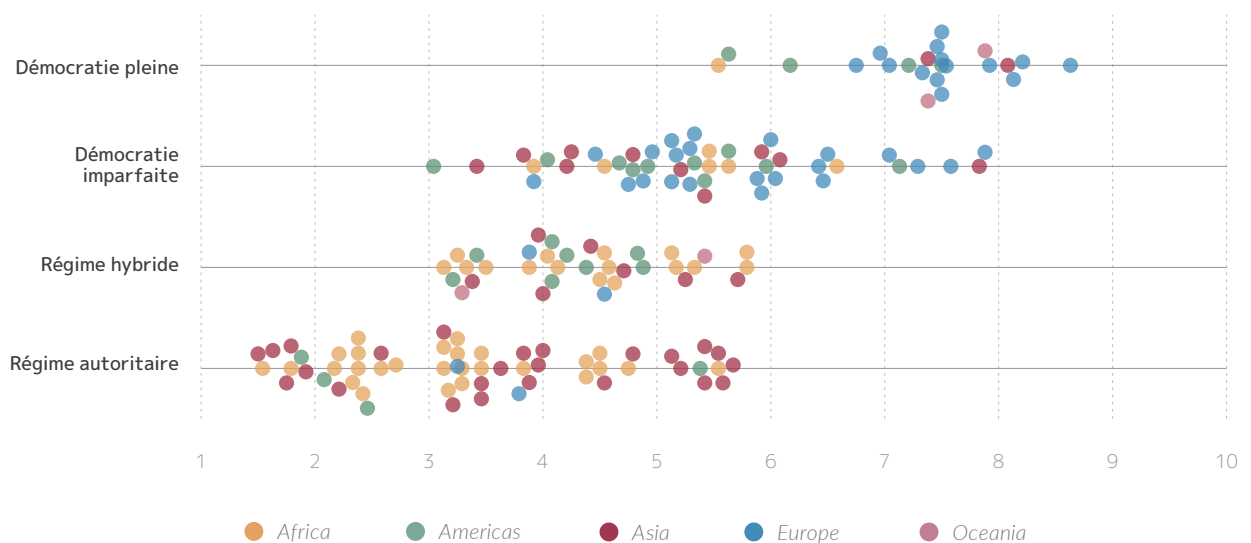
## Les démocraties continuent d'avoir des niveaux plus élevés de résilience

Les résultats de l'Indice 2023 montrent que les pays considérés comme des démocraties à part entière par l'Intelligence Unit de *The Economist* continuent d'afficher des niveaux de résilience à la criminalité organisée plus élevés que les régimes autoritaires. Les bonnes pratiques de gouvernance, ouvertes, transparentes, ancrées dans l'État de droit et qui encouragent l'engagement actif des citoyens, sont à la base des réponses étatiques et non étatiques aux menaces criminelles.

En effet, il a été démontré que les démocraties résistent en moyenne mieux à la criminalité organisée, la corrélation entre le type de régime et la résilience ayant légèrement augmenté au cours des deux dernières années. Cette relation met en évidence la nécessité d'une coordination entre les piliers des sociétés démocratiques afin de mieux comprendre les menaces criminelles auxquelles elles sont confrontées et d'élaborer des réponses encore plus efficaces.

FIGURE 1.4

### Résilience par type de régime



Source : Economist Intelligence Unit, *Indice de démocratie (2022)*, *Indice mondial du crime organisé 2023*

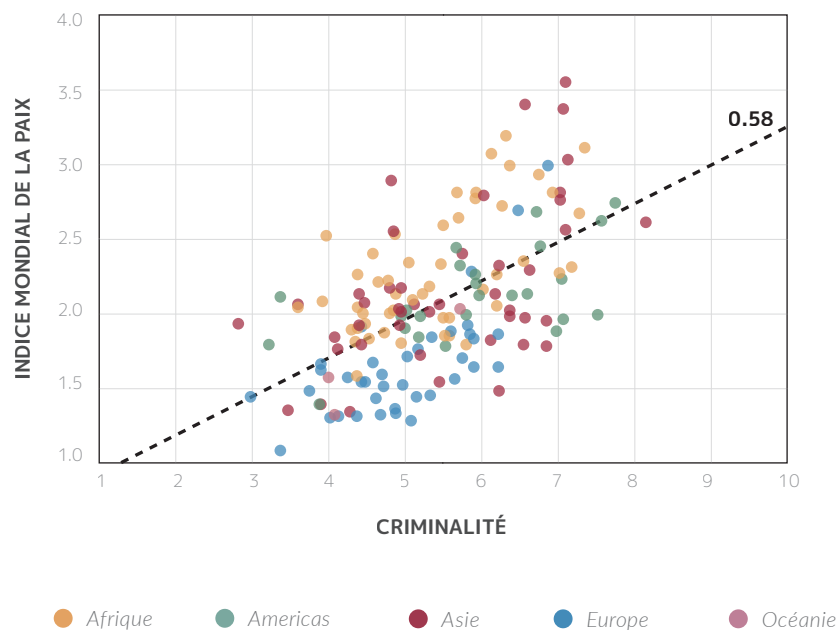
# Conclusion 3

## Les conflits exacerbent la vulnérabilité à la criminalité organisée

Les situations de conflit et de fragilité sont depuis longtemps considérées comme des facteurs contribuant à la criminalité. Les données de cette deuxième édition de l'Indice montrent que les zones de conflit sont plus vulnérables à la criminalité organisée. L'analyse révèle que plus un pays est touché par un conflit, plus il est probable qu'il présente des niveaux réduits de résilience face à la criminalité organisée. Lorsque les efforts de guerre constituent la priorité d'un État, par exemple, les ressources sont réorientées, ce qui affaiblit les institutions. L'effondrement des structures de gouvernance, l'affaiblissement des forces de l'ordre et l'accès limité aux services de base constituent un terrain fertile pour les opérations des groupes criminels.

Les données de l'Indice 2023 mettent en évidence ces corrélations : bon nombre des pays les plus touchés par la criminalité, notamment l'Afghanistan, l'Iraq, le Myanmar, l'Éthiopie et, plus récemment, l'Ukraine, ont été en proie à des conflits et à l'instabilité au cours des dernières décennies. L'invasion par la Russie de l'Ukraine a certainement été l'une des principales sources de fracture en 2022 et, par conséquent, les niveaux de criminalité en Ukraine ont augmenté de manière significative. Pire encore, les effets d'une guerre prolongée pourraient être dévastateurs à bien des égards, avec des répercussions allant d'un plus grand accès aux stocks d'armes à l'augmentation de la pauvreté, du chômage et de la vulnérabilité à l'exploitation qui en découle.

**FIGURE 1.5**  
**Conflit et criminalité**



Source : Indice mondial de la paix (2022), Indice mondial du crime organisé 2023

## Conclusions thématiques

# Conclusion 4

## La criminalité financière est le marché criminel le plus répandu

La criminalité financière n'a pas été incluse en tant que marché criminel dans l'Indice 2021. Le signalement des niveaux de criminalité financière dans le cadre du processus d'examen par les experts pour l'Indice a permis d'identifier celle-ci comme le type de criminalité le plus répandu de tous les types de criminalité mesurés en 2023. Comme c'est la première fois que l'Indice s'efforce de mesurer la criminalité financière, il n'y a pas de niveau de référence pour comparer les résultats de 2023. Toutefois, les données disponibles et l'avis des experts, y compris les contributions concernant les résultats de l'Indice 2021, suggèrent que la criminalité financière s'est en effet développée de manière significative sur une courte période.

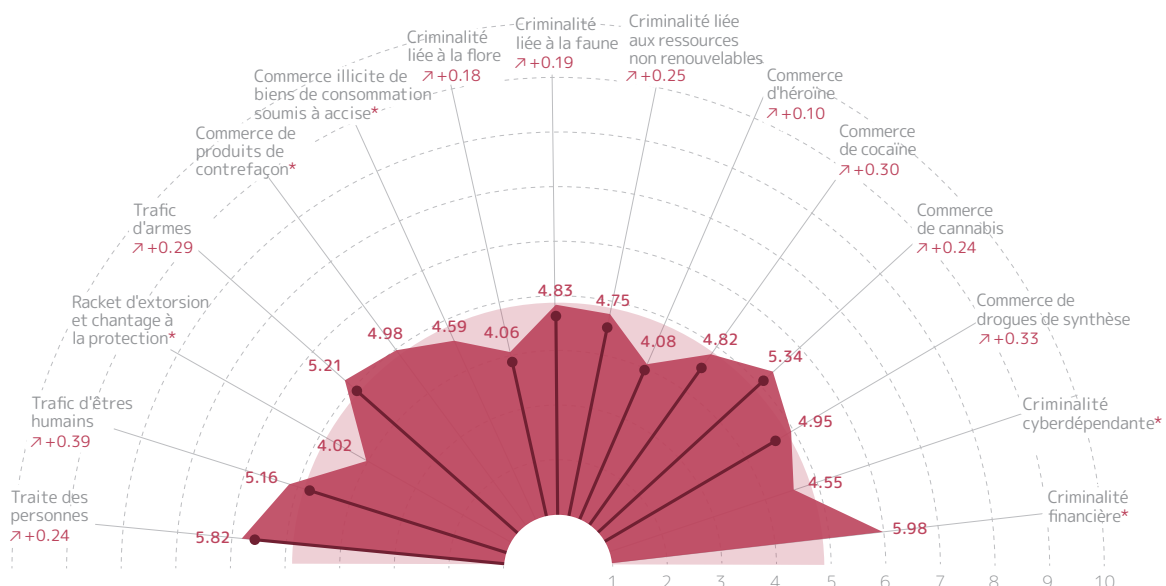
Allant de la fraude au détournement de fonds, la criminalité financière prend de nombreuses formes, permettant aux criminels organisés d'infiltrer les systèmes économiques et financiers formels d'un pays. L'étendue même des types de criminalité inclus dans la définition de la criminalité

financière confirme l'omniprésence de ce marché. Bien qu'elle soit souvent considérée comme « sans victimes », la criminalité financière est dans de nombreux cas liée à des crimes violents et a la capacité de saper de manière tangible les structures sociales et économiques d'un pays. Aujourd'hui, grâce aux rapides innovations des technologies numériques, les crimes financiers peuvent être perpétrés en cliquant sur un bouton depuis l'autre bout du monde, ce qui souligne l'impact transnational de ce marché.

La criminalité financière a supplanté la traite des personnes en tant qu'économie illicite la plus répandue en 2022, mais cela ne veut pas dire que la traite des personnes a diminué : les résultats de l'Indice montrent que la traite des personnes a en fait augmenté depuis 2020, la première année étudiée. La croissance continue de la traite des personnes nous rappelle l'impact de ce marché sur la société, où les êtres humains sont le produit de transactions.

FIGURE 1.6

### Marchés criminels, moyennes mondiales, 2021 vs 2023



\*Indicateurs inclus en 2023

● 2021

■ 2023

○ Moyenne mondiale des marchés criminels (2023)



# Conclusion 5

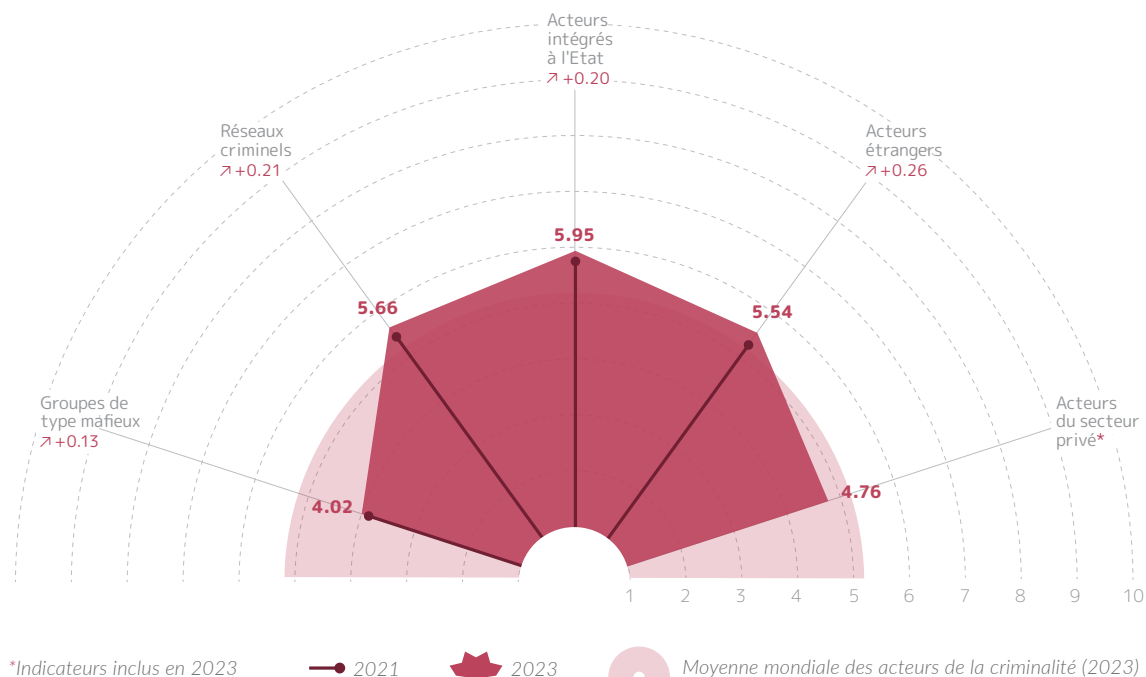
## L'influence exercée par les acteurs de la criminalité s'est renforcée depuis la pandémie

Indépendamment de leur structure et de leur classification ultérieure dans l'Indice, la portée et l'étendue de l'influence qu'ont les auteurs de la criminalité organisée se sont accrues en 2022. Il est notable que cette augmentation ait été observée de manière systématique pour tous les types d'acteurs de la criminalité et pour toutes les régions, à la seule exception de l'Océanie. Malgré leur présence relativement limitée par rapport à d'autres types d'acteurs de la criminalité, même les

groupes de type mafieux ont vu leur prévalence augmenter au cours des deux dernières années, une croissance qui est révélatrice d'une tendance plus large. Cette évolution s'explique par la reprise du commerce et des voyages à l'échelle mondiale après les restrictions imposées par la pandémie, mais aussi par les possibilités accrues offertes aux criminels par le domaine cybernétique, ainsi que par les possibilités accrues d'exploiter les fractures.

FIGURE 1.7

### Acteurs de la criminalité, moyennes mondiales, 2021 vs 2023



# Conclusion 6

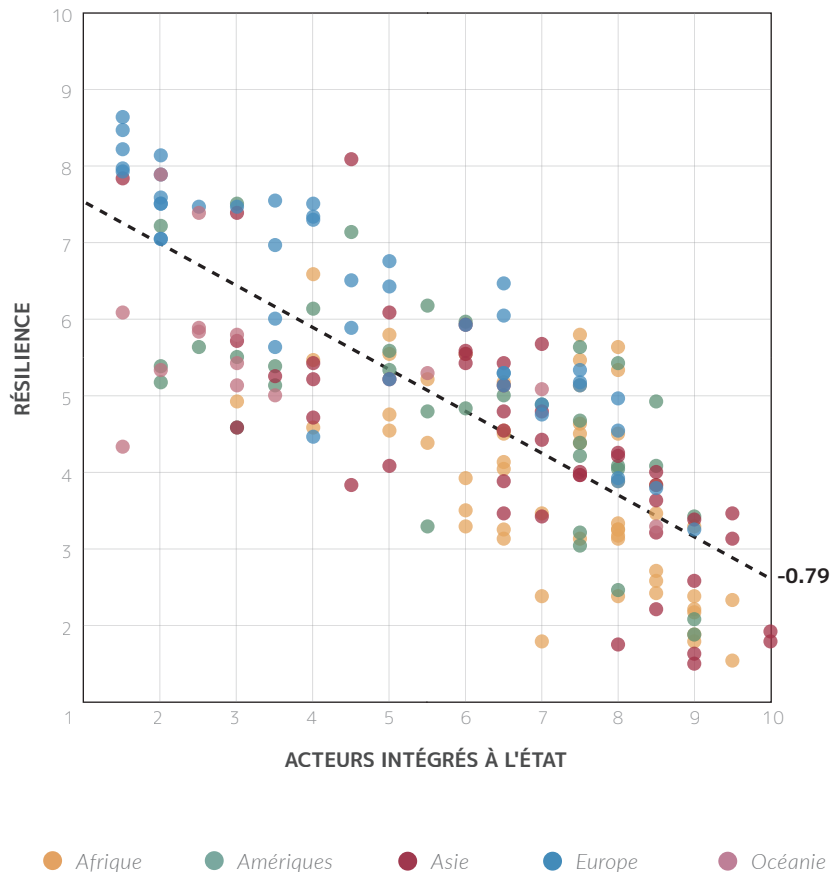
## Les acteurs étatiques restent les agents les plus dominants pour la facilitation des économies illicites et l'inhibition de la résilience

Les acteurs intégrés à l'État sont restés le type d'acteur de la criminalité le plus répandu en 2022. Si le degré d'infiltration de la criminalité dans l'appareil d'État varie d'un pays à l'autre et à tous les niveaux, l'engagement de l'État et/ou la facilitation de la criminalité organisée se sont accrus, l'Indice constatant que la traite des personnes, le trafic d'armes et la criminalité liée aux ressources non renouvelables ont été les plus touchés. La corruption crée des opportunités pour les activités illicites de se développer, car les groupes criminels peuvent opérer avec des risques

réduits, tandis que l'infiltration criminelle des institutions de l'État sape la capacité des pays à renforcer leur résilience et à élaborer efficacement des politiques de lutte contre la criminalité organisée. En effet, l'une des corrélations les plus fortes notées par les résultats de l'Indice est celle qui existe entre les acteurs intégrés à l'État et la résilience globale (-0,79). Cette corrélation négative suggère qu'au fur et à mesure que les acteurs intégrés à l'État prennent de l'importance dans un domaine particulier, les niveaux de résilience diminuent.

FIGURE 1.8

### Résilience et acteurs intégrés à l'Etat



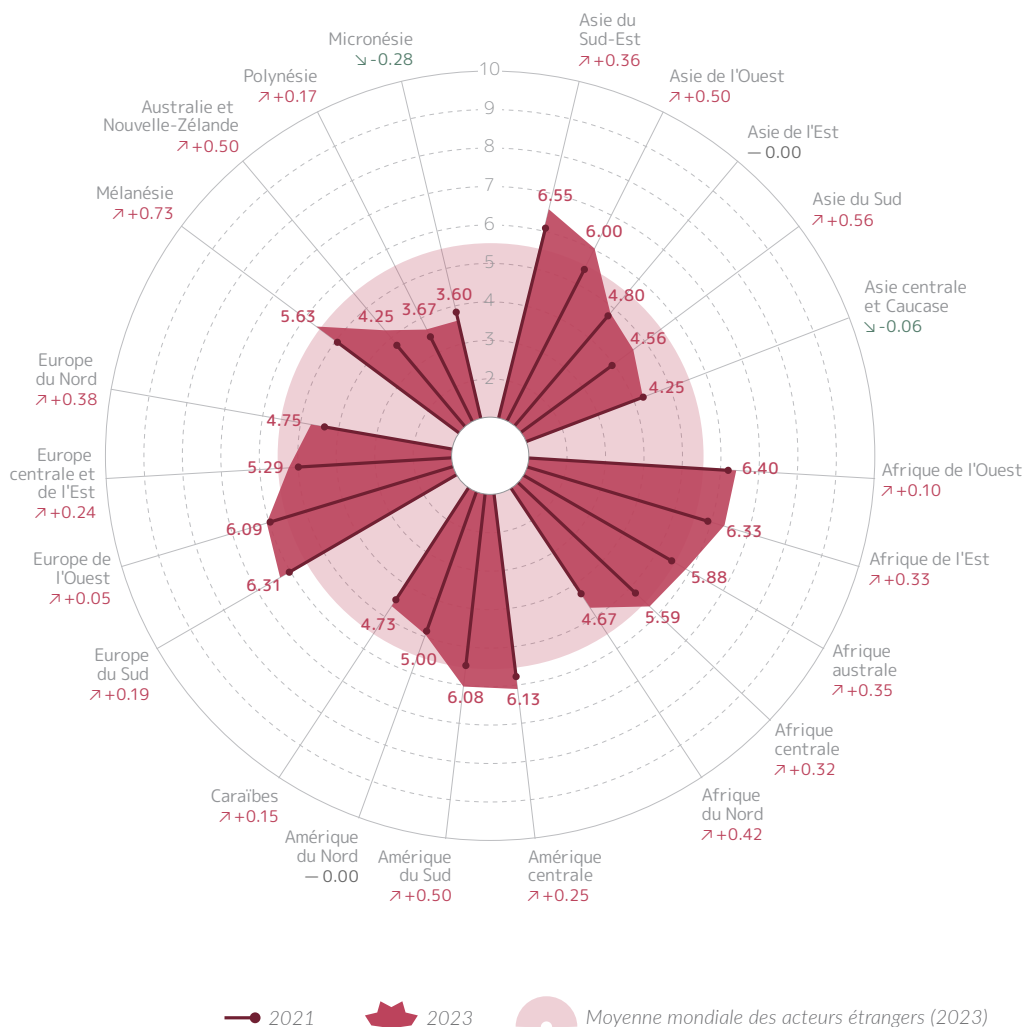
# Conclusion 7

## L'influence des acteurs étrangers grandit

Si les acteurs intégrés à l'Etat continuent d'exercer leur influence sur les flux de criminalité organisée à l'échelle mondiale, le pouvoir accru des groupes criminels étrangers suggère une plus grande interconnexion entre les réseaux criminels transnationaux. Dans un monde post-COVID, l'implication de groupes militaires et de sécurité privés dans des situations de conflit

et de crise a créé des opportunités pour les acteurs étrangers de la criminalité de s'engager dans des activités illicites. Plus généralement, l'omniprésence croissante des groupes criminels étrangers en 2022 reflète probablement la levée des restrictions liées à la pandémie, en particulier la réouverture des frontières.

**FIGURE 1.9**  
Influence des acteurs étrangers par région, 2021 et 2023



# Conclusion 8

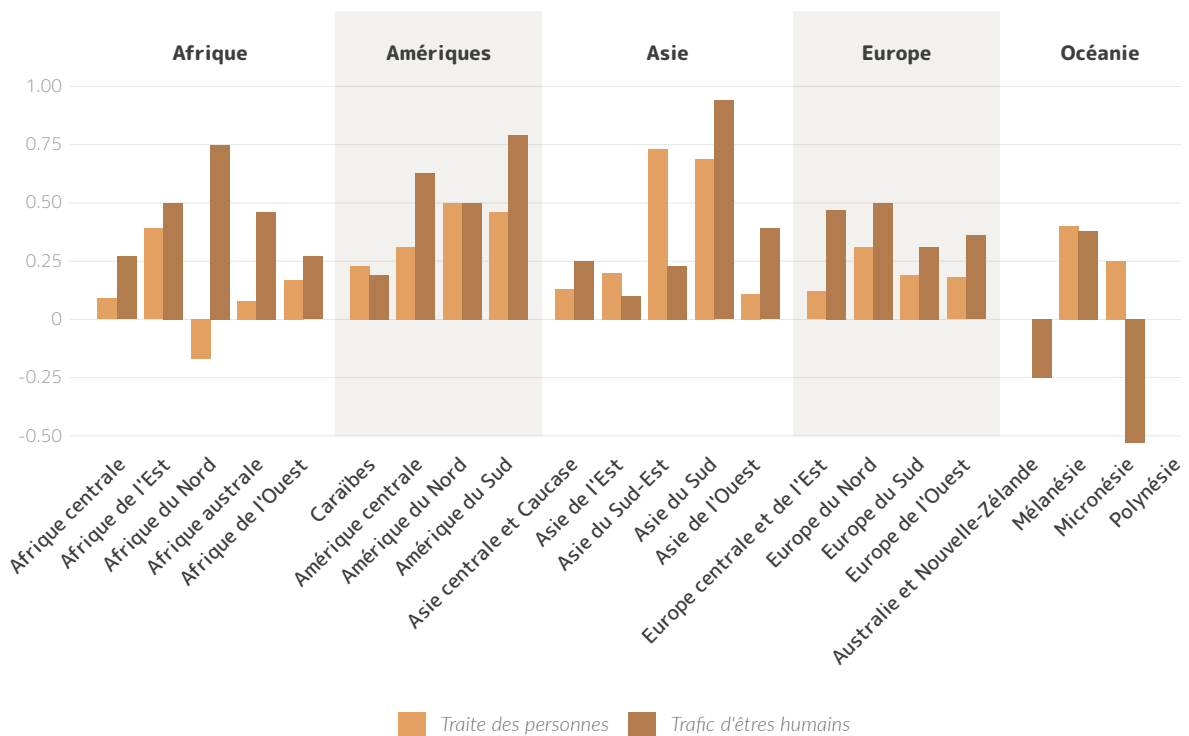
## Le trafic et la traite de personnes sont en augmentation

Si la criminalité financière devance la traite des personnes en tant qu'économie illicite la plus répandue en 2022, la traite des personnes n'en a pas moins augmenté depuis 2020. En 2022, le monde comptait plus de 100 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, dont une partie très conséquente avait fait appel à des trafiquants pour les aider à échapper à des situations difficiles. Des criminels à la recherche du profit, qu'il s'agisse d'individus

opportunistes ou de réseaux professionnels à grande échelle, continuent de trafiquer des personnes en dehors des canaux de migration légaux et à travers les frontières, souvent dans des conditions périlleuses et avec un coût humain élevé, laissant de nombreux migrants irréguliers vulnérables à l'exploitation. Les conflits violents, les inégalités et les conditions météorologiques extrêmes pourraient stimuler encore davantage la croissance de ce marché.

FIGURE 1.10

### L'essor de la traite des personnes et du trafic d'êtres humains, comparaison à l'échelle mondiale, 2021 et 2023



# Conclusion 9

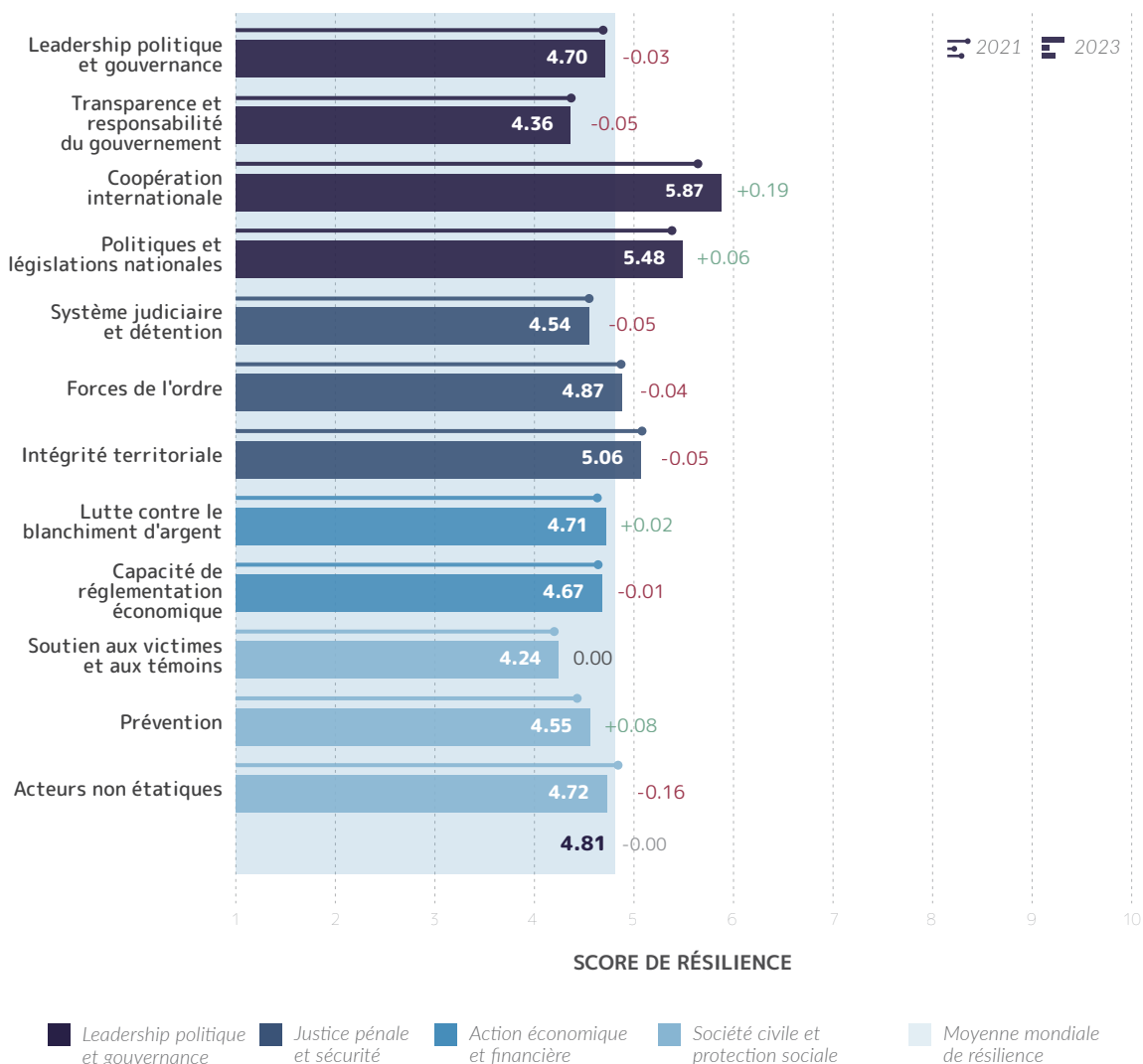
## L'espace pour les **acteurs non étatiques** comme **vecteurs** qui **renforcent** la **résilience** diminue

Les acteurs non étatiques ont connu la plus forte baisse en termes de score depuis l'Indice de 2021, parmi les 12 éléments constitutifs de la résilience. Dans un contexte mondial où les acteurs intégrés à l'Etat dominant le paysage criminel, l'affaiblissement du rôle joué par les acteurs non étatiques a des conséquences importantes sur la vulnérabilité des pays à la criminalité organisée, fermant d'autres voies de lutte. La société civile et les médias peuvent servir de garde-fous et demander des comptes aux institutions, et nombre d'entre eux sont étroitement engagés auprès des communautés

fortement touchées par la criminalité organisée. Cependant, le renforcement des restrictions et de la censure réduit la capacité des acteurs non étatiques à servir de sources alternatives de résilience à celles fournies par les gouvernements. La participation substantielle de toutes les parties prenantes, intergouvernementales, étatiques et non étatiques, au débat sur l'évolution des menaces liées à la criminalité organisée est essentielle pour intensifier les efforts de répression et de prévention de la criminalité organisée et réduire son impact sur les sociétés.

FIGURE 1.11

### Synthèse de la résilience par indicateur, 2021 et 2023





# Conclusion 10

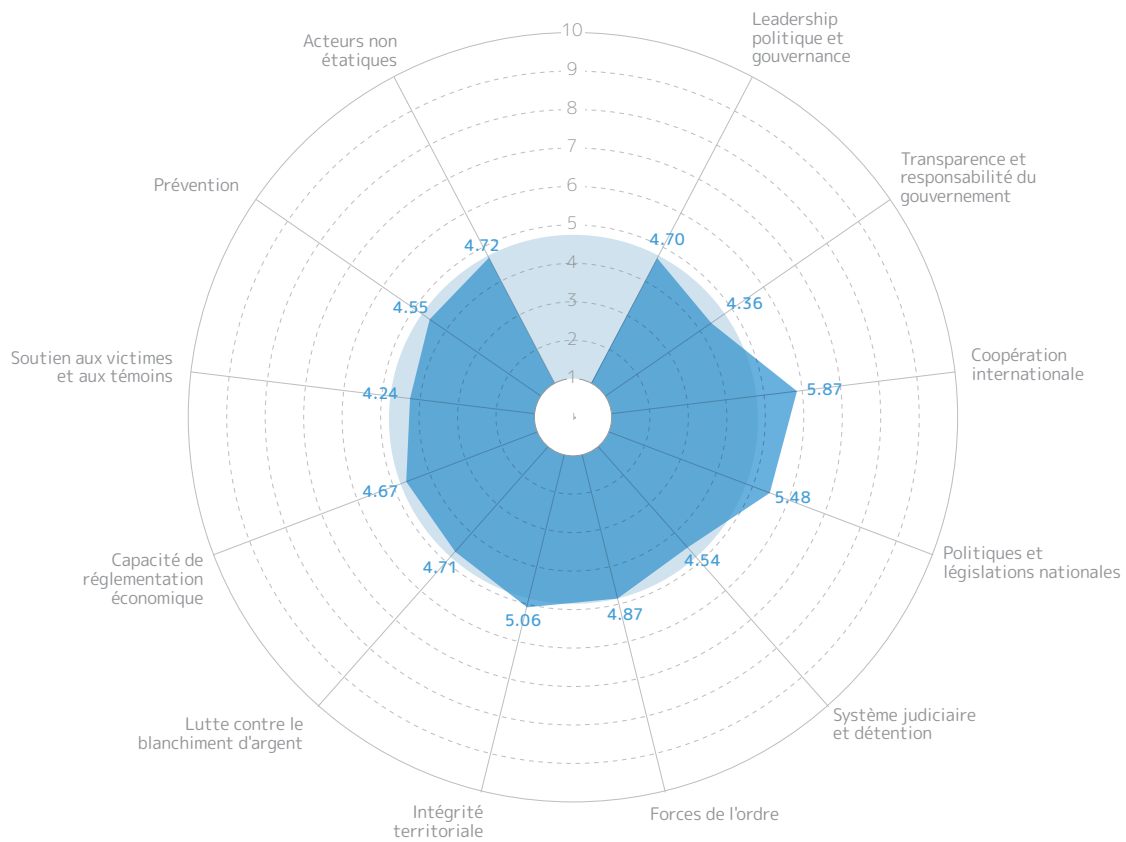
## Les personnes les plus affectées par la criminalité organisée ne sont pas une priorité

Comme en 2021, l'indicateur « soutien aux victimes et aux témoins » est l'élément de résilience le moins bien noté dans l'Indice 2023. Ce constat rappelle que les efforts mondiaux de lutte contre la criminalité organisée déploient souvent une approche sécuritaire, axée sur la suppression des activités menées par les acteurs de la criminalité. Cette stratégie est déséquilibrée,

car elle néglige les personnes les plus touchées par la criminalité organisée. Les ramifications de ce déséquilibre pourraient être durables et profondes, contribuant à la fragilité persistante des États et à une plus grande vulnérabilité. Il est donc essentiel de remédier à ces lacunes dans les garanties protégeant les victimes et les témoins.

FIGURE 1.12

### Part relative des indicateurs de résilience par élément de résilience



# Conclusion 11

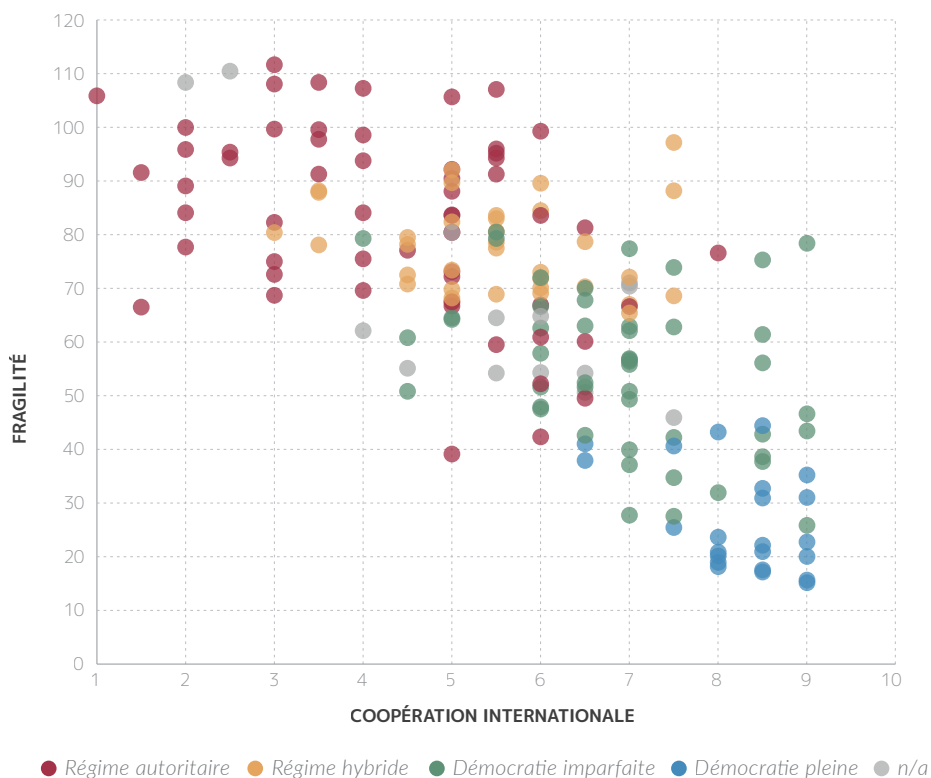
## Malgré les conflits et les fractures politiques, la coopération internationale s'est améliorée

Contrairement à la diminution de l'espace pour les acteurs non étatiques et au manque de soutien aux personnes les plus touchées par la criminalité organisée, les résultats de l'Indice 2023 montrent que la coopération internationale s'est améliorée au niveau mondial. Cela peut suggérer que les pays continuent de s'orienter vers des réponses institutionnelles pour lutter contre les activités illicites, laissant inexploitées des ressources uniques comme les connaissances, les capacités et les compétences locales qui pourraient compléter les cadres de réponse de l'État. Paradoxalement, les fractures persistent là où la collaboration

devrait idéalement prévaloir. La coopération internationale ne semble pas être systématique à l'échelle mondiale. Au contraire, la division entre les États démocratiques et autocratiques se manifeste dans le choix des pays avec lesquels ils collaborent. En ce sens, une véritable coopération contre la criminalité organisée à l'échelle mondiale est un défi. Face à un problème qui transcende les frontières et les politiques, les États doivent intensifier le dialogue et travailler sur des mécanismes pour mettre en œuvre et contrôler les engagements pris en matière de lutte contre la criminalité organisée.

FIGURE 1.13

### Distribution par type de régime et score en matière de coopération internationale



Source: Economist Intelligence Unit Democracy Index 2022; Indice mondial du crime organisé 2023

## Conclusions géographiques

# Conclusion 12

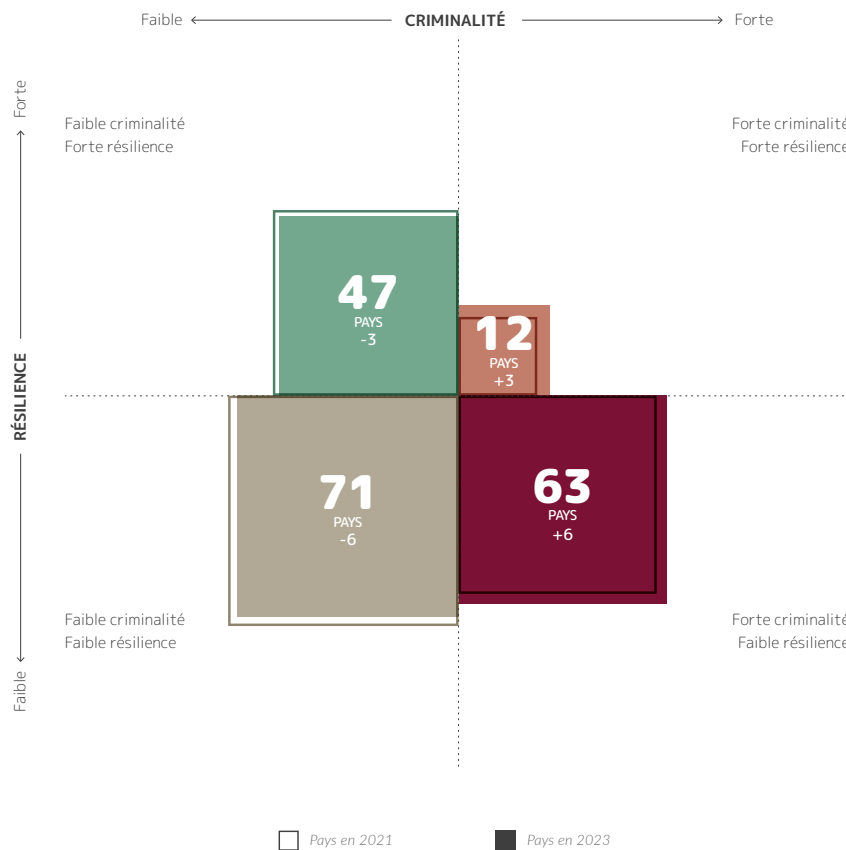
Plus de pays ont des **taux élevés de criminalité** et des **cadres de résilience robustes**

La catégorie « forte criminalité - forte résilience » reste celle où l'on trouve le moins de pays. L'évaluation de 2023 montre que seuls 12 pays, contre neuf en 2021, figurent dans ce quadrant : Afrique du Sud, Chine, Colombie, Costa Rica, Espagne, États-Unis, France, Italie, Malaisie, Nigéria, Royaume-Uni et Sénégal. Il est permis de

penser que l'inclusion de nouveaux indicateurs dans cette édition, en particulier la criminalité financière, la criminalité cyberdépendante et les acteurs du secteur privé, est responsable de l'augmentation des niveaux de criminalité au Costa Rica, au Sénégal et au Royaume-Uni.

FIGURE 1.14

### Classification des vulnérabilités, changements entre 2021 et 2023



# Conclusion 13

**L'Europe est le continent qui a connu la plus forte hausse de la criminalité, alors que la résilience n'a que peu progressé**

Les continents qui ont par le passé fait preuve d'une grande résilience sont considérés comme vulnérables à la criminalité organisée, l'Europe en étant un bon exemple. Bien que l'inclusion de nouveaux indicateurs ait certainement affecté les scores de criminalité, les dix marchés initiaux ont augmenté de leur côté, aggravant l'environnement criminel sur le continent. Mais si la criminalité est réellement omniprésente et touche l'ensemble du

continent, bien qu'à des degrés divers, il existe une nette division dans les niveaux de résilience. Il existe un fossé apparent entre l'Est et l'Ouest, les pays d'Europe de l'Est luttant toujours pour se débarrasser de leur héritage autoritaire, qui a déterminé les dynamiques de la criminalité organisée et les cadres de résilience, ou leur absence, au cours des trois dernières décennies.

FIGURE 1.15

## Evolution des scores par indicateur – Europe, 2021 et 2023



# Conclusion 14

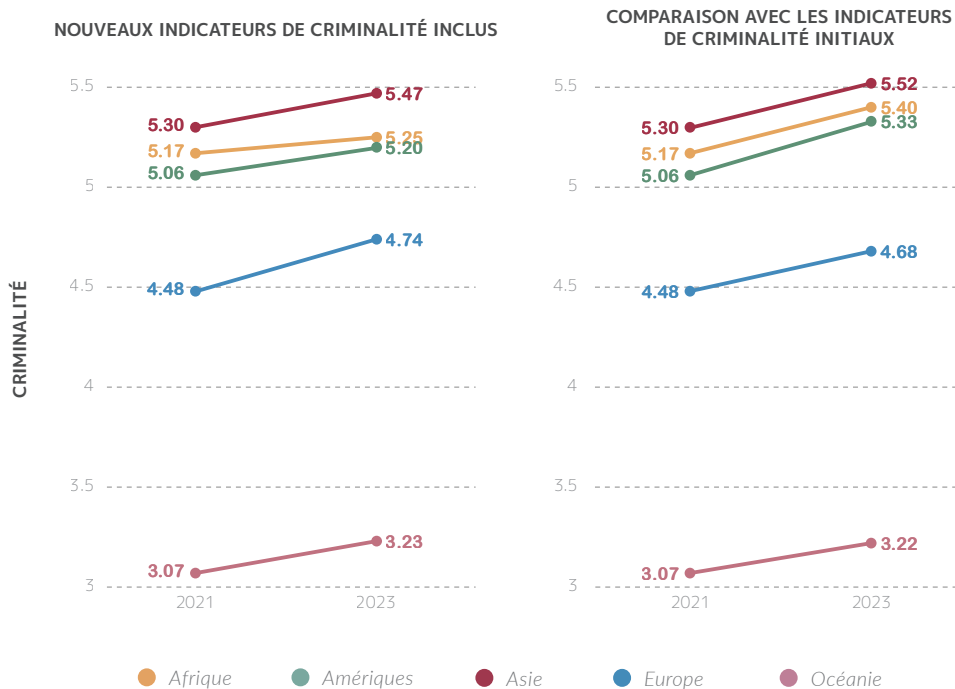
**L'Afrique** a connu la **plus faible augmentation de la criminalité à l'échelle continentale**, mais avec des scores en hausse pour les 10 marchés criminels initiaux

Le continent africain a connu la plus faible augmentation des niveaux de criminalité, bien que tous les types d'acteurs de la criminalité aient renforcé leur présence sur le continent dans un environnement post-COVID. Cela est dû en grande partie à l'ajout de nouveaux indicateurs qui ont fait baisser les scores moyens de criminalité. S'il est indéniable que la pandémie de COVID-19 a considérablement accru la connectivité à l'internet en Afrique<sup>23</sup>, le continent se digitalise

lentement. Le manque de développement dans le domaine cybernétique a empêché les formes de criminalité cyberdépendantes et cyber-facilitées de croître. Si les 10 marchés initiaux et les quatre types d'acteurs de la criminalité étaient considérés séparément, l'évolution du taux global de criminalité en Afrique serait beaucoup plus tangible, avec une augmentation de 0,23 point, soit la deuxième plus forte augmentation au niveau mondial.

FIGURE 1.16

## Evolution moyenne de la criminalité entre 2021 et 2023 par continent





# Conclusion 15

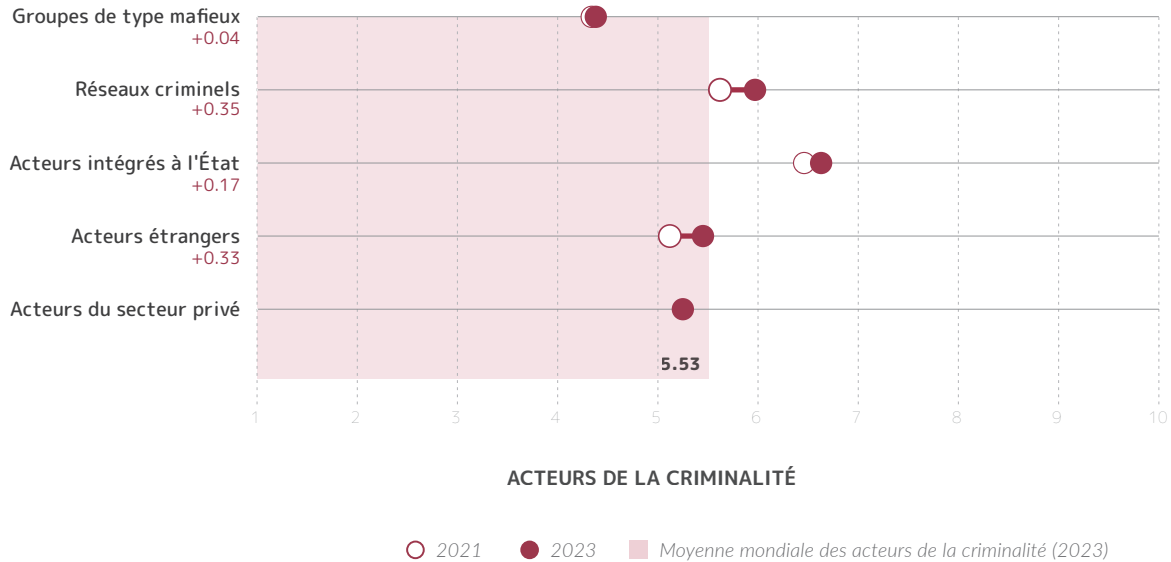
## L'Asie a la présence moyenne la plus élevée d'acteurs de la criminalité

Le continent asiatique a connu une augmentation considérable de l'importance des acteurs de la criminalité, en particulier des réseaux criminels et des acteurs étrangers. L'inclusion du secteur privé en tant qu'acteur de la criminalité dans cette deuxième édition de l'Indice reconnaît que le secteur privé est un intermédiaire clé entre le licite et l'illicite et un facilitateur essentiel de nombreux marchés criminels, de la contrefaçon au transport de marchandises, en passant par la criminalité

cyber-facilitée et le blanchiment d'argent. Si la forte augmentation du nombre d'acteurs de la criminalité en Asie est due à une hausse des scores pour les quatre typologies initiales, c'est le poids de l'indicateur lié aux acteurs du secteur privé, nouvellement introduit, qui a fait grimper le score moyen à un niveau aussi élevé. C'est en Asie que les acteurs du secteur privé obtiennent le score le plus élevé par rapport aux autres continents, et ce dans une large mesure.

FIGURE 1.17

### Evolution des scores pour les acteurs étrangers – Asie, 2021 et 2023









The background features a light beige color with several overlapping, semi-transparent geometric shapes in shades of blue, grey, and white. On the left side, there is a circular cutout revealing a dark, textured surface, possibly asphalt or gravel, with a lighter, sandy area below it. The overall design is modern and minimalist.

# 02

**A propos  
de l'Indice**



Basé sur l'Indice de la criminalité organisée en Afrique 2019 du projet ENACT, l'Indice mondial du crime organisé est devenu un outil phare de la GI-TOC. Fournissant un aperçu approfondi et holistique des dynamiques de la criminalité organisée, l'Indice évalue les 193 États Membres des Nations Unies en fonction de la portée et de l'ampleur de la criminalité, d'une part, et de leur résilience, c'est-à-dire de leur capacité à résister et

à contrer les activités de la criminalité organisée, d'autre part. L'objectif de l'Indice est de susciter un dialogue constructif sur le thème de la criminalité organisée et de ses conséquences. En fournissant des données mesurables, l'Indice facilite le travail des différentes parties prenantes dans la mise en œuvre de stratégies de lutte contre les économies illicites et leur donne les moyens de mesurer l'efficacité de leurs réponses.

## La composition de l'Indice

### La criminalité dans le cadre de l'Indice

La première composante de l'Indice, la criminalité, comprend deux sous-composantes : les marchés criminels et les acteurs de la criminalité. Les marchés criminels sont définis comme les systèmes politiques, sociaux et économiques entourant toutes les étapes du commerce illicite et/ou de l'exploitation de marchandises ou de personnes.

Dans cette édition de l'Indice, cinq marchés additionnels ont été ajoutés aux 10 marchés initiaux, indiqués en gras dans la figure 2.1. Les définitions complètes des marchés criminels sont disponibles à l'annexe 3 à la fin de ce rapport ; elles peuvent également être téléchargées à partir de la plateforme dédiée à l'Indice, [ocindex.net](http://ocindex.net).

#### ENCADRÉ 2.1

### Définition du **crime organisé**

Dans le cadre de l'Indice mondial du crime organisé, le « crime organisé » est défini comme toute activité illégale, menée par des groupes ou des réseaux agissant de concert, se servant de la violence, de la corruption ou d'activités connexes afin d'obtenir, directement ou indirectement, un avantage financier ou matériel. Ces activités peuvent être menées à la fois à l'intérieur d'un pays et à l'échelle transnationale.

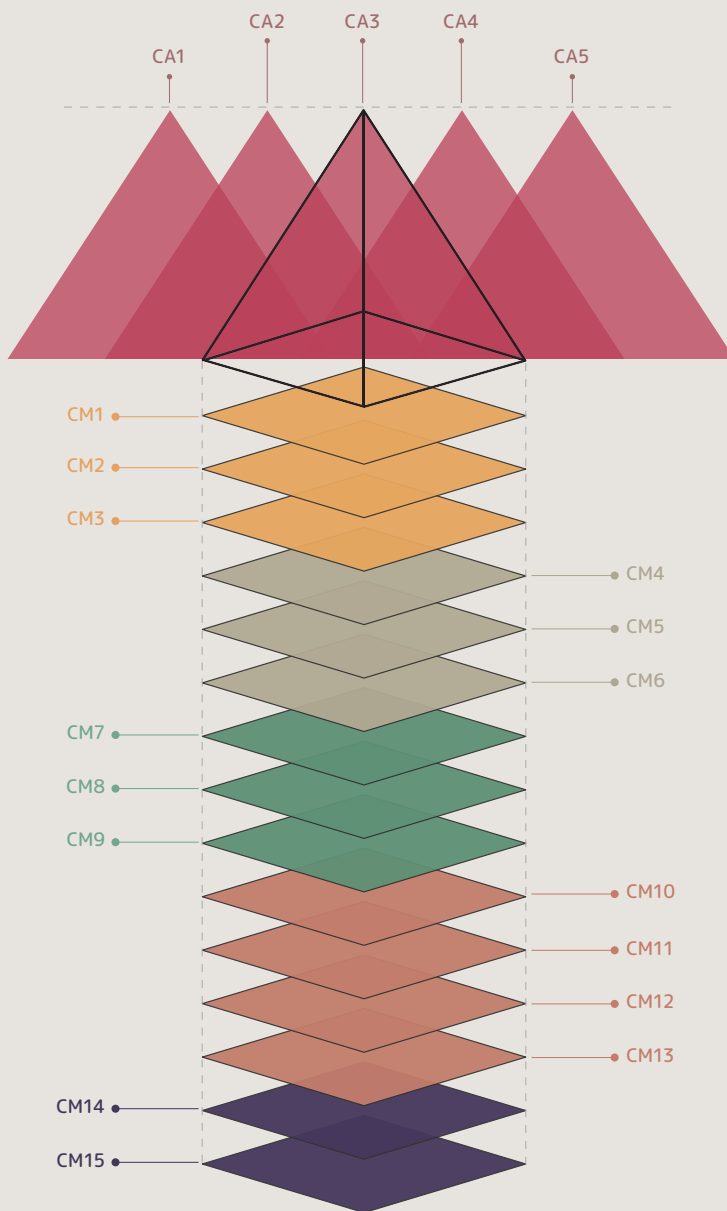


La deuxième sous-composante de la criminalité, les acteurs de la criminalité, évalue la structure et l'influence de cinq types d'acteurs de la criminalité : les groupes de type mafieux, les réseaux criminels, les acteurs intégrés à l'État, les acteurs étrangers et les acteurs du secteur privé. Il n'en demeure pas moins que, parmi la multitude

de groupes criminels existant dans le monde, tous ne peuvent être classés dans une catégorie bien définie. C'est dans cette optique que les cinq types d'acteurs définis dans l'Indice présentent des caractéristiques générales afin de couvrir autant de dynamiques d'acteurs de la criminalité que possible.

FIGURE 2.1

## Indicateurs de criminalité



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

- ▲ **CA1.** Groupes de type mafieux
- ▲ **CA2.** Réseaux criminels
- ▲ **CA3.** Acteurs intégrés à l'État
- ▲ **CA4.** Acteurs étrangers
- ▲ **CA5.** Acteurs du secteur privé

### MARCHÉS CRIMINELS

- ◆ **CM1.** Traite des personnes
- ◆ **CM2.** Trafic d'êtres humains
- ◆ **CM3.** Racket d'extorsion et chantage à la protection
- ◆ **CM4.** Trafic d'armes
- ◆ **CM5.** Commerce de produits de contrefaçon
- ◆ **CM6.** Commerce illicite de biens de consommation soumis à accise
- ◆ **CM7.** Criminalité liée à la flore
- ◆ **CM8.** Criminalité liée à la faune
- ◆ **CM9.** Criminalité liée aux ressources non renouvelables
- ◆ **CM10.** Commerce d'héroïne
- ◆ **CM11.** Commerce de cocaïne
- ◆ **CM12.** Commerce de cannabis
- ◆ **CM13.** Commerce de drogues de synthèse
- ◆ **CM14.** Criminalité cyberdépendante
- ◆ **CM15.** Criminalité financière

## La résilience dans le cadre de l'Indice

Afin de fournir une image complète et précise de l'environnement de la criminalité organisée dans différents contextes, l'Indice évalue également la qualité et l'efficacité des mesures nationales de résilience. Alors que le score de criminalité permet aux parties prenantes d'identifier les menaces et leur intensité, le score de résilience fait référence au type et à l'efficacité des mesures que les États ont mises en place pour trouver des solutions aux menaces de la criminalité organisée auxquelles ils sont confrontés. Compte tenu de la nature de la criminalité organisée et de ses dynamiques variées à travers le monde, la résilience prend

différentes formes selon les contextes : les interventions qui fonctionnent dans une région, par exemple, peuvent n'avoir que peu d'impact sur les niveaux de criminalité dans une autre. Pour tenir compte des différents problèmes posés par la criminalité organisée dans un large éventail de contextes, les mesures de résilience, telles qu'elles sont définies dans l'Indice, ont une large portée et sont multisectorielles. Pris dans leur ensemble, les 12 indicateurs de résilience sont les éléments constitutifs des sociétés pour apporter des réponses holistiques et durables à la criminalité organisée.

### ENCADRÉ 2.2

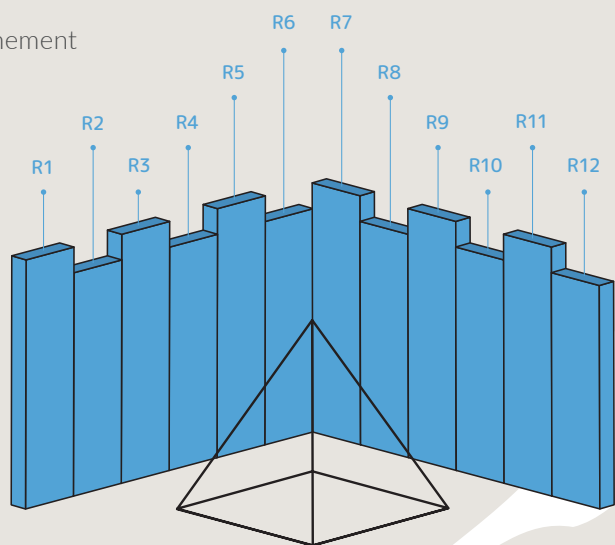
## Définition de la **résilience**

L'Indice définit la « résilience » comme la capacité de résister et de perturber les activités criminelles organisées dans leur ensemble, plutôt que des marchés individuels, par le biais de mesures politiques, économiques, juridiques et sociales. La résilience fait référence aux mesures prises par les pays à la fois par les acteurs étatiques et non étatiques.

FIGURE 2.2

## Indicateurs de résilience

- **R1.** Leadership politique et gouvernance
- **R2.** Transparence et responsabilité du gouvernement
- **R3.** Coopération internationale
- **R4.** Politiques et législations nationales
- **R5.** Système judiciaire et détention
- **R6.** Forces de l'ordre
- **R7.** Intégrité territoriale
- **R8.** Lutte contre le blanchiment d'argent
- **R9.** Capacité de réglementation économique
- **R10.** Soutien aux victimes et aux témoins
- **R11.** Prévention
- **R12.** Acteurs non étatiques





# Méthodologie

Il s'agit d'une version abrégée de la méthodologie utilisée dans cette étude afin d'établir l'Indice. La méthodologie dans son intégralité se trouve sur le site web de l'Indice [ocindex.net](http://ocindex.net), ainsi que les questions directrices qui ont été utilisées pour attribuer et justifier les scores de criminalité et de résilience.

Modéliser un indice n'est pas simple, surtout lorsqu'il s'agit d'évaluer un phénomène aussi clandestin que la criminalité organisée. Le modèle de l'Indice mondial du crime organisé propose donc un cadre d'évaluation alternatif, axé sur les produits, pour mesurer les marchés illicites en combinant l'ampleur et l'échelle, la valeur et l'impact. L'Indice vise ainsi à combler les lacunes en matière d'information que présentent les autres cadres.

En bref, l'Indice mondial du crime organisé s'articule autour de trois éléments clés :

- L'ampleur, l'échelle et l'impact de 15 marchés criminels
- La structure et l'influence de cinq types d'acteurs de la criminalité
- L'existence et la capacité des pays à être résilients face à la criminalité organisée, mesurées en fonction de 12 éléments constitutifs de la résilience

Tous les pays figurant dans l'Indice se voient attribuer un score de criminalité, qui comprend deux sous-composantes : les marchés criminels et les acteurs de la criminalité. L'évaluation de la sous-composante « marchés criminels » consiste à déterminer l'impact monétaire et non monétaire d'un marché (en tenant compte de différents facteurs tels que la concentration géographique du marché, le nombre de personnes affectées ou impliquées dans ce marché, la présence de violence, la rareté de la marchandise négociée de manière illicite). L'évaluation des acteurs de la criminalité consiste à mesurer la capacité organisationnelle et le niveau de sophistication des groupes criminels, ainsi que leur influence globale sur l'État et la société en général. Les pays se voient également attribuer un score de résilience afin d'évaluer si les États ont mis en place les cadres juridiques, politiques et stratégiques appropriés pour lutter contre la criminalité organisée. L'évaluation des 12 indicateurs de résilience est conçue afin de déterminer s'il existe des mesures ou des cadres de résilience et s'ils permettent de lutter efficacement contre la criminalité dans le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme.

Les deux composantes sont mesurées sur une échelle de 1 à 10. Alors que l'échelle de criminalité va des niveaux les plus bas de criminalité aux niveaux les plus élevés d'activité de la criminalité organisée, l'échelle de résilience montre l'inverse. En d'autres termes, pour la résilience, une note de 1 indique un faible niveau de résilience, tandis qu'une note de 10 indique une forte présence et des cadres efficaces qui non seulement traitent les risques actuels liés à la criminalité organisée, mais sont également formulés pour s'adapter aux menaces émergentes.

Avertissement : de petits écarts de 0,01 dans les calculs des différences entre les scores de 2021 et 2023 peuvent être dus à des erreurs d'arrondi binaire.

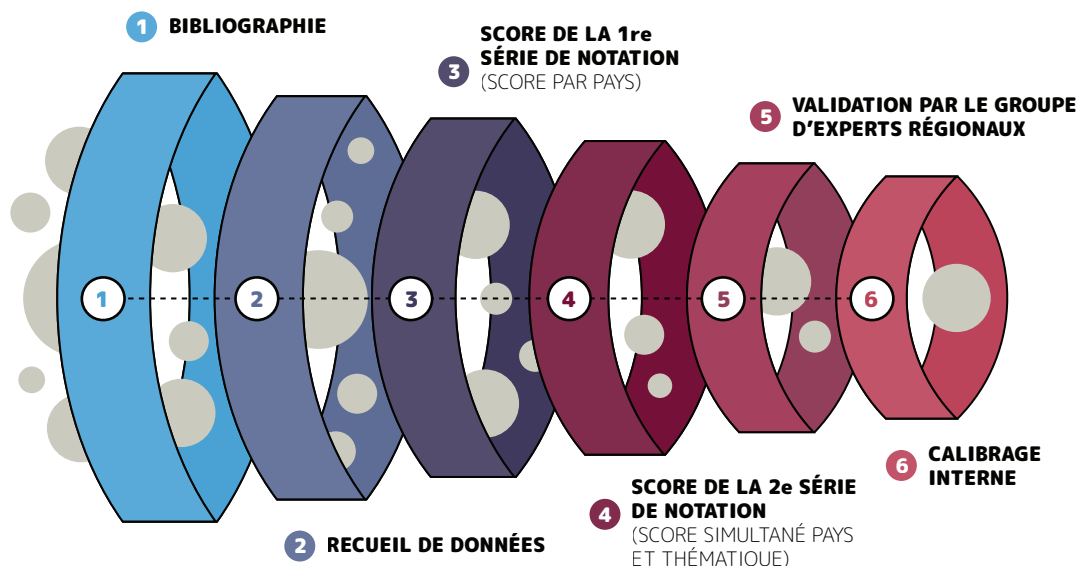
## Processus de notation de l'Indice et limites

Afin de maintenir la cohérence de la démarche, chaque édition de l'Indice est soumise au même processus de développement itératif à plusieurs étapes. Des profils pays préliminaires décrivant le contexte de chaque indicateur de criminalité et de résilience pour l'ensemble des 193 États Membres des Nations Unies ont été élaborés grâce à des recherches en source ouverte. Une fois achevés, les profils pays ont fait l'objet de deux séries de notations et d'évaluations indépendantes par pays

et par thème par différents experts. Une série supplémentaire de vérifications par un groupe d'experts géographiques a ensuite été effectuée pour assurer l'étalonnage des scores régionaux et pour vérifier les descriptions des profils pays, avant que les profils pays ne soient à nouveau évalués lors d'un dernier tour par les observatoires de la GI-TOC à des fins d'étalonnage à l'échelle mondiale.

FIGURE 2.3

### Processus de notation



Suite aux limites précédemment identifiées, des mesures nécessaires ont été prises pour offrir une représentation plus juste de la criminalité organisée au niveau mondial, en ajoutant des activités illicites transversales telles que la criminalité financière et la criminalité cyberdépendante dans le cadre de l'Indice. Compte tenu de l'ajout de nouveaux indicateurs, les comparaisons générales avec les résultats de 2021 doivent donc être abordées avec prudence. Néanmoins, les comparaisons des indicateurs individuels et de la résilience générale entre les éditions 2021 et 2023 de l'Indice sont valables.

Il est à noter que la corruption reste exclue de l'Indice en tant que marché criminel autonome, mais

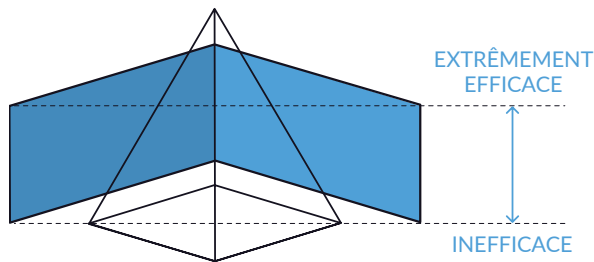
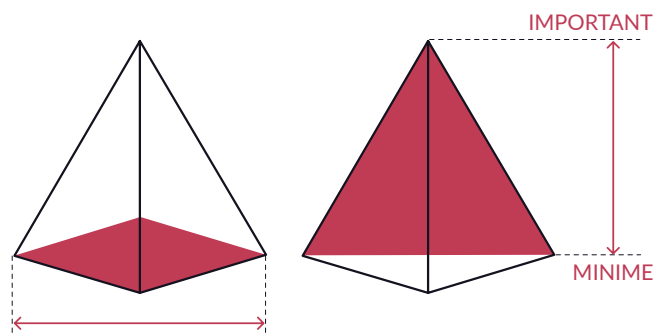
elle est considérée comme un facteur aggravant lors de la détermination des scores pour chacun des 15 marchés criminels. En outre, la corruption est également reflétée dans les composantes relatives aux acteurs de la criminalité et à la résilience de l'Indice en tant que thème transversal.

Enfin, en tant qu'évaluation menée par des experts, l'Indice peut être sujet à des biais implicites et de confirmation, tant dans son élaboration que dans l'interprétation des résultats. En réponse, la méthodologie de l'Indice a été conçue pour limiter ces risques dans toute la mesure du possible, grâce à de multiples examens indépendants et anonymes et à des directives standardisées pour le développement de l'Indice.

# Guide de lecture des graphiques de ce rapport

## Largeur et hauteur de la pyramide

Le score des **marchés criminels** est représenté par la taille de la base de la pyramide et le score des **acteurs de la criminalité** est représenté par la hauteur de la pyramide selon une échelle allant de 1 à 10.

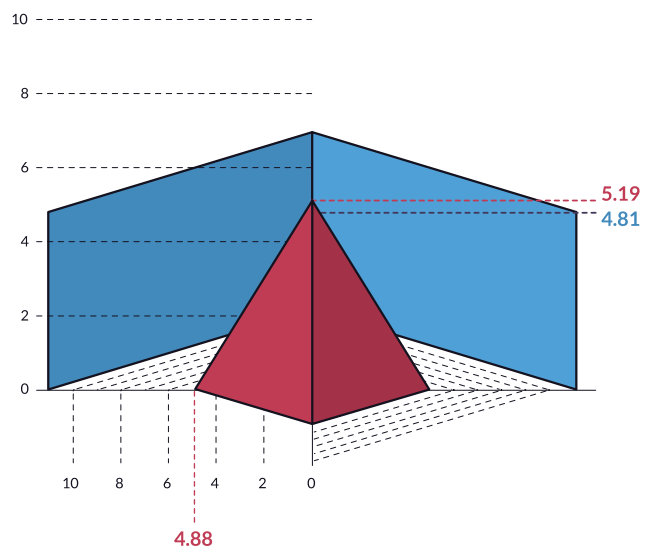


## Hauteur du panneau

Le **score de résilience** est représenté par la hauteur visible sur le côté du panneau.

## Score global moyen

La pyramide représente le score de criminalité, c'est-à-dire la moyenne des scores liés aux marchés criminels et aux acteurs de la criminalité. Le score de **criminalité** mondial est de **5,03** ; il se compose du score mondial des **marchés criminels** de **4,88** et du score mondial des **acteurs de la criminalité** de **5,19**. Le score mondial de **résilience** est de **4,81**.







Коваль

Коваль

Олексія

10.2.20  
аеро





033

**Vue  
d'ensemble  
et résultats  
à l'échelle  
mondiale**

# Contexte mondial

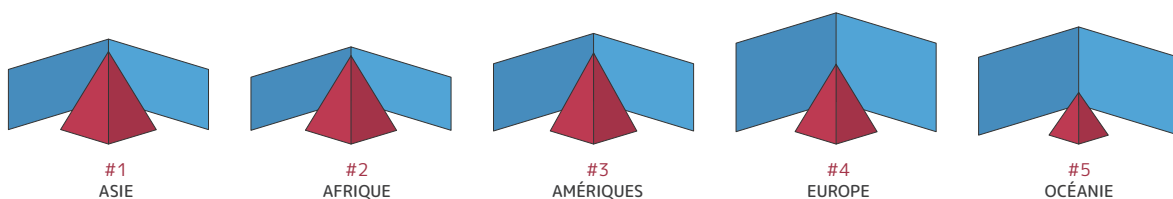
Comme nous l'avons déjà souligné, l'une des principales conclusions de l'Indice est que les niveaux de criminalité augmentent dans le monde entier, alors que les mesures de résilience ne suffisent pas à répondre à cette menace. Ce fossé décisif entre les niveaux croissants de criminalité mondiale et des mesures durables des autorités et de société civile nécessaires pour y faire face se creuse. Ce déficit peut être mieux compris lorsqu'il est analysé dans le contexte d'un ordre mondial plus fragmenté et plus instable.

Le monde qui a émergé de la pandémie est un paradoxe. D'une part, la communauté mondiale est davantage interconnectée et dépend plus des outils en ligne qui favorisent la numérisation. D'autre part, elle est encore plus divisée, en proie à des inégalités, une instabilité et des tensions géopolitiques plus prononcées. Dans un contexte de progrès technologiques, de mondialisation accrue, de crises politiques et de conflits, les acteurs de la criminalité trouvent des points d'entrée opportunistes pour le commerce illicite en tirant parti de ces dynamiques.

La criminalité organisée a trouvé des moyens de s'adapter à des vulnérabilités spécifiques et de les exploiter. Les opportunités saisies par la criminalité organisée découlent dans certains cas de l'abondance de ressources disponibles qui peuvent être échangées illégalement, et dans d'autres cas de la rareté, ou en exploitant la présence et les données en ligne de leurs cibles. C'est pourquoi il convient de garder à l'esprit que les différences contextuelles sont importantes, comme l'ont souligné les conclusions du rapport précédent. Si l'Indice montre comment la criminalité organisée transnationale évolue et se développe au niveau macro, il permet également aux utilisateurs de se concentrer sur des régions ou des pays particuliers et sur des marchés spécifiques pour comprendre comment les économies criminelles ont été façonnées et les mesures de résilience conçues en fonction des contextes individuels. En bref, chaque pays a ses propres caractéristiques : ce qui rend un pays vulnérable à la criminalité organisée peut ne pas être pertinent pour un autre, et la vulnérabilité peut découler de facteurs qui échappent au contrôle d'un État.

FIGURE 3.1

## Scores de criminalité par continent



RÉGION	CRIMINALITÉ	MARCHÉS CRIMINELS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	RÉSILIENCE
ASIE	5.47 +0.18	5.41 +0.20	5.53 +0.15	4.34 -0.12
AFRIQUE	5.25 +0.08	5.05 +0.11	5.45 +0.05	3.85 +0.05
AMÉRIQUES	5.20 +0.13	4.89 +0.19	5.51 +0.08	4.80 -0.03
EUROPE	4.74 +0.26	4.60 +0.40	4.88 +0.12	6.27 +0.04
OCÉANIE	3.23 +0.16	3.28 +0.30	3.19 +0.02	5.55 +0.09
<b>MOYENNE MONDIALE</b>	<b>5.03 +0.16</b>	<b>4.88 +0.22</b>	<b>5.19 +0.09</b>	<b>4.81 -0.00</b>

Il est donc important de souligner que des pays peuvent avoir des scores similaires pour des raisons très différentes. Ce principe s'applique également aux nouveaux indicateurs. Dans le cas de la criminalité financière, par exemple, si les grands centres financiers sont manifestement vulnérables à ce type de criminalité (en raison de la concentration de citoyens et d'entreprises fortunés et l'adoption généralisée de technologies financières), ils ne sont en aucun cas les seules cibles. Les pays où la réglementation financière est plus faible peuvent également

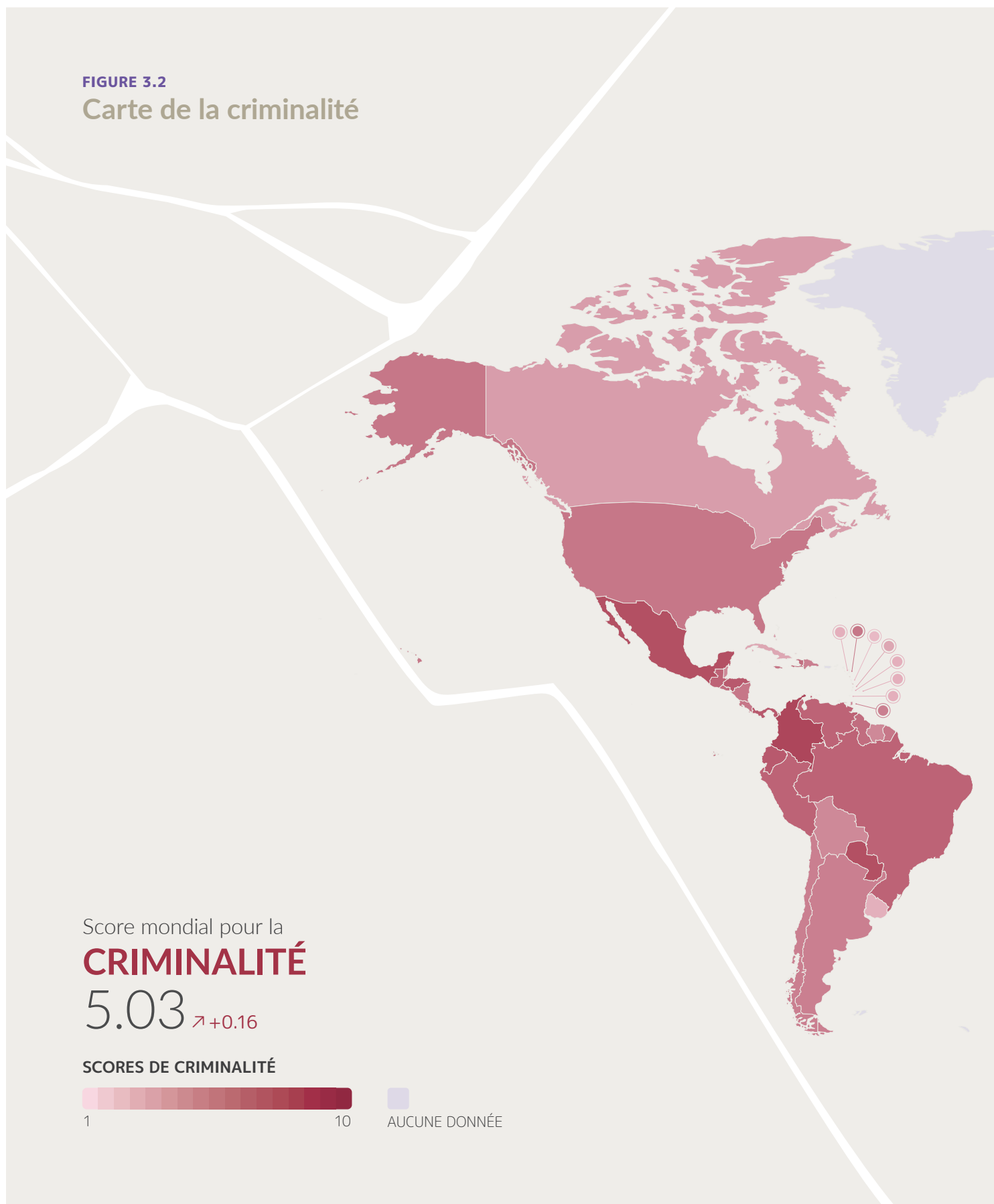
être confrontés à des marchés de criminalité financière omniprésents et donc obtenir des résultats similaires.

Les sections suivantes donnent un aperçu des résultats de l'Indice en termes de tendances mondiales de la criminalité et de la résilience dans le temps. Les conclusions sont présentées par domaine thématique, à savoir les marchés criminels, les acteurs de la criminalité et la résilience. Elles sont suivies d'une analyse géographique des résultats par continent.



FIGURE 3.2

## Carte de la criminalité





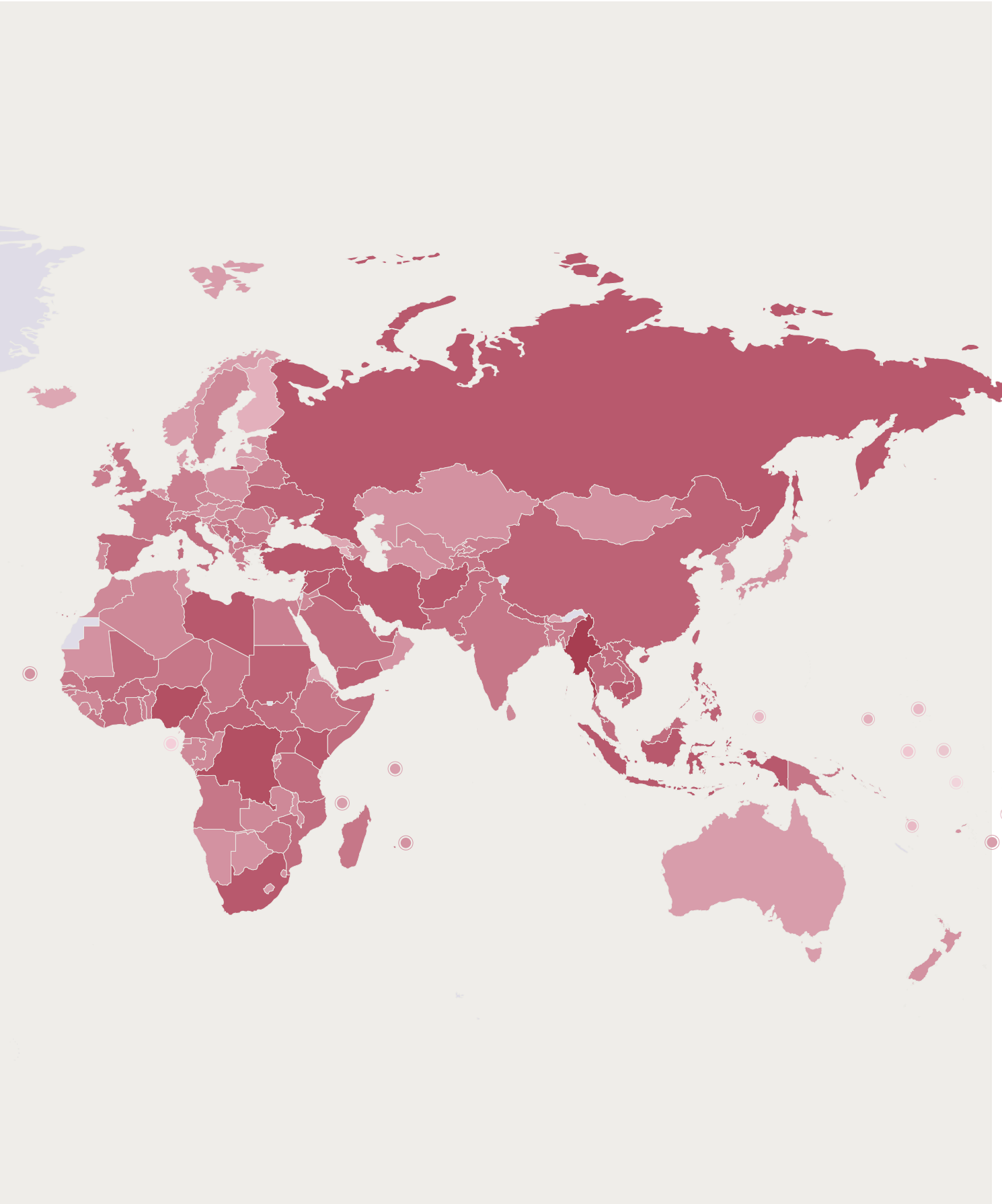
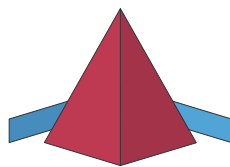
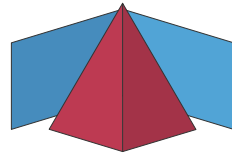


FIGURE 3.3  
Criminalité

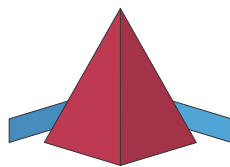
Pays avec les scores les plus élevés



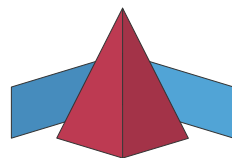
#1  
MYANMAR  
8.15  $\nearrow +0.56$



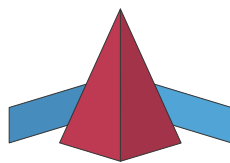
#2  
COLOMBIE  
7.75  $\nearrow +0.09$



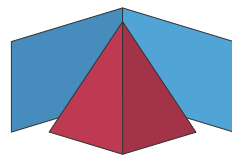
#3  
MEXIQUE  
7.57  $\nearrow +0.01$



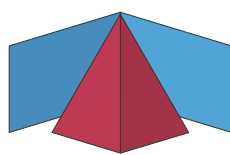
#4  
PARAGUAY  
7.52  $\nearrow +0.82$



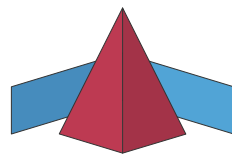
#5  
RÉP. DÉM. DU CONGO  
7.35  $\searrow -0.40$



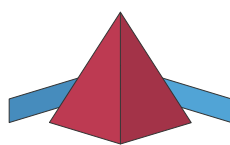
#6  
NIGÉRIA  
7.28  $\nearrow +0.13$



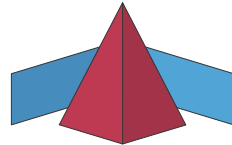
#7  
AFRIQUE DU SUD  
7.18  $\nearrow +0.56$



#8  
IRAQ  
7.13  $\nearrow +0.08$

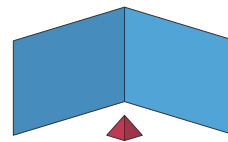


#9  
AFGHANISTAN  
7.10  $\nearrow +0.02$

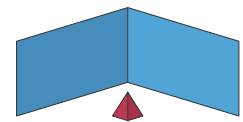


#9  
LIBAN  
7.10  $\nearrow +0.34$

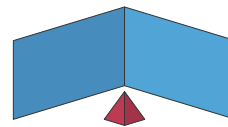
Pays avec les scores les moins élevés



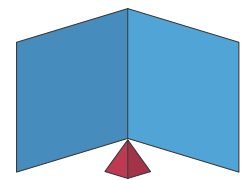
#193  
TUVALU  
1.62  $\nearrow +0.08$



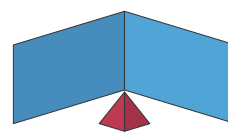
#192  
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE  
1.70  $\searrow -0.08$



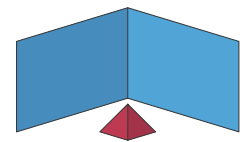
#191  
NAURU  
2.05  $\nearrow +0.29$



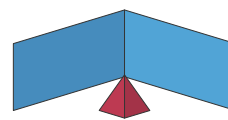
#190  
LIECHTENSTEIN  
2.27  $\nearrow +0.40$



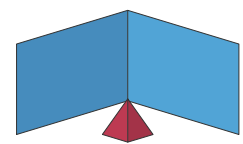
#188  
VANUATU  
2.43  $\nearrow +0.23$



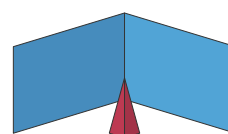
#188  
SAMOA  
2.43  $\nearrow +0.39$



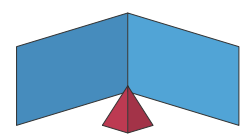
#187  
KIRIBATI  
2.45  $\nearrow +0.10$



#186  
ÎLES MARSHALL  
2.52  $\nearrow +0.21$



#185  
MONACO  
2.58  $\nearrow +0.16$



#184  
DOMINIQUE  
2.63  $0.00$

# Marchés criminels mondiaux

La moyenne mondiale de la criminalité s'établit à 5,03 sur 10, soit 0,16 point de plus qu'en 2021 (voir l'annexe 4 pour les scores complets). L'analyse des résultats montre que le score mondial de criminalité aurait aussi augmenté si seuls les 10 marchés criminels initiaux avaient été pris en compte, et que la croissance aurait été encore plus forte, avec une moyenne mondiale de criminalité à 5,10. Cela suggère que les cinq nouveaux marchés criminels sont moins répandus en moyenne, au niveau mondial, que les 10 marchés initiaux.

Toutefois, l'un des nouveaux marchés, la criminalité financière, s'est avéré être le plus répandu au niveau mondial (5,98). En effet, la criminalité financière se classe parmi les trois marchés criminels les plus répandus sur tous les continents,

à l'exception des Amériques, où elle est l'un des cinq marchés les plus importants. Après la criminalité financière et la traite des personnes (5,82), le commerce de cannabis (5,34) et le trafic d'armes (5,21) ont été identifiés comme les troisième et quatrième marchés les plus répandus au niveau mondial.

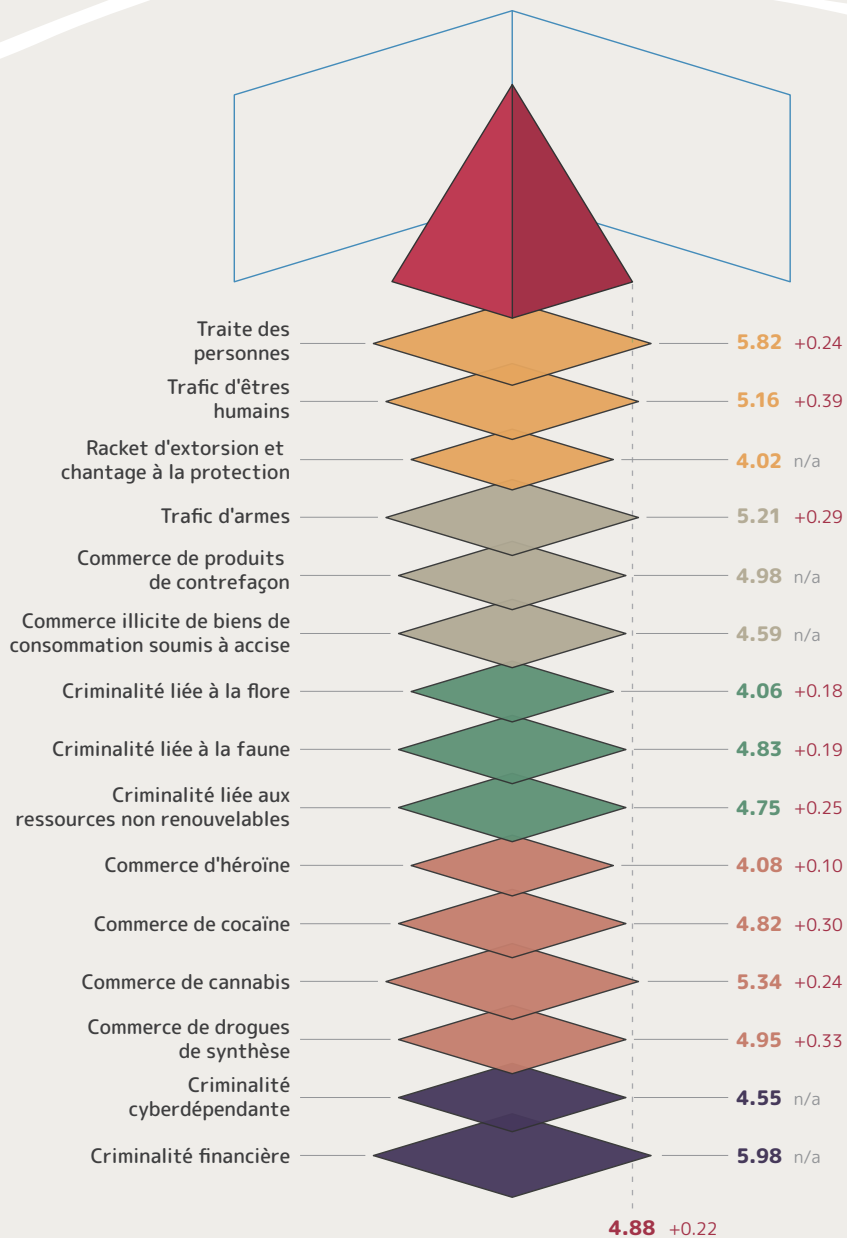
Tous les marchés criminels de l'Indice 2021 ont gagné en importance à l'échelle mondiale au cours de la période étudiée, le score mondial du trafic d'êtres humains ayant augmenté le plus (+0,39), suivi par le commerce de drogues de synthèse (+0,33) et le commerce de cocaïne (+0,30). En revanche, le commerce d'héroïne a le moins évolué en 2023, n'augmentant que de 0,10 point.





FIGURE 3.4

## Marchés criminels, moyennes mondiales 2023



## Nouveaux marchés criminels

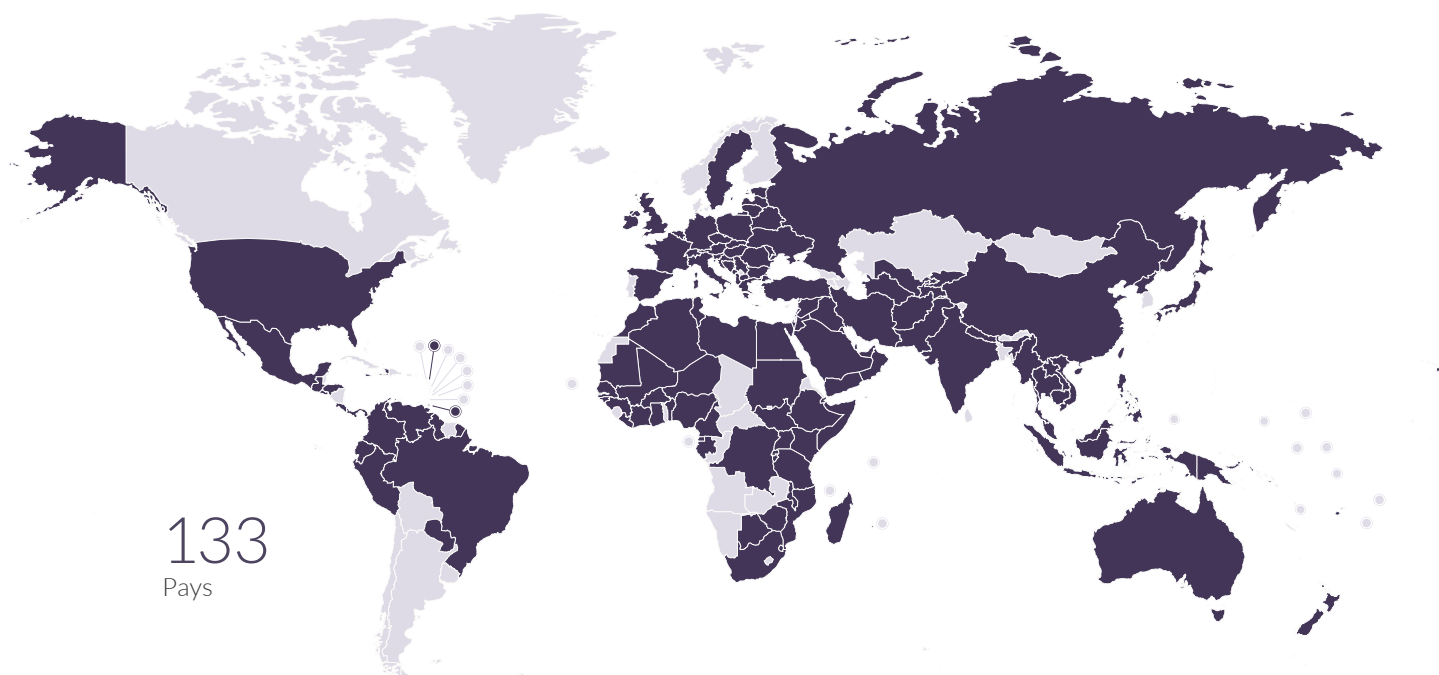
Les crimes émergents, en particulier ceux facilités par l'internet, constituent une menace universelle et continueraient de croître. Dans le contexte postpandémique, les inégalités financières sont plus apparentes, l'intersection entre les acteurs publics et privés impliqués dans la corruption est plus étroite, et la politique et les conflits déterminent la vulnérabilité des pays à la criminalité organisée. Les nouveaux indicateurs de criminalité ont été inclus pour donner une image plus juste et plus complète du paysage mondial de la criminalité organisée et pour « uniformiser les règles du jeu ». En d'autres termes, les pays qui n'ont peut-être pas affiché des niveaux de criminalité élevés lorsqu'ils ont été évalués en fonction des marchés ou acteurs criminels initiaux pourraient voir leur score de criminalité augmenter avec l'ajout de ces nouveaux indicateurs, et vice versa. Aucun pays n'est épargné par la criminalité organisée, même si la façon dont elle se manifeste d'un pays à l'autre peut être très différente.

Lorsqu'on explore les nouveaux indicateurs de criminalité de l'Indice, il est impossible de ne

pas remarquer à quel point nombre d'entre eux sont influencés par l'évolution des tendances mondiales. La criminalité financière, telle que définie par l'Indice, englobe diverses infractions allant des pratiques illicites traditionnelles, comme l'évasion fiscale et les malversations financières, à des formes plus sophistiquées de détournement de fonds et de fraude. Ces crimes sont rendus possibles par l'internet, comportent comparativement peu de risques pour l'auteur et ont exploité les modes de travail à distance qui sont devenus la norme pendant les périodes de confinement dues à la pandémie et qui ont largement persisté depuis. Si la présence en ligne d'un nombre croissant d'individus a créé des opportunités de développement, les cybercriminels sont devenus habiles à utiliser la technologie et à exploiter des vulnérabilités, au grand coût des États, des entreprises et des particuliers. L'impact de la criminalité financière est exacerbé par des niveaux élevés d'impunité et souvent un manque d'intérêt pour les dommages causés par cette forme de criminalité, aggravé par le fait qu'elle est généralement perçue comme un crime non violent et sans victime.

**FIGURE 3.5**

### Pays fortement touchés par la criminalité financière (scores égaux ou supérieurs à 5.50)



## ENCADRÉ 3.1

## L'ampleur de la criminalité financière

La « criminalité financière » est un terme général décrivant une criminalité non violente qui entraîne des pertes financières pour un État, une entité ou des particuliers. Cette catégorie comprend différents types d'activités criminelles. La définition ci-dessus était donc nécessaire pour inclure le large éventail d'infractions. Il est néanmoins important de fixer des limites afin d'éviter que certaines activités criminelles ne soient comptabilisées deux fois dans différents marchés criminels. Il existe un risque de double comptabilisation lors de l'évaluation des crimes financiers traditionnels facilités par la technologie. Aux fins de l'Indice, nous établissons donc une distinction entre les crimes cyber-facilités et les crimes cyberdépendants afin d'éviter que les mêmes infractions ne soient comptabilisées deux fois, ce qui garantit une plus grande exactitude et une meilleure cohérence des résultats. Par exemple, selon notre définition, les escroqueries par hameçonnage (*phishing*) seraient classées dans la catégorie des crimes financiers cyber-facilités, et donc évaluées dans le cadre du marché de la criminalité financière.

Une autre caractéristique du marché de la criminalité financière est le fait que le blanchiment d'argent n'est pas considéré comme partie de ce marché. Cela s'explique par le fait que le blanchiment d'argent est considéré comme un crime secondaire, lié aux produits illicites d'une infraction principale. Comme les crimes principaux sont déjà évalués dans le cadre des différents marchés criminels, l'infraction secondaire, le blanchiment d'argent, n'est pas incluse dans le marché de la criminalité financière, mais seulement dans le marché primaire. Une exception est faite lorsque le blanchiment d'argent résulte d'une fraude ou d'une autre infraction considérée comme un crime financier dans le cadre de cet Indice.

Des caractéristiques similaires sont également observées dans de nombreuses formes de criminalité cyberdépendante. Ces crimes seraient en augmentation dans le monde entier en raison de la numérisation croissante. Bien qu'ils soient souvent décrits comme « sans frontières »,

l'impact des crimes cyberdépendants est largement ressenti au niveau national, car les infrastructures essentielles, les sites web institutionnels et les industries en sont souvent les cibles. Alors que les crimes cyber-facilités sont des activités qui peuvent utiliser la technologie de l'internet mais qui se produisent également sur les marchés physiques, les crimes cyberdépendants reposent sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) et sont commis uniquement en ligne.

Dans la criminalité financière et la criminalité cyberdépendante, les acteurs du secteur privé jouent souvent un rôle central, même s'ils sont souvent négligés dans les analyses des dynamiques de la criminalité organisée. Cette catégorie désigne les personnes et les entités à la recherche de profits, telles que les entreprises multinationales, les avocats ou les banquiers, qui font partie de l'économie légale non étatique et qui, profitant illégalement de leur rôle et de leur position, se livrent à des pratiques illicites, soit en collaborant avec des groupes criminels organisés, soit en facilitant leurs activités. Les criminels peuvent en effet exploiter les circuits commerciaux légitimes et le secteur privé peut participer à la criminalité organisée de différentes manières, notamment par la corruption, en servant d'informateurs (c'est-à-dire en fournissant des informations aux criminels), et en aidant les groupes criminels à blanchir leurs revenus illégaux et à fournir un soutien juridique en utilisant des moyens peu scrupuleux.

La criminalité financière est particulièrement mondialisée, probablement en raison des nombreuses formes d'activités criminelles que ce marché englobe. En effet, il a été constaté que la criminalité financière avait une influence importante ou grave dans 132 pays, soit près de 70 % des États Membres des Nations Unies<sup>24</sup>. Ces chiffres montrent clairement que la criminalité financière est présente dans une large mesure à l'échelle mondiale, quels que soient la résilience, le statut économique, le développement ou la stabilité politique des pays. Néanmoins, il faut reconnaître que même si la majorité des pays sont affectés par les effets de la criminalité financière, la manière dont elle se manifeste dans chaque pays dépend du contexte local.

Le marché de la criminalité cyberdépendante est également répandu dans tous les pays sur le spectre politique et économique. Cela est sans aucun doute dû à la nature du cyber-domaine, qui est aujourd'hui accessible à la grande majorité de la population mondiale. Malgré son importance croissante, le marché de la criminalité cyberdépendante se classe au 12<sup>e</sup> rang des marchés les plus répandus sur 15, avec un score de 4,55, inférieur au score moyen mondial des marchés criminels, qui est de 4,88. Ce score moyen relativement bas est peut-être le résultat de ce qui est mesuré ici, à savoir les activités cyberdépendantes, par opposition aux activités cyber-facilitées. Bien que la criminalité cyberdépendante ne soit pas classée parmi les marchés criminels aux scores les plus élevés, les analyses par pays soulignent la vitesse incroyable à laquelle ce groupe particulier d'infractions s'est développé en très peu de temps, et il est probable que cette tendance se poursuive dans les années à venir.

Bien qu'il ne soit pas autant médiatisé que d'autres formes de criminalité organisée, le commerce de produits de contrefaçon et le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise ont été inclus dans cette édition de l'Indice, car il s'agit d'économies criminelles majeures, souvent très présentes dans des contextes où ces produits font partie des quelques moyens de subsistance possibles. L'impact de ces deux marchés est important, car ils entraînent des pertes financières pour l'économie et les finances publiques, et peuvent présenter des risques pour la sûreté et la sécurité des personnes (dans le cas des médicaments contrefaits, par exemple). En outre, ils peuvent être des indicateurs d'autres pratiques illégales, car ils se chevauchent souvent avec d'autres économies illégales. Il est donc essentiel d'observer l'évolution de ces marchés, y compris la façon dont ces activités sont de plus en plus menées en ligne.

Enfin, le racket d'extorsion et le chantage à la protection, des formes anciennes et répandues de la criminalité organisée, ont également été inclus ensemble en tant que nouvel indicateur des marchés criminels. Divers types d'acteurs de la criminalité se livrent à ces pratiques, mais elles sont principalement associées à des groupes de type mafieux. Il est important de noter que si le racket d'extorsion et le chantage à la protection sont historiquement liés au contrôle territorial de marchés, d'autres formes d'extorsion virtuelle facilitées par l'internet, telles que la cyber-extorsion, sont en augmentation au niveau mondial.

En ce qui concerne les marchés où les êtres humains sont considérés comme des marchandises, au plus fort de la pandémie de COVID-19, le nombre de victimes signalées de la traite des personnes a diminué pour la première fois en 20 ans<sup>25</sup>, bien qu'il soit probable que cela ne reflète pas entièrement un déclin réel des pratiques d'exploitation. La levée des restrictions sur les déplacements à la suite de l'assouplissement des confinements a rendu la mobilité des personnes moins difficile et les flux illicites de personnes ont réémergé. Depuis 2021, la traite des personnes a augmenté de 0,24 point, avec un score mondial de 5,82, ce qui la place au deuxième rang des marchés criminels. Le trafic d'êtres humains a connu la plus forte augmentation de tous les marchés, avec une hausse de 0,39 point. Le trafic d'êtres humains reste moins répandu que la traite des personnes et se classe à la 5<sup>e</sup> place, avec un score mondial de 5,16. En 2022, la crise continue en Syrie a été à l'origine de l'une des plus importantes situations d'urgence en matière de déplacement à l'échelle mondiale<sup>26</sup>. La prise de contrôle de l'Afghanistan par les Taliban a été un autre événement influent qui a eu un effet distinct sur les flux mondiaux de trafic d'êtres humains. À la suite des événements d'août 2021, les ressortissants afghans ont été nombreux à chercher des moyens de quitter le pays, principalement vers l'Iran et le Pakistan, mais aussi vers l'Europe, ce qui a augmenté les scores des pays situés le long des principaux itinéraires de trafic.

Le troisième marché criminel lié aux personnes, le racket d'extorsion et le chantage à la protection, est classé le plus bas, avec un score mondial de 4,02. La prévalence plus faible de ce marché peut probablement s'expliquer par la manière dont il est défini dans l'Indice, les actes de racket d'extorsion et de chantage à la protection perpétrés par des agents de l'État étant exclus de l'évaluation.

Parmi les quatre marchés de la drogue, le commerce de cannabis (5,34) se classe au troisième rang mondial en termes de prévalence, derrière la criminalité financière et la traite des personnes. Malgré les mesures prises dans de nombreux pays pour dépénaliser l'usage du cannabis, le marché a augmenté de 0,24 point depuis 2021. Le cannabis reste illégal dans de nombreux pays du monde et, même dans les États où sa consommation a été dépénalisée, un marché noir de production et de distribution persiste souvent parallèlement au marché légal. Le faible coût et la relative facilité de production sont les principaux moteurs qui expliquent la prévalence du marché du cannabis.





### ENCADRÉ 3.2

## La légalisation de l'usage du cannabis

La tendance croissante à la dépénalisation de l'usage du cannabis dans le monde a accentué les incohérences et les divergences qui existaient déjà dans le droit international, ce qui rend difficile l'évaluation des marchés illicites du cannabis. Par exemple, aux États-Unis, en juin 2023<sup>27</sup>, 38 États avaient légalisé l'usage médical du cannabis, tandis que 23 avaient légalisé l'usage récréatif par le biais de lois locales, en dépit de l'interdiction énoncée dans les lois fédérales à ce sujet. Cette divergence a créé non seulement un chevauchement entre la législation fédérale et celle des États, mais aussi des difficultés à distinguer les marchés légaux et illégaux du cannabis, et à tirer des conclusions concrètes sur ce marché déjà bien complexe dans cette juridiction. Il est important de noter que, bien que de nombreux pays aient légalisé ou dépénalisé la consommation de cannabis, la production et le commerce illicites restent des problèmes majeurs liés à la criminalité organisée. L'Indice permet de déterminer comment et dans quelle mesure le marché légal du cannabis a interagi avec le marché illicite, et d'évaluer l'impact de ce dernier.

Les marchés des drogues de synthèse (4,95) et de la cocaïne (4,82) ont augmenté légèrement plus que le commerce de cannabis (respectivement de +0,33 et +0,30), mais ne le devançant pas en termes de scores mondiaux. L'héroïne a été identifiée comme le marché de la drogue le moins répandu (4,08), n'ayant augmenté que de 0,10 point depuis 2021, la plus faible augmentation parmi les 10 marchés initiaux, et de loin. Cette hausse minimale peut s'expliquer par la guerre en Ukraine, qui a perturbé d'importants flux d'héroïne

en provenance d'Afghanistan via le Caucase et vers la mer Noire<sup>28</sup>, et les recherches ne montrent guère d'indications d'une augmentation de l'offre en héroïne sur d'autres grands axes, notamment le corridor turco-bulgare, sans doute le principal point de transit pour l'héroïne en Europe, qui est l'un des plus grands marchés de consommation<sup>29</sup>.

Les zones de conflit concentrent les flux d'armes à feu et le déversement d'armes est un phénomène bien documenté<sup>30</sup>. Dans les régions

en proie à l'instabilité, telles que l'Afrique et l'Asie de l'Ouest (entre autres), où les dépôts d'armes approvisionnent les insurgés et les acteurs de la criminalité organisée depuis des décennies, le commerce illicite des armes au niveau mondial (5,21) a augmenté de 0,29 depuis 2021, le marché des armes étant désormais considéré comme le quatrième marché le plus répandu à l'échelle mondiale.

L'une des principales sources de fracture en 2022 a été déclenchée par l'invasion russe de l'Ukraine. Si l'on se fie aux conflits précédents, l'une des principales menaces émergentes, à la fin des hostilités russes, sera la présence de stocks d'armes non contrôlés en Ukraine, y compris dans les régions occupées par la Russie. Toutefois, aucun flux important d'armes quittant les zones de conflit vers l'ouest n'a été enregistré au cours de la période couverte par le rapport<sup>31</sup>. Si ce risque n'est pas activement anticipé, l'Ukraine risque de devenir un dépôt d'armes alimentant les insurgés et les groupes criminels organisés pour les décennies à venir.

Le commerce illicite de produits de contrefaçon se classe à la sixième place des marchés criminels, avec un score de 4,98 sur 10, juste en dessous de la moyenne mondiale des marchés criminels. Bien qu'environ 75 % des produits contrefaits dans le monde proviendraient de Chine<sup>32</sup>, l'impact sociétal de ce marché est considérable et international. Par exemple, les vaccins et autres médicaments contrefaits mettent en danger la santé des consommateurs, tandis que les produits contrefaits détournent les revenus de l'économie formelle. Contrairement à une idée reçue courante, et au fait que ce marché est accepté comme la norme dans certaines communautés, le commerce de produits de contrefaçon n'est pas un crime sans victime. Si le commerce de la contrefaçon peut offrir des moyens de subsistance à des communautés appauvries, les flux transnationaux d'articles de contrefaçon sont souvent monopolisés par des groupes criminels organisés de taille non négligeable<sup>33</sup>, qui peuvent également se livrer à d'autres formes de criminalité. En outre, le marché des produits de contrefaçon se recoupe souvent avec d'autres économies illicites, telles que le travail et l'exploitation des enfants pour la production de ces produits.

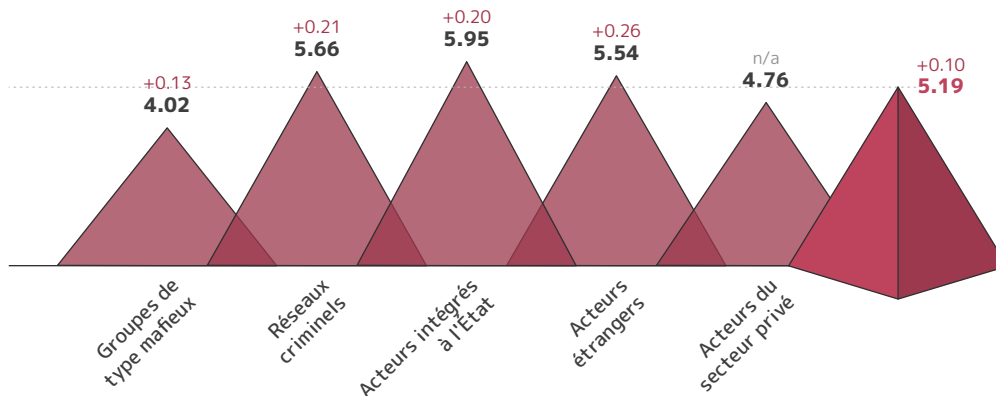
Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise est classé plus bas que le commerce de produits de contrefaçon, à la 11e place, avec un score de 4,59. Les groupes criminels exploitent les faiblesses de la réglementation pour éviter de payer les droits d'accise, générant des profits en trafiquant et en vendant des biens soumis à des droits de douane et à des taxes à un coût inférieur à celui de leurs équivalents dans l'économie légale. Bien qu'il constitue une menace pour les entreprises et l'économie formelle, l'impact du commerce illicite de produits soumis à accise est jugé comme n'étant pas trop répandu au niveau mondial, avec une note moyenne de 4,59.

Si l'on exclut le marché individuel de la criminalité cyberdépendante, le groupe de marchés criminels classé le plus bas au niveau mondial est celui des crimes environnementaux. Les trois marchés de crimes environnementaux se sont classés en dessous de la moyenne mondiale des marchés. La criminalité liée à la faune (4,83) est la plus répandue, suivie par la criminalité liée aux ressources non renouvelables (4,75) et la criminalité liée à la flore (4,06). Malgré leur prévalence comparativement faible, les trois marchés ont vu leur importance augmenter respectivement de 0,20, 0,24 et 0,18. Compte tenu du vaste éventail d'espèces sauvages et de parties d'animaux qui font l'objet d'un commerce illicite au sein de chaînes d'approvisionnement mondiales, il n'est peut-être pas surprenant que la criminalité liée à la faune se classe au premier rang des marchés environnementaux. En revanche, la demande de flore exotique est beaucoup moins prononcée au niveau mondial. Ce marché comprend l'exploitation forestière illégale, qui est inégalement répartie dans le monde. La prévalence de la criminalité liée aux ressources non renouvelables est fonction du monopole des acteurs étatiques sur les ressources non renouvelables et, dans une certaine mesure, sur l'infrastructure nécessaire à leur extraction et leur traitement. Le fait que la gestion des ressources primaires soit souvent entre les mains de l'État ouvre la voie aux abus et est probablement à l'origine de cette augmentation.

# Acteurs de la criminalité au niveau mondial

FIGURE 3.6

## Acteurs de la criminalité, moyennes mondiales



Le score mondial moyen pour les acteurs de la criminalité était de 5,19 sur 10. À l'image des résultats de 2021, la sous-composante « acteurs de la criminalité » a donc de nouveau été le principal facteur qui pousse à la hausse le score mondial de criminalité (5,03 étant la moyenne des marchés criminels et des acteurs de la criminalité).

Si l'on ventile les résultats par type d'acteur, les acteurs intégrés à l'État continuent de dominer le paysage criminel en tant que principal vecteur de la criminalité organisée dans le monde, avec un score moyen de 5,95. Leur influence s'est considérablement accrue, de 0,20 point par rapport aux résultats de 2021.

Cependant, il est également important de reconnaître la portée et l'influence que tous les types d'acteurs de la criminalité continuent d'exercer. Les réseaux criminels (5,66), par exemple, sont restés le deuxième acteur le plus influent et ont enregistré la deuxième plus forte augmentation (+0,21) depuis la publication de l'Indice 2021. Les acteurs étrangers se classent en troisième position (5,54) et enregistrent la plus forte augmentation (+0,26). Enfin, les groupes de type mafieux (4,02) ont également vu leur score moyen augmenter au niveau mondial, mais dans une moindre mesure que les autres types d'acteurs (+0,13). Les groupes

de type mafieux se sont à nouveau révélés être les moins répandus au niveau mondial, et ont même été devancés dans une comparaison mondiale par le nouveau type d'acteur introduit, les acteurs du secteur privé (4,76).

Malgré leurs niveaux d'influence relatifs, les augmentations qui ont été observées de manière uniforme dans tous les indicateurs relatifs aux acteurs de la criminalité montrent que, indépendamment de la structure des groupes criminels ou de l'origine des membres, les responsables de la criminalité organisée ont tous étendu leur portée et leurs niveaux de pénétration en 2022. D'une part, grâce aux opportunités criminelles offertes par le cyberspace, ils ont trouvé de nouveaux domaines où exercer leur influence, et d'autre part, ils auraient exploité les défis de l'ordre mondial post-COVID pour consolider leurs activités.

Dans l'ensemble, les résultats soulignent que les acteurs de la criminalité qui font partie de l'appareil d'État ou qui agissent à partir de celui-ci continuent d'être un obstacle majeur à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies efficaces de lutte contre la criminalité organisée. Pour quantifier l'ampleur du risque, les résultats montrent que les acteurs intégrés à l'État exercent

une influence importante ou grave dans 122 des 193 pays évalués ici, soit plus de 60 % de l'échantillon. À l'inverse, les données indiquent que les acteurs intégrés à l'État n'ont que peu ou pas d'influence dans 36 pays seulement, soit environ 19 % de l'échantillon.

Bien qu'il soit loin d'être vrai que tous les titulaires d'une charge publique sont impliqués dans ou facilitent la criminalité, la présence généralisée d'acteurs intégrés à l'État est préoccupante d'un point de vue statistique. Les pays les plus touchés par l'impact des acteurs intégrés à l'État continuent d'être principalement des régimes autoritaires. Parmi les pays où l'on a constaté que les acteurs intégrés à l'État exerçaient une forte influence (c'est-à-dire ceux qui ont obtenu un score de 7,50 ou plus pour ce type d'acteur), 40 (54 %) ont été classés comme régimes autoritaires selon l'Indice de démocratie 2022 de l'Economist Intelligence Unit<sup>34</sup>. Parmi les pays où l'indicateur des acteurs intégrés à l'État était de 9,0 ou plus, 85 % entrent dans la catégorie des régimes autoritaires selon l'Indice de démocratie. Ce constat confirme que dans les pays caractérisés par l'absence de l'État de droit et de démocratie, où les mécanismes de responsabilité et de transparence du gouvernement sont opaques et où la participation de la société civile est restreinte, la criminalité organisée contrôlée par l'État semble proliférer pratiquement sans entrave, ce qui compromet la capacité de ces pays à protéger les citoyens et à encourager le développement.

Deuxième acteur le plus répandu à l'échelle mondiale et sur tous les continents, les réseaux criminels constituent un lien essentiel entre les autres acteurs de la criminalité et les marchés illicites. Il s'agit d'une relation sans ambiguïté, comme le montre la forte corrélation (+0,84) entre l'indicateur des réseaux criminels et la sous-composante globale des acteurs de la criminalité. En d'autres termes, des scores élevés relatifs aux réseaux criminels sont un bon indicateur de l'existence d'autres types d'acteurs de la criminalité influents dans la même zone géographique. Compte tenu du rôle des réseaux criminels dans les dynamiques de la criminalité nationale et transnationale, on peut affirmer que les efforts déployés par les forces de l'ordre pour perturber les flux criminels auraient beaucoup à gagner si les opérations de ces groupes étaient visées plus efficacement.

En outre, les acteurs étrangers (un groupe comprenant les réseaux criminels, les groupes de type mafieux, les acteurs du secteur privé et les acteurs intégrés à l'État qui opèrent simplement en dehors de leur pays d'origine) sont inextricablement liés aux réseaux criminels nationaux, comme le montre la corrélation modérée (+0,53) observée entre les deux types d'acteurs de la criminalité. Il est important de noter que si, dans de nombreux cas, les marchés criminels comptent des acteurs étrangers du monde entier, ce sont surtout des groupes originaires des zones frontalières des pays voisins qui font grimper le score des acteurs étrangers. Cela est généralement la conséquence du risque de débordement auquel les pays voisins peuvent être confrontés en raison de leur contiguïté et de la difficulté de protéger les frontières lorsque la criminalité est élevée et que les acteurs sont particulièrement omniprésents. La Bosnie-Herzégovine, par exemple, est un lieu attractif pour les acteurs de la criminalité étrangers de nombreux pays voisins des Balkans, y compris les groupes criminels serbes et croates.

### ENCADRÉ 3.3

## Définition des acteurs étrangers

Les acteurs étrangers sont inclus dans l'Indice afin de fournir une image plus exacte des dynamiques de la criminalité organisée dans des environnements spécifiques. Par définition, le terme « acteur étranger » désigne tout type d'acteur de la criminalité qui opère en dehors de son pays d'origine. Si l'on prend l'exemple peut-être le plus célèbre d'une organisation criminelle diasporique comme la mafia italienne, elle serait considérée comme un groupe de type mafieux si l'on évalue son activité sur son territoire d'origine, l'Italie. Toutefois, ces mêmes organisations seraient classées dans la catégorie des acteurs criminels étrangers dans les autres pays où elles opèrent. D'un point de vue méthodologique, il n'y a pas de chevauchement entre les acteurs étrangers et les autres catégories d'acteurs lorsqu'il s'agit d'évaluer un seul pays.



Comme nous l'avons mentionné, les groupes de type mafieux continuent d'être le type d'acteur le moins répandu, et de loin. Le seul continent où ces acteurs exercent une forte influence sur les marchés criminels sont les Amériques, où ces groupes, principalement sous la forme de « narco-cartels », occupent la troisième place, et où l'écart entre leurs scores et ceux des autres types d'acteurs est nettement plus faible que sur les autres continents. Les groupes de type mafieux se caractérisent par un contrôle territorial et des structures de direction bien définies, mais ils entretiennent également de solides connexions

transnationales et des liens avec des élites politiques corrompues, ce qui leur permet d'élargir la portée de leurs opérations et de s'adapter à une économie criminelle de plus en plus mondialisée.

Le score de l'indicateur nouvellement ajouté relatif aux acteurs du secteur privé (4,76) reflète le degré de collaboration ou de coopération des entités privées avec les autres acteurs de la criminalité, permettant à leurs homologues criminels d'accéder aux économies légales (voir encadré 3.4).

#### ENCADRÉ 3.4

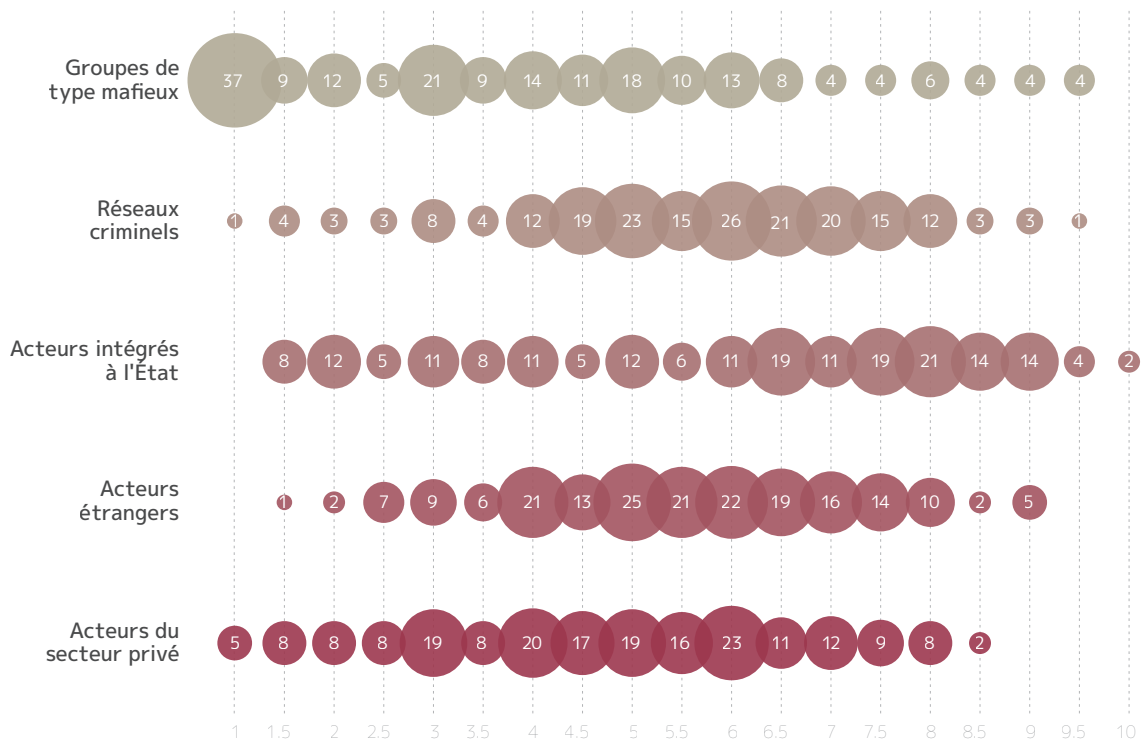
### Les acteurs du **secteur privé**

Le secteur privé est souvent considéré comme une victime de la criminalité organisée, les activités criminelles affectant les entreprises légitimes, soit par l'insécurité créée par certains crimes, soit par des actes criminels à son encontre, tels que l'extorsion. Cependant, le secteur privé est également devenu un facilitateur et un participant clé de la criminalité organisée, faisant le lien entre l'économie licite et illicite. L'implication du secteur privé dans la criminalité organisée va de la facilitation du blanchiment de revenus obtenus illégalement à la participation à des activités criminelles par le biais de la collusion. Les acteurs du secteur privé participent à plusieurs marchés criminels, notamment la criminalité financière, en particulier l'évasion fiscale et le détournement de fonds, ainsi que les activités de contrebande. Certaines industries, comme le bâtiment, l'immobilier, l'hôtellerie et les transports, sont particulièrement sensibles à l'influence de la criminalité organisée. Il est donc essentiel de prendre en considération l'implication de ces acteurs afin de parvenir à une compréhension globale du paysage criminel mondial.





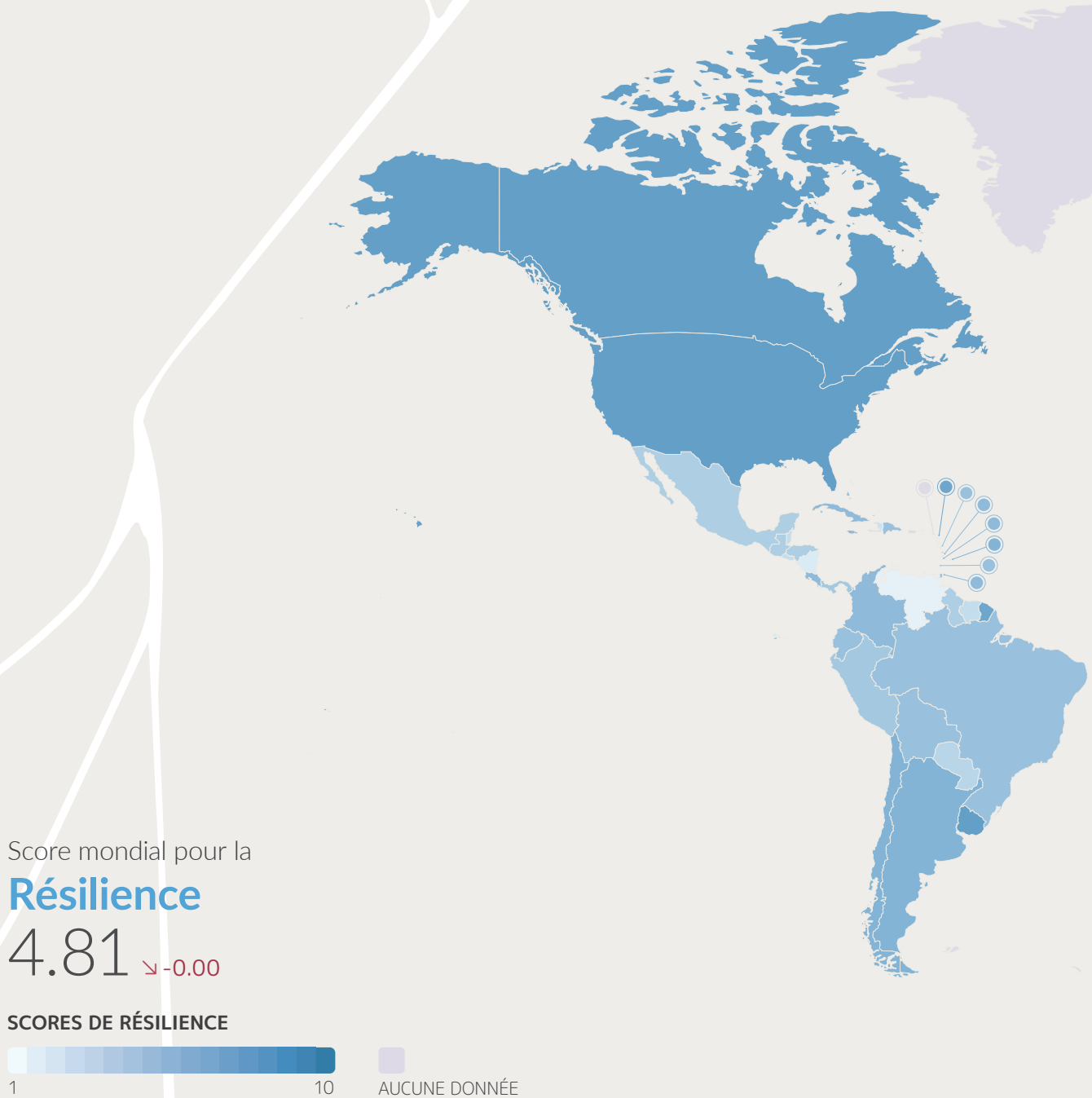
**FIGURE 3.7**  
Répartition des acteurs de la criminalité par fourchettes de scores



# Résilience mondiale

FIGURE 3.8

## Carte de la résilience



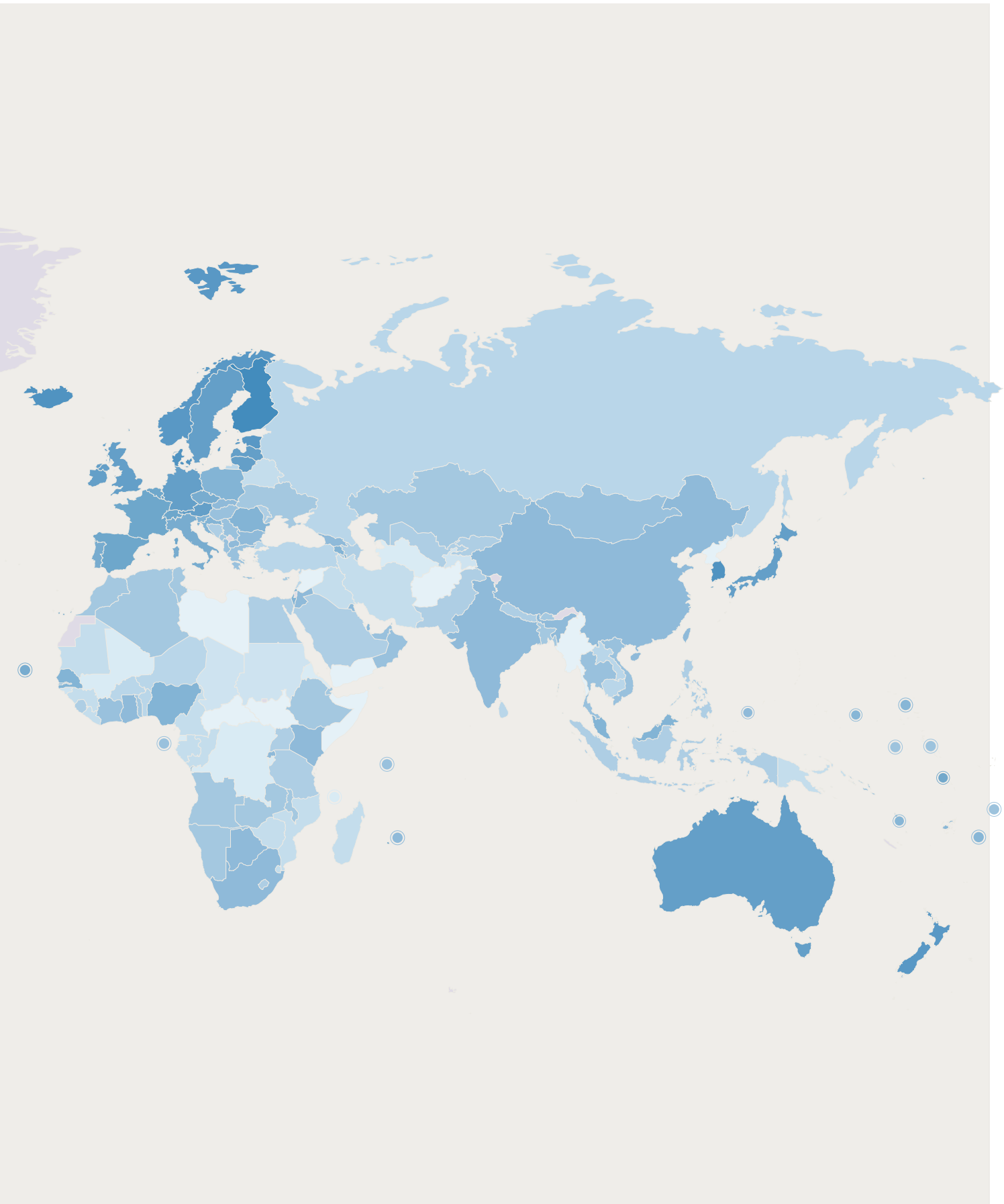
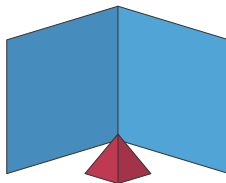


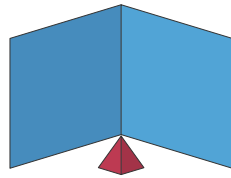


FIGURE 3.9  
Résilience

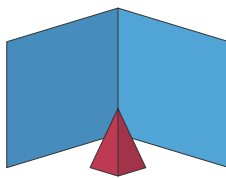
Pays avec les scores les plus élevés



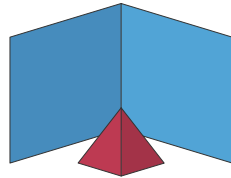
#1  
FINLANDE  
8.63 ↗+0.21



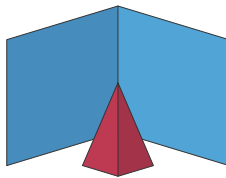
#2  
LIECHTENSTEIN  
8.46 ↗+0.04



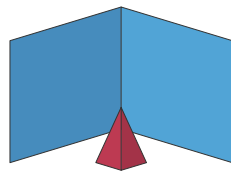
#3  
ISLANDE  
8.21 ↗+0.17



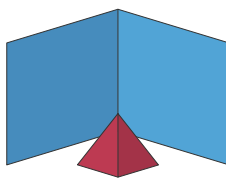
#4  
DANEMARK  
8.13 ↘-0.08



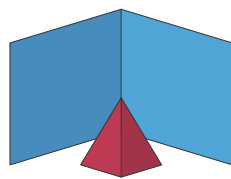
#5  
RÉPUBLIQUE DE CORÉE  
8.08 ↗+0.54



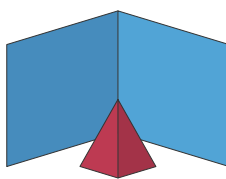
#6  
ANDORRE  
7.96 ↗+0.21



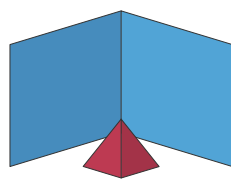
#7  
NORVÈGE  
7.92 0.00



#8  
ESTONIE  
7.88 ↗+0.04

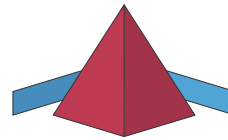


#8  
NOUVELLE-ZÉLANDE  
7.88 ↘-0.50

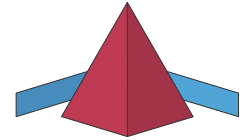


#10  
SINGAPOUR  
7.83 ↗+0.13

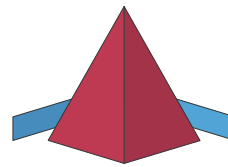
Pays avec les scores les moins élevés



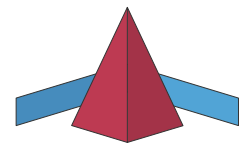
#193  
AFGHANISTAN  
1.50 ↘-1.17



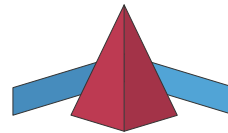
#192  
LIBYE  
1.54 0.00



#191  
MYANMAR  
1.63 ↘-1.79



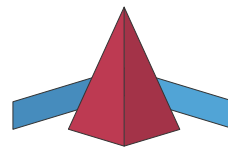
#190  
YÉMEN  
1.75 ↘-0.25



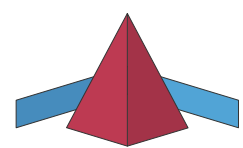
#187  
SOMALIE  
1.79 ↗+0.13



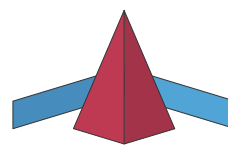
#187  
RÉP. POP. DÉM. DE CORÉE  
1.79 ↘-0.17



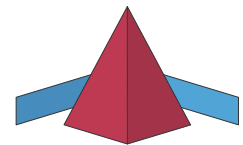
#187  
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
1.79 ↘-0.13



#185  
VENEZUELA  
1.88 ↘-0.04



#185  
SOUDAN DU SUD  
1.88 ↗+0.04



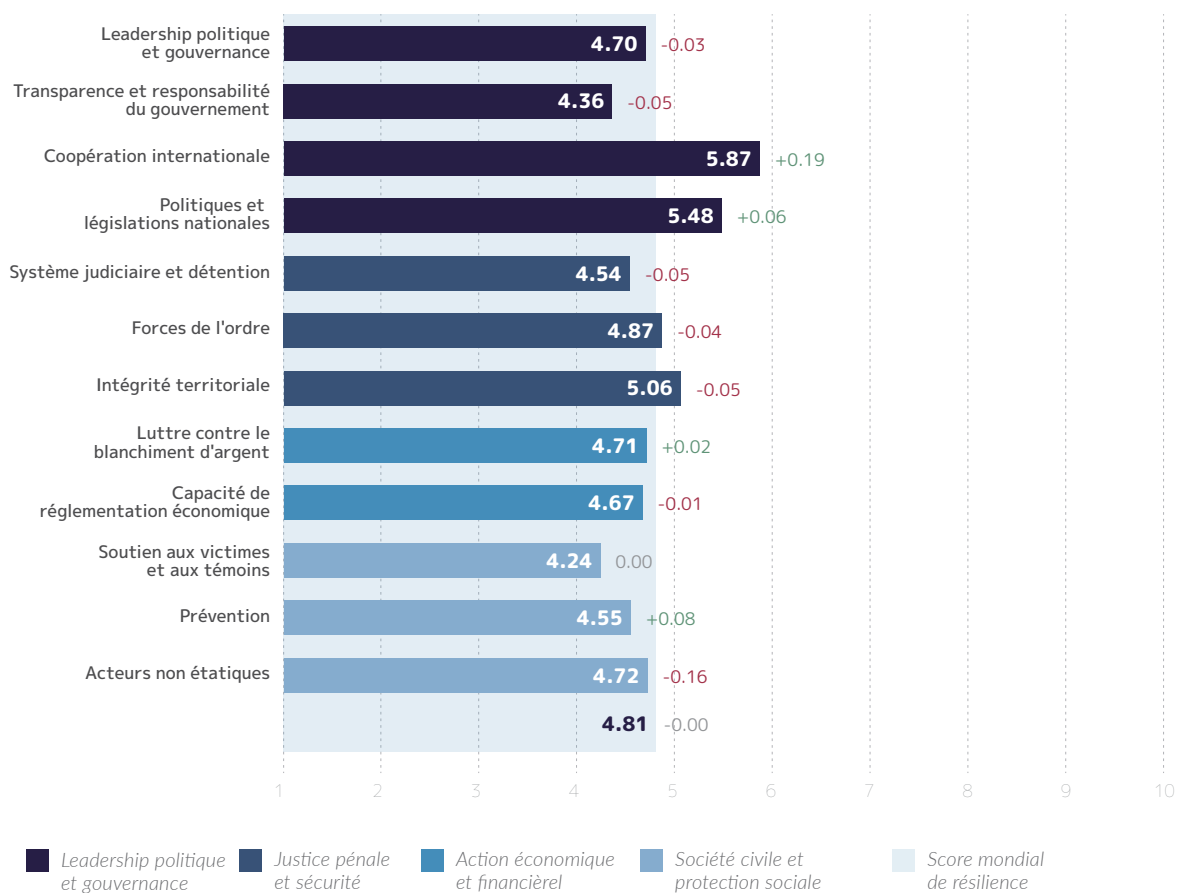
#184  
SYRIE  
1.92 ↗+0.04

Les 12 indicateurs qui constituent la composante « résilience » sont restés les mêmes que dans l'Indice 2021. Dans l'ensemble, l'Indice 2023 ne note que des changements très mineurs en matière de résilience (la moyenne mondiale est restée inchangée à 4,81) et l'ordre des indicateurs, du score le plus élevé au moins élevé, est également

resté plus ou moins inchangé. Cela ne signifie pas pour autant que les dynamiques nationales et régionales n'ont pas évolué. Il est important d'aller au-delà des moyennes au niveau macro et d'évaluer les complexités régionales et nationales qui déterminent la capacité d'un État à faire face et à résister à la menace de la criminalité organisée.

FIGURE 3.10

## Scores mondiaux moyens en matière de résilience, par indicateur



En effet, le contexte mondial de la résilience a changé de manière significative, comme le montre le fait que la proportion de personnes vivant dans des conditions de faible résilience à la criminalité organisée a diminué de manière significative, passant de 79,4 % il y a deux ans à 61,9 %. Bien que cette différence de près de 17,5 points puisse sembler contre-intuitive étant donné que le score mondial de résilience est resté largement inchangé,

il convient d'observer ici qu'un changement mineur dans le score de résilience d'un pays peut affecter le résultat mondial, si ce pays se trouve être fortement peuplé.

La raison de ce changement peut être expliquée par la Chine qui, suite à une légère amélioration de son score de résilience (passant de 5,46 en 2021 à 5,67 en 2023), a dépassé le point médian de 5,50, passant de la catégorie « forte

criminalité-faible résilience » à la catégorie « forte criminalité-résilience élevée ». Ce changement modeste est principalement dû à l'adoption par la Chine, en décembre 2021, de sa première loi contre la criminalité organisée et à ses efforts accrus dans la lutte contre le blanchiment d'argent, entre autres. Compte tenu de l'immense population du pays (1,4 milliard d'habitants), cela a eu un impact considérable sur la réduction du pourcentage de la population mondiale vivant dans des conditions de faible résilience.

Bien que les éléments constitutifs de la résilience soient mesurés indépendamment les uns des autres comme indicateurs autonomes, ils présentent des caractéristiques communes. Cela permet de regrouper les indicateurs en catégories, ce qui rend possible l'analyse de tendances. Les scores de résilience permettent de conclure que les indicateurs du groupe leadership et gouvernance (voir la Figure 3.10) continuent de constituer la base des outils privilégiés par les États pour lutter contre la criminalité, au détriment des outils sociaux et économiques. La moyenne mondiale des indicateurs de ce groupe est de 5,10 sur 10, soit une légère augmentation par rapport à 2021. Les intentions exprimées par les États de s'attaquer à la criminalité organisée sont évidentes dans les notes élevées obtenues par la « coopération internationale » (5,87) et les « politiques et législations nationales » (5,48). Il ne fait aucun doute que la ratification et la participation des États aux conventions internationales, ainsi que leur engagement avec leurs partenaires sur des questions communes et l'existence de cadres législatifs nationaux solides sont autant d'éléments essentiels pour lutter contre la criminalité organisée transnationale. Néanmoins, les lacunes en matière de transparence et de responsabilité, ainsi que de gouvernance, peuvent entraver ces efforts. Les scores moyens pour des indicateurs tels que « leadership politique et gouvernance » (4,70) et surtout « transparence et responsabilité du gouvernement » (4,36) sont comparativement faibles. En fait, les scores pour ces deux éléments constitutifs de la résilience ont baissé au niveau mondial au cours des deux dernières années, le second étant l'avant-dernier indicateur en moyenne, juste devant le « soutien aux victimes et aux témoins » (4,24).

Les États continuent de privilégier les efforts institutionnels pour lutter contre la criminalité au détriment d'approches plus holistiques, qui impliqueraient une coopération avec les acteurs non étatiques. C'est ce qui ressort des scores obtenus pour le « système judiciaire et détention » (4,54), « forces de l'ordre » (4,87) et « intégrité territoriale » (5,06). En mettant l'accent sur la justice pénale et la sécurité, ces indicateurs sont collectivement la deuxième catégorie de résilience la plus élevée (4,82). Malgré son importance indéniable pour la suppression de la criminalité organisée, une dépendance excessive à l'égard des réponses sécuritaires, combinée aux problèmes qui affectent de nombreuses institutions, notamment le manque de financement, les capacités et la corruption, cela risque d'avoir l'effet inverse en entravant les mesures de lutte contre la criminalité organisée ou, pire encore, en devenant un moteur de la criminalité.

En ce qui concerne les mesures relatives à la société civile et à la protection sociale, les résultats de 2023 montrent un déséquilibre marqué entre la sécurisation et les approches centrées sur les victimes et non facilitées par les acteurs étatiques. Les indicateurs liés à la société civile et la protection sociale ont la moyenne la plus basse de toutes les catégories de la résilience (4,50). Bien que l'indicateur « acteurs non étatiques » (4,72) se soit relativement bien porté par rapport à la moyenne globale de la résilience, c'est l'indicateur qui a le plus baissé (-0,16). Par ailleurs, l'indicateur « soutien aux victimes et aux témoins » a obtenu un score de 4,24, ce qui suggère, d'une manière générale, que les systèmes conçus pour protéger les personnes les plus exposées aux préjudices de la criminalité organisée ne sont pas considérés

comme prioritaires. Les mesures proactives visant à atténuer l'impact de la criminalité organisée et à freiner le phénomène en général, mesurées par l'indicateur « prévention » (4,55), sont également sous-développées. Considérés ensemble, ces déficits et l'écart entre la priorité accordée aux initiatives de l'État et le manque de confiance dans les approches de la société civile pourraient avoir un impact négatif durable sur la société. Ces facteurs pourraient intensifier les fractures sociales et créer des conditions que les éléments criminels pourraient exploiter.

S'il y a un élément qui ressort de cette édition de l'Indice, c'est l'omniprésence du marché de

la criminalité financière. Face à cela, les deux indicateurs de résilience axés sur l'économie, la « lutte contre le blanchiment d'argent » (4,71) et la « capacité de réglementation économique » (4,67), se situent juste en dessous de la moyenne mondiale de résilience (4,81). Un secteur économique bien réglementé soutient le développement économique légal et empêche le crime organisé d'accéder aux marchés légitimes. Bien que le groupe économique et financier (4,69) ne reflète pas tous les types de criminalité financière inclus dans la définition de l'Indice, il est néanmoins essentiel que les efforts visant à améliorer la résilience axée sur l'économie soient intensifiés à l'échelle mondiale.







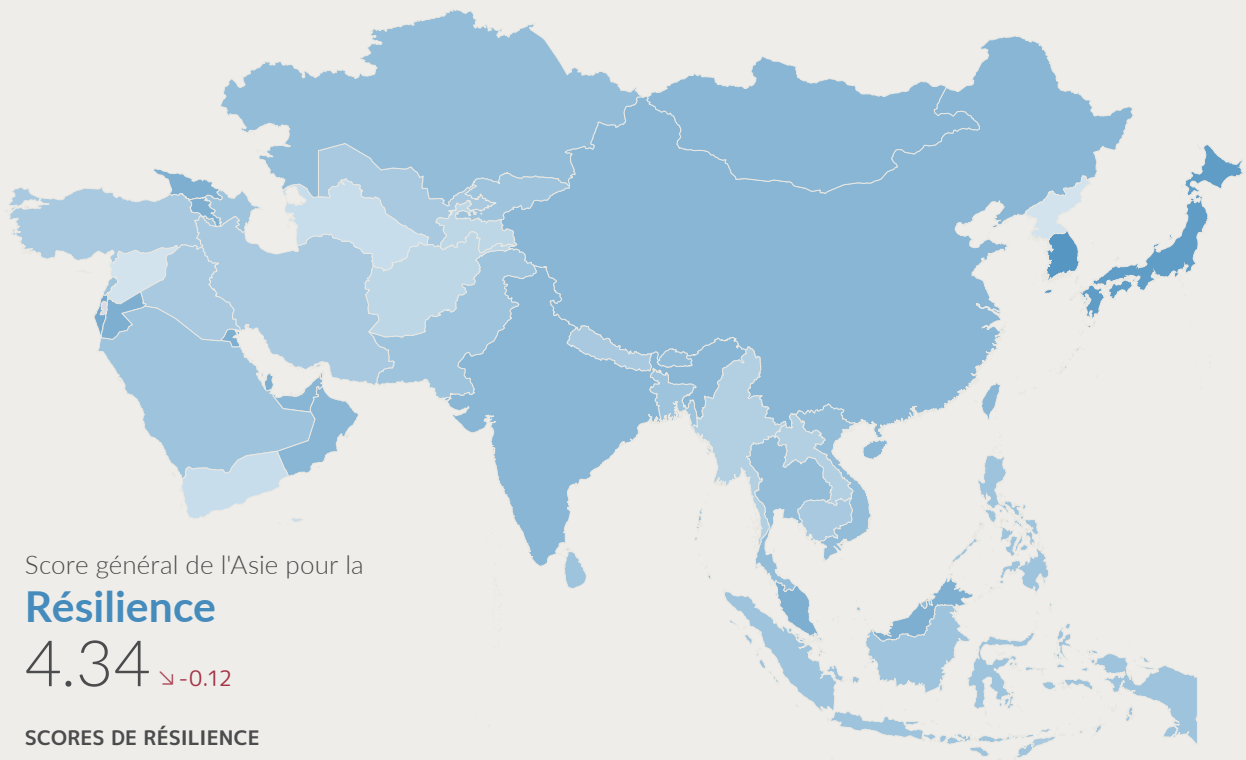
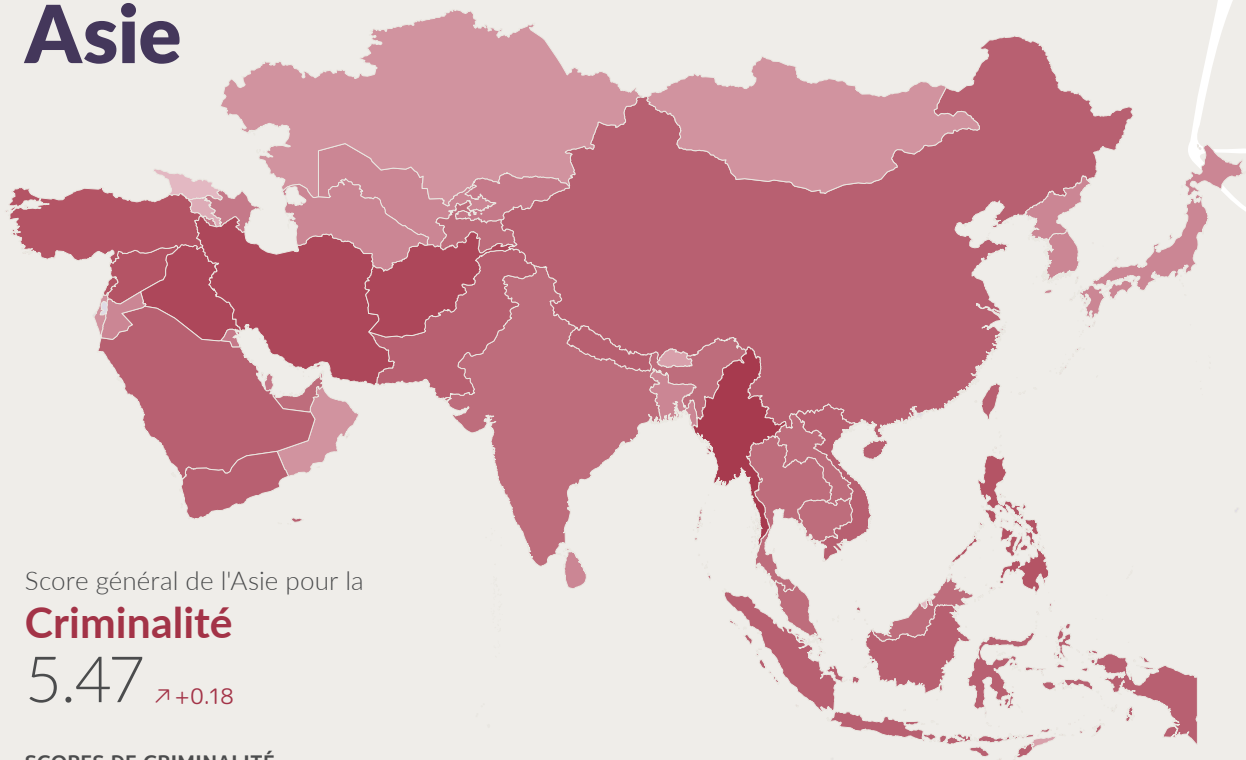


# 04

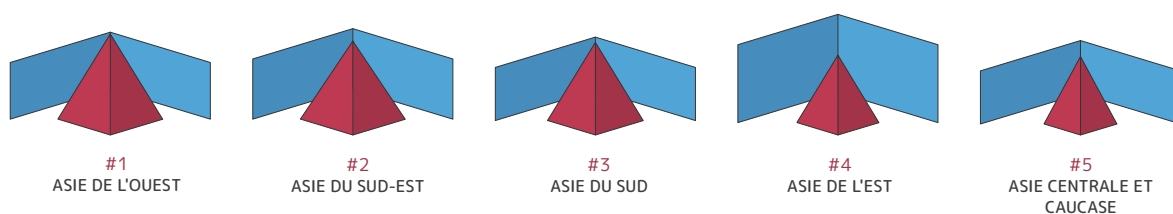
**Vue  
d'ensemble  
et résultats  
par continent**



# Asie



**FIGURE 4.1**  
**Scores de l'Indice, Asie**



De tous les continents, c'est l'Asie qui présente les niveaux de criminalité les plus élevés (5,47 sur 10). Le continent compte un grand nombre de marchés criminels très répandus (5,41), bien que leur influence varie considérablement selon les sous-régions. En effet, l'Asie a le score moyen le plus élevé ou le deuxième plus élevé au niveau mondial pour sept des 15 marchés criminels. La traite des personnes (7,0) reste le marché illicite le plus répandu en Asie, principalement sous la forme de l'exploitation sexuelle en ligne, du trafic de mariées, de l'esclavage domestique et du travail forcé. Le continent est également une plaque tournante mondiale pour la criminalité financière, avec le score le plus élevé au monde pour ce marché (6,61). Du détournement de fonds publics et de l'évasion fiscale, qui se produiraient dans la plupart des pays du golfe Persique<sup>35</sup>, aux escroqueries en ligne ciblant des victimes dans de nombreux pays d'Asie du Sud-Est, la criminalité financière est une source importante de profits pour un large éventail d'acteurs malveillants opérant en Asie.

Le commerce de drogues de synthèse (6,48) est également très présent sur le continent, et bon nombre de ces drogues proviennent de la région et y sont produites. De nombreux pays asiatiques sont des épicycles mondiaux pour la production de Captagon et de méthamphétamine, entre autres. Le

continent connaît également une forte prévalence du trafic d'êtres humains (6,07) et du commerce de produits de contrefaçon (5,59). En revanche, le commerce de cocaïne (3,23), le racket d'extorsion et le chantage à la protection (4,53) et la criminalité liée à la flore (4,45) ont été identifiés comme les trois marchés criminels les moins répandus en Asie, bien que le continent obtienne tout de même des scores comparativement plus élevés que les autres pour ces trois types de criminalité.

Malgré ces multiples économies illicites aux scores élevés, la moyenne de criminalité du continent est tirée par la présence en grand nombre d'acteurs de la criminalité (5,53). En Asie, tous les types d'acteurs de la criminalité, à l'exception des groupes de type mafieux, ont obtenu des scores supérieurs à la moyenne mondiale. Les acteurs intégrés à l'État, qui exercent un contrôle considérable dans de nombreux pays du continent, ont été identifiés comme la typologie la plus influente sur le continent (6,63), conformément aux tendances mondiales. Ils sont suivis par les réseaux criminels (5,97), les acteurs étrangers (5,45) et les acteurs du secteur privé (5,25). Bien qu'ils soient classés au quatrième rang des acteurs les plus influents au niveau continental, les acteurs du secteur privé en Asie obtiennent le score le plus élevé au niveau mondial.

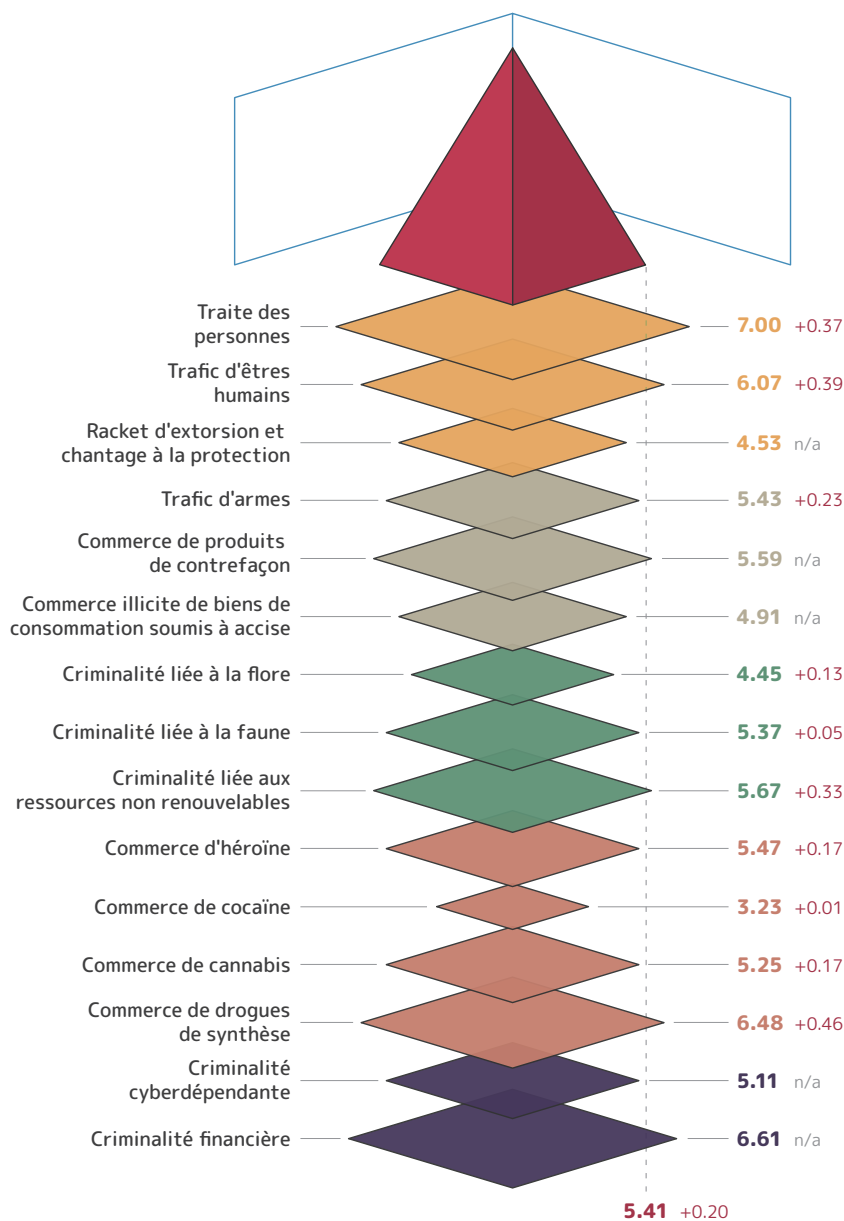


La résilience à la criminalité organisée en Asie est généralement faible, avec un score moyen de 4,34, ce qui en fait le deuxième continent le moins résilient (après l'Afrique). De nombreuses réponses et mécanismes de protection ont été jugés insuffisants ou largement inefficaces pour lutter contre l'omniprésence des marchés et des acteurs criminels, en particulier dans les cas où des acteurs intégrés à l'État tirent profit d'activités illicites. L'espace pour la société civile et la présence de cadres de protection sociale ont été considérés comme particulièrement faibles, et

l'Asie s'est classée au dernier rang mondial pour l'indicateur « acteurs non étatiques ». En revanche, bien que restant en dessous des moyennes mondiales, le continent a obtenu des résultats légèrement meilleurs en termes de « coopération internationale » (5,29), des « politiques et législations nationales » (4,88) et « [d']intégrité territoriale » (4,67). À l'instar d'autres continents, cela indique que même si des engagements peuvent être exprimés sur le papier, la mise en œuvre effective d'une stratégie complète de lutte contre la criminalité organisée fait défaut.

FIGURE 4.2

## Scores des marchés criminels, Asie



Compte tenu de la vaste étendue de l'Asie et de la myriade d'activités criminelles dont l'impact est ressenti sur l'ensemble du continent, il est utile de décomposer l'analyse en régions afin de donner une image plus locale des configurations de la criminalité et de leur impact. Trois des cinq régions d'Asie (Ouest, Sud-Est et Sud) se classent parmi les dix premières au monde en matière de criminalité. La diversité des activités criminelles qui s'y déroulent rend nécessaire une comparaison plus détaillée des régions afin de mieux identifier et comprendre les tendances et les modèles.

Par exemple, alors que les niveaux de la traite des personnes sont élevés dans toutes les régions d'Asie, aucune n'obtenant un score inférieur à 5,50, ce marché est particulièrement répandu en Asie de l'Ouest, avec une moyenne régionale de 7,71 sur 10. En effet, 11 des 14 pays d'Asie de l'Ouest ont obtenu un score de 7,50 ou plus pour ce marché. Les conflits et l'insécurité qui perdurent dans des pays comme la Syrie et le Yémen, ainsi que la pauvreté, le chômage et la désintégration sociale qui en découlent, rendent de nombreux habitants de la région particulièrement vulnérables à la traite des personnes. En outre, la pratique controversée mais toujours répandue du système traditionnel de parrainage (*kafala*) conduit souvent à des conditions d'exploitation. De nombreux ressortissants d'Asie du Sud cherchent du travail dans les pays du Golfe. Il n'est donc pas surprenant que l'Asie du Sud soit, après l'Asie de l'Ouest, la deuxième région du continent la plus touchée par la traite des personnes, avec un score de 7,56. Étant donné le chevauchement entre la traite des personnes et le trafic d'êtres humains, l'Asie de l'Ouest et l'Asie du Sud ont également été identifiées comme les régions aux scores les plus élevés du continent en matière de trafic d'êtres humains (6,96 et 6,94, respectivement). En revanche, le racket d'extorsion et le chantage à la protection ont été jugés comparativement moins répandus sur le continent. L'Asie du Sud a obtenu le score le plus élevé pour ce marché (5,56), suivie par l'Asie du Sud-Est (5,14).

Le commerce illicite de divers produits se concentre également dans certaines sous-régions d'Asie. En Asie de l'Ouest, par exemple, les mouvements massifs d'armes, souvent réutilisées de conflits passés, ont fait de la région un haut lieu du trafic d'armes. Le score de la région est de 7,43, de loin le plus élevé des cinq régions, et le deuxième au niveau mondial. En revanche, les marchés criminels impliquant le commerce illicite de biens de

consommation courante (sous la forme de produits de contrefaçon et de produits soumis à accise) sont les plus répandus en Asie du Sud-Est, où ils obtiennent respectivement des scores de 6,32 et de 5,91. Les produits de contrefaçon représentent un défi important dans cette région, notamment en raison de sa proximité avec la Chine, principale source mondiale de produits de contrefaçon (la Chine obtient un score élevé de 9,50 pour ce marché criminel). Dans les pays d'Asie du Sud-Est, dont la Malaisie et la Thaïlande, toute une série de produits contrefaits sont fabriqués, des produits de luxe aux produits pharmaceutiques, en passant par les produits alimentaires et les pièces détachées automobiles. De nombreux pays de la région connaissent également des niveaux élevés de commerce illicite de produits soumis à accise, notamment l'alcool et le tabac.

Bien que le commerce de drogues de synthèse domine le continent, l'Asie est également touchée par d'autres économies illicites de la drogue de taille importante, sous la forme de vastes marchés d'origine, de transit et de consommation. L'Asie de l'Ouest, par exemple, est la région qui obtient le plus haut score pour le commerce de cannabis (6,21), bien qu'il soit éclipsé par le vaste marché des drogues de synthèse, pour lequel la région obtient le score le plus élevé au monde (7,39). La Syrie, avec un score de 10,0 pour ce marché<sup>36</sup>, est devenue le principal producteur au monde de Captagon, et sa dépendance économique à l'égard de la production et du trafic de cette drogue explique pourquoi le pays est qualifié de « narco-État »<sup>37</sup>. De même, l'Iran devient de plus en plus un corridor clé pour les drogues de synthèse (9,50), en particulier les transferts de crystal meth en provenance d'Afghanistan<sup>38</sup>. Suivant de près, l'Asie du Sud-Est s'est classée deuxième pour les drogues de synthèse sur le continent (7,23). Le Myanmar obtient ici le score le plus élevé (10,0). Depuis le coup d'État militaire de février 2021, la production de drogue a explosé dans un contexte d'instabilité politique, consolidant la position du Myanmar comme l'un des principaux pays sources de méthamphétamines, suivi par le commerce d'héroïne (9,50). L'Asie de l'Est (6,30) se situe au cinquième rang mondial pour le commerce de drogues de synthèse, la moyenne régionale étant tirée par le score élevé attribué à la Chine pour cet indicateur de marché (8,0). Les drogues de synthèse sont largement consommées par les Chinois et le pays est également une plaque tournante pour l'approvisionnement de nombreux marchés étrangers.

L'Asie du Sud, l'Asie centrale et le Caucase se trouvent quant à eux sur d'importants itinéraires de transit, en particulier pour les drogues. Presque tous les pays d'Asie centrale et du Caucase sont des points de transit sur le marché transnational de l'héroïne, étant donné leur proximité avec le principal producteur mondial, l'Afghanistan. Il n'est donc pas surprenant que la région ait obtenu le score le plus élevé au niveau mondial pour ce marché (6,31), le Tadjikistan étant en tête de la liste des pays les plus touchés (8,50). Le marché de l'héroïne en Asie du Sud (6,19) est également fortement influencé par l'Afghanistan, où l'héroïne fabriquée à partir d'opium afghan continue de représenter 95 % du marché de cette drogue en Europe<sup>39</sup>. La prise de pouvoir par les Taliban en août 2021 a exacerbé la situation et renforcé le rôle du pays en tant que plaque tournante de l'approvisionnement, et malgré l'annonce par les Taliban d'une interdiction de la culture du pavot en avril 2022, le rôle central du pays dans le commerce mondial de l'héroïne persiste. Comparé à l'ampleur des autres marchés de la drogue dans la région, le commerce de cocaïne en Asie reste relativement modeste, aucune région du continent n'obtenant un score supérieur à 4,50 pour ce marché.

#### ENCADRÉ 4.1

### L'interdiction de la culture du pavot par les Taliban

L'Afghanistan est depuis longtemps le plus important producteur d'opium au monde, avec environ 80 % de l'offre mondiale produite dans le pays. Après la (re)prise de l'Afghanistan par les forces talibanes en août 2021, un décret a été publié en avril 2022 interdisant la culture, le commerce et l'exportation de graines de pavot dans le pays, une intervention qui a provoqué une flambée des prix de l'opium dans le monde entier. Toutefois, l'interdiction a été appliquée de manière inégale par les autorités talibanes en 2022, et le commerce illégal de l'opium continue d'être l'une des principales sources de revenus du pays<sup>40</sup>. Même si les Taliban avaient déjà imposé une interdiction similaire pour éradiquer le commerce illégal de l'opium, qui s'était traduite par une baisse significative de l'offre avant 2001, des résultats tangibles similaires n'ont pas été observés en 2022.



Les crimes environnementaux constituent également une partie importante du paysage criminel en Asie. Les marchés de la criminalité liée à la faune et la flore en Asie du Sud-Est ont les scores les plus élevés au monde, respectivement de 7,23 et 6,18. En plus d'être une zone de transit en plein essor, la région est une source majeure pour le trafic d'espèces sauvages. Le Viet Nam (9,0), le Laos (8,50), le Myanmar (8,50) et le Cambodge (8,50) ont tous été identifiés comme des plaques tournantes clés du trafic d'espèces animales menacées, notamment le pangolin et le tigre.

Les parties et produits d'origine animale continuent à être vendus sur les marchés physiques en Asie, mais l'activité illicite se déplace de plus en plus vers les plateformes en ligne<sup>41</sup>. Bien qu'elle ne soit pas considérée comme faisant partie de l'Asie du Sud-Est, la Chine exerce une vaste influence régionale sur les marchés de la criminalité liée à la flore et à la faune (scores respectifs de 8,50 et 9,0) en tant que destination de consommation majeure pour un certain nombre d'espèces protégées faisant l'objet d'un trafic illégal. La Chine est considérée comme l'un des plus grands marchés au monde pour le bois commercialisé illégalement, y compris les palissandres de grande valeur, qui proviennent en quantités massives d'Asie du Sud-Est, d'Afrique et d'Amérique latine. Elle est également reconnue comme une destination clé pour les espèces sauvages illégales provenant du monde entier, en particulier d'Afrique. Les parties et produits d'espèces sauvages destinés à la consommation qui font l'objet du plus grand trafic sont ceux utilisés comme ingrédients dans la médecine traditionnelle chinoise (pangolins, ours, tigres, hippocampes, colle d'âne et cornes de saros), à des fins décoratives (ivoire, corne de rhinocéros, peaux, griffes et canines de félins) et à des fins alimentaires (viande de tigre, de pangolin et d'ours, ormeaux et ailerons de requin). En termes de classement des crimes liés aux ressources non renouvelables, l'Asie de l'Ouest est en tête du continent, avec un score de 6,75, ce qui peut être attribué en grande partie à la contrebande généralisée de ses vastes réserves pétrolières. En Asie du Sud-Est, en revanche, ce marché est moins développé (5,50) et prend généralement la forme de l'extraction illégale de sable, ainsi que de l'extraction et du trafic illicites de minéraux, en particulier d'or.

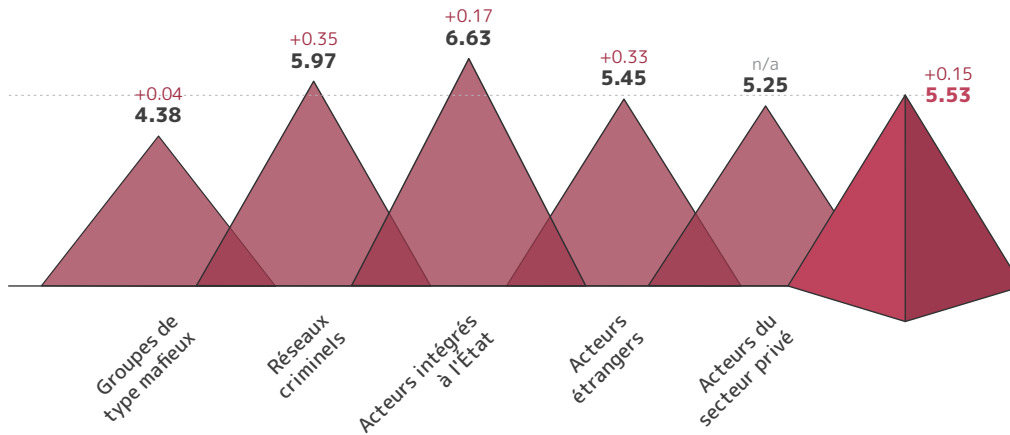
La criminalité financière est également particulièrement répandue sur le continent, mais surtout en Asie de l'Ouest (7,82). Ce score régional extrêmement élevé est dû en grande partie à l'activité criminelle financière dans quatre pays : les Émirats arabes unis (9,50), le Liban (9,0), l'Iran (9,0) et l'Iraq (9,0). La criminalité financière y est considérée comme systémique, ce qui a un impact sur l'instabilité régionale et les pertes financières des gouvernements, et entraîne un effet de propagation plus large à l'échelle mondiale. Les différences contextuelles sont toutefois à nouveau évidentes, comme le montrent, par exemple, les deux cas opposés des Émirats arabes unis, où les crimes financiers se manifestent dans un pays considéré comme un centre financier international clé, et du Liban, un pays sur le point de devenir un État en faillite et dont le système financier a été qualifié par la Banque mondiale de « gigantesque pyramide de Ponzi »<sup>41</sup>. L'Asie du Sud-Est est également fortement touchée par les crimes financiers (7,18), avec une importante composante en ligne, allant des escroqueries à l'investissement et à l'emploi aux escroqueries au commerce électronique ou amoureuses. Les experts évoquent un lien étroit entre le marché transnational de la traite des personnes et la fraude financière dans cette région, où les groupes criminels organisés attireraient des dizaines de milliers de personnes de la région et d'ailleurs pour les faire travailler, la plupart du temps contre leur gré, dans des opérations de cyber-escroquerie<sup>43</sup>.

Souvent étroitement associée à la criminalité financière, la criminalité cyberdépendante constitue une menace croissante sur le continent. Alors que l'Asie de l'Est obtient un score relativement plus faible que les autres sous-régions en termes de criminalité globale (4,80), la Corée du Nord et la Chine font grimper les moyennes pour la plupart des marchés criminels de la région, y compris la criminalité cyberdépendante, la Chine obtenant un score de 8,50 et la Corée du Nord de 9,0. Les groupes de pirates informatiques nord-coréens, dont certains seraient contrôlés par l'État, sont très actifs dans ce domaine et ont été accusés de mener des cyberattaques à grande échelle, généralement contre d'autres pays de la région.



FIGURE 4.3

## Scores des acteurs de la criminalité, Asie



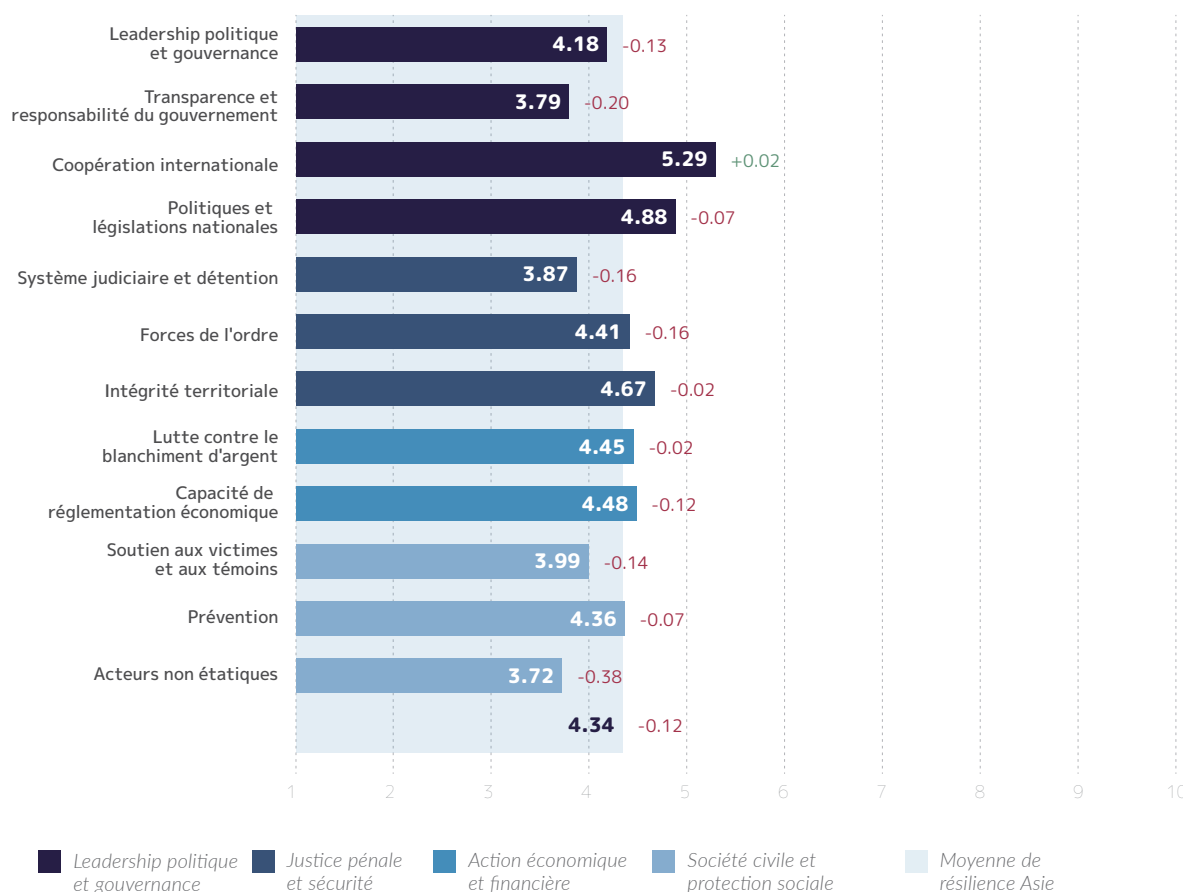
Les acteurs de la criminalité sont les principaux responsables du score global de criminalité en Asie, avec une moyenne continentale de 5,53. Les liens entre les marchés criminels et leur omniprésence, et l'enracinement des acteurs de la criminalité en Asie sont profonds. Bien que le degré d'omniprésence de chaque typologie varie entre les cinq régions du continent, les acteurs intégrés à l'État se sont révélés particulièrement puissants. Dans ce domaine, l'Asie de l'Ouest obtient le score le plus élevé (7,21) et est la seule région d'Asie à figurer parmi les cinq régions aux scores les plus élevés au monde concernant les acteurs intégrés à l'État. Viennent ensuite l'Asie du Sud, et l'Asie centrale et le Caucase (tous deux à 6,63). En général, des scores plus élevés ont été attribués aux pays à tendance autoritaire et où les normes en matière de droits de l'homme sont compromises, ainsi qu'aux pays où des liens directs avec une série de marchés illicites ont été identifiés.

Travaillant souvent aux côtés d'acteurs au sein de l'appareil d'État, les réseaux criminels ont maintenu un fort ancrage dans toute l'Asie au fil des années. L'Asie de l'Ouest a obtenu le score le plus élevé au monde en matière de réseaux criminels (6,82). L'Asie du Sud suit de près, avec un score de 6,44 qui reflète la seconde présence la plus forte de réseaux criminels. Les réseaux criminels de la région sont impliqués dans de multiples marchés illicites, notamment le trafic d'êtres humains et de stupéfiants.

En comparaison, les acteurs étrangers se sont avérés être les plus présents en Asie du Sud-Est, où des pays comme le Myanmar (9,0), le Cambodge (8,0) et le Laos (8,0) ont largement contribué à tirer la moyenne régionale vers le haut (6,55). La sous-région s'est également distinguée au niveau mondial en obtenant le score le plus élevé de toutes les sous-régions pour ce type d'acteur. En revanche, les groupes de type mafieux sont moins présents en Asie, une seule région obtenant un score supérieur à 5,0, l'Asie du Sud (5,25). Bien que certains pays diffèrent de la tendance régionale, notamment le Myanmar, la Türkiye et les Philippines, qui ont obtenu respectivement des scores de 9,50, 8,50 et 8,0, l'influence des autres acteurs de la criminalité sur le continent semble laisser peu d'espace aux groupes de type mafieux pour exercer leur pouvoir.

Enfin, bien qu'ils ne soient classés qu'au quatrième rang des types d'acteurs de la criminalité les plus répandus au niveau continental, les acteurs du secteur privé en Asie se classent au premier rang mondial (5,25). Les exemples d'entreprises légales impliquées dans et facilitant des activités illégales sont très présents sur le continent. Il s'agit par exemple d'agences de recrutement de main-d'œuvre et d'institutions financières impliquées dans des pratiques illicites et des affaires de blanchiment d'argent, souvent en collaboration avec d'autres acteurs et des élites puissantes et corrompues.

**FIGURE 4.4**  
**Scores de résilience, Asie**



En termes de résilience, les scores sont plus uniformément répartis entre les sous-régions de l'Asie, bien que l'Asie de l'Est (5,63) soit la seule partie du continent à avoir obtenu un score supérieur à la moyenne mondiale de 4,81. Les pays de cette région ont obtenu de bons résultats pour plusieurs indicateurs de résilience, le score le plus élevé étant celui relatif à « l'intégrité territoriale » (7,0), qui peut être mis en regard, par exemple, des différends territoriaux concernant la mer de Chine orientale, la mer du Japon et la mer Jaune.

D'autres régions d'Asie ont obtenu des scores de résilience nettement inférieurs. L'Asie du Sud, confrontée à une instabilité accrue à la suite de la prise de contrôle de l'Afghanistan par les Taliban, a obtenu le score de résilience le plus bas du continent (3,94), ce qui la place parmi les cinq

régions les moins résilientes du monde. De graves lacunes dans les domaines des mécanismes de protection sociale, du système judiciaire et des capacités de réglementation économique ont fait baisser ses niveaux de résilience globaux, 8 des 12 indicateurs obtenant une note inférieure à 4,0. De même, « le système judiciaire et la détention » ainsi que « la transparence et la responsabilité du gouvernement » en Asie centrale et dans le Caucase ont été jugés particulièrement faibles, avec des moyennes régionales pour ces indicateurs de 3,06 et 3,38, respectivement.

Dans le contexte de l'Asie, l'indicateur de résilience « acteurs non étatiques » mérite une attention particulière, car le continent inclut des sous-régions et des pays qui présentent des scores parmi les plus bas au monde pour cet indicateur

de résilience. En Asie du Sud-Est, par exemple, l'espace d'expression de la société civile et de la presse libre s'est réduit au point de susciter des inquiétudes au sein de la communauté internationale ces dernières années. Le Myanmar (1,50), en particulier, a connu un grave déclin de la liberté de la presse à la suite du coup d'État militaire de 2021, suivi par des scores remarquablement bas pour le Cambodge (2,0) et le Viet Nam (1,50), où la société civile et les médias sont également étroitement contrôlés et confinés. Les restrictions imposées aux organisations de la société civile constituent également une préoccupation majeure en Asie de l'Ouest (moyenne de résilience : 4,23), où les « acteurs

non étatiques » ont été évalués en moyenne à 3,64. En Asie de l'Ouest, cela va de pair avec la détérioration de « la transparence et de la responsabilité du gouvernement », un indicateur qui obtient un score moyen de 3,39. La Syrie (1,0), le Yémen (1,50) et l'Iran (2,0) se distinguent par l'absence de mécanismes de contrôle visant à empêcher la collusion de l'État liée à des activités illicites. La corruption reste un problème systémique dans les appareils gouvernementaux de cette région et un obstacle important au renforcement de la résilience, comme le montrent, par exemple, les révélations de corruption présumée autour de la Coupe du monde 2022 au Qatar.

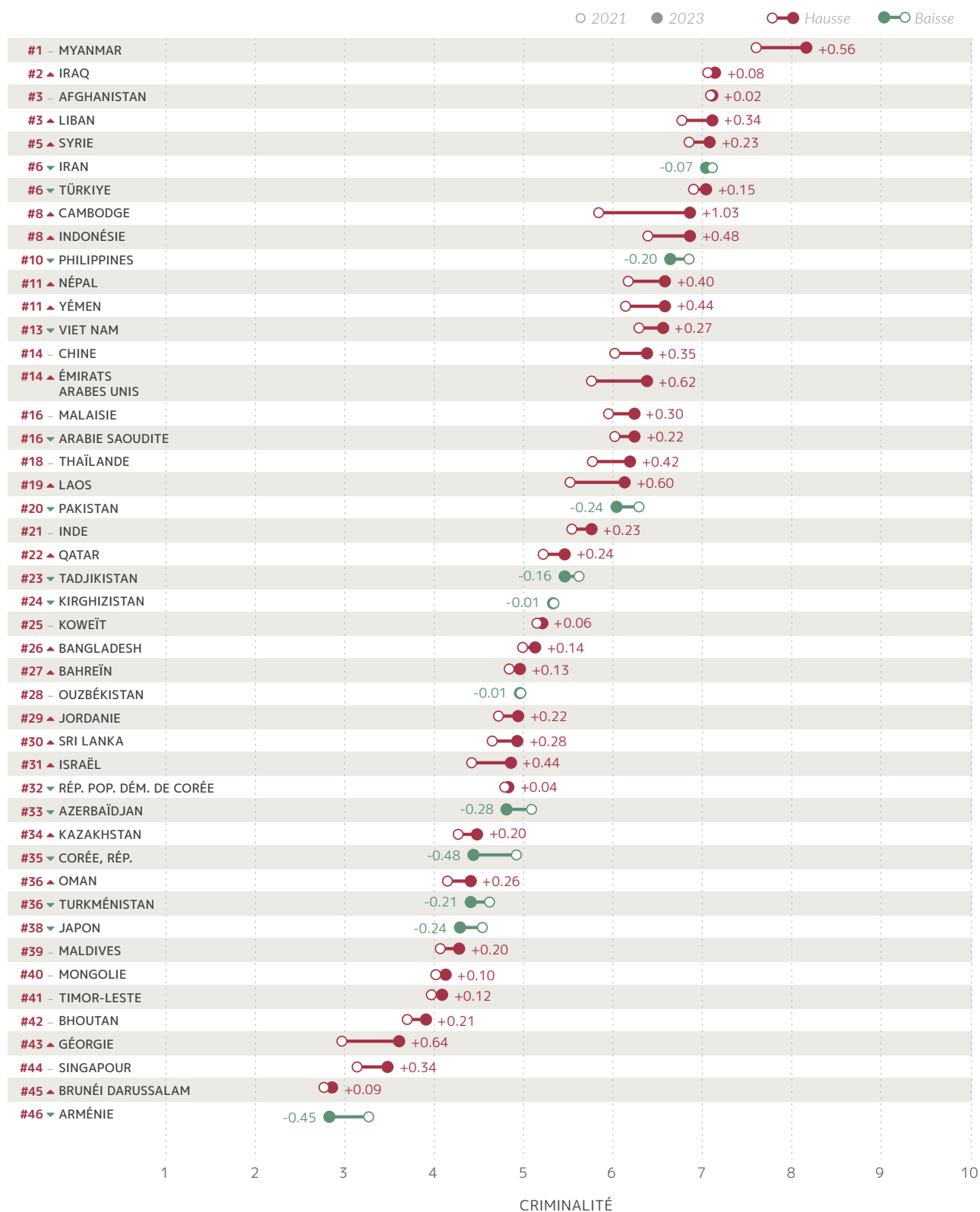
## Changements par rapport à l'Indice 2021

Bien que l'ajout de six nouveaux indicateurs de criminalité signifie que la comparaison des moyennes entre les versions 2021 et 2023 de l'Indice ne peut pas être complètement exacte, les principaux résultats montrent toutefois que la situation en matière de criminalité en Asie s'est détériorée au cours des deux dernières années. La moyenne de criminalité pour le continent est passée de 5,30 à 5,47, la plus forte hausse étant enregistrée pour les marchés criminels (+0,20). La moyenne pour les acteurs de la criminalité a également augmenté (+0,15). En 2023, l'Asie reste donc le continent qui obtient le score le plus élevé en termes de marchés criminels, et est désormais également le continent qui obtient le score le plus élevé pour les acteurs de la criminalité, de la troisième place en 2021.

Si l'on ventile les résultats par région, l'Asie du Sud-Est, l'Asie de l'Ouest et l'Asie du Sud ont enregistré une augmentation de leur score moyen de criminalité, tandis que l'Asie centrale et le Caucase ainsi que l'Asie de l'Est ont connu une très légère baisse. Il en résulte que, par rapport à l'Indice précédent, où seule l'Asie de l'Ouest était identifiée comme l'une des régions ayant les scores de criminalité les plus élevés au monde, en 2023, le nombre de régions se classant parmi les 10 premières au monde en termes de criminalité est passé à trois (Asie de l'Ouest, Asie du Sud et Asie du Sud-Est). L'évolution la plus importante des marchés criminels a été observée en Asie du Sud-Est (+0,44), tandis que la moyenne pour les acteurs de la criminalité a augmenté le plus en Asie de l'Ouest (+0,31).

FIGURE 4.5

## Evolutions en matière de criminalité par pays, 2021–2023, Asie





## Marchés criminels

Tous les marchés criminels en Asie inclus dans l'Indice 2021 ont vu leur ampleur augmenter. Les augmentations les plus marquées concernent le commerce de drogues de synthèse, qui est passé de 6,02 à 6,48 (+0,46) ; le marché du trafic d'êtres humains, à 6,07 (+0,39) ; la traite des

personnes, de 6,63 à 7,0 (+0,33) ; et la criminalité liée aux ressources non renouvelables (5,67), qui a augmenté de 0,33 point. En revanche, le commerce de cocaïne a connu la plus faible augmentation, avec une différence de seulement 0,01 point depuis 2021 (de 3,22 à 3,23).



### ENCADRÉ 4.2

## Le rôle croissant de la Türkiye dans le commerce de cocaïne

Par le passé, le commerce de cocaïne était un marché de la drogue négligeable en Türkiye, les marchés de l'héroïne et des drogues de synthèse ayant dominé au fil des ans. Toutefois, les récentes saisies effectuées par les pays d'origine et les autorités turques soulignent le rôle croissant du pays dans le commerce de cocaïne<sup>44</sup>. Les trafiquants cherchant de nouveaux itinéraires pour éviter les saisies, une partie du commerce de transit de la cocaïne s'est déplacée vers les ports turcs, une tendance déjà observée en 2021. Actuellement, la Türkiye semble en passe de devenir l'une des principales plaques tournantes mondiales pour le transit de la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud. Le pays offre une opportunité propice au commerce de cocaïne, étant donné l'expertise des groupes criminels turcs dans le trafic de drogue et les réseaux existants actifs sur les routes du trafic<sup>45</sup>. Le rôle croissant de la Türkiye dans le commerce de cocaïne transnational est reflété dans son score concernant le marché de cocaïne, qui a connu une augmentation significative de 4,0 à 5,50 depuis 2021. Comme nous l'avons mentionné, cette augmentation substantielle est le résultat d'un changement dans les itinéraires du trafic. En outre, l'attention accrue portée par les forces de l'ordre turques au commerce de cocaïne a potentiellement mis plus en lumière les activités de trafic qui ont pu s'établir progressivement au fil du temps, mais qui sont restées inaperçues jusqu'à récemment.

En ce qui concerne les marchés de la drogue, le commerce de drogues de synthèse a connu sa plus forte expansion en Asie de l'Ouest (+0,68). En particulier, deux pays d'Asie, la Syrie et le Myanmar, obtiennent désormais un score de 10,0 pour les drogues de synthèse, les deux seuls pays au monde à obtenir le score maximal pour le commerce de drogues de synthèse. Ce marché de la drogue a aussi considérablement augmenté dans d'autres pays d'Asie de l'Ouest, notamment en Türkiye, dont le score est passé de 5,50 à 7,0, et en Arabie saoudite, dont le score est passé de 7,50 à 9,0. Si la Türkiye reste un point de transit pour un large éventail de drogues de synthèse, en particulier la méthamphétamine, l'ecstasy et le Captagon, une augmentation a également été constatée dans la production de méthamphétamine, comme l'indique le nombre élevé de saisies de méthamphétamine liquide et d'anhydride acétique, un produit chimique précurseur. En Arabie saoudite, les drogues de synthèse comme la méthamphétamine entrent dans le pays par voie terrestre depuis les pays voisins, ainsi que par les ports et les aéroports de Dammam et de Djeddah. De même, le Captagon, importé principalement de Syrie et du Liban, n'a cessé de gagner en popularité, faisant du pays l'un des plus grands marchés de consommation de cette drogue dans le monde<sup>46</sup>.

Par rapport au reste du continent, c'est en Asie du Sud que le marché du trafic d'êtres humains a connu sa plus forte augmentation (+0,94), les effets de la prise de pouvoir par les Taliban de l'Afghanistan s'étant fait ressentir dans l'ensemble de la région. L'intensification de la répression à l'encontre de la population afghane, en particulier des femmes et des filles, a rendu de nombreuses personnes vulnérables à la traite et les a incitées à quitter le pays, ce qui a rendu le marché du trafic d'êtres humains plus vaste, plus lucratif et plus dangereux. La détérioration de la situation sécuritaire le long de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan a également accru les dangers pour les migrants le long de ces itinéraires et a provoqué des déplacements de population<sup>47</sup>.

Parmi les sous-régions d'Asie, l'Asie du Sud-Est a connu les plus fortes hausses pour les économies illicites de la traite des personnes et des ressources non renouvelables (respectivement +0,72 et +0,55 point). Le coup d'État militaire de 2021 au Myanmar a marqué un tournant et a eu

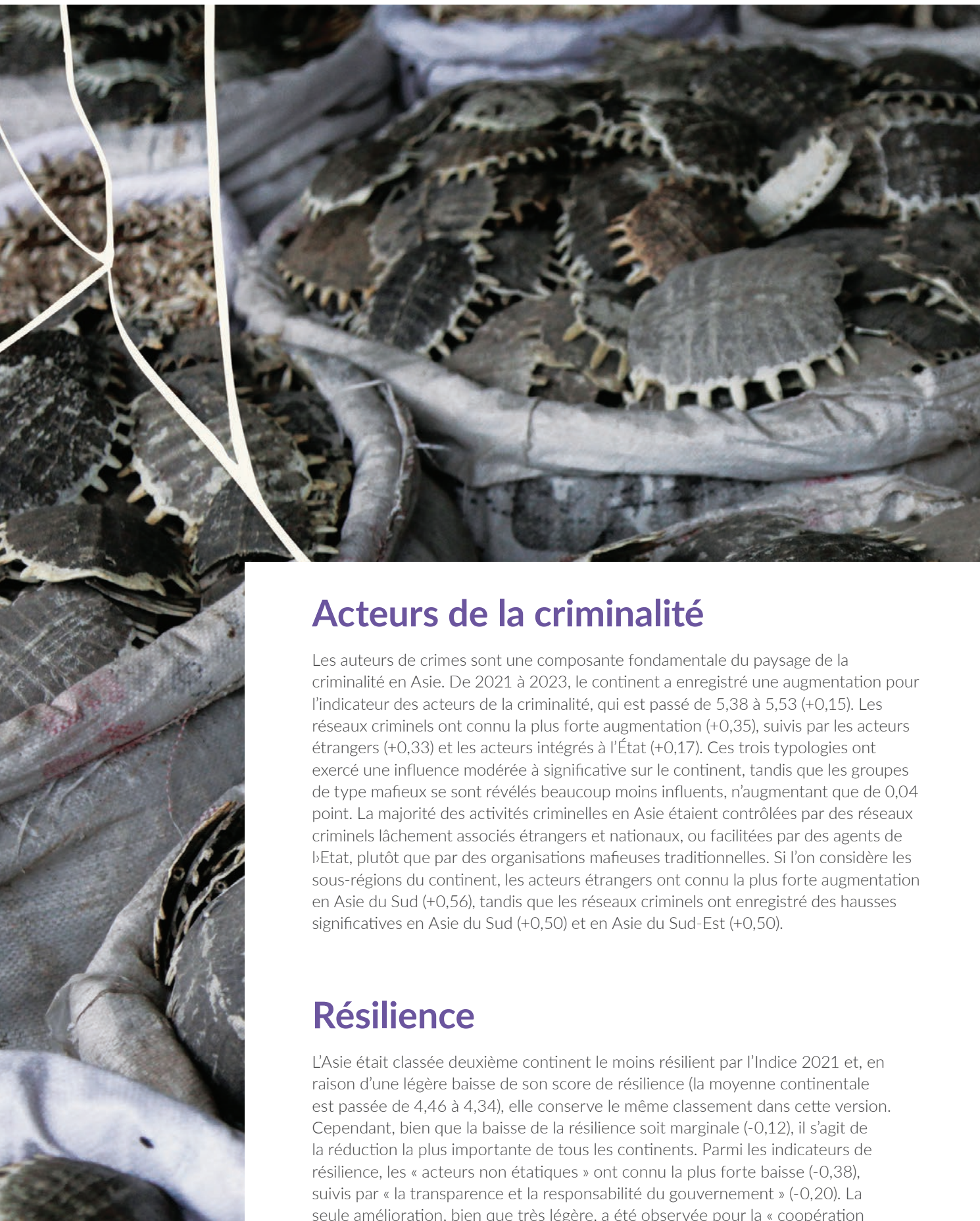
de profondes répercussions sur les dynamiques régionales de la criminalité en 2022. Le score de la traite des personnes pour le Myanmar a augmenté de 2,0, atteignant 8,50. Le score de criminalité liée aux ressources non renouvelables pour le pays a augmenté de 2,50, atteignant 9,0. Cette augmentation peut être attribuée à une recrudescence de l'exploitation illégale des terres rares après le coup d'État, ce qui suggère que des opérateurs peu scrupuleux ont exploité les troubles et l'absence de surveillance internationale pour extraire illicitement des ressources<sup>48</sup>. En outre, les industries du jade et des pierres précieuses seraient les principales sources de financement des groupes militaires et paramilitaires. Cette tendance est inquiétante, car la plupart des rubis et du jade dans le monde proviennent du Myanmar, et une grande partie de ce dernier est acheminé en contrebande vers la Chine<sup>49</sup>.

#### ENCADRÉ 4.3

### Le coup d'État militaire au Myanmar

Le Myanmar continue de connaître des troubles civils et la violence à la suite du coup d'État militaire de 2021, lorsque le gouvernement démocratiquement élu a été renversé par la junte suite à des allégations de fraude électorale lors des élections de 2020. Depuis la prise de pouvoir anticonstitutionnelle par les militaires, des mesures de répression violentes et incessantes ont été prises à l'encontre des dissidents, entraînant plus de 2 500 décès, 16 500 arrestations et d'autres violations graves des droits de l'homme<sup>50</sup>. En outre, depuis le coup d'État militaire, 1,5 million de personnes ont été déplacées et se sont réfugiées dans des régions reculées du pays et dans les pays voisins, ce qui a aggravé l'instabilité dans la région. La défiance et la résistance généralisées contre les dirigeants militaires ont également entraîné la création de forces de défense populaires, qui ont pris le contrôle de certaines parties du pays<sup>51</sup>. Les implications du coup d'État et de ses suites ont été lourdement ressenties par la société et l'économie du pays. L'instabilité et l'insécurité ont également intensifié l'environnement criminel au Myanmar et au-delà, exacerbant les marchés criminels existants dans le pays.





## Acteurs de la criminalité

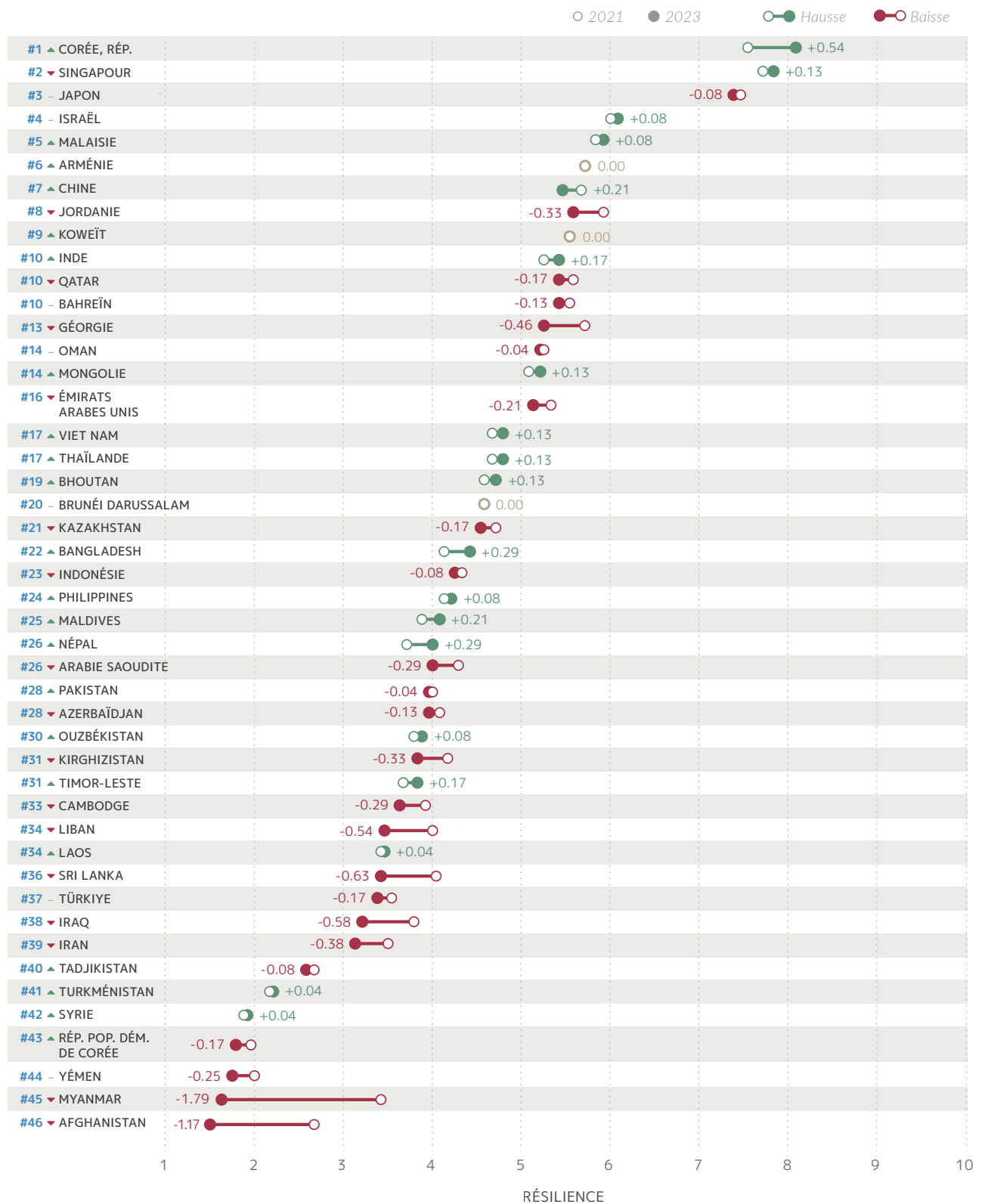
Les auteurs de crimes sont une composante fondamentale du paysage de la criminalité en Asie. De 2021 à 2023, le continent a enregistré une augmentation pour l'indicateur des acteurs de la criminalité, qui est passé de 5,38 à 5,53 (+0,15). Les réseaux criminels ont connu la plus forte augmentation (+0,35), suivis par les acteurs étrangers (+0,33) et les acteurs intégrés à l'État (+0,17). Ces trois typologies ont exercé une influence modérée à significative sur le continent, tandis que les groupes de type mafieux se sont révélés beaucoup moins influents, n'augmentant que de 0,04 point. La majorité des activités criminelles en Asie étaient contrôlées par des réseaux criminels lâchement associés étrangers et nationaux, ou facilitées par des agents de l'État, plutôt que par des organisations mafieuses traditionnelles. Si l'on considère les sous-régions du continent, les acteurs étrangers ont connu la plus forte augmentation en Asie du Sud (+0,56), tandis que les réseaux criminels ont enregistré des hausses significatives en Asie du Sud (+0,50) et en Asie du Sud-Est (+0,50).

## Résilience

L'Asie était classée deuxième continent le moins résilient par l'Indice 2021 et, en raison d'une légère baisse de son score de résilience (la moyenne continentale est passée de 4,46 à 4,34), elle conserve le même classement dans cette version. Cependant, bien que la baisse de la résilience soit marginale (-0,12), il s'agit de la réduction la plus importante de tous les continents. Parmi les indicateurs de résilience, les « acteurs non étatiques » ont connu la plus forte baisse (-0,38), suivis par « la transparence et la responsabilité du gouvernement » (-0,20). La seule amélioration, bien que très légère, a été observée pour la « coopération internationale » (+0,02), une augmentation conforme aux tendances mondiales.

FIGURE 4.6

## Evolutions en matière de résilience par pays, 2021–2023, Asie





# Afrique

Score général de l'Afrique pour la

**Criminalité**

5.25  $\nearrow +0.08$

SCORES DE CRIMINALITÉ



Score général de l'Afrique pour la

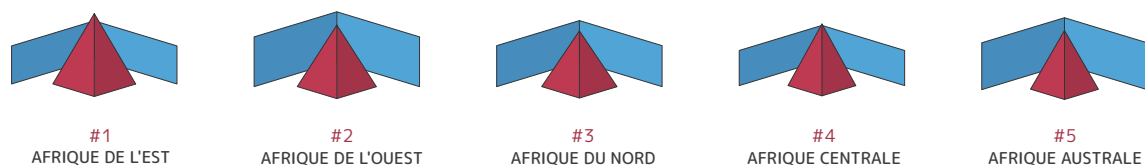
**Résilience**

3.85  $\nearrow +0.05$

SCORES DE RÉSILIENCE



**FIGURE 4.7**  
Scores de l'Indice, Afrique



RÉGION	CRIMINALITÉ	MARCHÉS CRIMINELS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	RÉSILIENCE
AFRIQUE DE L'EST	5.88 +0.22	5.52 +0.32	6.23 +0.11	3.46 -0.08
AFRIQUE DE L'OUEST	5.44 -0.03	5.40 +0.01	5.49 -0.06	4.28 +0.23
AFRIQUE DU NORD	5.08 +0.22	5.20 +0.39	4.97 +0.05	3.67 -0.13
AFRIQUE CENTRALE	5.06 -0.06	4.66 -0.13	5.45 +0.02	3.23 +0.03
AFRIQUE AUSTRALE	4.83 +0.16	4.57 +0.14	5.08 +0.17	4.22 +0.04
<b>MOYENNE AFRIQUE</b>	<b>5.25 +0.08</b>	<b>5.05 +0.11</b>	<b>5.45 +0.05</b>	<b>3.85 +0.05</b>

L'Afrique a continué d'enregistrer des niveaux élevés de criminalité au cours des deux ans depuis 2021, demeurant le continent avec le deuxième score le plus élevé au monde, à 5,25 sur 10, après l'Asie. Le score, comme en 2021, semble être principalement dû aux acteurs de la criminalité, qui, avec un score de 5,45, augmentent la moyenne de la criminalité en Afrique. Les marchés criminels ont obtenu un score plus bas de 5,05.

En termes de dynamiques régionales, l'Afrique de l'Est est la région avec le score le plus élevé du continent pour la criminalité dans son ensemble (5,88), en tête pour les marchés criminels (5,52) et les acteurs de la criminalité (6,23), suivie par l'Afrique de l'Ouest (5,44). L'Afrique de l'Est se

classe parmi les cinq premières régions du monde en matière de criminalité, comme foyer d'activités illicites et bastion d'acteurs de la criminalité, dont l'influence est aggravée par des conflits prolongés qui rendent la région plus vulnérable à la menace de la criminalité organisée. En ce qui concerne les marchés criminels, la région est particulièrement touchée par la traite des personnes et le trafic d'armes, qui obtiennent tous deux un score de 7,78, soit les moyennes régionales les plus élevées au monde pour ces types de crimes. Ces scores extrêmement élevés reflètent le fait que ces deux marchés sont généralement prédominants et très répandus dans la région, bien qu'il y ait des concentrations particulièrement fortes dans certains pays.

## ENCADRÉ 4.4

## Le groupe Wagner

Le groupe Wagner, une société militaire privée russe, a établi des opérations dans un certain nombre de pays africains, dont la République centrafricaine, le Mali, le Soudan, la Libye, le Mozambique et Madagascar. Il fournit des services militaires, notamment une assistance paramilitaire directe et des programmes de formation, à des gouvernements autocratiques affaiblis qui ont besoin d'aide pour réprimer les insurrections, les rébellions et autres troubles civils. Néanmoins, la désignation du groupe Wagner en tant qu'acteur criminel étranger dans le cadre de l'Indice n'est pas nécessairement liée à ses activités mercenaires, malgré les allégations de violations des sanctions internationales, d'exécutions extrajudiciaires et de violations des droits de l'homme.

Le groupe est également connu pour tirer profit des fragilités économiques et politiques des pays africains dans lesquels il opère, en exploitant les riches ressources renouvelables et non renouvelables de ces pays par le biais d'activités économiques opaques autorisées par des concessions et des accords bilatéraux, qui sont accordés par certains gouvernements africains en

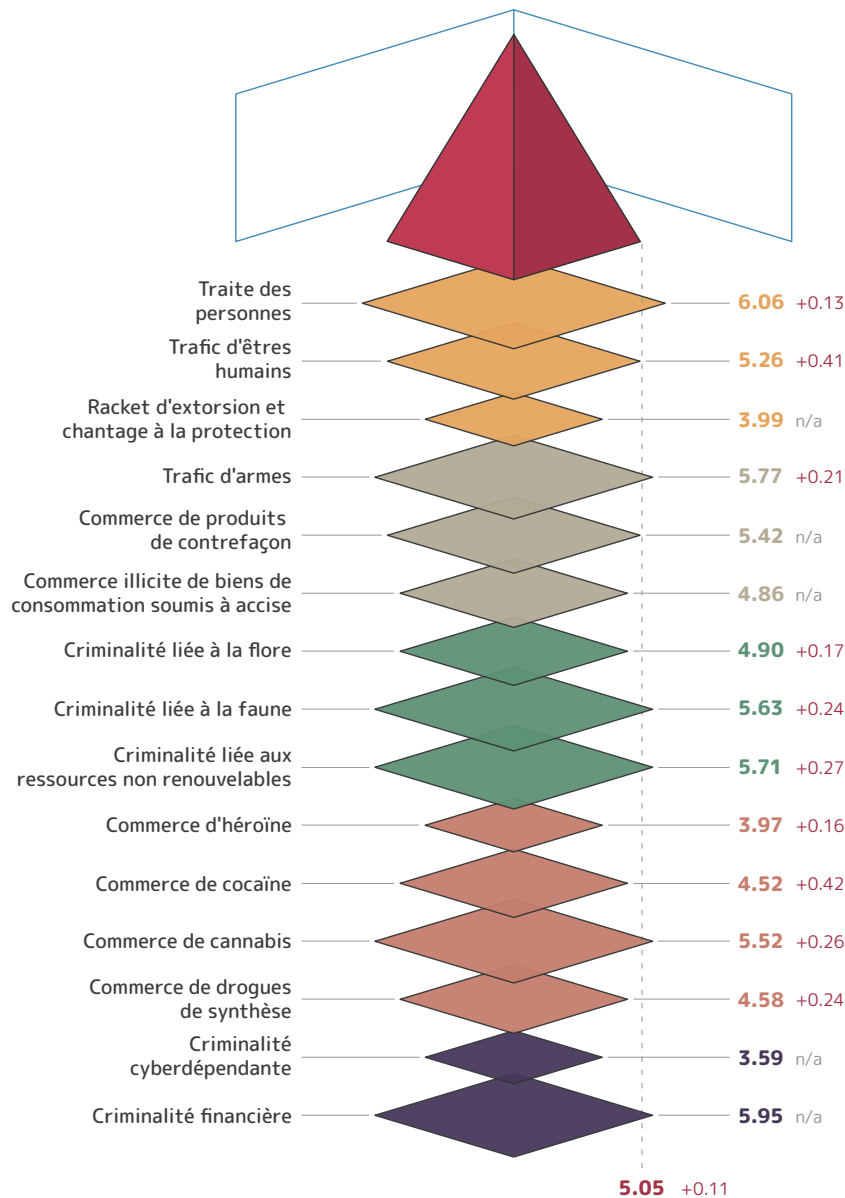
échange des mercenaires de Wagner. Le groupe est lié à un réseau d'entités privées opérant dans plusieurs secteurs, dont le bois et l'exploitation minière, grâce auxquelles il élargit son rôle de groupe mercenaire.

Ces activités, combinées à la corruption généralisée dans les zones de l'Afrique où il opère, permettraient à Wagner de tirer profit des économies illicites, en particulier de la criminalité liée à la flore et aux ressources non renouvelables, parallèlement à ses activités légales. Certaines entités économiques liées au groupe Wagner sont accusées d'exploitation illégale de sources de minéraux et de contrebande. Bien que les acteurs de la criminalité soient généralement perçus comme des gangs violents, les types d'acteurs ont évolué ces dernières années avec l'établissement de groupes criminels organisés modernes intégrés aux économies légales<sup>52</sup>. Bien qu'il s'agisse techniquement d'une entreprise légale opérant sur des marchés licites, l'implication du groupe Wagner dans ces marchés criminels fait qu'il est possible de le qualifier d'acteur criminel étranger opérant en Afrique.



FIGURE 4.8

## Scores des marchés criminels, Afrique



Le marché criminel le plus répandu sur le continent continue à être la traite des personnes, avec un score de 6,06. La prévalence de cette pratique criminelle est liée à divers facteurs, notamment les nombreux conflits en cours en Afrique, les facteurs économiques incitatifs qui rendent les gens vulnérables à la traite et l'implication d'acteurs intégrés à l'Etat dans la facilitation de ces activités. Dans le cas de la traite des personnes, l'Érythrée et le Soudan du Sud figuraient parmi les pays aux scores les plus élevés pour ce marché,

avec respectivement 9,0 et 8,50. La conscription militaire reste une pratique systémique et corrosive en Érythrée, suscitant le ressentiment de la population et une importante émigration, qui alimente le marché du trafic d'êtres humains. Ce phénomène a également été aggravé par la guerre civile en Éthiopie voisine, le gouvernement ayant ordonné une mobilisation en masse dans le but de renforcer l'armée et d'accroître la sécurité<sup>53</sup>. De son côté, le Soudan du Sud présente un marché de la traite des personnes plus diversifié, avec



des pratiques allant du travail forcé à la servitude domestique et à l'exploitation sexuelle. Toutefois, le principal problème dans le pays concerne les enfants, qui continuent d'être recrutés comme soldats (on estime que des milliers de mineurs jouent un rôle dans les combats) ou sont employés dans la construction, l'exploitation minière et l'agriculture, où ils se retrouvent dans des situations d'exploitation.

Comme c'est aussi le cas au niveau mondial, la criminalité financière est très répandue en Afrique. Ce marché s'est classé au deuxième rang des marchés les plus répandus, avec un score continental moyen de 5,95. Des scores élevés ont été enregistrés pour la criminalité financière sur l'ensemble du continent, y compris des incidents fréquents de fraude financière, d'évasion fiscale, de détournement de fonds et d'utilisation abusive de fonds publics par des acteurs intégrés à l'État. Le continent a connu des niveaux élevés de fraude financière cyber-facilitée perpétrée par des syndicats criminels hautement organisés tels que Black Axe, qui est d'origine ouest-africaine mais a une empreinte mondiale. Black Axe est responsable d'escroqueries amoureuses en ligne, se servant de relations amoureuses fictives pour escroquer les victimes et voler leurs données personnelles et financières<sup>54</sup>.

La région de l'Afrique du Nord a obtenu le score le plus élevé (7,83) en matière de criminalité financière. C'est la région du monde qui a obtenu le score le plus élevé en matière de criminalité financière, suivie de près par l'Asie de l'Ouest (7,82) et l'Asie du Sud-Est (7,18). Cette forme d'économie illicite a été jugée très influente dans tous les pays de la sous-région (avec des scores allant de 8,0 à 9,50), à l'exception du Maroc (dont le score de 7,50 se situe entre « influence significative » et « influence sévère ») et de la Mauritanie (6,0). La Libye a tiré la moyenne régionale à la hausse avec un score de 9,50. Cela s'explique par les niveaux très élevés de fraude dans le secteur public, qui est monnaie courante dans le pays et implique des milliards de dollars qui auraient disparu dans le cadre de contrats publics, ainsi que par l'implication de hauts fonctionnaires et d'employés de banque dans des systèmes de corruption grâce auxquels les groupes armés et les seigneurs de la guerre ont accès aux finances de l'État. L'évasion fiscale des entreprises locales et étrangères est également un problème chronique

pour l'économie libyenne, aggravée par le fait que l'État est affaibli depuis la révolution.

Avec un score moyen de 5,77, le trafic d'armes est le troisième marché criminel le plus répandu en Afrique, principalement en raison de la redirection des armes achetées par les gouvernements dans les zones de conflit prolongé, telles que l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est. Cette dernière est la région au score le plus élevé au monde pour le trafic d'armes, avec un score de 7,78, soit une augmentation de 0,67 point depuis la dernière version de l'Indice. En ce qui concerne le trafic d'armes, tous les pays d'Afrique de l'Est ont obtenu un score égal ou supérieur à 7,0, à l'exception de la Tanzanie (6,0), ce qui signifie que le marché est très répandu partout dans la région, avec toutefois certaines différences contextuelles. Le Soudan (9,0), la Somalie (9,0), l'Éthiopie (8,50) et Djibouti (7,50) affichent des scores parmi les plus élevés en matière de trafic d'armes en Afrique de l'Est, en grande partie à cause des conflits armés et ethniques.

La Somalie continue d'être une plaque tournante clé pour la contrebande d'armes illégales, avec des liens transnationaux et des interactions avec d'autres marchés illégaux, tels que la piraterie et le trafic de stupéfiants. Les flux illicites d'armes du Yémen vers la Somalie ont augmenté au cours de la période considérée, tout comme le nombre d'armes illégales circulant dans le pays, allant des pistolets aux mitrailleuses. Le trafic d'armes à feu est généralement le fait de milices claniques, du groupe extrémiste al-Shabaab, de groupes gouvernementaux et de réseaux de trafic transnationaux basés dans le nord, en particulier au Puntland et dans l'est du Somaliland.

L'Éthiopie (7,0) a enregistré une augmentation notable du trafic d'armes, en raison de la guerre civile au Tigré, qui aurait entraîné une escalade du trafic d'armes légères et de petit calibre dans la région et provoqué le déversement d'armes à feu des zones touchées par la guerre vers d'autres parties du pays, en particulier Addis-Abeba.

Au Soudan, le trafic d'armes multidirectionnel reste un problème, des acteurs externes et internes continuant à fournir des armes au pays, et la gestion et la distribution des armes appartenant à l'État et aux structures paramilitaires manquent de transparence et de responsabilité.

Les recherches menées par INTERPOL en Afrique centrale ont également révélé que les groupes armés non étatiques utilisent des précurseurs chimiques d'explosifs et des initiateurs pour fabriquer des explosifs utilisés dans l'exploitation minière illégale et la pêche à l'explosif<sup>21</sup>. Dans le même temps, plusieurs pays d'Afrique centrale, tels que la République démocratique du Congo (9,0), la République centrafricaine (9,0), le Tchad (8,50) et le Cameroun (7,50), ont été touchés par le trafic d'explosifs destinés à être utilisés dans des conflits armés par des groupes armés non étatiques tels que Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest dans le bassin du lac Tchad, et par les groupes rebelles Retour, Réclamation et Réhabilitation et les Forces démocratiques alliées.

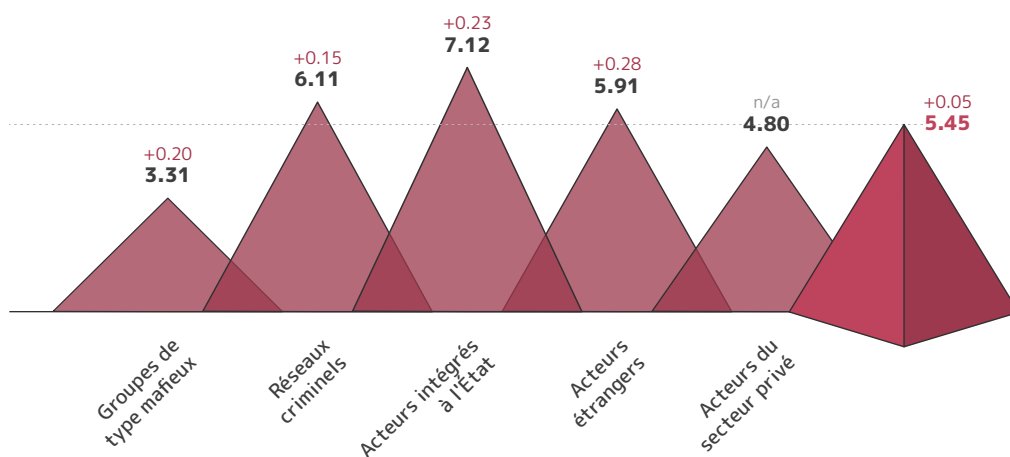
Les niveaux de criminalité environnementale ont continué à augmenter sur le continent, les pays d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique australe obtenant des scores élevés en matière de criminalité liée à la flore et à la faune. Les marchés criminels liés aux ressources non renouvelables restent très répandus dans des pays tels que la République centrafricaine (10,0) et la

RDC (9,50). En tant que pays source pour l'or, la RDC connaît un commerce illicite généralisé de ce produit, dont profitent aussi bien les milices pro-gouvernementales que les milices rebelles. Plus de 90 % de l'or de la RDC est trafiqué vers les pays voisins de la région, notamment l'Ouganda et le Rwanda, où il est souvent raffiné et exporté vers les marchés internationaux. Le continent connaît également des niveaux importants de commerce illicite d'espèces sauvages, l'Afrique de l'Est obtenant un score de 5,94 pour les crimes liés à la faune, suivie par l'Afrique de l'Ouest (5,83).

Le commerce d'héroïne, le racket d'extorsion et le chantage à la protection ont été identifiés comme les marchés criminels beaucoup moins présents sur le continent, avec des scores de 3,97 et 3,99, respectivement, bien que le commerce d'héroïne ait légèrement augmenté, de 0,16 points. Le marché le moins répandu sur le continent est celui de la criminalité cyberdépendante, avec un score de 3,59. Cela peut s'expliquer par le fait que le continent a des taux de pénétration de l'internet relativement faibles en raison des coûts élevés de l'internet.

FIGURE 4.9

## Scores des acteurs de la criminalité, Afrique



Les acteurs intégrés à l'État restent les agents dominants dans la facilitation des économies illicites et l'inhibition de la résilience à la criminalité organisée en Afrique, avec un score continental de 7,12, suivis par les réseaux criminels (6,11). La troisième place est occupée par les acteurs étrangers qui, bien que leur score soit inférieur à

celui des acteurs intégrés à l'État et des réseaux criminels, sont ceux dont l'influence a le plus augmenté, avec un bond de 0,28 point par rapport à 2021 (à 5,91). Cette forte augmentation peut être attribuée aux activités du groupe Wagner (voir encadré 4.4) et aux syndicats de traite de personnes opérant sur le continent.

Il existe des indications que des individus du secteur privé opèrent de manière indépendante ou en collusion avec des acteurs intégrés à l'État pour perpétuer la criminalité sur le continent, en utilisant leurs capacités pour faciliter le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites. Toutefois, leur influence s'est avérée inférieure à celle exercée par les autres types d'acteurs de la criminalité, à l'exception des groupes de type mafieux. Les acteurs du secteur privé ont obtenu un score de 4,80, ce qui les place en quatrième position, juste au-dessus des groupes de type mafieux qui, avec un score de 3,31, sont le type d'acteurs de la criminalité avec le score le plus bas sur le continent, malgré une augmentation de 0,20 depuis 2021.

En explorant les types de groupes criminels opérant sur le continent, trois régions d'Afrique ont été classées première, deuxième et troisième au monde pour la catégorie des acteurs intégrés à l'État : l'Afrique centrale (7,68), l'Afrique du Nord (7,67) et l'Afrique de l'Est (7,44). En Afrique centrale, la corruption tend à être un problème de grande ampleur et joue un rôle essentiel dans les dynamiques des conflits et les environnements politiques des pays de la région, à tel point que l'appareil d'État est complètement infiltré et qu'il reste peu de place pour que d'autres acteurs puissent entrer sur les marchés criminels sans l'appui ou l'autorisation des criminels intégrés à l'État. À l'exception du Rwanda (5,0) et de São Tomé e Príncipe (3,0), tous les pays de la région ont obtenu un score de 8,0, 8,50 ou 9,0, signe d'une influence considérable.

#### ENCADRÉ 4.5

## Pourquoi l'Afrique du Sud est une exception

Les lectures régionales de l'Indice, en particulier afin de comparer les régions, nécessitent la prise en compte des nuances propres à chaque pays, qui peuvent fausser le tableau d'ensemble.

L'Afrique du Sud en est un bon exemple. Elle est l'un des trois seuls pays africains à figurer dans la catégorie « forte criminalité - forte résilience », avec le Nigéria et le Sénégal (voir Section 5). Toutefois, contrairement à ces deux pays, les scores de criminalité et de résilience ont tous deux empiré en Afrique du Sud. Avec un score de criminalité élevé de 7,18, le pays est indéniablement une exception en matière de criminalité en Afrique australe, faisant tangiblement grimper le score de criminalité moyen de la région. Pourtant, dans un contexte de criminalité croissante depuis une décennie, d'érosion des infrastructures essentielles et de remise en cause des processus démocratiques par la corruption organisée et la violence à gage, la résilience à l'impact de la criminalité organisée dans le pays est également élevée. L'Afrique du Sud compte un certain nombre de marchés criminels répandus, renforcés par l'influence d'acteurs de la criminalité, en particulier d'acteurs intégrés à l'État (responsables d'années de mainmise sur l'État) et de réseaux criminels fortement interconnectés.

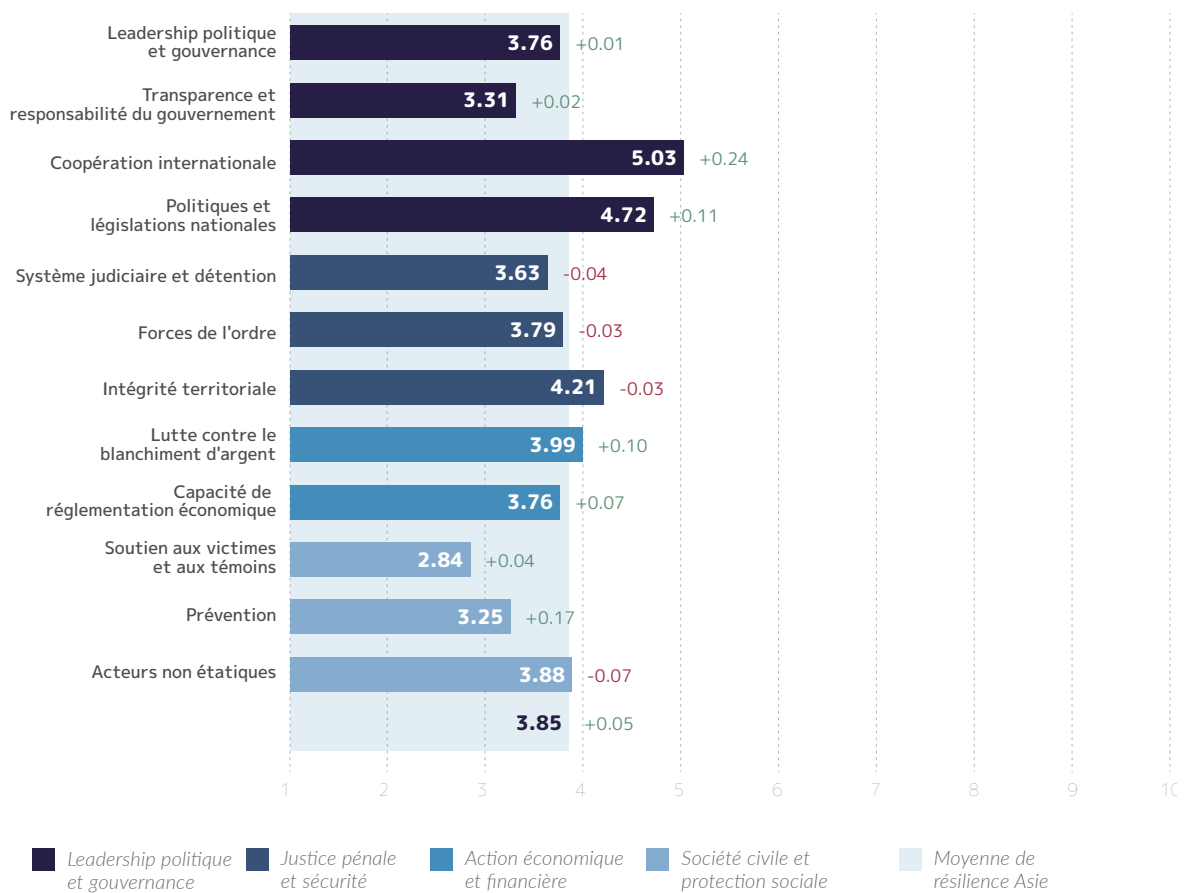
Néanmoins, en termes de résilience (5,63), l'Afrique du Sud obtient également le meilleur score d'Afrique australe, grâce aux efforts des acteurs non étatiques pour résister à la criminalité organisée, à des politiques et des lois nationales robustes et à une forte capacité de réglementation économique. Ces éléments constitutifs de la résilience ont toutefois été mis à rude épreuve en 2022, ce qui a entraîné une baisse de la résilience dans son ensemble.



Les réseaux criminels et les acteurs étrangers ont également une forte empreinte sur le continent, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest figurant parmi les trois régions aux scores les plus élevés du monde pour ces deux indicateurs. En ce qui concerne les acteurs étrangers, les enquêtes sur les activités du groupe Wagner ont montré que l'organisation mercenaire est de plus en plus impliquée dans de nombreuses économies illicites.

Le groupe est également connu pour ses activités de contrebande d'or et d'autres ressources minières dans des pays d'Afrique centrale, comme la République centrafricaine, qui affiche un score de 9,0 pour les acteurs étrangers. En Afrique de l'Est, le groupe Wagner a acquis une influence politique significative au Soudan (8,0), où il a développé d'importants intérêts commerciaux et joué un rôle de mercenaire<sup>56</sup>.

**FIGURE 4.10**  
**Scores de résilience, Afrique**



En termes de résilience, l'Afrique est à nouveau le continent au score le plus bas, à 3,85, bien qu'elle ait connu une amélioration marginale depuis la version 2021 (+0,05).

Les indicateurs aux scores les plus élevés sur le continent sont « la coopération internationale » (5,03), « les politiques et législations nationales » (4,72) et « l'intégrité territoriale » (4,21). Bien que la mise en œuvre puisse faire défaut, les

pays africains ont largement adopté des lois et des politiques nationales pour lutter contre la criminalité organisée. Sur les 54 pays du continent, 51 ont ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles qui l'accompagnent. Cependant, bien que cela ait pu indiquer une certaine volonté politique de lutter contre la criminalité transnationale organisée au moment où les pays africains ont ratifié la Convention (36 pays ont



ratifié la Convention au cours des cinq premières années suivant son adoption, et 15 pays ont ratifié la Convention entre 2005 et 2014), les données suggèrent qu'au fil des ans, ces pays n'ont pas été en mesure de mettre pleinement en œuvre la Convention dans le but de limiter la criminalité et de devenir plus résilients face à la criminalité organisée<sup>57</sup>. Cette conclusion reste valable, même si « la coopération internationale », dont le score est en partie basé sur la ratification et la mise en œuvre de traités internationaux de lutte contre la criminalité organisée, a été identifiée comme l'indicateur de résilience qui s'est le plus amélioré sur le continent (+0,24).

Le problème est que de nombreux pays d'Afrique présentent des lacunes dans la mise en œuvre de la Convention pour plusieurs raisons, notamment l'inefficacité des forces de l'ordre, l'absence d'une société civile libre pour fournir un soutien, une faible capacité institutionnelle, la corruption et l'influence croissante d'acteurs intégrés à l'État<sup>58</sup>. L'espace pour la société civile a continué à se réduire dans de nombreux pays d'Afrique, ce qui a eu un impact sur les indicateurs de résilience, tels que « le soutien aux victimes et aux témoins » (2,84, la moyenne la plus basse au monde pour cet

indicateur) et « la prévention » (3,25). Les études ont montré qu'il s'agit de domaines clés dans lesquels la société civile s'engage le plus dans ses efforts de lutte contre la criminalité organisée, en essayant de fournir des alternatives aux mesures inefficaces prises par l'État. En témoigne le nombre élevé de programmes sociaux et préventifs menés par des initiatives de la société civile qui cherchent à atténuer les facteurs qui poussent les individus à la criminalité, tels que les mauvais indicateurs économiques et le manque d'opportunités. Dans le même ordre d'idées, « la transparence et la responsabilité du gouvernement » figurent également parmi les indicateurs de résilience les plus faibles du continent, avec un score de 3,31.

L'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale restent les trois régions avec les scores les plus bas du monde en termes de résilience, avec respectivement 3,67, 3,46 et 3,23. L'évaluation de l'Indice tient compte de l'existence et de l'efficacité des mesures de résilience, ainsi que du respect des droits de l'homme fondamentaux dans leur mise en œuvre, ce qui signifie que des moyennes régionales aussi basses suggèrent des performances médiocres dans tous ces domaines.

## Changements par rapport à l'Indice 2021

L'Afrique a connu une augmentation de la criminalité en général au cours de la période de deux ans. Cependant, cette augmentation est légèrement plus faible lorsque les nouveaux indicateurs de la criminalité sont inclus dans l'équation, ce qui signifie qu'ils réduisent en partie la moyenne pour les acteurs et les marchés criminels (+0,08, contre une augmentation de 0,23 si nous excluons les nouveaux indicateurs criminels).

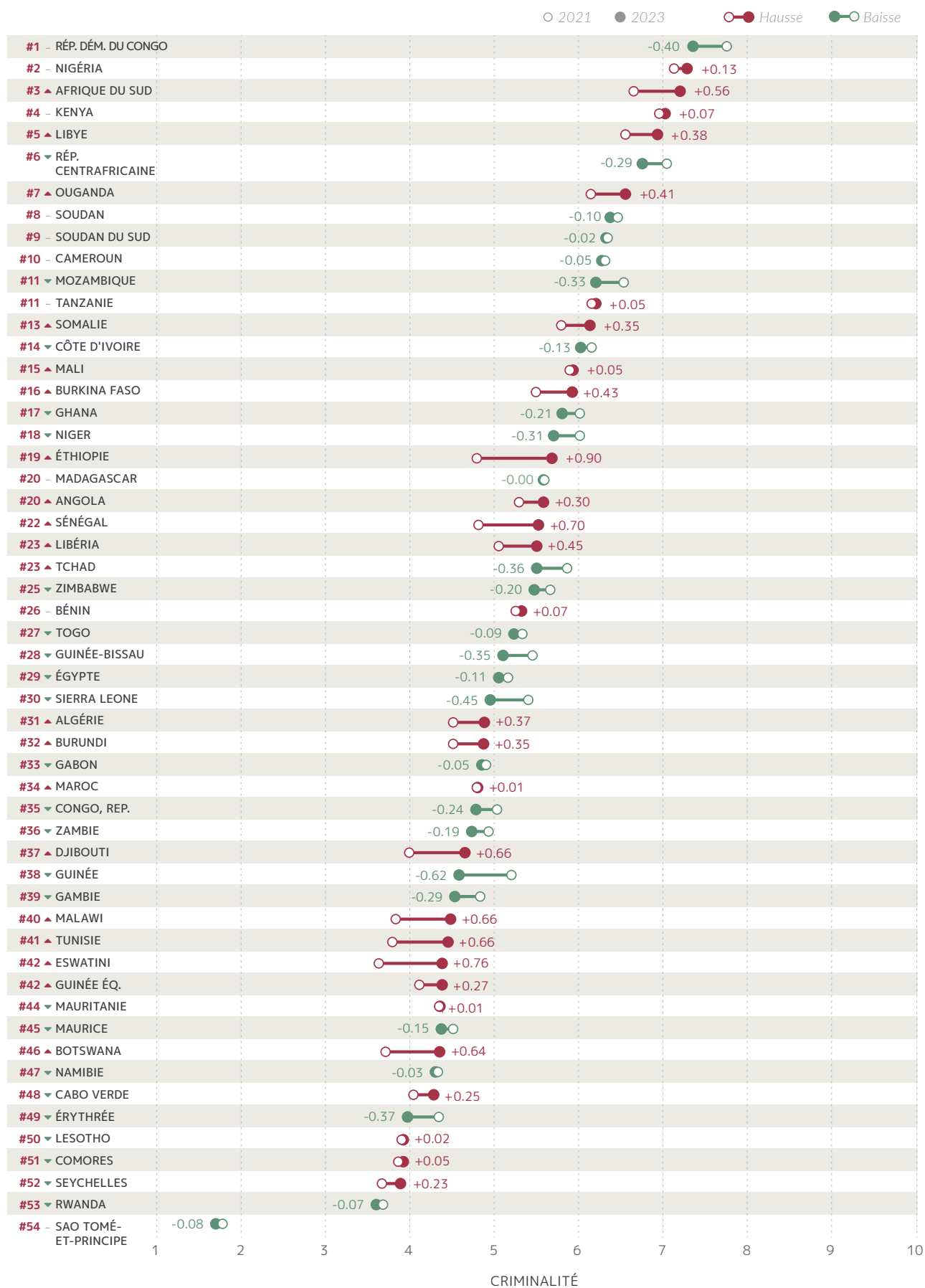
Ces résultats ne sont pas surprenants si l'on considère, par exemple, que le nouvel indicateur de la criminalité cyberdépendante n'est pas un marché omniprésent sur le continent en raison des coûts élevés associés à la connectivité internet et des pratiques obsolètes des gouvernements qui n'ont pas numérisé un grand nombre de leurs instruments, ce qui les rend ainsi moins accessibles et moins attrayants pour les cybercriminels.

Bien que la pandémie ait entraîné dans une certaine mesure une augmentation des niveaux de connectivité et de la dépendance aux cyber-technologies, l'Afrique se digitalise lentement.

Une exception notable à cette dynamique est toutefois observée dans les résultats obtenus par la criminalité financière. L'Indice a révélé que ce marché est particulièrement répandu, avec une moyenne continentale de 5,95 et des niveaux de pénétration particulièrement élevés dans certaines régions, telles que l'Afrique du Nord, faisant grimper le score moyen dans cette région à 7,83. Dans l'ensemble, cependant, les dix marchés criminels d'origine continuent d'exercer un fort impact sur le continent, et ces marchés se sont intensifiés dans la plupart des régions.

FIGURE 4.11

## Evolutions en matière de criminalité par pays, 2021–2023, Afrique



## Marchés criminels

En comparant les moyennes de 2021 et 2023, et en incluant les nouveaux indicateurs, l'Afrique est le continent qui a connu la plus faible augmentation de l'omniprésence des marchés criminels (+0,11), bien qu'elle ait le deuxième score le plus élevé au monde dans ce domaine. Un résultat similaire a été noté en ce qui concerne l'évolution des acteurs de la criminalité (+0,05). De tous les continents, seule l'Océanie a connu une augmentation plus faible de son score relatif aux acteurs de la criminalité.

Un examen plus approfondi des marchés criminels révèle quelques résultats intéressants. En particulier, le commerce de cocaïne, malgré son faible score continental moyen (il s'agit du quatrième marché criminel au score le plus bas en Afrique en 2023), a connu la plus forte augmentation (+0,42). Même si l'Afrique de l'Ouest tire toujours la moyenne continentale à la hausse, avec le score le plus élevé pour ce marché criminel, la plus forte croissance en termes d'impact du commerce de cocaïne a été observée en Afrique du Nord (+0,59) et en Afrique australe (+0,58) au cours de la période de référence. Néanmoins, l'Afrique de l'Ouest, sans surprise, a également connu une augmentation notable, enregistrant une hausse de +0,47 en 2023 par rapport à 2021.

### ENCADRÉ 4.6

## Augmentation du commerce de cocaïne en Afrique

Le trafic de cocaïne n'a jamais été particulièrement répandu en Afrique, avec une moyenne généralement inférieure à celle des autres marchés criminels. Néanmoins, les scores suggèrent que les États africains ont été affectés par les changements observés dans les configurations du trafic transnational de cocaïne au cours des dernières années. Une transition s'opère au niveau des marchés de destination, les groupes criminels organisés ciblant de plus en plus des marchés de consommation autres que les États-Unis<sup>59</sup>. Ce changement se traduit par une utilisation accrue des ports et des pays africains par les trafiquants en tant que plateformes de transit indirectes vers d'autres marchés. Ces plateformes et points de transbordement africains sont privilégiés en raison du laxisme des contrôles douaniers, des faibles capacités des forces de l'ordre et de l'instabilité politique. La popularité croissante du continent en tant qu'itinéraire de transit a également entraîné une augmentation de la disponibilité de la cocaïne et, par conséquent, de la consommation locale.





Le marché du trafic d'êtres humains a connu la deuxième plus forte augmentation sur le continent (+0,41). Deux régions qui ont les scores les plus élevés au monde pour ce marché, à savoir l'Afrique de l'Est (7,39) et l'Afrique du Nord (7,33), ont également enregistré les plus fortes augmentations sur le continent (+0,50 et +0,75, respectivement). Le score moyen élevé de l'Afrique du Nord reflète une augmentation du score de chaque pays de la région. La Libye a connu la plus forte augmentation (de 8,0 à 9,50). Cela peut s'expliquer par la stabilité relative qui prévaut dans l'ouest de la Libye, ce qui donne aux passeurs un certain degré de mobilité et de support logistique, ainsi que par le retour de réseaux plus sophistiqués qui se concentrent sur le développement d'itinéraires complexes mais de plus grande valeur. Le trafic d'êtres humains est associé à des niveaux élevés de violence, à des taux de mortalité élevés, à l'extorsion, au travail forcé et à l'exploitation sexuelle. Dans la sous-région, la Tunisie a également enregistré une augmentation notable du marché du trafic d'êtres humains (de 7,0

à 8,0), les frontières du pays étant devenues plus poreuses. Son territoire a reçu d'importants flux en provenance d'Algérie et les activités de trafic à l'intérieur du pays ont augmenté, la majorité des personnes trafiquées hors de Tunisie étant des ressortissants tunisiens.

L'examen des marchés criminels qui ont le plus progressé est important pour guider les décideurs politiques dans la définition de leurs priorités. Cependant, il est également intéressant d'analyser les indicateurs qui ont enregistré des changements mineurs. La traite des personnes en Afrique, bien qu'elle reste le marché au score le plus élevé sur le continent, est celui qui a connu la plus faible augmentation depuis 2021 (+0,13). Cette constatation suggère que, bien que la traite des personnes continue d'être très répandue sur l'ensemble du continent, elle est également restée assez stable en ce qui concerne ses niveaux élevés d'omniprésence.

## Acteurs de la criminalité

Tous les types d'acteurs de la criminalité en Afrique ont renforcé leur influence en 2023. Les acteurs étrangers sont ceux qui ont vu leur score augmenter le plus (+0,28), suivis par les acteurs intégrés à l'État (+0,23), les groupes de type mafieux (+0,20) et les réseaux criminels (+0,15). Malgré cette augmentation modérée, les groupes de type

mafieux restent le type d'acteur au score le plus bas en Afrique. En outre, bien que les acteurs étrangers se soient considérablement développés sur le continent au cours de cette période, les acteurs intégrés à l'État continuent de se classer en tête de liste, obtenant toujours un score beaucoup plus élevé que les autres indicateurs d'acteurs, à 7,12.







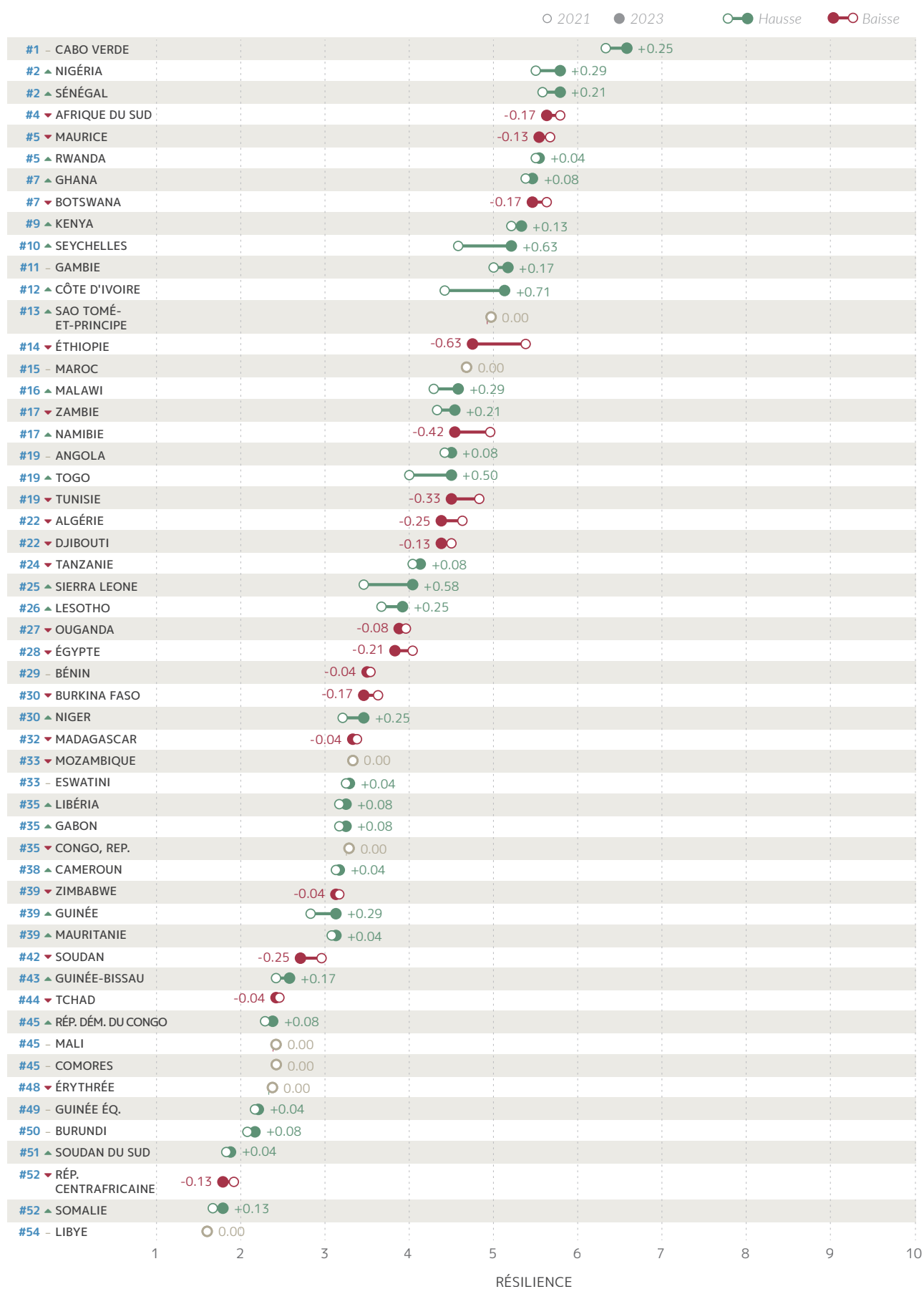
## Résilience

L'Afrique a la moyenne la plus basse du monde pour les niveaux de résilience, et l'amélioration globale dans ce domaine a été très marginale, augmentant seulement de +0,05 point depuis 2021. Dans l'ensemble, c'est dans les domaines de « la coopération internationale » (+0,24), des « politiques et législations nationales » (+0,11) et de « la prévention » (+0,17) que les pays ont redoublé d'efforts. Si les deux premières augmentations sont plus conformes aux tendances mondiales et traduisent l'idée que les pays se concentrent davantage sur des formes institutionnelles de résilience plutôt que de favoriser une approche plus large et holistique, l'amélioration des mesures de prévention représente un signal positif. Le renforcement des initiatives de prévention est une étape fondamentale vers un engagement sérieux et plus complet dans la lutte contre la criminalité organisée, car il vise à mettre en place des garde-fous pour se protéger contre la criminalité en mettant en place des changements de comportement dans les groupes vulnérables et en réduisant la demande qui sous-tend les activités illicites.

L'inverse s'applique toutefois au rôle des « acteurs non étatiques » sur le continent, qui a diminué (-0,07). Bien que le déclin soit plus faible que sur les autres continents (à l'exception de l'Océanie, seule région à avoir enregistré une augmentation pour cet indicateur de résilience), il indique tout de même une tendance négative, caractérisée par un rétrécissement de l'espace pour la société civile. Outre les « acteurs non étatiques », les autres indicateurs de résilience qui se sont détériorés en Afrique au cours des deux dernières années sont « le système judiciaire et la détention » (-0,04), « l'intégrité territoriale » (-0,03) et « les forces de l'ordre » (-0,03).

FIGURE 4.12

## Evolutions en matière de résilience par pays, 2021–2023, Afrique





# Amériques

Score général des Amériques pour la

**Criminalité**

5.20  $\nearrow +0.13$

SCORES DE CRIMINALITÉ



Score général des Amériques pour la

**Résilience**

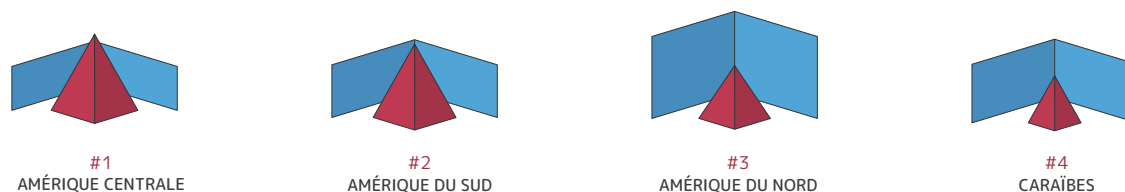
4.80  $\searrow -0.03$

SCORES DE RÉSILIENCE



FIGURE 4.13

## Scores de l'Indice, Amériques



RÉGION	CRIMINALITÉ	MARCHÉS CRIMINELS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	RÉSILIENCE
AMÉRIQUE CENTRALE	6.28 +0.12	5.92 +0.20	6.64 +0.03	3.91 -0.15
AMÉRIQUE DU SUD	5.94 +0.44	5.63 +0.44	6.26 +0.44	4.72 -0.15
AMÉRIQUE DU NORD	4.78 +0.19	4.85 +0.38	4.70 +0.01	7.17 +0.25
CARAÏBES	3.91 -0.14	3.57 -0.08	4.25 -0.21	5.06 +0.11
<b>MOYENNE AMÉRIQUES</b>	<b>5.20 +0.13</b>	<b>4.89 +0.19</b>	<b>5.51 +0.08</b>	<b>4.80 -0.03</b>

En 2022, les Amériques ont connu une augmentation significative des niveaux de criminalité, affectant toutes les régions du continent. Au plus fort de la pandémie de COVID-19, des mesures strictes de confinement et des restrictions de la mobilité avaient perturbé les activités illicites et réduit les revenus de la vente de drogues. Mais les groupes criminels organisés se sont rapidement adaptés et se sont tournés vers d'autres activités criminelles, notamment l'extorsion, la cybercriminalité et le commerce de biens essentiels sur le marché noir<sup>60</sup>. Lorsque les restrictions liées à la pandémie ont été assouplies et que les chaînes d'approvisionnement ont été rouvertes, les acteurs de la criminalité dans les Amériques ont repris l'expansion de leurs activités plus traditionnelles liées au commerce de la drogue, tout en conservant les nouveaux marchés conquis pendant la pandémie. Les pays des Amériques sont depuis devenus un terrain fertile

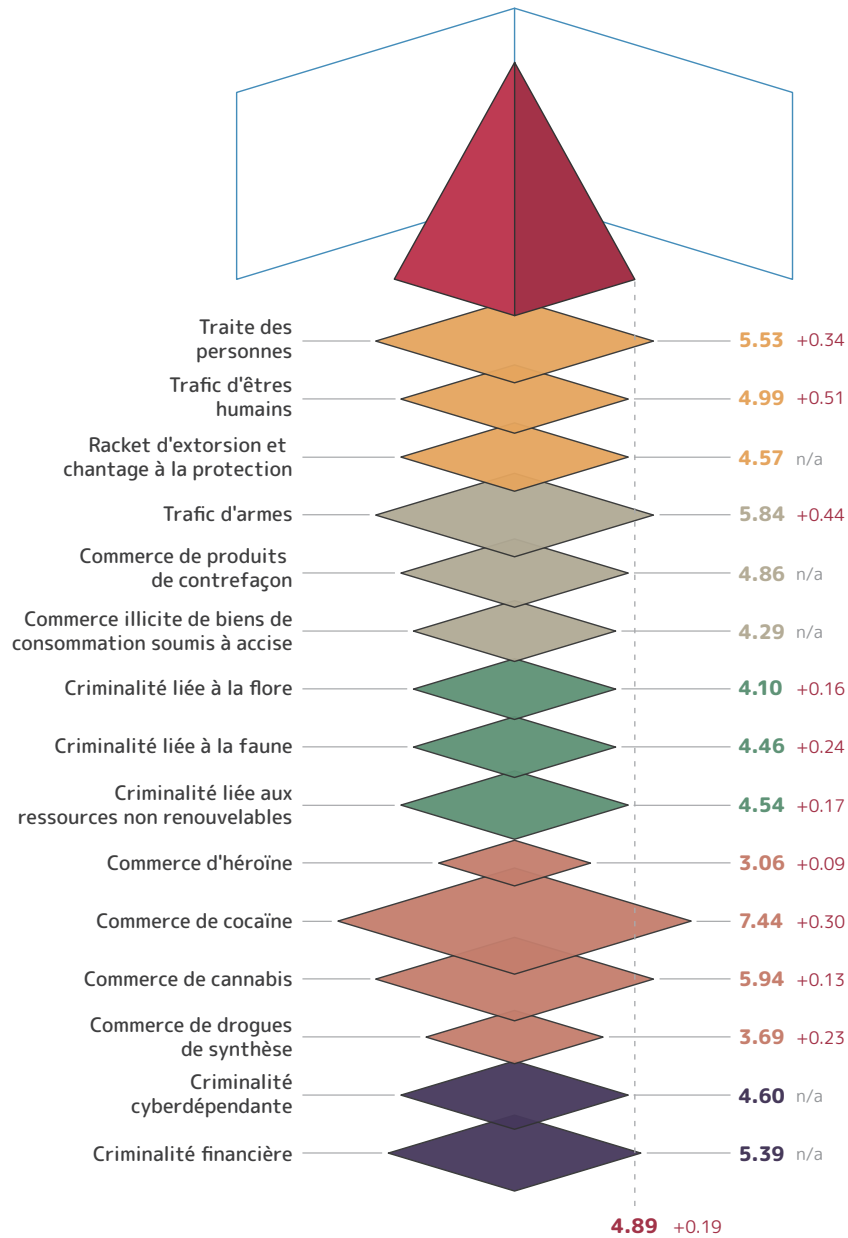
pour un large éventail d'activités illicites, comme le reflètent les scores individuels de l'Indice pour les marchés criminels et les acteurs de la criminalité.

En termes de criminalité, les Amériques sont le troisième continent le plus touché, après l'Asie et l'Afrique, avec un score moyen de 5,20. Au niveau régional, l'Amérique centrale a été identifiée comme ayant le score moyen de criminalité le plus élevé (6,28), suivie par l'Amérique du Sud (5,94). Tous les marchés et acteurs criminels des Amériques sont présents dans plusieurs pays, ce qui souligne la portée de ces marchés et l'importance du continent pour le commerce illicite mondial. Ces marchés criminels interconnectés et transnationaux exploitent les difficultés liées à la résilience présentes dans chaque pays, en profitant de situations caractérisées par un leadership et une gouvernance faibles.



FIGURE 4.14

## Scores des marchés criminels, Amériques



Si l'on considère les scores moyens de tous les marchés criminels, il est clair que les Amériques sont devenues une plaque tournante pour les marchés illicites mondiaux, ses régions figurant systématiquement parmi les trois premières au monde pour 11 des 15 marchés. En outre, la plupart des 10 marchés criminels initiaux se sont développés depuis la dernière édition de l'Indice. Toutefois, si les scores moyens fournissent des indications précieuses sur les activités criminelles menées dans des pays spécifiques,

ils ne permettent pas toujours de saisir toute la complexité du lien entre des cas de criminalité plus localisés et la manière dont ces pays sont pris dans les chaînes d'approvisionnement illicites mondiales en tant que points d'origine, de transit ou de destination. Par conséquent, pour bien comprendre l'influence mondiale de la criminalité dans les Amériques, il est nécessaire d'examiner ces marchés criminels plus en détail et de souligner les spécificités contextuelles qui permettent d'élucider les liens complexes qu'ils entretiennent.

Les scores de l'Indice 2023 montrent que les Amériques continuent de dominer le commerce mondial de cocaïne en tant que principal marché source de cette drogue. Si la culture de la coca est principalement concentrée dans les régions nord et ouest de l'Amérique du Sud, d'autres régions des Amériques servent d'importantes zones de transit pour l'alcaloïde le plus populaire de cette plante. Le score moyen du marché de la cocaïne dans les Amériques est de 7,44 (+0,30), ce qui en fait le marché de la cocaïne le plus répandu au monde.

Au sein des Amériques, le marché de la cocaïne est le plus répandu en Amérique du Sud, qui a un score régional de 8,29 (+0,46), suivie par l'Amérique centrale, avec un score de 7,81 (+0,37), et les Caraïbes, avec un score de 6,77 (+0,15). Le marché de la cocaïne est également considéré comme ayant une influence significative dans 33 des 35 pays du continent. Parmi ceux-ci, la Colombie présente le marché de la cocaïne le plus répandu au monde, avec un score de 9,50, suivie de près par le Brésil, le Mexique, le Venezuela et le Pérou (tous avec un score de 9,0). L'étendue du commerce de cocaïne sur le continent a laissé peu de place à la prolifération du commerce d'héroïne (3,06).

Parallèlement à l'expansion du marché de la cocaïne dans les Amériques, le commerce de drogues de synthèse a connu une croissance significative. Avec un score moyen de 7,0 (+0,75), l'Amérique du Nord est la troisième région la plus touchée au monde à cet égard. Au sein du continent, le Mexique semble être le plus touché par ce marché, avec un score de 9,0. En 2022, le Mexique s'est distingué en tant qu'acteur majeur dans le commerce de drogues de synthèse, avec une augmentation de la popularité et de la production de kétamine, de méthamphétamine et de fentanyl. Si le Mexique est clairement sous les projecteurs, d'autres pays de la région ont également connu un essor du marché des drogues de synthèse. L'essor de l'hallucinogène « cocaïne rose » au Venezuela, au Pérou, en Uruguay, au Costa Rica et au Panama illustre la croissance de la consommation et de la distribution de drogues de synthèse au-delà du Mexique<sup>61</sup>.

La criminalité environnementale est également répandue dans les Amériques, l'Amérique du Sud se classant au deuxième rang mondial pour la criminalité liée aux ressources non renouvelables, avec un score moyen de 6,58 (+0,20). L'extraction illégale d'or est une préoccupation majeure sur le continent, avec des criminels organisés fortement

impliqués dans plusieurs pays, notamment la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Panama et le Pérou, qui profitent des prix élevés de l'or au niveau mondial. Ces criminels sont également impliqués dans d'autres marchés illicites de la région, notamment la traite des personnes et la criminalité financière<sup>62</sup>.

L'Amérique centrale s'est classée en troisième place au niveau mondial pour la criminalité liée à la flore et à la faune, avec des scores moyens de 5,88 (+0,13) et 6,13 (+0,25) pour ces marchés respectifs. Le Brésil s'est classé au premier rang sur le continent pour ces deux marchés, avec des scores de 8,50 pour chacun d'entre eux, et a émergé comme une source importante de faune illicite en particulier. Ces scores élevés s'expliquent en partie par la prévalence de l'exploitation forestière illégale et du trafic d'espèces sauvages au Brésil, en particulier dans la région de l'Amazonie, qui a entraîné une grave dégradation de l'environnement et provoqué des violences perpétrées par des acteurs de la criminalité engagés dans ces activités, ciblant souvent les populations indigènes, les activistes et les fonctionnaires, ce qui aurait parfois donné lieu à des meurtres.

En ce qui concerne le trafic d'armes, le Paraguay et la Jamaïque sont en tête dans les Amériques, avec chacun un score de 9,0 pour ce marché. Le Brésil et le Mexique obtiennent tous deux un score de 8,50. Au niveau régional, l'Amérique centrale se classe au troisième rang mondial pour le trafic d'armes, avec un score de 6,50 (+0,25). Les armes illégales qui approvisionnent l'Amérique centrale proviennent principalement des États-Unis. Les statistiques révèlent qu'entre 70 et 90 % des armes retrouvées sur les scènes de crime au Mexique viennent des États-Unis, les cartels de drogue se procurant des armes au Texas et en Arizona et les trafiquant vers le Mexique<sup>63</sup>. Ce flux initial déclenche une réaction en chaîne, transformant tous les pays d'Amérique centrale en points de transit et de destination du commerce illicite d'armes, et alimentant la violence et l'insécurité.

L'édition 2023 de l'Indice a vu l'ajout de cinq marchés criminels, qui ont tous montré une prévalence significative dans les Amériques. En termes de criminalité cyberdépendante, l'Amérique du Nord s'est classée au premier rang mondial, avec un score de 7,25. La liste des cybercriminels les plus recherchés par le FBI comprend plus de 100 personnes et groupes impliqués dans

la perpétration de cybercrimes nuisibles au gouvernement américain. Des attaques de ransomware ont visé des administrations locales, des universités, des districts scolaires et des prestataires de santé, entraînant des fuites de données et une demande accrue pour des solutions innovantes en matière de cybersécurité. En novembre 2022, un logiciel malveillant s'est répandu dans 55 comtés des États-Unis, entraînant un important vol de données<sup>64</sup>. Marché en pleine croissance qui évolue avec chaque progrès technologique, la criminalité cyberdépendante devient un risque croissant avec l'essor de l'intelligence artificielle (IA). Une plus grande intégration de l'IA devrait amplifier de manière significative la portée et la complexité des cybercrimes, un défi que les parties prenantes du monde entier devront s'efforcer de relever<sup>65</sup>.

L'Amérique centrale occupe la première place au monde pour le racket d'extorsion et le chantage à la protection, avec un score de 6,38. La capacité des criminels à susciter la peur et à recourir à la menace de violences est le moteur de ce marché. Le racket d'extorsion et le chantage à la protection sont depuis longtemps utilisés comme une stratégie et un modèle économique par les groupes criminels organisés<sup>66</sup>. Dans de nombreux cas, les victimes qui ne sont pas en mesure de remplir les demandes d'extorsion sont contraintes de quitter leur domicile, ce qui accroît leur vulnérabilité à d'autres marchés criminels, en particulier la traite des personnes et le trafic d'êtres humains. Dans les Amériques, ces deux marchés criminels exercent une influence modérée sur la société, avec un score continental moyen de 5,53 (+0,34) pour la traite des personnes et de 4,99 (+0,51) pour le trafic d'êtres humains.

Le Mexique occupe la première place dans les Amériques pour la traite des personnes et le trafic d'êtres humains, avec des scores respectifs de 8,0 et 9,0. Le pays est un lien crucial entre l'Amérique du Nord et les États d'Amérique centrale, comme le Guatemala, El Salvador et le Honduras, pour les victimes de la traite de toute la région. La Colombie suit de près le Mexique, se classant au deuxième rang des Amériques pour la traite des personnes (8,0) et le trafic d'êtres humains (7,50). Le bouchon du Darién, une région de jungle isolée à la frontière entre la Colombie et le Panama, présente des dangers importants pour les migrants qui se dirigent vers les États-Unis. Ces migrants, qui proviennent principalement du Venezuela et d'autres régions d'Amérique du Sud,

sont confrontés à de grandes difficultés physiques sur cet itinéraire, en plus de la violence et de l'influence sans partage des réseaux criminels, tels que le Clan du Golfe. Les réseaux locaux et transnationaux facilitent le trafic de migrants et l'exploitation persiste tout au long de l'itinéraire<sup>67</sup>.

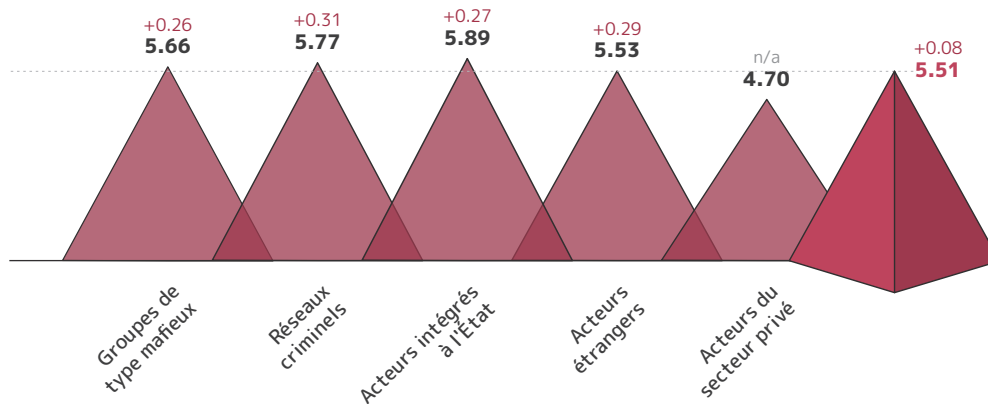
Le commerce de produits de contrefaçon est un autre marché criminel qui sévit dans les Amériques. Avec un score moyen de 6,25, l'Amérique du Sud se classe au deuxième rang au niveau mondial. Le Pérou et le Paraguay ont les scores individuels les plus élevés de la région (9,0 chacun), les deux pays étant considérés comme des points névralgiques pour les produits de contrefaçon. Au Pérou, l'activité de contrefaçon est estimée à des millions de dollars, la prolifération de produits de santé contrefaits (y compris les médicaments) étant une préoccupation particulière pour les autorités et la société en général. Ciudad del Este, au Paraguay, est un centre important pour les produits de contrefaçon, notamment les vêtements, les chaussures, les montres, les appareils ménagers et les parfums. Les groupes criminels du Paraguay sont connus pour faciliter ce commerce illicite.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise est le plus petit des cinq marchés ajoutés dernièrement dans les Amériques, avec un score continental relativement faible de 4,29. Le Paraguay est une plaque tournante importante pour le commerce illicite du tabac, tant au niveau national que régional. La zone des trois frontières entre le Paraguay, le Brésil et l'Argentine est un couloir très actif pour le trafic de tabac, qui finance d'autres activités criminelles. Le Paraguay se classe au premier rang des Amériques pour ce marché illicite, avec un score de 7,50.

Le marché de la criminalité financière (5,98) est reconnu comme le plus répandu dans le monde. Dans les Amériques, le marché a obtenu une moyenne de 5,39, le Mexique (8,50) et la Guyane (8,50) se classant parmi les 10 premiers pays au niveau mondial. Au Mexique, par exemple, la criminalité financière implique des institutions publiques, des entités du secteur privé et des particuliers, le détournement de fonds publics, l'évasion fiscale et la corruption étant des préoccupations majeures. En Guyane, les crimes financiers impliquent à la fois des acteurs publics et privés et comprennent la fraude aux marchés publics ainsi que les pyramides de Ponzi.

FIGURE 4.15

## Scores des acteurs de la criminalité, Amériques



En ce qui concerne les acteurs de la criminalité, les Amériques ont le deuxième score moyen le plus élevé au monde (5,51) (l'Asie est classée au premier rang). Dans cette catégorie, les acteurs intégrés à l'État ont obtenu la moyenne la plus élevée (5,89), ce qui les place en troisième position au niveau mondial, après l'Afrique (7,12) et l'Asie (6,63). Les réseaux criminels ont obtenu une note de 5,77, suivis par les groupes de type mafieux (5,66) et les acteurs étrangers (5,53). Les acteurs du secteur privé sont classés le plus bas parmi les acteurs de la criminalité du continent, avec un score moyen de 4,70. Ces scores moyens généralement élevés indiquent que les acteurs de la criminalité ont une autorité substantielle dans les Amériques et que leur portée s'étend. Cependant, un examen plus approfondi des différents pays et régions révèle d'importantes différences qui amplifient le défi que représente la lutte contre les acteurs de la criminalité sur le continent.

Il convient de noter, par exemple, que 19 des 35 pays des Amériques ont un score de 6,0 ou plus pour l'indicateur des acteurs intégrés à l'État. Le Paraguay, le Venezuela et le Nicaragua se distinguent parmi ces pays, chacun ayant un score de 9,0, ce qui suggère que les acteurs de la criminalité ont un niveau d'influence

préoccupant au sein de la société et des structures de l'État dans ces pays. Cette influence considérable augmente le risque que les stratégies transnationales de lutte contre la criminalité organisée, impliquant ou mises en œuvre par ces pays, soient limitées ou complètement entravées en raison de décisions publiques manipulées par ces acteurs.

Les réseaux criminels des Amériques jouent un rôle de premier plan sur la scène mondiale, la Colombie, le Mexique et le Pérou se classant parmi les cinq premiers pays au monde pour cet indicateur. La Colombie se classe au premier rang mondial pour les réseaux criminels (9,50), avec un score égal pour les groupes de type mafieux. Le Venezuela est à égalité avec la Colombie pour l'indicateur des groupes de type mafieux, suivi de près par le Mexique (9,0), le Honduras (8,50), Haïti (8,50) et El Salvador (8,50).

Ces acteurs de la criminalité ne limitent toutefois pas leurs opérations à des pays particuliers. Par conséquent, si l'on considère les acteurs étrangers dans l'ensemble des Amériques, il est probable que les acteurs de la criminalité de Colombie, du Mexique et du Brésil jouent également un rôle important dans les environnements illicites des pays voisins.



## ENCADRÉ 4.7

## Primeiro Comando da Capital

Depuis le milieu des années 2010, l'importante organisation criminelle brésilienne Primeiro Comando da Capital (PCC) exerce une influence considérable de l'autre côté de la frontière, au Paraguay, où elle domine les marchés de la drogue et du trafic d'armes. Cette situation a entraîné une recrudescence de la violence dans le pays, notamment en raison des attaques perpétrées par le groupe contre l'État, le secteur privé et d'autres organisations criminelles fortement armées. La présence de ce cartel s'étend à l'ensemble du Paraguay, certaines opérations ayant lieu le long de la frontière avec le Brésil. L'expansion du PCC dans les pays voisins et ses connexions avec les réseaux internationaux soulignent l'influence croissante du groupe en Amérique du Sud<sup>68</sup>. Cependant, le cartel est particulièrement concentré et violent au Paraguay. Le PCC est donc en partie responsable du fait que le score des acteurs étrangers au Paraguay (9,0) est supérieur à celui du reste du continent.



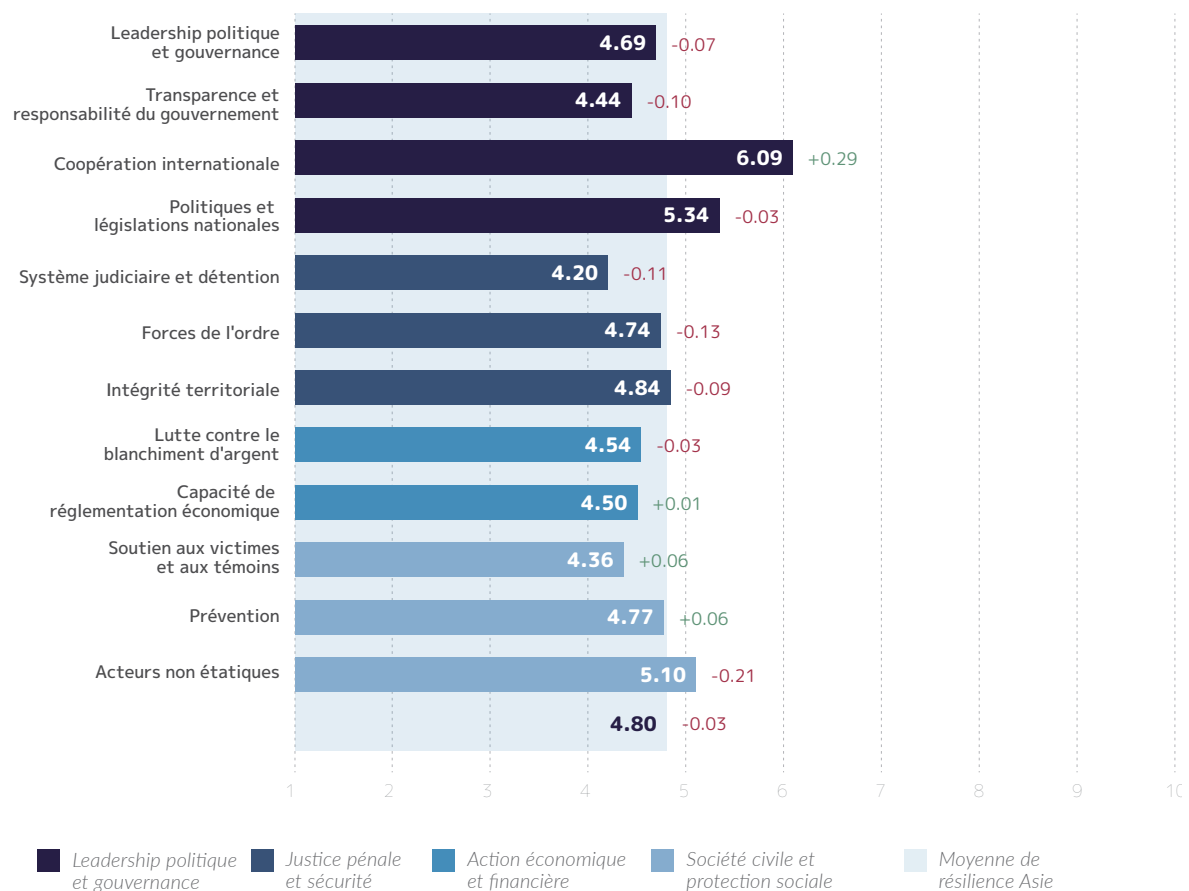


Les acteurs du secteur privé jouent un rôle important dans le paysage criminel des Amériques en tant que facilitateurs de la criminalité organisée. Notamment, avec un score de 8,50, le Panama se distingue comme le pays en tête de liste au niveau mondial pour ce type d'acteurs de la criminalité. Bien que le continent n'obtienne

qu'un score moyen de 4,70 pour les acteurs du secteur privé, soit l'avant-dernier rang mondial, le classement élevé du Panama souligne l'importance de l'Amérique centrale en tant que région où les activités criminelles sont perpétrées par des acteurs du secteur privé.

FIGURE 4.16

## Scores de résilience, Amériques



Il n'est peut-être pas surprenant que les acteurs intégrés à l'État soient parmi les plus influents dans les Amériques. Et cela transparaît dans les scores de résilience du continent. Par exemple, le continent a le troisième score mondial le plus bas pour l'indicateur « transparence et responsabilité du gouvernement », avec une moyenne de 4,44. Si l'on considère les pays individuellement, seul le score de l'Uruguay se situe dans la tranche d'efficacité élevé

(9,0), où la transparence du gouvernement est encouragée, tout comme les organes indépendants de lutte contre la corruption. Ailleurs sur le continent, les obstacles à la transparence et à la responsabilité, tels que la mise en œuvre inefficace des législations pertinentes, l'absence d'organes indépendants de lutte contre la corruption ou le mépris de l'État de droit, augmentent le risque de corruption institutionnelle.

La corruption est particulièrement préjudiciable dans les secteurs de la justice et de la sécurité, où les acteurs de la criminalité peuvent échapper à la détection en versant des pots-de-vin ou manipuler les résultats judiciaires grâce à des décisions biaisées. Cela peut impliquer des négociations secrètes ou même des actes de violence, comme l'illustre l'assassinat de Marcelo Pecci, un procureur paraguayen spécialisé dans la lutte contre la criminalité organisée<sup>69</sup>. De tels incidents non seulement érodent la confiance des citoyens dans les forces de sécurité, mais soulignent également le sentiment d'impunité qui prévaut parmi les acteurs de la criminalité sur le continent. Le score moyen de 4,20 dans les Amériques pour l'indicateur « système judiciaire et détention » est très préoccupant et exige une attention urgente, en plus de la transparence et de la responsabilité.

La « coopération internationale » a obtenu le score le plus élevé dans les Amériques parmi tous les indicateurs de résilience, avec une moyenne de 6,09. Cette moyenne est tirée vers le bas par les faibles performances d'Haïti (3,0), du Nicaragua (2,0) et du Venezuela (1,50), qui occupent également les trois dernières places en termes de scores globaux de résilience sur le continent. C'est pourtant dans ces pays que la coopération internationale est la plus nécessaire. Par exemple, la communauté internationale a joué un rôle essentiel dans la lutte contre la violence des gangs et la crise humanitaire en Haïti, le Conseil de sécurité des Nations Unies ayant établi un nouveau régime de sanctions ciblant les groupes criminels et leurs financiers en octobre 2022<sup>70</sup>. Cela met en évidence la reconnaissance mondiale de la nécessité de collaborer pour relever des défis complexes et rétablir la stabilité sur le continent.

Bien que la résilience ne dépende pas uniquement de la coopération internationale, la nature interconnectée des défis mondiaux, tels que la criminalité organisée, nécessite une coopération entre les nations pour répondre efficacement au problème. Par conséquent, la « coopération internationale » revêt non seulement une importance considérable pour tous les pays du continent, mais elle est également un facteur clé de résilience au niveau mondial, avec un score moyen de 5,87, le plus élevé de tous les indicateurs de résilience.

Le rôle de la coopération internationale varie selon les pays des Amériques, mais il est largement reconnu que dans la plupart des pays, les acteurs non étatiques sont mieux à même de promouvoir des changements transformateurs lorsqu'ils sont soutenus par la communauté internationale. Le score moyen des Amériques pour les « acteurs non étatiques » était de 5,10, soit le troisième score le plus élevé au niveau mondial. Mais cela ne doit pas créer un faux sentiment de réussite. S'il existe de nombreux exemples de la résilience des acteurs non étatiques dans les Amériques, il est préoccupant de reconnaître les nombreux cas qui mettent en évidence leurs vulnérabilités et leurs limites et illustrent la violence à laquelle est confrontée la société civile. L'assassinat de 126 défenseurs des droits de l'homme en 2022, condamné par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, en est un exemple. Le nombre alarmant d'assassinats de défenseurs des droits de l'homme en 2022 reflète les défis actuels auxquels sont confrontés les acteurs non étatiques sur le continent, en particulier au Brésil et en Colombie<sup>71</sup>.

Il est impératif que toute stratégie visant à lutter contre la criminalité organisée dans les Amériques donne la priorité à la protection des membres de la société civile afin de garantir leur sécurité et leur efficacité dans la lutte contre les activités criminelles. Malgré le score moyen élevé de cet indicateur de résilience, il reste encore beaucoup à faire pour garantir la protection des acteurs non étatiques, qui jouent un rôle crucial en tant qu'alliés stratégiques dans la lutte contre la criminalité organisée.

Les scores révélés par l'indicateur « lutte contre le blanchiment d'argent » peuvent être considérés comme trop optimistes compte tenu des scores élevés de criminalité dans les Amériques. L'Argentine arrive en tête avec un score de 7,0, suivie de près par l'Uruguay, les États-Unis, le Chili et Trinité-et-Tobago, qui obtiennent chacun un score de 6,50. La moyenne de 4,54 dans les Amériques établit un équilibre entre cet optimisme apparent et la reconnaissance qu'il existe une marge d'amélioration significative. Toutefois, le risque le plus élevé réside dans les pays où il n'y a pas de cadre de lutte ou dans ceux où la lutte contre le blanchiment d'argent est extrêmement inefficace. Cela est évident dans les cas du

Paraguay, du Nicaragua, d'Haïti, du Venezuela, du Suriname et du Belize, qui ont tous obtenu un score inférieur à 3,0 pour cet indicateur de résilience. Ces pays doivent fournir un effort substantiel pour renforcer leurs cadres de lutte et accroître leur efficacité dans la lutte contre ce problème pernicieux.

Les efforts visant à renforcer les cadres de résilience nécessitent un leadership politique fort. Cependant, avec un score moyen mondial faible pour l'indicateur « leadership politique et gouvernance » (4,70), il est clair qu'il s'agit en fait d'une lacune universelle. Dans les Amériques, cet indicateur a obtenu un score légèrement inférieur à la moyenne mondiale (4,69). Au niveau régional, l'Amérique du Nord a obtenu le score moyen le plus élevé pour l'indicateur « leadership politique et gouvernance » (6,75), suivie des Caraïbes (5,23), de l'Amérique du Sud (4,42) et de l'Amérique centrale (3,69). Ces faibles scores régionaux, en particulier en Amérique latine, impliquent que les contraintes en matière de leadership et de gouvernance dans les Amériques pourraient limiter le potentiel de certains des autres indicateurs de résilience.

Les variations entre régions des scores globaux de résilience sont évidentes au sein des Amériques. Le Canada (7,21) et les États-Unis (7,13) ont tous deux obtenu des scores supérieurs à 6,0, ce qui donne un score moyen de 7,17 pour l'Amérique du Nord et place cette région parmi les cinq plus fortes au niveau mondial. À l'inverse, le score moyen de 3,91 obtenu par l'Amérique centrale souligne la nécessité pour la région de renforcer les cadres de lutte contre la criminalité organisée. L'Amérique du Sud a obtenu un score moyen de résilience de 4,72, juste en dessous de la moyenne de 5,06 des Caraïbes. Ces résultats régionaux ne peuvent toutefois pas être considérés isolément, car une faible résilience dans une région peut être exploitée par des acteurs de la criminalité influents dans d'autres régions. Les marchés illicites prospèrent dans des environnements où les bases de la lutte contre la criminalité organisée sont faibles, exploitant des vulnérabilités qui transcendent les régions. La faiblesse d'une région peut potentiellement compromettre le succès et la résilience d'autres régions.





Les raisons de ces variations régionales sont multiples et constituent une impulsion pour engager un dialogue plus approfondi sur la nature de la criminalité organisée dans les Amériques. Dans les Caraïbes et en Amérique centrale, par exemple, « la coopération internationale » (avec des scores de 6,23 et 5,19, respectivement) et « les politiques et législations nationales » (5,85 et 4,63) ont obtenu les scores les plus élevés de tous les indicateurs de résilience, tandis que « le système judiciaire et la détention » (4,31 et 3,50) et « le soutien aux victimes et aux témoins » (4,23 et 3,50) ont obtenu les moyennes les plus basses. Cela indique que les systèmes de justice pénale de ces régions sont exposés à un risque élevé d'influence de la part d'acteurs intégrés à l'État, ce qui peut affecter les types de politiques et de législations nationales qui sont rédigées et approuvées.

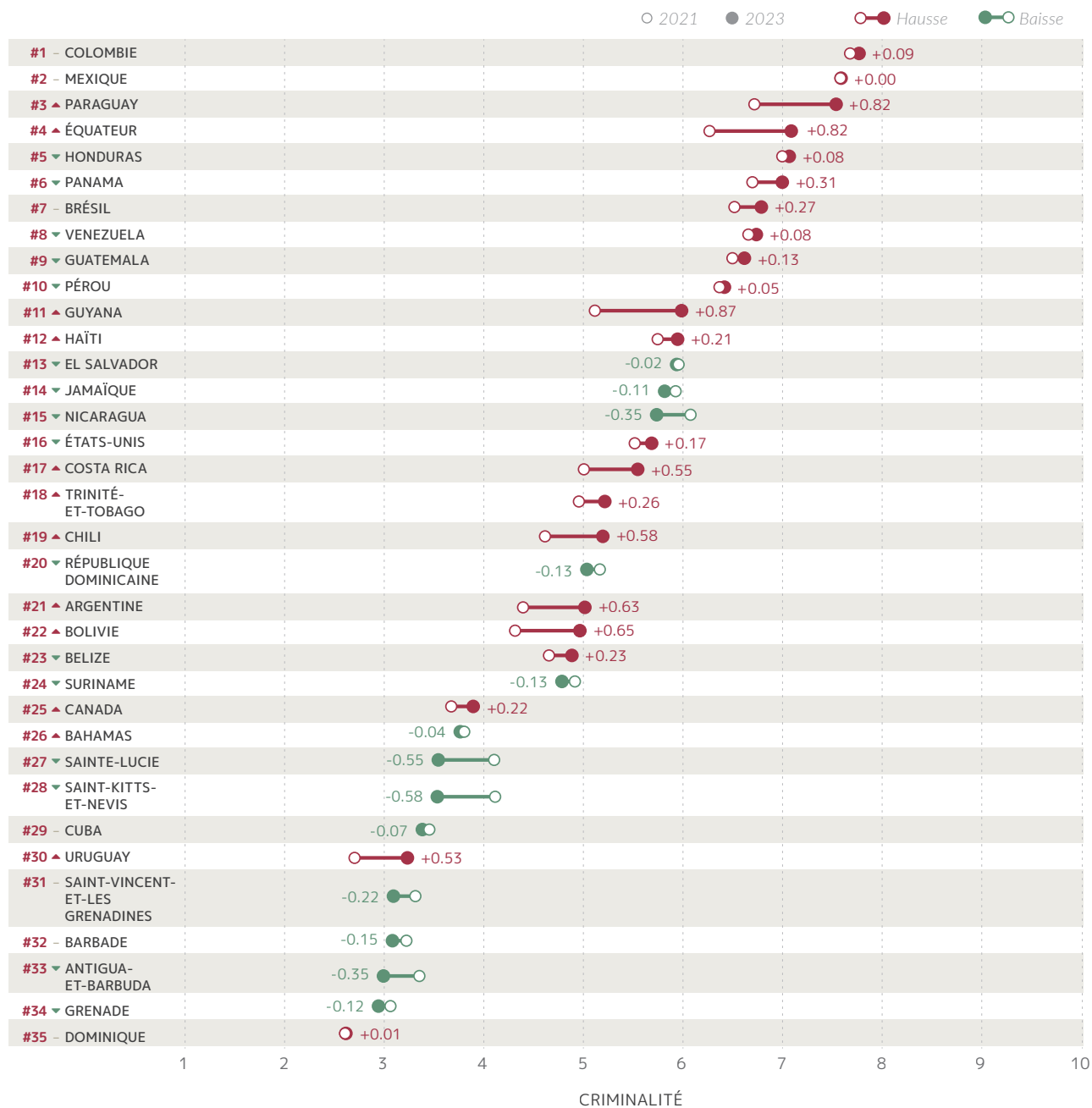
En Amérique du Sud, la « coopération internationale » est l'indicateur de résilience le mieux noté (6,13), suivi de près par les « acteurs non étatiques » (5,38) et les « politiques et législations nationales » (4,96). L'Uruguay s'est distingué parmi les pays de cette région par son score global élevé de résilience (7,50), tandis que le Venezuela s'est classé au bas de l'échelle, avec un score de 1,88. Le large éventail de scores individuels sur le spectre de la résilience entre l'Uruguay et le Venezuela est révélateur des différentes dynamiques de lutte contre la criminalité organisée à l'œuvre dans chaque pays de la région. Les actions futures en Amérique du Sud pour renforcer la résilience devraient idéalement faire appel à la coopération internationale, tout en tirant parti de la détermination résolue des acteurs non étatiques et de leur capacité à réclamer la mise en œuvre effective des politiques et des législations nationales.

## Changements par rapport à l'Indice 2021

Les comparaisons avec l'Indice 2021 montrent que la criminalité dans les Amériques s'est aggravée en même temps que la résilience s'est affaiblie. Le score moyen de criminalité pour les Amériques a augmenté de 0,13 point depuis 2021 pour atteindre 5,20, ce qui rapproche les niveaux de criminalité dans les Amériques de ceux observés en Afrique (5,25). Bien qu'il soit important de noter que les scores moyens ne peuvent pas être directement comparés en raison de l'ajout de quatre nouveaux marchés criminels, l'examen des scores individuels par pays révèle une tendance constante à la hausse de la criminalité pour presque tous les pays du continent.

FIGURE 4.17

## Evolutions en matière de criminalité par pays, 2021–2023, Amériques



## Marchés criminels

Une comparaison entre les scores des marchés criminels des Amériques de 2021 à 2023 révèle une détérioration sur tous les marchés. L'Équateur est le pays dont les scores des marchés criminels ont le plus augmenté, avec une différence de +0,80, si l'on ne prend en compte que les 10 marchés criminels initiaux. Un autre pays qui a connu une augmentation significative est le Chili (+0,75). Bien que la situation du Chili ne soit pas encore comparable à celle du Mexique et de la Colombie, le pays présente des parallèles alarmants en termes de pratiques associées à la criminalité organisée. Par exemple, des signes de contrôle territorial par des gangs criminels ont été observés, de même que des phénomènes qui n'étaient pas courants auparavant dans le pays, tels que les funérailles des « narco »<sup>72</sup>.

### ENCADRÉ 4.8

## L'Équateur – un État en mutation

En l'espace de deux ans seulement, l'Équateur a connu une augmentation significative de ses niveaux de criminalité (+0,82) et se classe désormais parmi les 10 pays les plus touchés par la criminalité organisée dans le monde.

Ces chiffres sont révélateurs d'un écosystème criminel complexe et plus violent, animé par des groupes de type mafieux et des réseaux criminels locaux renforcés qui, avec des acteurs étrangers, sont impliqués dans de nombreux marchés criminels.

Un marché en particulier mérite d'être souligné : le commerce de cocaïne (+1,50). Les groupes criminels colombiens, qui ont d'importants intérêts sur ce marché, ont poussé la culture de coca et la production de cocaïne vers la région frontalière poreuse entre l'Équateur et la Colombie. Combiné aux faibles capacités de l'Équateur en matière de lutte contre les stupéfiants et de sécurité dans les villes portuaires, cela a permis aux organisations criminelles de trafiquer la drogue vers les marchés européens, en collaboration avec les cartels criminels des Balkans et du Mexique, qui ont renforcé leur influence dans le paysage criminel équatorien.

De même, la gouvernance criminelle exercée par les groupes de type mafieux dans des villes comme Guayaquil et la nécessité pour les réseaux criminels de fournir des services violents afin de garantir le bon fonctionnement des exportations de drogue ont créé une demande en armes. Cela a également eu un impact direct sur les taux d'homicides, qui ont atteint des niveaux historiques. En outre, l'Équateur connaît une augmentation constante de l'extraction illégale d'or depuis 2000, un marché criminel qui génère à la fois de la violence et des dommages environnementaux dans les zones rurales de la région amazonienne.

Dans ce contexte, la résilience du pays a connu la troisième plus forte baisse au niveau mondial (-0,83). Cette situation s'explique sans doute par la faiblesse du leadership politique, la corruption généralisée et la faiblesse du système judiciaire, qui peine à relever les défis, notamment les assassinats impunis de personnalités politiques.

## Acteurs de la criminalité

L'influence des acteurs de la criminalité dans les Amériques continue de se développer, ce qui représente un défi croissant pour la sécurité et la stabilité de la région. Une analyse comparative entre les scores de 2021 et 2023, sans tenir compte des acteurs du secteur privé nouvellement ajoutés, révèle une tendance : tous les indicateurs liés aux acteurs de la criminalité ont connu une augmentation de plus de 0,20. Les réseaux criminels ont connu la plus forte augmentation (+0,31), suivis par les acteurs étrangers (+0,29). Cette tendance à la hausse est révélatrice de l'impact croissant de la criminalité organisée dans les Amériques.

Si l'on examine les résultats individuels par pays, plusieurs pays des Amériques ont connu des

augmentations notables des niveaux de criminalité, en particulier l'Équateur, le Paraguay et Haïti. En Équateur, par exemple, les gangs locaux jouent un rôle prépondérant dans le commerce de drogue, alimentant souvent des conflits violents lorsqu'ils se disputent le contrôle des routes de la drogue. Les cartels mexicains tels que Sinaloa et Jalisco New Generation ont établi une forte présence en Équateur, ce qui rend la situation encore plus complexe. Des groupes criminels originaires d'Albanie, de Croatie, du Monténégro, de Russie et de Serbie se sont également infiltrés dans le pays, leur principale implication étant dans le trafic de stupéfiants<sup>73</sup>. En Haïti, environ 200 gangs exercent leur influence sur une grande partie du pays, et près de 100 d'entre eux sont concentrés dans la capitale, Port-au-Prince<sup>74</sup>.





## Résilience

En 2021, les Amériques ont obtenu un score de 4,83 pour la résilience dans son ensemble, se classant ainsi au troisième rang mondial. Dans l'itération 2023 de l'Indice, ce score a diminué à 4,80 (-0,03), tout en assurant la troisième place au continent. Même si le changement moyen est minime, l'examen des scores individuels révèle que certains pays ont connu une baisse significative de leur niveau de résilience, notamment l'Équateur et El Salvador. Le score de résilience de l'Équateur est passé de 5,71 à 4,88 (-0,83) et celui d'El Salvador de 3,71 à 3,21 (-0,50).

En Équateur, diverses circonstances ont entraîné une baisse de neuf des 12 indicateurs de résilience.

Le manque de leadership sous Guillermo Lasso a entraîné une impasse politique et une diminution du soutien populaire pour le gouvernement, tandis que les affaires de corruption impliquant le cercle rapproché du Président ont encore davantage érodé la confiance du public dans les institutions de l'État. Le système judiciaire est considéré comme manquant d'indépendance et facilitant la criminalité, tandis que le dysfonctionnement du système pénitentiaire a entraîné une augmentation de la violence et des conflits entre gangs au sein du système pénitentiaire, exacerbés par le contrôle croissant exercé par les prisonniers sur le système. En outre, le contrôle réglementaire des ONG et les limitations de la liberté de la presse entravent les efforts des membres de la société civile et des journalistes dans certaines parties du pays.

Comme l'Équateur, la lutte d'El Salvador contre la criminalité organisée est entravée par la corruption. En outre, l'approche du gouvernement en matière de lutte contre la criminalité, qui repose sur une politique de main de fer, soulève des inquiétudes quant au respect par l'État des principes démocratiques et des droits de l'homme. En effet, de graves allégations de violations des droits de l'homme ont été soulevées en raison de la suspension de certains droits principaux, dans le cadre de la politique de lutte contre la criminalité organisée, notamment la liberté d'expression et d'association, ainsi que plusieurs garanties

de procédure régulière. Les organisations de la société civile jouent un rôle crucial dans le soutien aux victimes et la défense des principes démocratiques et des droits de l'homme en El Salvador, mais elles sont régulièrement victimes de harcèlement et d'intimidation. Dans l'ensemble, la capacité d'El Salvador à lutter contre la criminalité organisée se heurte à des problèmes systémiques au sein de l'appareil d'État et à la nécessité d'un plus grand respect des droits de l'homme par le gouvernement. L'influence des acteurs de la criminalité sur les marchés légitimes et l'application discrétionnaire et inégale des réglementations commerciales ont un impact négatif sur la croissance économique du pays.

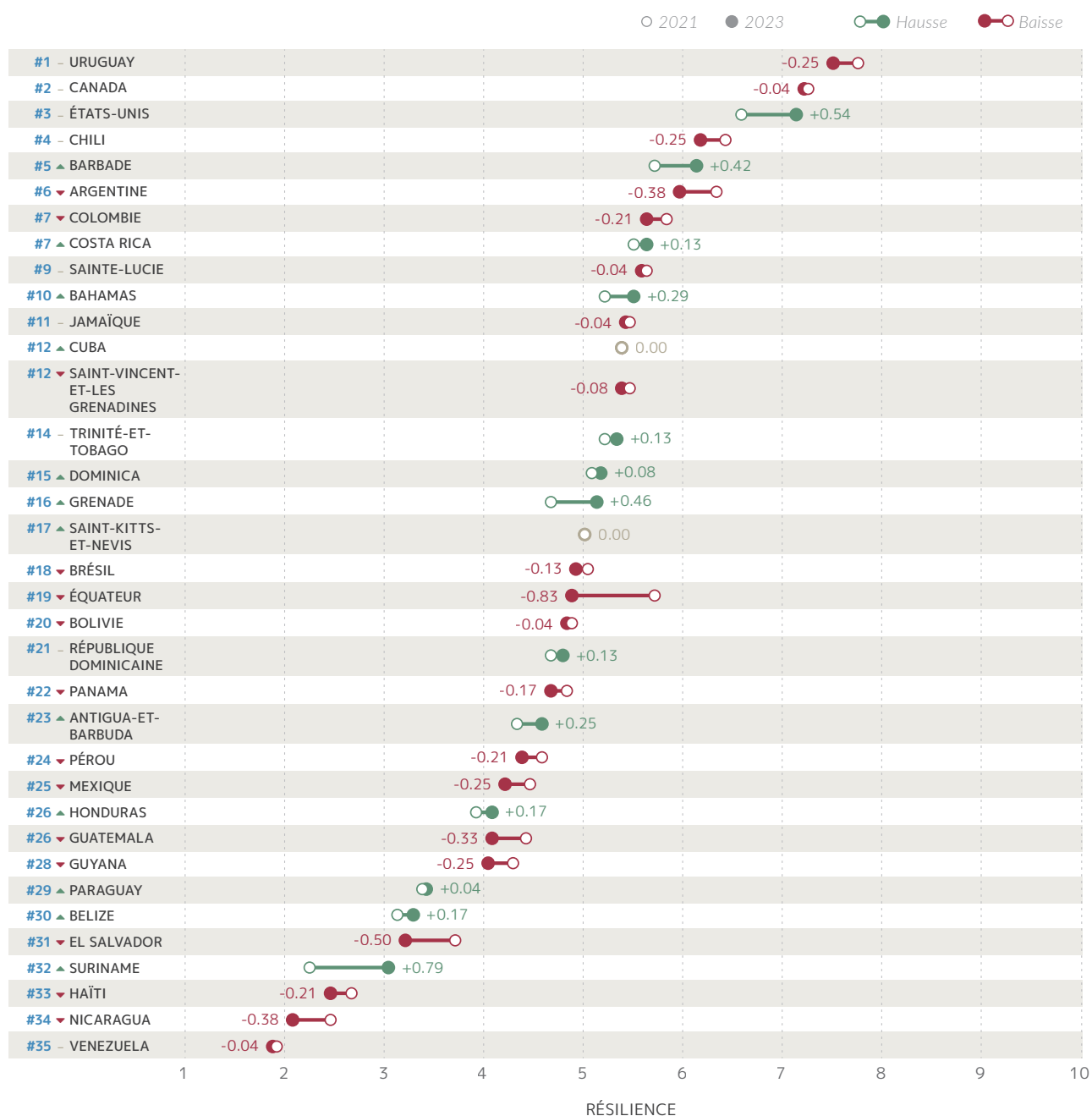
### ENCADRÉ 4.9

## La société civile et les médias en danger dans les Amériques

La liberté dont jouissent la société civile et les médias pour mener à bien leur travail a été considérablement réduite dans les Amériques au cours des deux dernières années. La violence à l'égard des journalistes et des militants a augmenté de façon notable sur le continent, en particulier envers ceux qui couvrent la criminalité organisée et les questions environnementales. Le meurtre, en juin 2022, du journaliste britannique Dom Phillips et de l'expert des populations indigènes Bruno Pereira, qui enquêtaient sur la pêche illégale, non déclarée et non réglementée en Amazonie, illustre les dangers auxquels sont confrontés les activistes de première ligne<sup>75</sup>. De tels assassinats mettent en évidence le manque de capacité, voire de volonté, des autorités étatiques à protéger les acteurs non étatiques. Les préoccupations en matière de sécurité ont entraîné une réticence des journalistes d'investigation et des activistes à aborder les questions majeures liées à la criminalité organisée dans la région. Cette hésitation affecte négativement la liberté des médias et la pluralité du paysage médiatique, ce qui est mis en évidence par l'Indice 2023, en particulier en Amérique du Sud, qui a connu une baisse significative de son score lié aux « acteurs non étatiques », de 5,96 à 5,38 (-0,58), depuis 2021.

FIGURE 4.18

## Evolutions en matière de résilience par pays, 2021–2023, Amériques



L'Argentine, le Nicaragua et le Guatemala ont également enregistré des baisses significatives de leurs scores de résilience respectifs. Le score du Guatemala est passé de 4,42 à 4,08 (-0,34), celui du Nicaragua de 2,46 à 2,08 (-0,38) et celui de l'Argentine de 6,33 à 5,96 (-0,37). En Argentine, le gouvernement a été accusé de manquer de transparence dans les procédures d'attribution des marchés publics, et l'influence de l'argent généré par le trafic de drogue sur la politique locale suscite des inquiétudes. Le système judiciaire est considéré comme corrompu et inefficace, tandis que les mauvaises conditions de détention et les allégations de collusion entre la police et les criminels ont exacerbé le déclin de la résilience. Au Guatemala, les attaques contre les procureurs et les juges enquêtant sur la corruption et la criminalité organisée ont augmenté, tandis que la liberté de la presse est de plus en plus compromise, avec un nombre croissant d'attaques contre les journalistes et un soutien limité du gouvernement aux médias indépendants. Comme en El Salvador, les violations des droits de l'homme, y compris les attaques contre les activistes, sont de plus en plus préoccupantes au Guatemala. Cette tendance à l'escalade de la répression est également présente au Nicaragua, où, en 2022, les élus ont adopté une résolution qui a entraîné la fermeture de plus de 30 organisations de la société civile. Ces fermetures s'ajoutent à la liste croissante de plus de 130 organisations qui ont été déclarées illégales dans le pays, étouffant davantage les voix indépendantes et limitant les possibilités de plaider et de développement communautaire<sup>76</sup>.

Certains pays des Amériques ne présentent que de faibles différences entre leurs scores de résilience en 2021 et en 2023, mais ils méritent d'être mis en évidence en raison de leurs scores faibles et en baisse. Haïti et le Venezuela, par exemple, ont maintenu de faibles scores de résilience, sans aucun signe d'amélioration en 2023. Le score global d'Haïti a diminué de 2,67 à 2,46 (-0,21), tandis que celui du Venezuela est passé de 1,92 à 1,88 (-0,04). Ce déclin n'affectera pas seulement ces pays, mais pourrait également avoir des conséquences pour l'ensemble du continent, en fournissant un terrain fertile pour le développement et la domination des groupes criminels organisés. Les autres pays des Amériques devraient surveiller de près ces deux nations et élaborer des stratégies pour inverser cette tendance à la baisse.

Si l'on compare la résilience dans les Amériques, il est évident qu'il y a eu des baisses dans plusieurs domaines clés. Sur les 12 indicateurs, huit ont enregistré des baisses. L'une des différences les plus significatives concerne l'indicateur « acteurs non étatiques », qui a enregistré des scores moyens de 5,31 en 2021 et de 5,10 en 2023 (-0,21). Ce changement met en évidence les capacités en baisse des acteurs non étatiques à relever les défis de la criminalité sur le continent.

L'indicateur « forces de l'ordre » a également connu un changement négatif notable en 2023, en particulier en Amérique du Sud. En 2021, le score moyen de cet indicateur dans la sous-région était de 4,54, mais il est tombé à 4,0 en 2023 (-0,54). Le déclin continu concernant les forces de l'ordre se traduit par une perte de confiance accrue, les agences peinant à relever les défis en matière de sécurité et à faire respecter l'État de droit. Cette érosion de la confiance du public entraîne une réduction de la coopération, une diminution des signalements de crimes et une rupture des relations entre les communautés et la police, autant d'éléments qui sont essentiels pour renforcer la résilience des communautés face à la criminalité organisée.

Une augmentation importante mérite toutefois d'être soulignée : le score de résilience des États-Unis. Dans l'Indice 2021, le score moyen de résilience des États-Unis était de 6,58, et il est passé à 7,13 en 2023 (+0,55). Cette évolution positive peut être attribuée à des changements réglementaires en matière de protection de l'environnement et de politiques d'immigration, à la création du Conseil américain sur la criminalité organisée transnationale<sup>77</sup>, aux sanctions imposées sur les ressortissants étrangers impliqués dans le trafic de stupéfiants et à l'intensification des efforts de coopération internationale (y compris les traités d'extradition liés à la cybercriminalité).

Si la comparaison des deux séries de scores de résilience dans les Amériques n'est peut-être pas encourageante, elle offre aux pays l'occasion de réfléchir aux décisions qu'ils ont prises, d'évaluer ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné dans la lutte contre la criminalité organisée, et d'identifier les principaux domaines d'amélioration. En relevant certains de ces défis et en mettant en œuvre des stratégies plus efficaces, les pays des Amériques peuvent tendre à des niveaux de résilience plus élevés à long terme.







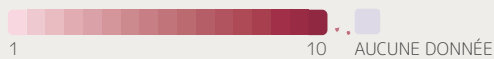
# Europe

Score général de l'Europe pour la

## Criminalité

4.74  $\nearrow +0.26$

SCORES DE CRIMINALITÉ



Score général de l'Europe pour la

## Résilience

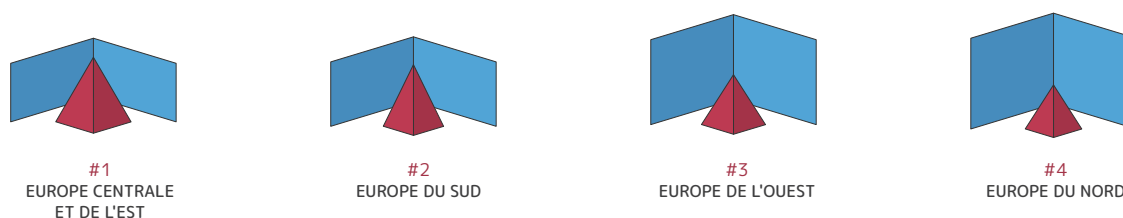
6.27  $\nearrow +0.04$

SCORES DE RÉSILIENCE



FIGURE 4.19

## Scores de l'Indice, Europe



RÉGION	CRIMINALITÉ	MARCHÉS CRIMINELS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	RÉSILIENCE
EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	5.37 +0.18	5.20 +0.32	5.53 +0.04	5.01 +0.05
EUROPE DU SUD	4.73 +0.31	4.14 +0.41	5.33 +0.22	5.66 +0.07
EUROPE DE L'OUEST	4.43 +0.34	4.48 +0.42	4.38 +0.27	7.48 -0.01
EUROPE DU NORD	3.86 +0.26	3.97 +0.51	3.75 +0.02	7.89 +0.07
<b>MOYENNE EUROPE</b>	<b>4.74 +0.26</b>	<b>4.60 +0.4</b>	<b>4.88 +0.12</b>	<b>6.27 +0.04</b>

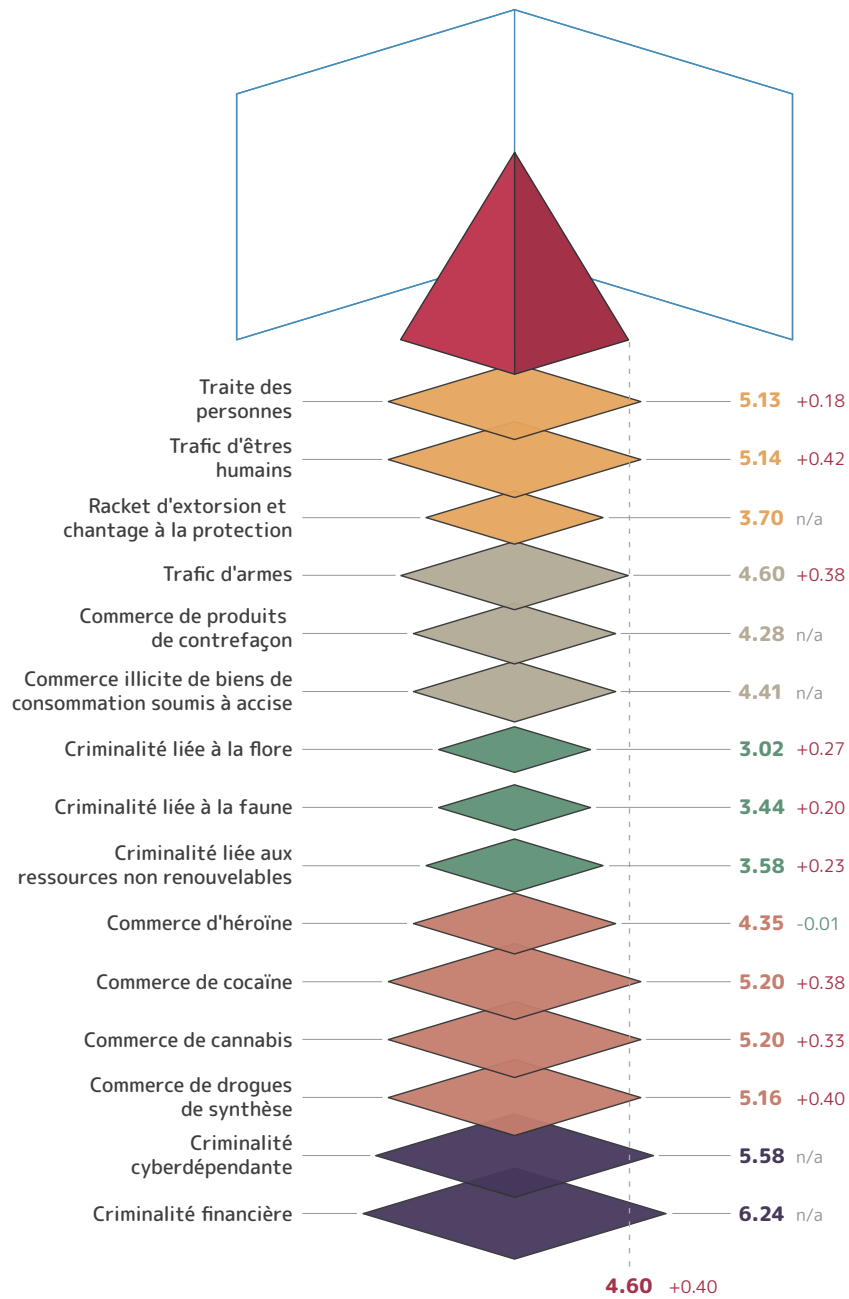
En 2022, alors que l'Europe commençait à remédier aux conséquences sociales, politiques et économiques de la pandémie de COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a suscité de nouvelles graves inquiétudes pour la stabilité du continent, avec des implications potentiellement durables pour l'ordre mondial. La guerre a rapidement modifié le paysage sécuritaire de l'Europe, exposant le continent à des menaces nouvelles et multidimensionnelles. Il est difficile d'évaluer avec précision la mesure dans laquelle le conflit remodelera les dynamiques régionales, étant donné que la guerre se poursuit au moment de la rédaction de ce rapport et que la situation sur le terrain évolue sans cesse. Toutefois, certains effets se font actuellement sentir, en particulier aux niveaux régional et sous-régional, et la déstabilisation de l'Ukraine a déjà des conséquences importantes pour la criminalité organisée sur l'ensemble du continent<sup>78</sup>.

Les changements dans les dynamiques de la criminalité organisée catalysés par la guerre en Ukraine ont été partiellement pris en compte dans l'Indice 2023. Bien que l'Indice ait été

élaboré au cours d'une phase particulièrement instable, il parvient à prendre en compte les tendances les plus évidentes et les plus tangibles émergeant du conflit, en particulier celles liées au trafic de personnes, d'armes, de drogues et de marchandises illicites, souvent en rapport avec les territoires occupés dans le pays. Cependant, si le conflit en Ukraine a affecté les flux illicites sur le continent, d'autres évolutions identifiées par l'Indice semblent indépendantes de la guerre. Et malgré une augmentation globale des niveaux de criminalité, l'Europe reste l'un des continents les moins touchés par la criminalité organisée (avec un score de criminalité de 4,74, supérieur uniquement à celui de l'Océanie). Cela s'explique principalement par la stabilité et la solidité des cadres de lutte contre la criminalité, les organisations criminelles trouvant moins d'occasions d'étendre leurs opérations, ce qui atténue en partie l'impact préjudiciable des économies illicites sur le continent. L'Europe reste également en tête pour ce qui est de la résilience au niveau mondial, avec un score global de 6,27, bien supérieur à la moyenne mondiale de 4,81.

FIGURE 4.20

## Scores des marchés criminels, Europe



L'Indice a révélé que, une fois de plus et conformément aux tendances mondiales, les acteurs de la criminalité en Europe (4,88) sont toujours plus importants que les marchés criminels (4,60), ce qui tire vers le haut le score moyen de criminalité du continent. Toutefois, cette moyenne plus élevée peut également être attribuée à certains des indicateurs de marchés criminels nouvellement ajoutés, dont deux sont particulièrement répandus en Europe, à savoir la criminalité financière (6,24) et la criminalité cyberdépendante (5,58).

La criminalité financière est le marché le plus répandu sur le continent, l'Europe se classant au deuxième rang mondial après l'Asie. Outre les formes traditionnelles de criminalité en col blanc, de nombreux pays européens sont de plus en plus confrontés à des formes innovantes de criminalité financière facilitées par les technologies digitales, dont l'hameçonnage (*phishing*) est un excellent exemple. Le haut niveau de développement technologique et économique de la plupart des pays européens offre des opportunités de développement pour la criminalité financière cyber-facilitée. Ces marchés illicites ont été favorisés par la pandémie de COVID-19, lorsque les taux de numérisation se sont accélérés avec le passage en ligne de nombreuses activités professionnelles et personnelles<sup>79</sup>. L'Europe de l'Ouest et l'Europe centrale et de l'Est ont été identifiées comme les régions aux scores les plus élevés à cet égard, toutes deux avec un score de 6,50 pour la criminalité financière. En Europe de l'Ouest, l'omniprésence des activités financières illicites semble être principalement le fait d'un petit groupe de pays aux économies très développées et aux démocraties avancées (le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Suisse), qui obtiennent tous un score de 7,50 pour la criminalité financière. En revanche, les marchés de la criminalité financière en Europe centrale et de l'Est sont concentrés dans des pays caractérisés par des niveaux élevés d'autoritarisme et des acteurs étatiques corrompus, notamment la Russie (8,50), la Biélorussie (8,0) et la Moldavie (8,0). Cela confirme l'idée que la criminalité financière et les autres économies illicites ne se développent pas nécessairement dans un contexte national particulier, mais qu'il s'agit plutôt de phénomènes véritablement transnationaux, qui s'adaptent constamment pour tirer parti des vulnérabilités qui

accompagnent la mondialisation, la numérisation et les tensions géopolitiques croissantes.

En tant que deuxième marché au score le plus élevé après la criminalité financière, la criminalité cyberdépendante est très répandue en Europe, qui se classe au premier rang mondial pour ce marché. La plupart des attaques de ransomware sont dirigées contre des cibles de taille, notamment les grandes entreprises, les gouvernements et les infrastructures essentielles. Des cyberattaques très sophistiquées sont perpétrées en Europe, souvent par des cybercriminels opérant de l'intérieur et de l'extérieur du continent. La cyberguerre a également été utilisée pendant le conflit en Ukraine, non seulement pour des raisons idéologiques mais aussi pour des raisons financières, les auteurs de ces attaques étant souvent soutenus par des acteurs étatiques. Il n'est donc pas surprenant que l'Europe centrale et de l'Est soit la région du continent qui obtient le score le plus élevé en matière de criminalité cyberdépendante (6,0), le score de la Russie (9,0) faisant grimper la moyenne régionale, suivie par l'Ukraine (8,50).

Un autre marché très présent sur le continent est le commerce de cocaïne (5,20). La cocaïne reste la principale source de revenus pour un certain nombre de groupes criminels organisés opérant en Europe, et le continent continue d'abriter un important marché de consommation pour cette drogue, en particulier dans les pays d'Europe de l'Ouest et du Sud, qui ont obtenu respectivement des scores de 5,77 et 5,38. L'Europe de l'Ouest figure également parmi les cinq régions qui obtiennent les scores les plus élevés pour le commerce de cocaïne à l'échelle mondiale. Ces scores considérables reflètent le rôle croissant joué par les principales plaques tournantes du trafic de cocaïne dans l'Union européenne, dont la majorité est située dans des États d'entrée clés en Europe de l'Ouest et du Sud, la Belgique (8,0) et les Pays-Bas (7,50), ainsi que l'Espagne (7,50) et l'Italie (8,0) arrivant en tête de liste. Outre le fait qu'ils ont développé d'importants marchés de consommation nationaux, ces pays sont également d'importants couloirs de transit pour le trafic de cocaïne, en raison de la centralité de leurs ports, où la drogue est souvent dissimulée dans des cargaisons légales.



## ENCADRÉ 4.10

## L'infiltration des ports européens par les groupes criminels organisés

Ces dernières années, les ports européens ont été mis à rude épreuve par les flux illicites, les groupes criminels organisés tirant parti de la fiabilité de leurs infrastructures et de leur connectivité pour trafiquer d'importants volumes de marchandises illicites, en particulier de la drogue. En tant que points d'entrée essentiels pour le transport de marchandises légitimes à l'échelle nationale et internationale, les ports européens traitent des millions de conteneurs chaque année. Le simple volume de conteneurs entrants, associé à des structures opérationnelles complexes, rend les activités illicites difficiles à détecter. En effet, les autorités portuaires européennes ne sont en mesure d'inspecter physiquement que 2 à 10 % des conteneurs entrants<sup>80</sup>, ce qui signifie que ces ports sont des terrains de jeu propices aux activités de contrebande. En outre, l'excellente connectivité des ports, qui permet d'accéder à une multitude de destinations mondiales, renforce l'attrait des ports aux yeux des groupes criminels organisés désireux d'étendre leurs activités et de maximiser leurs profits. La plupart des grands ports maritimes européens, dont Anvers en Belgique, Rotterdam aux Pays-Bas, Hambourg/Bremerhaven en Allemagne, Le Havre en France et Le Pirée en Grèce, ont été de plus en plus confrontés à ce problème ces dernières années.

Les groupes criminels organisés utilisent les ports européens comme principaux points d'entrée sur le continent pour un large éventail de marchandises illicites, allant de substances illégales telles que la cocaïne, l'héroïne et les précurseurs des drogues de synthèse aux produits à base de tabac illicites et aux marchandises de contrefaçon. Même si les groupes criminels organisés internationaux s'appuient principalement sur la coopération avec des réseaux criminels locaux et des fonctionnaires portuaires corrompus, ils utilisent également de plus en plus des modes opératoires plus sophistiqués, y compris le détournement des références des conteneurs.

Cela permet aux groupes criminels de mener à bien leurs activités sans avoir à trop compter sur la corruption. L'augmentation des activités criminelles dans les centres maritimes et les rivalités entre les groupes criminels organisés ont également entraîné une augmentation de la violence de rue, ce qui a des répercussions négatives sur les communautés locales.

Des saisies record de cocaïne ont été signalées dans toute l'Europe au cours des deux dernières années, comme en témoigne la saisie de 10 tonnes au Havre en 2021 et de plus de dix fois cette quantité à Anvers en 2022<sup>81</sup>. En fait, on estime qu'environ 200 tonnes de cocaïne ont été trafiquées par les ports de Rotterdam et d'Anvers depuis 2021, ce qui illustre l'ampleur même du problème<sup>82</sup>.

L'augmentation du volume des saisies de cocaïne, combinée à la montée de la violence et à la stabilité des prix de vente au détail, indique qu'Anvers est devenu la principale porte d'entrée du trafic de cocaïne en Europe. Les acteurs de la criminalité impliqués dans le trafic de drogue choisissent de plus en plus Anvers, le deuxième plus grand port d'Europe, comme leur principale plaque tournante, surtout depuis l'amélioration de la sécurité portuaire aux Pays-Bas. On estime que près de 40 % des importations de cocaïne en Europe atteignent le continent via Anvers<sup>83</sup>.

L'investissement continu de la Chine dans les ports européens dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route », notamment au Pirée, au Havre et à Anvers, a contribué à l'amélioration du commerce et de l'efficacité opérationnelle de ces ports<sup>84</sup>. Toutefois, l'augmentation du volume dans le trafic de conteneurs s'est traduite par une hausse des activités illicites. En outre, l'augmentation du transbordement avec les ports d'Asie et du Moyen-Orient a rendu les ports européens plus vulnérables aux activités de contrebande<sup>85</sup>.

L'impact des marchés de la drogue en Europe se traduit également par des scores élevés pour le commerce de cannabis (5,20, au même niveau que la cocaïne) et le commerce de drogues de synthèse (5,16, juste en dessous des deux marchés précédents). Au niveau régional, l'Europe du Nord, bien qu'elle soit la région d'Europe au score le plus bas pour l'ensemble des marchés criminels, occupe la deuxième place sur le continent pour le commerce de drogues de synthèse (5,25), cinq des huit pays ayant obtenu des scores de 5,0 ou plus. De tous les marchés de la drogue, seul le commerce d'héroïne a été jugé comme n'étant pas particulièrement répandu sur le continent, avec un score relativement faible de 4,35.

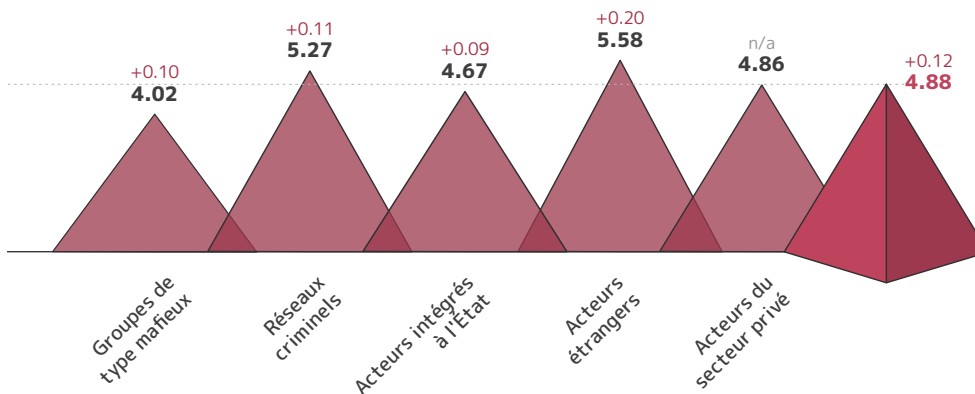
L'Europe est également très touchée par d'autres marchés, notamment le trafic d'êtres humains (5,14) et la traite des personnes (5,13). Comme dans l'Indice 2021, l'Europe centrale et de l'Est est la région d'Europe aux scores les plus élevés pour ces deux marchés (6,06 et 5,79, respectivement). Par rapport à d'autres économies illicites, le trafic d'êtres humains et la traite des personnes sont considérés comme plus étendus et dispersés sur le continent, principalement en raison de contrôles frontaliers laxistes et d'itinéraires de trafic et de traite bien connectés entre eux. La gravité de la situation a été renforcée par le nombre important de réfugiés fuyant l'instabilité hors du continent, mais aussi la guerre en Ukraine, et ils risquent d'être exploités par des groupes criminels organisés.

D'autres économies illicites modérément répandues en Europe comprennent le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise (4,41) et le commerce de produits de contrefaçon (4,28). Les pays d'Europe de l'Ouest sont d'importants marchés de transit et de destination pour les produits de contrefaçon (avec une moyenne régionale de 4,59), avec des articles allant des produits de luxe aux articles de tous les jours qui font l'objet d'un trafic croissant vers la région, principalement de Chine. Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise est plus répandu en Europe centrale et de l'Est que dans le reste du continent (5,03), en raison de la forte demande et des prix peu élevés, en particulier pour les produits à base de tabac. La contrebande de cigarettes, souvent facilitée par la corruption des agents de police aux frontières, est très répandue en Moldavie (7,50), au Monténégro (7,50) et en Roumanie (6,0).

Les marchés criminels les moins répandus en Europe sont le racket d'extorsion et le chantage à la protection (3,70) et les trois marchés de la criminalité environnementale : la criminalité liée aux ressources non renouvelables (3,58), la criminalité liée à la faune (3,44) et la criminalité liée à la flore (3,02). Ces trois derniers indicateurs, bien qu'ils aient tous légèrement augmenté depuis 2021, se situent nettement en dessous des moyennes mondiales.

FIGURE 4.21

## Scores des acteurs de la criminalité, Europe



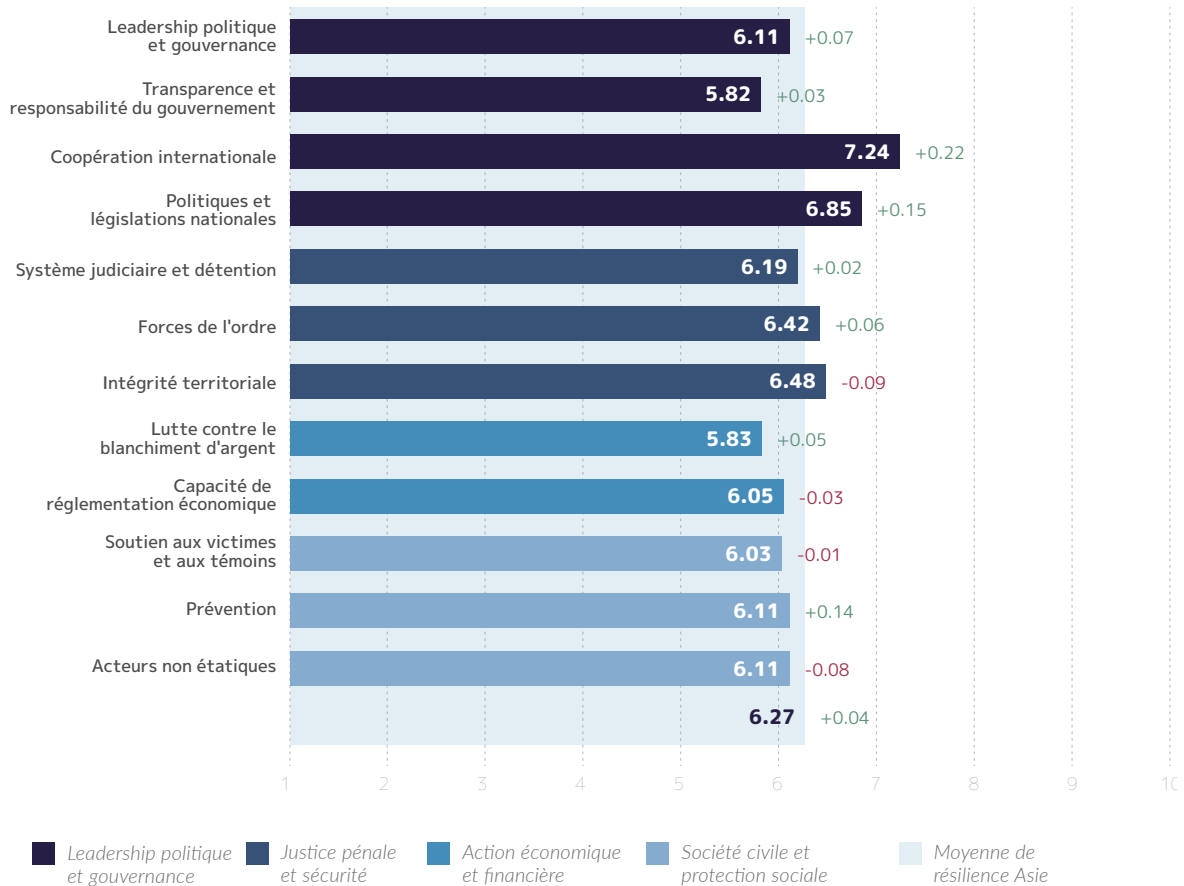
En ce qui concerne les acteurs de la criminalité, la typologie dominante en Europe est celle des acteurs étrangers (5,58) qui, à la différence de nombreux autres continents et contrairement aux tendances mondiales, obtient un score plus élevé que les acteurs intégrés à l'État (4,67). Au niveau mondial, seule l'Afrique a obtenu un score plus élevé que l'Europe pour ce type d'acteurs.

En deuxième position, comme dans l'Indice 2021, on trouve les réseaux criminels (5,27), suivis par les acteurs du secteur privé (4,86). L'Europe s'est classée deuxième au monde pour les acteurs du secteur privé, après l'Asie, ce qui n'est peut-être pas surprenant étant donné que certains pays de la région sont des plaques tournantes du blanchiment d'argent et de l'évasion fiscale, facilitées par des criminels agissant dans le secteur privé. En particulier, l'Europe du Sud a été identifiée comme la région où la présence d'acteurs du secteur privé est la plus forte (5,50). Ce résultat reflète le rôle que jouent quelques pays petits mais significatifs, tels que Malte (6,0) et Saint-Marin (5,50), en tant qu'environnements attrayants pour le blanchiment d'argent par l'intermédiaire du secteur financier formel.

Les deux types d'acteurs de la criminalité les moins répandus sur le continent sont les acteurs intégrés à l'État (4,67) et les groupes de type mafieux (4,02), ces derniers obtenant toutefois un score plus élevé en Europe qu'en Afrique et en Océanie. Les groupes de type mafieux sont inégalement répartis entre les régions, des groupes puissants ayant été identifiés dans plusieurs pays d'Europe du Sud, d'Europe centrale et de l'Est. Cependant, l'Europe du Nord se classe en réalité au premier rang du continent pour les groupes de type mafieux (4,25), bien qu'elle ait les scores les plus bas pour tous les autres types d'acteurs de la criminalité. Dans cette région, le Danemark (5,50) et la Suède (5,0) sont considérablement affectés par les activités de petits gangs de motards, qui se caractérisent par des structures claniques et se livrent à toute une série d'activités illicites. Les autorités suédoises ont également constaté une augmentation de la violence mortelle des gangs, due au trafic de drogue et à la prolifération d'armes à feu illégales qui y est associée, en particulier à Stockholm, Gothenburg et Malmö<sup>86</sup>.

FIGURE 4.22

## Score de résilience, Europe



L'Europe se classe au premier rang mondial pour la résilience globale (6,27), avec des scores particulièrement élevés pour « la coopération internationale » (7,24), « les politiques et législations nationales » (6,85) et « l'intégrité territoriale » (6,48). En revanche, les indicateurs de résilience les moins bien notés en Europe sont « le soutien aux victimes et aux témoins » (6,03), « la lutte contre le blanchiment d'argent » (5,83) et « la transparence et la responsabilité du gouvernement » (5,82). Bien que ces indicateurs soient les moins performants en Europe, leurs scores sont néanmoins plus élevés que les moyennes des autres continents.

Au niveau régional, malgré des différences contextuelles, le tableau est à nouveau positif, toutes les régions d'Europe figurant parmi les dix régions les plus résilientes au niveau mondial. La région la plus remarquable est l'Europe du

Nord, qui a obtenu un score global de résilience de 7,89. Il est significatif qu'aucun pays d'Europe du Nord n'ait obtenu un score inférieur à 6,0 pour l'un des indicateurs de résilience de l'Indice. La région est en tête dans les domaines de « la coopération internationale » et des « politiques et législations nationales », tout en obtenant des résultats particulièrement bons dans des domaines où d'autres régions européennes ont connu des difficultés, notamment « les acteurs non étatiques » et « le soutien aux victimes et aux témoins ».

L'Europe centrale et de l'Est a un bon classement au niveau mondial, mais avec des scores de résilience globale inférieurs à ceux des trois autres régions européennes. Avec un score moyen de 5,01, l'Europe centrale et de l'Est se classe au 10e rang de tous les groupements régionaux du monde, juste derrière les Caraïbes.



Plusieurs pays d'Europe centrale et de l'Est ont été jugés suffisamment efficaces dans leurs mécanismes de résilience, mais beaucoup d'autres semblent peu préparés et sans défense face à la menace multiforme que représente la

criminalité organisée. Des lacunes majeures dans la capacité des gouvernements à agir de manière transparente et à fournir un espace favorable aux organisations de la société civile entravent la lutte contre la criminalité.

## Changements par rapport à l'Indice 2021

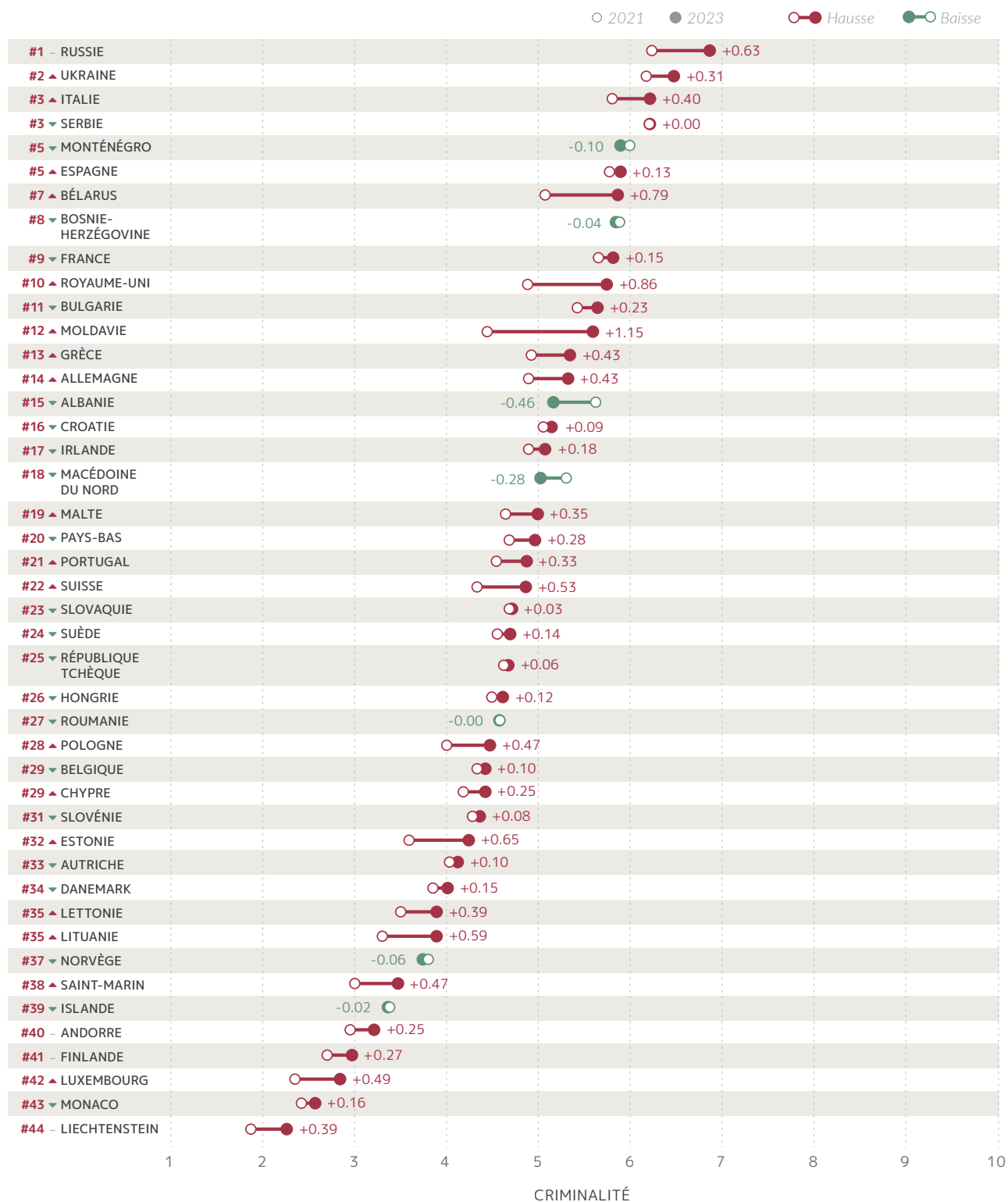
Compte tenu des événements dramatiques survenus en Europe en 2022, le continent a connu la plus forte augmentation en termes de criminalité au niveau mondial (+0,26). En décomposant la composante criminalité, on observe une évolution majeure dans l'omniprésence des marchés criminels, qui enregistrent une hausse de 0,40, contrebalancée par une progression plus modeste du score pour les acteurs de la criminalité (+0,12). Cette augmentation considérable du score

pour les marchés criminels est d'origine à la fois méthodologique et géopolitique, conséquence des nouveaux marchés criminels inclus dans l'Indice 2023 (la criminalité financière et la criminalité cyberdépendante étant particulièrement répandues en Europe) et de la guerre en Ukraine. L'effet du conflit ukrainien sur les économies illicites apparaît plus clairement lorsqu'on examine quels marchés ont le plus augmenté et dans quelles parties du continent.



FIGURE 4.23

## Evolutions en matière de criminalité par pays, 2021–2023, Europe



## Marchés criminels

Les trois marchés criminels qui ont connu les plus fortes augmentations en Europe sont le trafic d'êtres humains (+0,42), le commerce de drogues de synthèse (+0,40), le trafic d'armes (+0,38) et le commerce de cocaïne (+0,38).

Le trafic d'êtres humains a proliféré en Europe centrale et de l'Est (+0,47) en raison des conflits et de la fragilité en Afghanistan et au Moyen-Orient. Cependant, le trafic d'êtres humains a également augmenté, et de façon légèrement plus importante, en Europe du Nord (+0,50), l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie faisant grimper le score. La guerre en Ukraine a précipité la migration de réfugiés la plus rapide et la plus importante en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, avec environ 7,8 millions de réfugiés ukrainiens en novembre 2022. Le chaos des opérations humanitaires au cours des premiers mois du conflit a rendu les Ukrainiens potentiellement vulnérables à l'exploitation par les trafiquants et les passeurs, bien que les preuves d'un trafic généralisé d'Ukrainiens soient restées très limitées. En outre, la conscription en Russie et en Ukraine a provoqué une vague de migration sans précédent vers les pays limitrophes, notamment la Moldavie, la Roumanie, la Pologne et la Hongrie. Les trafiquants d'autres marchandises, telles que l'alcool et le tabac, ont profité de cette nouvelle demande pour se tourner vers le trafic de conscrits, tandis que des personnes sans antécédents criminels ont commencé à mettre en place des systèmes de trafic sophistiqués<sup>87</sup>.

L'Europe centrale et de l'Est a connu la plus forte augmentation du commerce de drogues de synthèse sur le continent (+0,44), la production et la distribution de ces drogues se poursuivant dans la région malgré les perturbations et les déplacements. La croissance de ce marché de la drogue a été alimentée par la demande émanant du front de la guerre en Ukraine, comme pour le commerce illicite d'armes, le trafic d'armes ayant connu la plus forte augmentation de tous les marchés criminels à la fois sur le continent et dans la région (+0,86). Bien que le nombre de cas documentés de trafic d'armes transfrontalier semble assez faible, les autorités moldaves, par exemple, ont signalé une augmentation significative des saisies d'armes à la frontière ukrainienne depuis le début de la guerre.

Enfin, en ce qui concerne le commerce de cocaïne, même si l'Europe du Sud n'est pas la région du continent au score le plus élevé pour ce marché criminel (elle se classe deuxième après l'Europe de l'Ouest), c'est la région qui a enregistré la plus forte augmentation par rapport à 2021 (+0,63). L'Italie (8,0), l'Espagne (7,50) et le Portugal (6,0) représentent le plus grand nombre de saisies de cocaïne sur le continent, étant des points d'entrée majeurs et des plaques tournantes clés dans la distribution de cette drogue. De manière significative, la Grèce, qui n'est pas traditionnellement associée au trafic ou à la consommation de cocaïne, a vu son score pour le commerce de cocaïne augmenter sensiblement (passant de 3,50 à 5,0), ce qui indique que les points d'expédition se diversifient et que les marchés de consommation se développent.

Alors que presque tous les marchés criminels européens ont vu leur prévalence augmenter depuis l'Indice 2021, le commerce d'héroïne a connu une baisse marginale (-0,01). Ceci est probablement une conséquence de la croissance d'autres marchés de la drogue, en particulier la cocaïne et les drogues de synthèse.

## Acteurs de la criminalité

Conformément aux tendances mondiales, les acteurs de la criminalité étrangers ont connu la plus forte augmentation de leur score moyen de tous les acteurs de la criminalité en Europe, passant de 5,38 à 5,58 (+0,20). Comme dans d'autres régions, il est probable que cela soit une conséquence de l'assouplissement des restrictions liées au COVID, y compris la réouverture des frontières. Les réseaux criminels ont connu la deuxième plus forte croissance (+0,11), suivis par les groupes de type mafieux (+0,10) et les acteurs intégrés à l'État (+0,09). Au niveau régional, l'Europe du Nord a connu les plus fortes augmentations pour les acteurs étrangers et les réseaux criminels, tout en conservant les scores les plus bas du continent pour ces deux types d'acteurs.

## Résilience

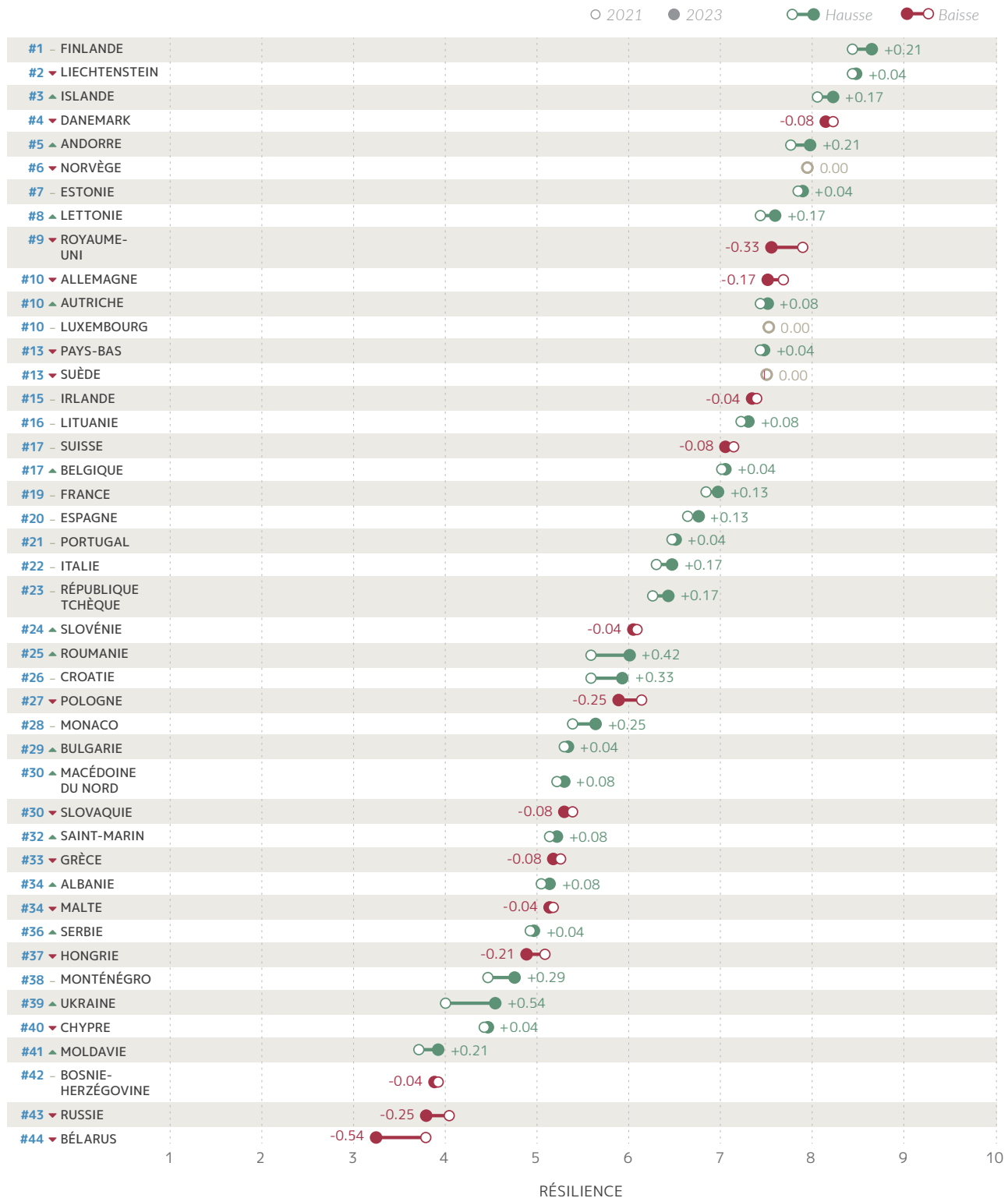
L'Europe a non seulement obtenu le score de résilience le plus élevé au niveau mondial, mais elle est également l'un des trois continents, avec l'Océanie et l'Afrique, qui ont enregistré une légère augmentation de leur résilience moyenne en 2023 (+0,04). Comme pour les deux autres continents, c'est « la coopération internationale » qui a connu la plus forte augmentation (+0,22), suivie des « politiques et législations nationales » (+0,15) et de la « prévention » (+0,14). À l'autre extrémité du spectre, quatre indicateurs ont diminué sur le continent, la plus forte réduction concernant, sans surprise, « l'intégrité territoriale » (-0,09), suivie par les « acteurs non étatiques » (-0,08), la « capacité de réglementation économique » (-0,03) et le « soutien aux victimes et aux témoins » (-0,01).

À quelques exceptions près, les changements généraux dans les scores des indicateurs de résilience des pays européens ont été minimes, le score moyen de résilience pour le continent se situant au même niveau qu'en 2021. Il n'y a pas eu non plus de changements majeurs au niveau régional, les quatre régions ayant conservé les mêmes positions qu'en 2021 : L'Europe du Nord se classe première pour la résilience, suivie de l'Europe de l'Ouest, de l'Europe du Sud, puis de l'Europe centrale et de l'Est. Une mise en garde s'impose ici : les cadres de résilience nationaux sont généralement lents à réagir aux événements mondiaux, tels que la guerre en Ukraine. Les effets des événements actuels sur les dynamiques structurelles de la résilience pourraient donc n'être visibles que dans les années à venir. Néanmoins, l'Indice 2023 a révélé certaines différences dans les niveaux de résilience, avec des augmentations modestes des scores pour l'Europe du Nord (+0,08), l'Europe du Sud (+0,07) et l'Europe centrale et de l'Est (+0,04), et un léger déclin, presque négligeable, pour l'Europe de l'Ouest (-0,01).



FIGURE 4.24

### Evolutions en matière de résilience par pays, 2021-2023, Europe





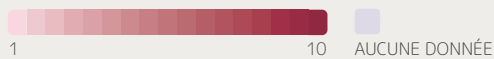
# Océanie

Score général de l'Océanie pour la

**Criminalité**

3.23  $\uparrow +0.16$

SCORES DE CRIMINALITÉ



Score général de l'Océanie pour la

**Résilience**

5.55  $\uparrow +0.09$

SCORES DE RÉSILIENCE

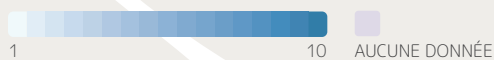
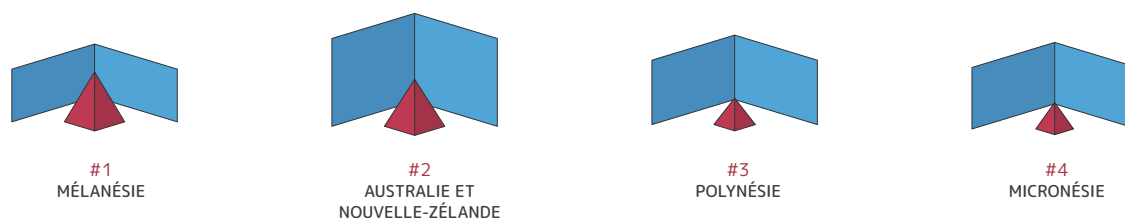


FIGURE 4.25

## Scores de l'Indice, Océanie



RÉGION	CRIMINALITÉ	MARCHÉS CRIMINELS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	RÉSILIENCE
MÉLANÉSIE	4.18 +0.57	4.00 +0.56	4.35 +0.58	4.73 +0.02
AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE	4.04 +0.42	4.03 +0.53	4.05 +0.30	7.63 -0.54
POLYNÉSIE	2.58 +0.13	2.80 +0.32	2.37 -0.05	5.74 +0.10
MICRONÉSIE	2.54 -0.03	2.69 +0.19	2.40 -0.26	5.27 +0.37
<b>MOYENNE OCÉANIE</b>	<b>3.23 +0.16</b>	<b>3.28 +0.3</b>	<b>3.19 +0.02</b>	<b>5.55 +0.09</b>

À première vue, l'Océanie peut sembler être une exception mondiale en termes de résultats. Avec des scores globaux de criminalité bien inférieurs à la moyenne mondiale et une résilience supérieure à celle de toutes les autres régions, à l'exception de l'Europe, cela est vrai en termes absolus. Toutefois, un examen plus approfondi révèle un tableau plus complexe. Et cela ne découle pas simplement de la nature hétérogène des sociétés du Pacifique, de la topographie marine unique et isolée du continent et des différents niveaux de développement économique et technologique et des vulnérabilités associées. La région est également le théâtre d'une concurrence géopolitique et géostratégique qui se joue dans les sphères politiques, économiques et sécuritaires de l'Océanie, ce qui a des implications pour la gouvernance et la corruption, les forces de l'ordre et les vulnérabilités sociétales face à la criminalité, ainsi que ses répercussions plus larges. Ces dynamiques s'inscrivent dans le contexte marqué par les impacts régionaux alarmants du changement climatique, qui menacent tous

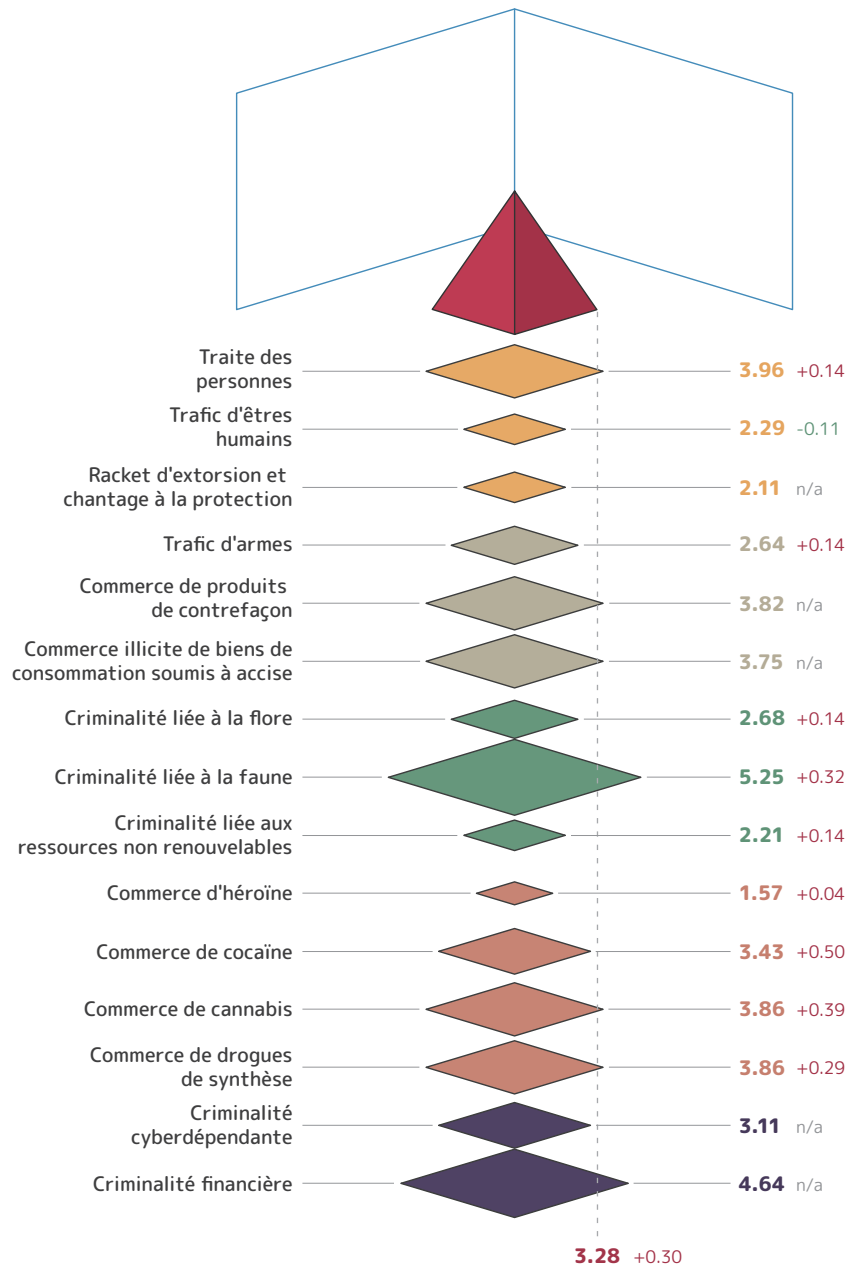
les aspects de la vie et influencent les marchés illicites et la capacité, et parfois la volonté, des gouvernements à lutter contre la criminalité.

À l'exception de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui se caractérise par des niveaux élevés de criminalité, les 13 autres pays d'Océanie ont enregistré des scores peu élevés en matière de criminalité. S'il s'agit là d'une évaluation juste en ce qui concerne certains marchés criminels et certains pays, ces résultats sont également influencés par la structure de l'Indice, selon laquelle les pays présentant un plus grand nombre de marchés criminels, ce qui n'est pas le cas de nombreux pays insulaires du Pacifique et, dans une certaine mesure, de la Nouvelle-Zélande, obtiennent des scores généraux plus élevés. Cela ne signifie pas pour autant que les pays de la région ne présentent pas de marchés criminels omniprésents et pernicioeux, perpétués par un large éventail d'acteurs nationaux et étrangers.



FIGURE 4.26

## Scores de marchés criminels, Océanie



La criminalité liée à la faune (5,25), la criminalité financière (4,64) et la traite des personnes (3,96) sont les trois marchés aux scores les plus élevés en Océanie. En effet, avec 6,20, la région de Micronésie a l'un des scores les plus élevés au monde pour la criminalité liée à la faune. Plus précisément, la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), en particulier celle du thon, est la forme de criminalité organisée la plus

importante et la plus répandue à Kiribati, dans les Îles Marshall, dans les États fédérés de Micronésie et à PALAOS. Les vastes zones de pêche du Pacifique et les zones économiques exclusives étendues de la région font de la détection des flottes généralement asiatiques et des « bateaux bleus » (bateaux en bois d'Asie du Sud-Est) un énorme défi pour les autorités locales.

Le poisson est l'une des ressources naturelles les plus abondantes de la région et constitue une source de revenus essentielle pour les gouvernements et les particuliers. Le développement de la pêche INN compromet la sécurité économique et alimentaire des populations du Pacifique. En outre, l'industrie de la pêche est liée à diverses formes d'exploitation des personnes, voire à la traite des pêcheurs ainsi que des femmes et des filles qui sont souvent contraintes de se prostituer pour des clients dans l'industrie de la pêche.

La criminalité liée à la flore en Mélanésie a été classée parmi les plus élevées au monde, la Papouasie-Nouvelle-Guinée (8,50) et les Îles Salomon (8,0) arrivant en tête. Ce marché illicite est principalement associé à l'exploitation forestière illégale. Plus de la moitié du bois exploité illégalement ici est destiné aux marchés de consommation asiatiques.

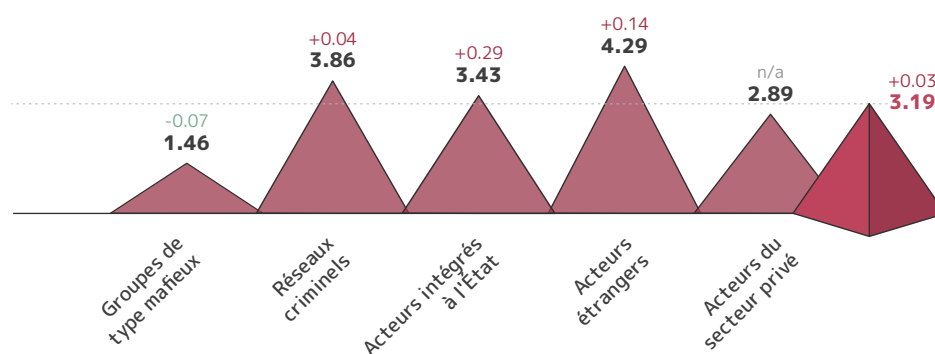
La Papouasie-Nouvelle-Guinée abrite également le marché criminel au score le plus élevé d'Océanie : la criminalité financière (9,0). La « malédiction des ressources », souvent associée à certaines régions d'Afrique, se manifeste dans ce pays mélanésien dans les secteurs de l'exploitation forestière

et minière. La présence de vastes ressources naturelles dans un contexte de corruption élevée a laissé le pays vulnérable à la mauvaise gestion des fonds publics et à des fraudes de plusieurs millions de dollars, les revenus des activités illicites étant souvent blanchis par le biais d'investissements immobiliers dans le pays et en Australie.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande étant parmi les marchés de consommation de drogues les plus lucratifs au monde, il n'est pas surprenant que les pays insulaires du Pacifique soient devenus des centres de transit pour les stupéfiants provenant d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine. Le prix élevé de la cocaïne, de la méthamphétamine et de l'héroïne les rend pour la plupart inaccessibles aux habitants des îles du Pacifique. Toutefois, de grands pays comme les Fidji font face à l'émergence de marchés de consommation nationaux et d'une production locale de méthamphétamines au cours des dernières années. Il en va de même pour les Tonga, qui connaissent actuellement une épidémie de consommation de méthamphétamine. En effet, le commerce de drogues de synthèse (7,50) est de loin le marché qui obtient le score le plus élevé dans le royaume polynésien.

FIGURE 4.27

## Scores des acteurs de la criminalité, Océanie



Si l'on considère la région dans son ensemble, aucun acteur de la criminalité en Océanie n'a obtenu un score supérieur à 4,50, ce qui suggère une influence modérée des acteurs. Il est à noter que, et cela suit d'autres régions du monde tout en confirmant les résultats de l'Indice 2021, les acteurs étrangers ont obtenu le score le plus élevé (4,29). Viennent ensuite les réseaux criminels (3,86) et les acteurs intégrés à l'État (3,43).

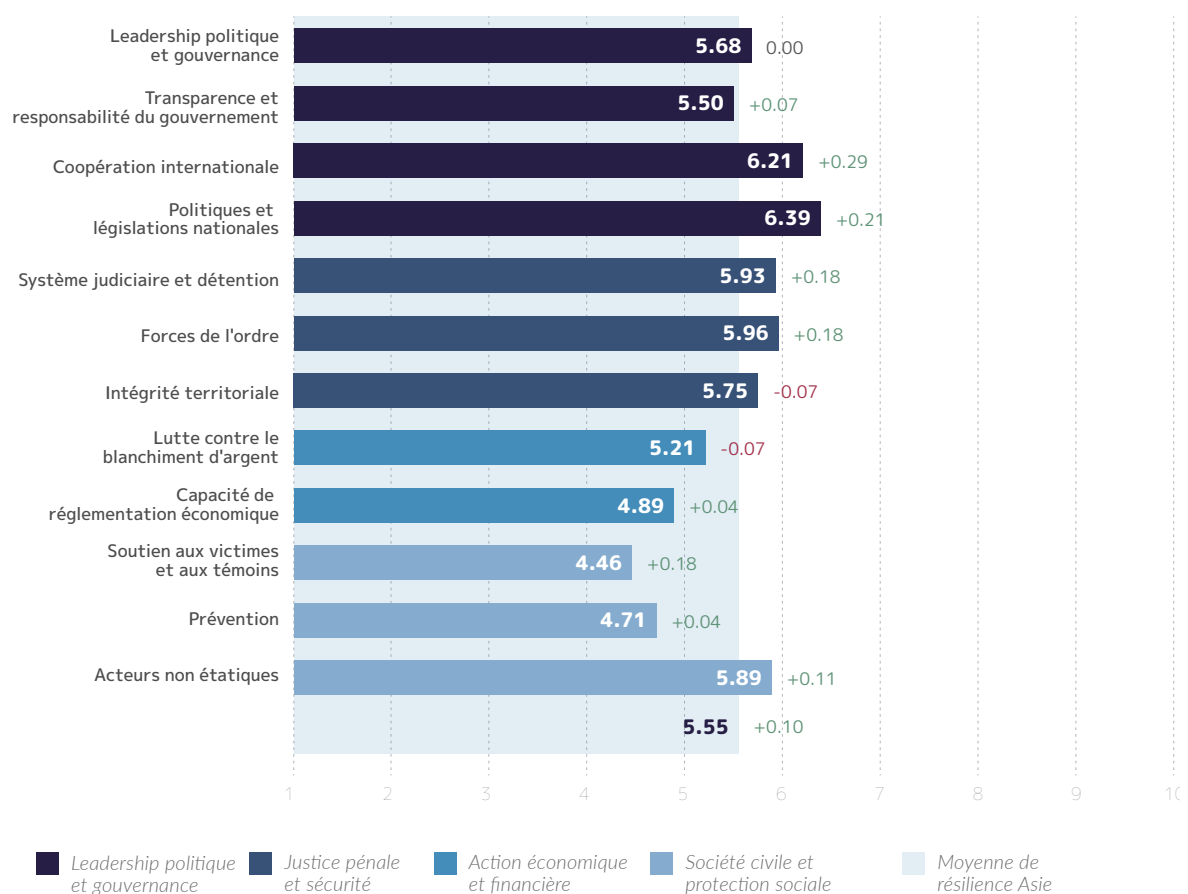
Au-delà des moyennes régionales, des différences significatives existent et la Mélanésie compte de loin les acteurs de la criminalité les plus influents. C'est notamment le cas de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui obtient le score le plus élevé pour les acteurs intégrés à l'État (8,50), et des Îles Salomon, qui sont également en proie à la corruption à grande échelle et où les acteurs intégrés à l'État (7,0) permettent aux acteurs étrangers (6,50), qui

se livrent à des activités illicites dans les secteurs de la pêche, de l'exploitation forestière et des jeux d'argent, ainsi qu'aux acteurs du secteur privé local (6,50) d'exercer leur influence. Il est inquiétant de constater que les revenus sont utilisés pour financer les campagnes politiques, influençant

ainsi le processus démocratique. Les groupes étrangers (7.0) jouent également un rôle influent dans le paysage criminel des Tonga, en particulier les cartels sud et nord-américains impliqués dans le commerce de cocaïne et de méthamphétamine, ainsi que les syndicats asiatiques.

FIGURE 4.28

## Scores de résilience, Océanie



Avec 5,55, l'Océanie a le deuxième score continental le plus élevé en matière de résilience (l'Europe a obtenu 6,27). En termes de moyennes continentales, les « politiques et législations nationales » (6,39), la « coopération internationale » (6,21) et les « forces de l'ordre » (5,96) sont les indicateurs les plus forts ; les domaines du « soutien aux victimes et aux témoins » (4,46), de la « prévention » (4,71) et de la « capacité de réglementation économique » (4,89) sont les plus déficients.

Le score continental global relativement élevé en matière de résilience doit être attribué aux scores élevés des indicateurs de résilience pour

l'Australie, allant de 6,0 pour le « soutien aux victimes et aux témoins » et la « prévention » à 9,0 pour la « coopération internationale ». La résilience de la Nouvelle-Zélande influence également les résultats globaux du continent. La Nouvelle-Zélande a obtenu un score de 6,50 pour la « lutte contre le blanchiment d'argent » et de 8,50 pour la « coopération internationale », « l'intégrité territoriale » et les « acteurs non étatiques », ce qui suggère que toutes les mesures de résilience sont, au minimum, suffisamment efficaces. Comme lors de la précédente édition de l'Indice, la Papouasie-Nouvelle-Guinée reste le pays le moins résilient d'Océanie, aucun indicateur n'obtenant un score supérieur à 5,50.

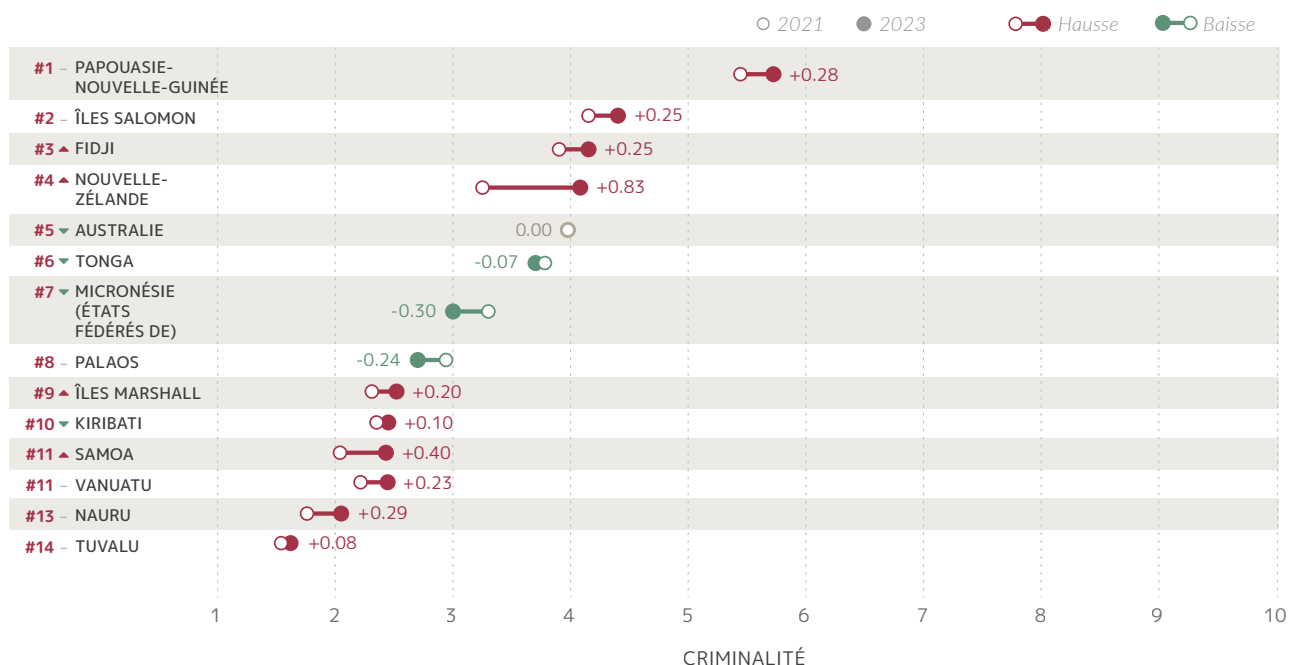
## Changements par rapport à l'Indice 2021

Les recherches et l'analyse ont confirmé certaines tendances existantes, mais ont également mis en évidence des dynamiques nouvelles. Les scores de criminalité ont augmenté dans 10 des 14 pays d'Océanie, tandis que la résilience s'est détériorée dans cinq d'entre eux. Parmi ces pays, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée,

les Îles Salomon et Vanuatu ont enregistré à la fois une hausse de la criminalité et une baisse de la résilience. Dans l'ensemble, cependant, la résilience a augmenté de 0,1 point sur le continent par rapport aux résultats de 2021, tandis que la criminalité est passée de 3,07 à 3,23.

FIGURE 4.29

### Evolutions en matière de criminalité par pays, 2021-2023, Océanie



## Marchés criminels

Trois marchés ont connu les plus fortes augmentations. Le premier est le commerce de cocaïne (+0,50), suivi du commerce de cannabis (+0,39) et de la criminalité liée à la faune (+0,32). Sans surprise, compte tenu de la discussion précédente sur les stupéfiants, certaines des plus fortes augmentations de score ont été enregistrées en Australie et en Nouvelle-Zélande (+1,50 pour la cocaïne dans les deux cas). Les marchés du cannabis ont enregistré des augmentations aux Fidji, en Nouvelle-Zélande, à Kiribati, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Samoa (tous +1,0), ainsi que des augmentations plus limitées ailleurs, confirmant que le cannabis est la substance la plus produite et la plus consommée dans le continent.

La criminalité liée à la faune a notamment augmenté dans les Îles Marshall (de 6,50 à 7,50) en raison du trafic d'espèces protégées et de la pêche INN. Cette dernière a également entraîné des scores plus élevés (+0,50) dans d'autres parties de la Micronésie, y compris Palaos et Nauru, où les stocks de poissons sont l'une des ressources naturelles clés (et dans certains cas la principale ressource et la plus lucrative), ainsi qu'à Vanuatu et en Australie.

Un marché dont la prévalence et l'impact ont diminué est celui du trafic d'êtres humains, qui a diminué de 0,11 point (de 2,40 à 2,29).





## Acteurs de la criminalité

Avec une augmentation de 0,29 point, les acteurs intégrés à l'État ont connu la plus forte croissance de leur influence en Océanie en 2023. Les variations entre les pays sont néanmoins pertinentes. Alors que dans certains pays, l'influence de ces acteurs reste limitée, dans d'autres, comme en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'impact de la criminalité est directement ancré dans la classe politique et les forces de l'ordre. Ici, l'implication de ces acteurs étatiques dans la criminalité organisée et la corruption est très répandue. D'autre part, l'influence des groupes de type mafieux semble décliner dans toute l'Océanie, bien que de façon marginale (-0,07). Les exceptions sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande où les mafias conservent une influence « modérée », mais, en majeure partie, elles sont pratiquement inexistantes.

## Résilience

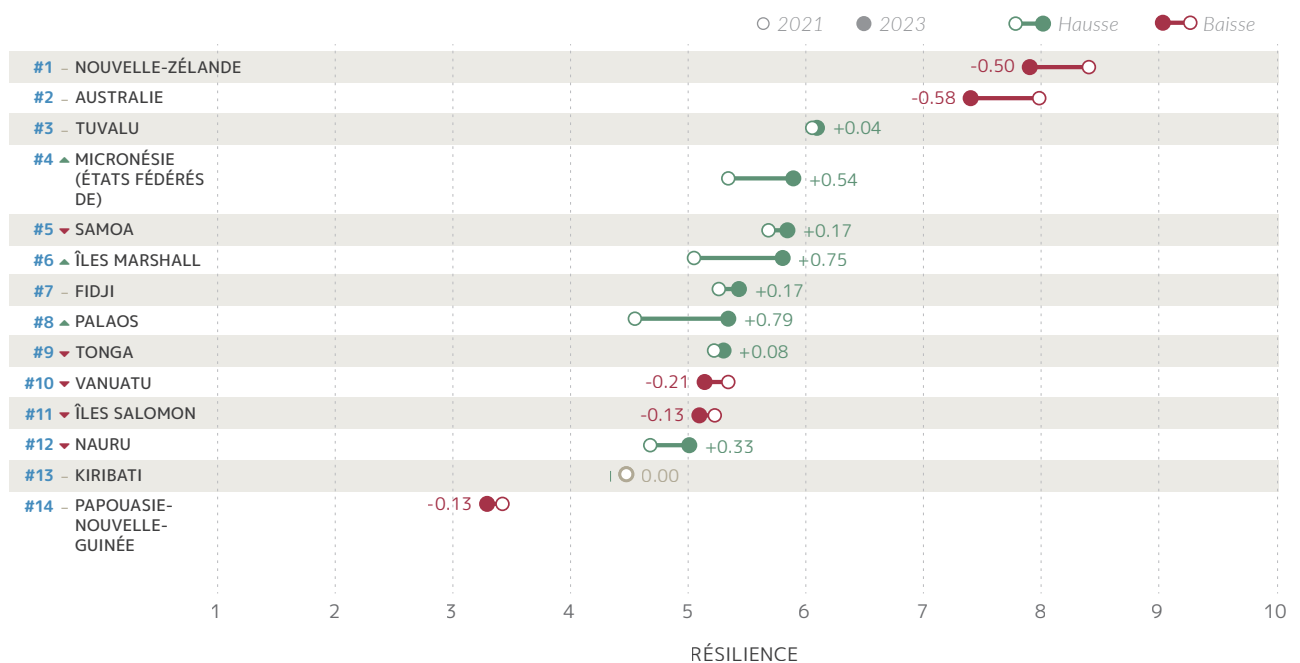
Les niveaux de résilience en Océanie ont légèrement augmenté, passant d'une moyenne de 5,45 à 5,55. Les différences d'un pays à l'autre sont frappantes et reflètent les lacunes persistantes en matière de capacités auxquelles les pays insulaires du Pacifique doivent faire face. À une extrémité du spectre se trouvent les Palaos, où la résilience globale est passée de 4,54 à 5,33 grâce à l'amélioration des résultats de plusieurs indicateurs. La résilience des Îles Marshall s'est également améliorée, la moyenne nationale passant de 5,04 à 5,79.

À l'autre extrémité du spectre, on trouve des pays traditionnellement très résilients qui affichent aujourd'hui une résilience diminuée. L'Australie passe de 7,96 à 7,38 et la Nouvelle-Zélande de 8,38 à 7,88. Toutefois, ces scores indiquent que ces deux pays continuent d'avoir des mesures

de résilience suffisamment efficaces. Parmi les changements les plus marqués, « l'intégrité territoriale » en Australie est passée de 9,0 à 7,50, et les « acteurs non étatiques » de 8,0 à 6,50. Ces fortes variations peuvent être attribuées aux vulnérabilités engendrées par la réouverture des frontières après la pandémie et à l'état fragile de la liberté de la presse, conséquence de l'ultra-concentration des médias entre quelques mains dans le pays et des tentatives du gouvernement de contrôler les informations rendues publiques par les médias. En Nouvelle-Zélande, la variation de score la plus préoccupante est la baisse de 8,0 à 6,50 pour la lutte contre le blanchiment d'argent, qui souligne le rôle croissant du pays en tant que canal pour le blanchiment de flux financiers illicites et reflète les déficiences flagrantes du gouvernement dans le traitement de cette question.

FIGURE 4.30

### Évolutions en matière de résilience par pays, 2021-2023, Océanie







LUZ DE LA  
URIDAD  
CRISTÓBAL

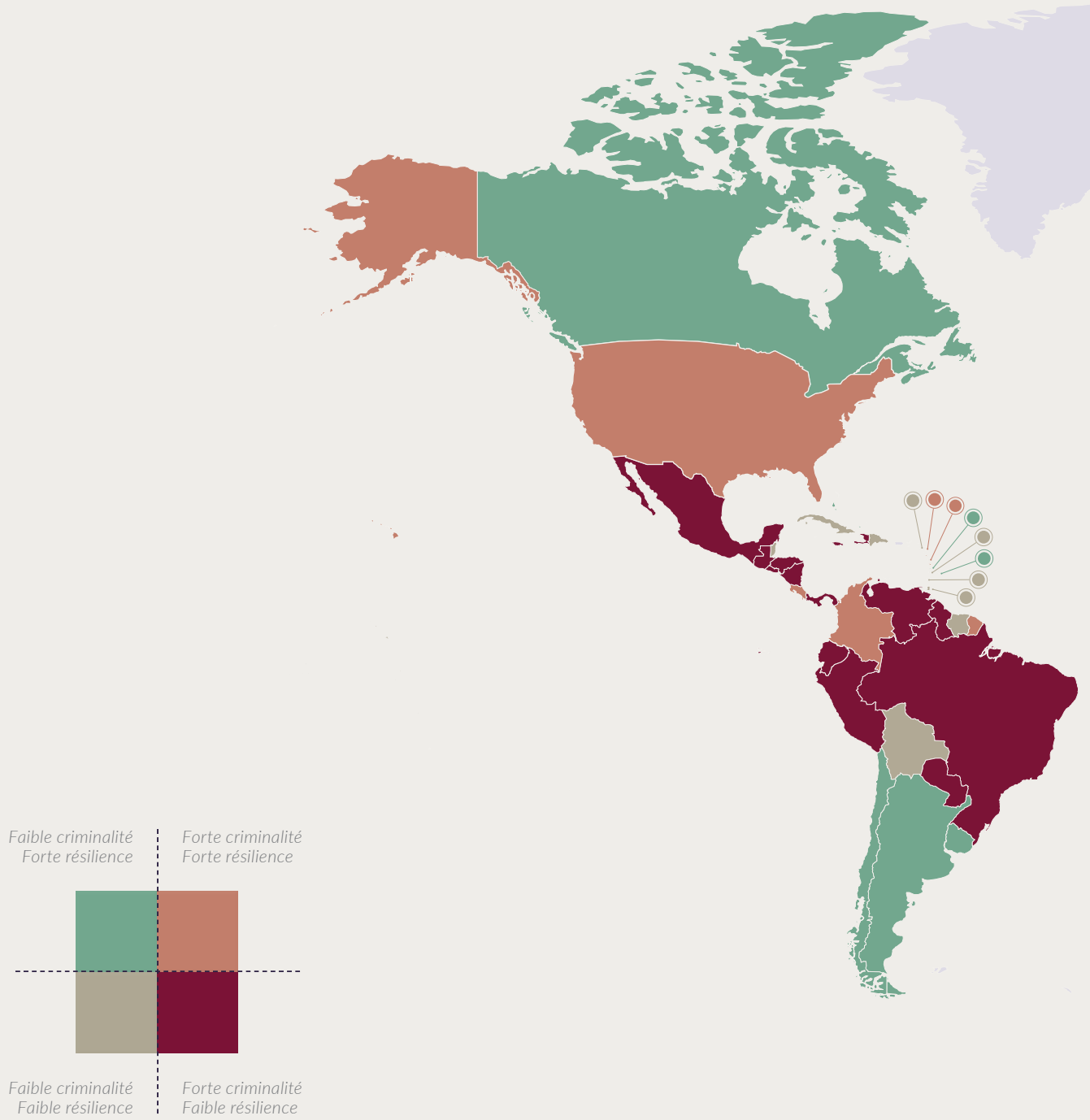
005

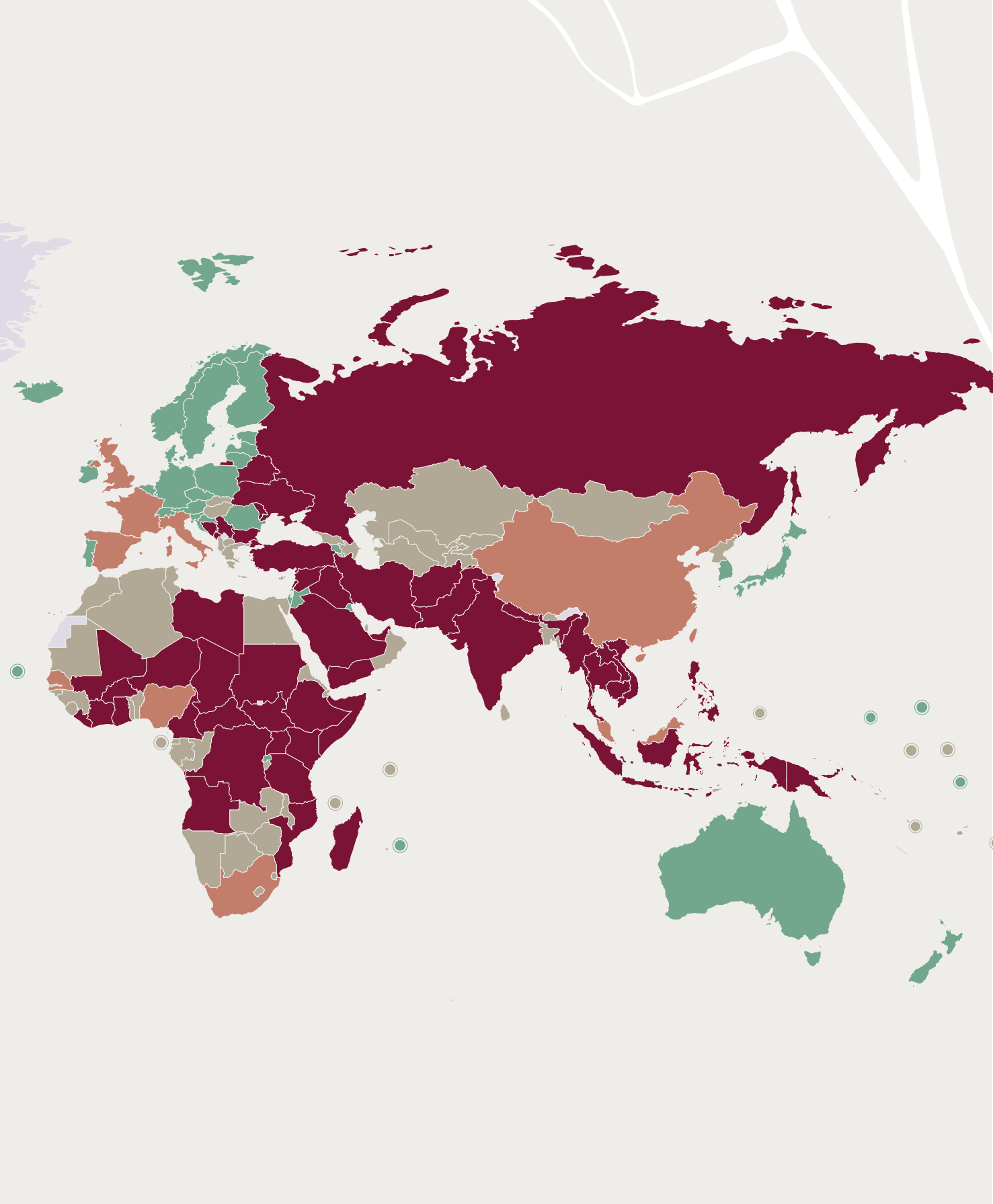
# **Classifications des vulnérabilités**



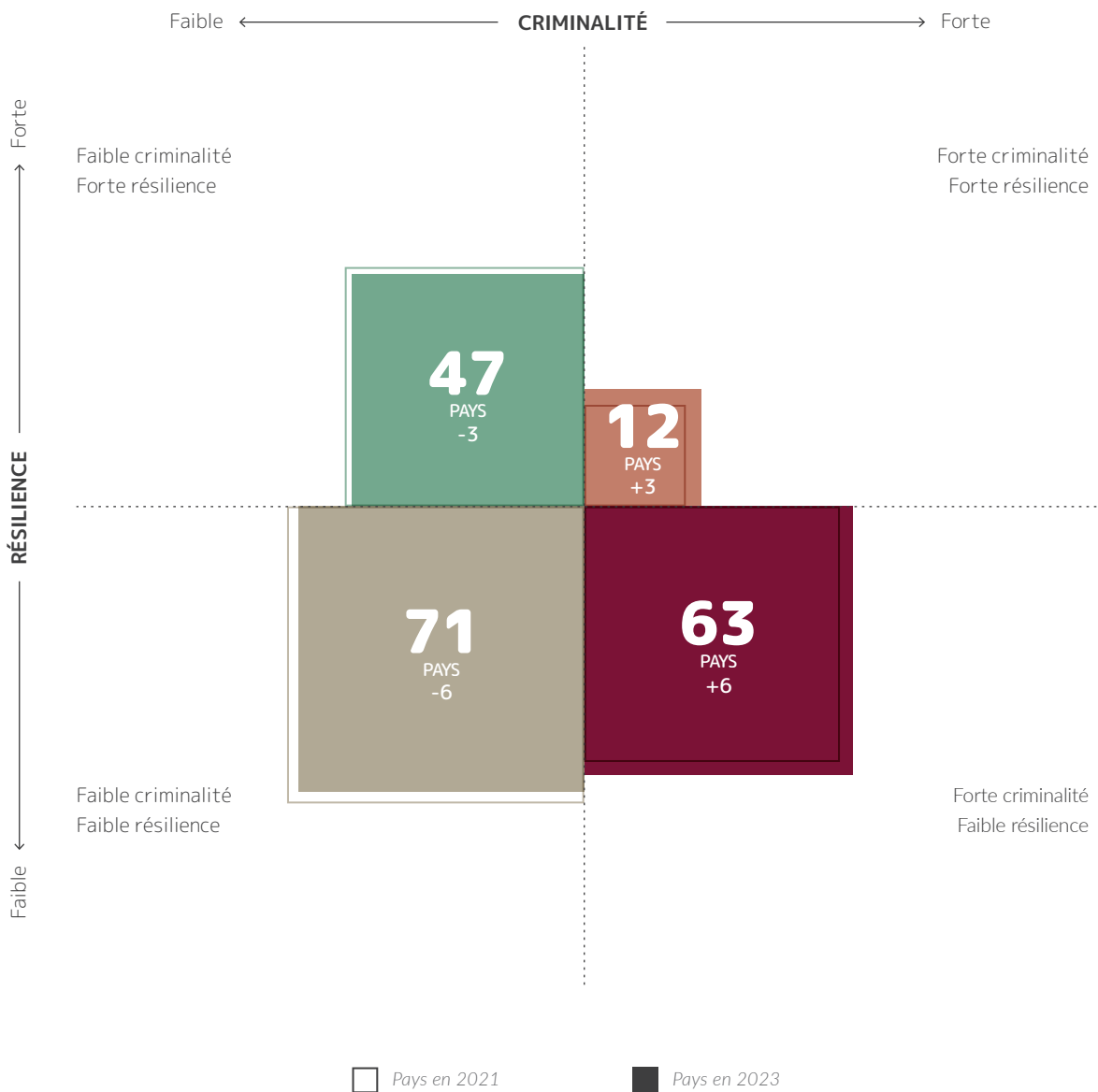
FIGURE 5.1

### Carte des classifications des vulnérabilités





**FIGURE 5.2**  
**Classifications des vulnérabilités**



La structure de l'Indice permet non seulement d'évaluer l'ampleur des comportements criminels, mais aussi de déterminer où se situent les vulnérabilités. De cette manière, les parties prenantes peuvent concentrer leurs efforts afin d'atténuer l'impact de la criminalité organisée.

L'objectif de cette section est d'examiner tout mouvement notable de pays entre les quatre quadrants de la matrice de vulnérabilité (voir la Figure 5.2) depuis l'Indice 2021 et de déterminer les causes sous-jacentes, qu'elles soient liées à la criminalité ou à la résilience.

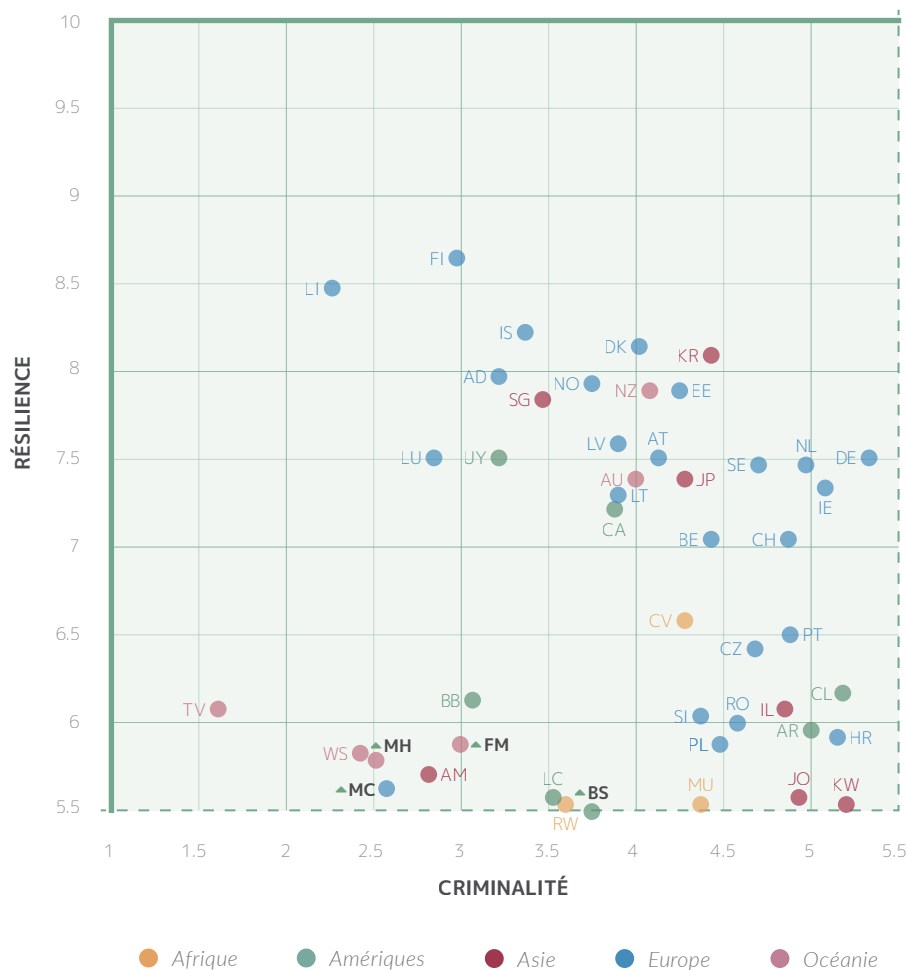
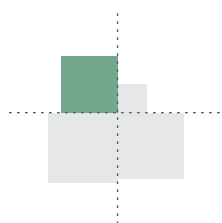






# Faible criminalité – forte résilience

**FIGURE 5.3**  
Faible criminalité – Forte résilience



Le nombre de pays se situant dans le quadrant faible criminalité - forte résilience, qui correspond à la meilleure position face à la criminalité organisée, a diminué de trois depuis l'Indice 2021, pour s'établir à 47. Cela signifie qu'un peu moins d'un quart des États Membres des Nations Unies peuvent être considérés comme prêts à faire face aux menaces de la criminalité organisée auxquelles ils sont confrontés. Toutefois, cela ne signifie en aucun cas que les pays de ce quadrant n'ont pas des domaines dans lesquels ils peuvent améliorer leur résilience. Dans de nombreux cas, le passage à un autre quadrant est probable, car plusieurs pays sont à la limite de tomber dans la catégorie des pays à faible résilience si la volonté politique et les efforts pour améliorer la résilience font défaut.

Si l'on examine les ventilations par région, seuls trois pays africains se situent dans le quadrant faible criminalité - forte résilience : Cabo Verde, Maurice et le Rwanda. Ces deux derniers pays illustrent parfaitement comment la complaisance peut avoir des effets négatifs sur la résilience. Maurice et le Rwanda ont des scores de

résilience de 5,54, ce qui les place tout près de la relégation dans le quadrant faible criminalité - faible résilience, une possibilité étant donné que la résilience globale de Maurice a chuté de 0,13 depuis 2021. Sur les 14 pays d'Océanie, six se situent dans ce quadrant, ce qui, d'une part, est fonction de la petite taille de la majorité des pays de la région et de leur isolation, des facteurs qui réduisent la possibilité que des marchés criminels importants s'y implantent. D'autre part, cependant, les scores élevés de résilience témoignent des efforts de prévention déployés par ces pays. Les Amériques et l'Asie comptent toutes deux sept pays dans ce quadrant. Plus de la moitié des pays européens (24) sont classés comme ayant un faible niveau de criminalité et une forte résilience face à la criminalité organisée. Toutefois, presque tous ces pays se trouvent en Europe de l'Ouest et du Nord, à l'exception de Monaco<sup>88</sup>, du Portugal, de la

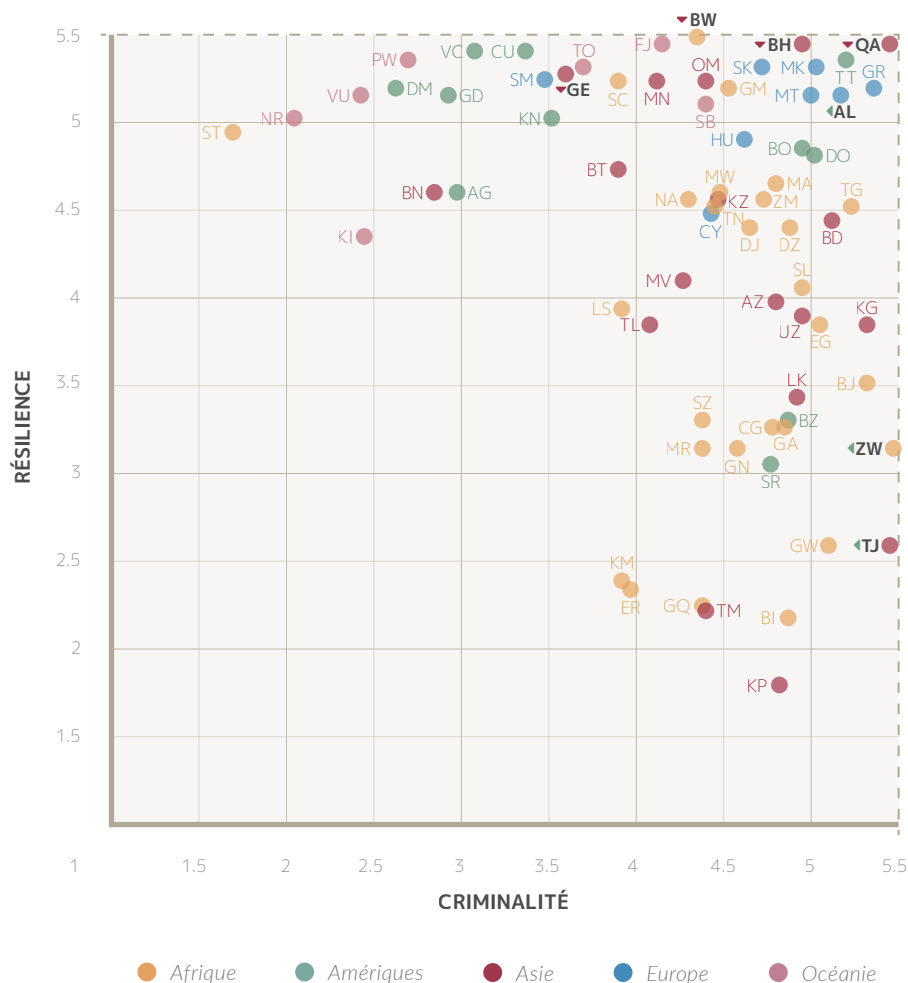
Croatie, de la République tchèque, de la Pologne, de la Roumanie et de la Slovaquie.

Les données montrent que la situation s'est dégradée dans sept pays, les faisant basculer dans un autre quadrant, tandis que quatre pays seulement ont amélioré leurs cadres de lutte contre la criminalité organisée et augmenté leur score de résilience pour se hisser dans la catégorie faible criminalité - forte résilience. Il s'agit des Bahamas, des Îles Marshall, de la Micronésie et de Monaco. Pour l'essentiel, les changements proviennent des efforts déployés dans la sphère de la société civile et de la protection sociale, ainsi que des indicateurs « leadership politique et gouvernance » et « transparence et responsabilité du gouvernement », qui sont tous estimés comme problématiques à l'échelle mondiale.



# Faible criminalité – faible résilience

**FIGURE 5.4**  
Faible criminalité – Faible résilience



Comme lors de l'évaluation de 2021, le quadrant faible criminalité - faible résilience compte à nouveau le plus grand nombre de pays (71). À première vue, les menaces liées à la criminalité organisée auxquelles sont confrontés les pays de ce quadrant ne sont pas significatives. Un examen plus approfondi montre toutefois un regroupement de pays à la limite du quadrant à forte criminalité. En d'autres termes, un certain nombre de pays seraient menacés par des niveaux croissants de criminalité, auxquels leurs cadres de résilience actuels ne sont pas prêts à faire face. Il est donc essentiel que les pays de ce

quadrant soient prévoyants et renforcent leurs capacités de résilience. Du côté positif, il y a aussi un regroupement de pays à la marge entre faible résilience et forte résilience. Environ un tiers des pays de ce quadrant se trouvent à ce seuil critique, et il faudrait peu d'efforts pour renforcer les mesures de résilience afin de les faire passer dans le quadrant faible criminalité - forte résilience.

La répartition régionale montre que la moitié des pays d'Océanie (7) se trouvent dans ce quadrant, six d'entre eux se situant dans le groupe proche d'une forte résilience, à moins de 0,50 du quadrant

faible criminalité - forte résilience. Seuls huit pays européens se trouvent dans ce quadrant, ainsi que 11 pays américains et 18 pays asiatiques. Il est intéressant de noter que, bien que l'Afrique se classe au deuxième rang mondial pour la criminalité, la moitié des pays du continent, soit 27, sont considérés comme ayant de faibles niveaux de criminalité et de résilience. Cela souligne dans une certaine mesure l'ampleur du problème de la criminalité dans le reste du continent.

Les données montrent que sept pays sont passés dans le quadrant faible criminalité - faible résilience. Il s'agit de l'Albanie, du Bahreïn, du Botswana, de la Géorgie, du Qatar, du Tadjikistan et du Zimbabwe. Parmi ces pays, trois ont vu leur score de criminalité baisser par rapport à 2021, mais cela pourrait être attribué dans une certaine mesure aux nouveaux indicateurs qui ont fait baisser la moyenne de la criminalité. Il convient toutefois de souligner que quatre pays ont vu leur score de résilience passer sous le seuil de 5,50, ce qui les a fait entrer dans ce quadrant. Cela nous rappelle une fois de plus que le seul moyen de contrer les dynamiques en constante évolution de la criminalité organisée est que les États adoptent une approche holistique à la résilience et, surtout, qu'ils renforcent sans discontinuer leurs cadres de lutte.

#### ENCADRÉ 5.1

### Interpréter les scores de l'Albanie

En tant que plaque tournante de la criminalité organisée à l'échelle régionale et mondiale, l'Albanie est l'un des pays que la GI-TOC surveille de près. Depuis la dernière itération de l'Indice, le classement de l'Albanie s'est toutefois amélioré, passant de la catégorie de forte criminalité à la catégorie de faible criminalité, ce qui semble inattendu. Même si ce changement indique effectivement une diminution de la criminalité dans le pays, il doit être considéré avec une certaine prudence. S'il est vrai que le pays lutte contre certaines activités criminelles, ce changement dans le classement est plutôt dû à la modification de l'Indice cette année. Un examen plus approfondi des scores de l'Albanie montre que certains des 10 marchés criminels initiaux ont évolué de 0,50 point au maximum. En d'autres termes, la transition vers la tranche de faible criminalité peut être principalement attribuée à la faible omniprésence en Albanie des marchés criminels nouvellement ajoutés, ce qui fait baisser sa moyenne globale de criminalité.

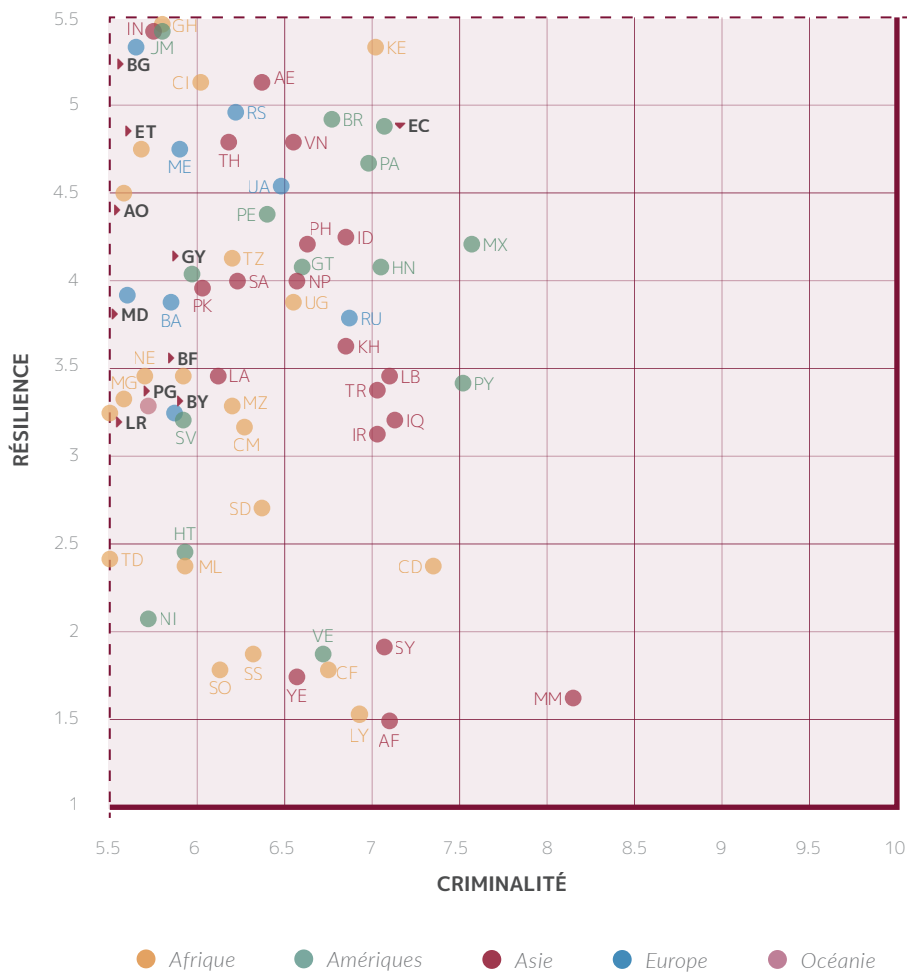
Une autre nuance à prendre en considération est l'implication active des acteurs de la criminalité albanais à l'étranger dans plusieurs marchés criminels transnationaux, où ils ont acquis une

certaine notoriété. Ce phénomène est de plus en plus observé et bien documenté. L'influence des groupes albanais s'est particulièrement accrue en Italie, en France et au Royaume-Uni, au point que, dans certains cas, ils sont devenus les groupes criminels organisés étrangers dominants dans ces pays<sup>89</sup>. Il existe également des indications que des acteurs criminels albanais existent dans les pays d'Amérique latine, exerçant une influence accrue sur des parties clés de la filière de la cocaïne, en particulier en Équateur et au Pérou, ce qui a également entraîné une augmentation de la violence dans ces pays. La présence croissante de groupes albanais en Amérique latine et en Europe témoigne du contrôle accru exercé par ces acteurs sur le trafic transnational de stupéfiants. Néanmoins, leur impact est évalué selon un principe géographique, qui ne prend en compte que le lieu d'où ils opèrent. Ainsi, malgré leur importance accrue en Europe et en Amérique latine, les activités des groupes albanais à l'étranger ne sont pas prises en considération dans l'évaluation de la criminalité en Albanie. Ils sont considérés comme des acteurs étrangers dans les pays où ils sont actifs.



# Forte criminalité – faible résilience

FIGURE 5.5  
Forte criminalité – Faible résilience



Bien que, là encore, les pays aient tendance à se regrouper aux limites du quadrant, la majorité des 63 États du quadrant forte criminalité - faible résilience sont confrontés à des défis considérables. Ceux-ci sont présents à la fois dans les niveaux considérables de criminalité des pays et dans leurs déficiences apparentes à résister et à contrer les menaces auxquelles ils sont confrontés. Par rapport à la première itération de l'Indice, les statistiques montrent que le nombre de pays appartenant à ce quadrant a augmenté de six, pour atteindre 63 en 2023.

La répartition géographique des pays appartenant à la catégorie forte criminalité - faible résilience est dominée par l'Afrique, qui en compte 21, soit une proportion importante du continent. En comparaison, si la vulnérabilité à l'impact de la criminalité organisée est importante, le nombre d'États qui en subissent les effets

est plus faible en Asie et dans les Amériques, avec respectivement 19 et 14 pays. Huit pays européens se trouvent également dans ce quadrant. Il est à noter qu'ils proviennent tous d'une seule et même région, l'Europe centrale et de l'Est. Malgré la transition vers la démocratie à la fin des années 1980 et au début des années 1990, tous les pays dans ce quadrant ont connu un recul de la démocratie et une certaine fragilité, deux d'entre eux, l'Ukraine et la Russie, étant engagés dans une guerre totale. En effet, une grande partie des États de ce quadrant ont connu une forme de fracture, que ce soit sous la forme d'un conflit, d'une rébellion, d'une guerre ouverte ou d'une autre forme de fragilité. L'Afghanistan, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, l'Iraq, la Libye, l'Ukraine et le Yémen en sont les exemples les plus frappants. Les fractures dans la stabilité politique des États sont un autre moteur de l'augmentation de la criminalité et de l'incapacité associée des pays à développer des mesures adéquates pour

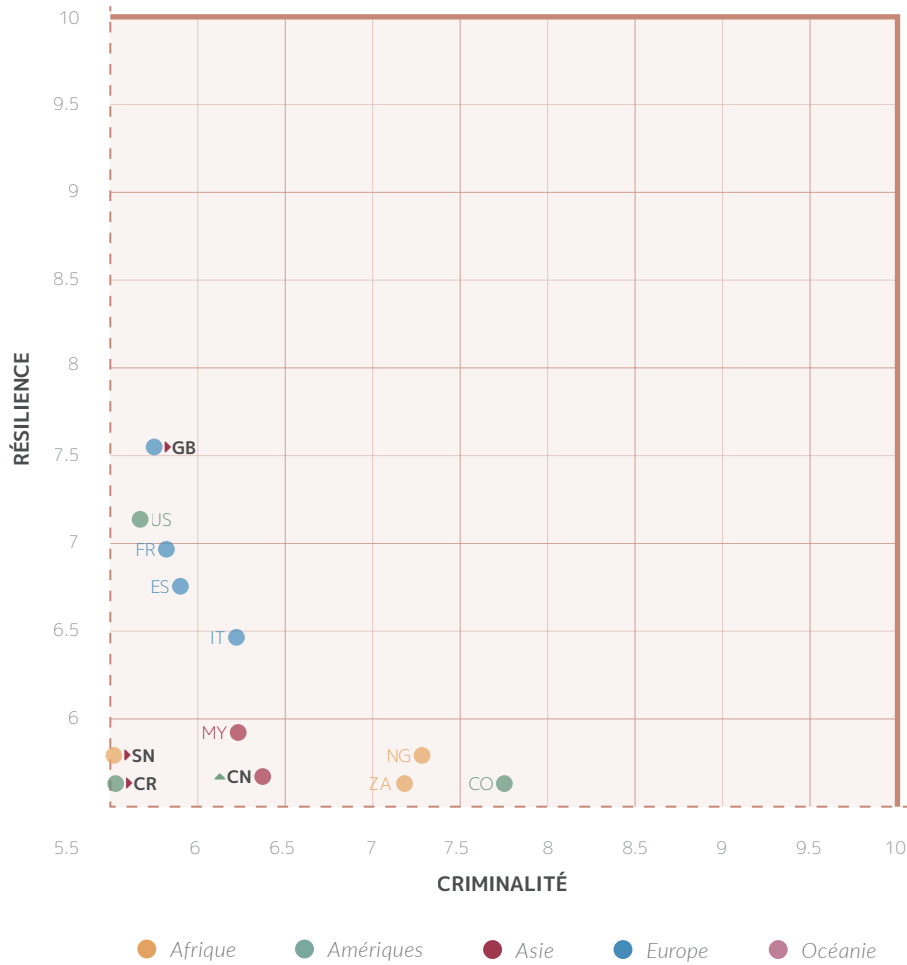
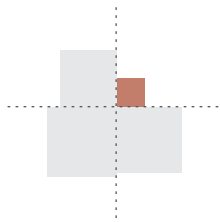
faire face. Un certain nombre de pays de ce quadrant ont vu leurs valeurs démocratiques et l'État de droit mis en péril, ce qui a entraîné une détérioration de la criminalité organisée.

Tous les pays qui sont passés dans la catégorie forte criminalité - faible résilience ont connu un pic de criminalité sans que leur gouvernement ne prenne les mesures adéquates pour relever ces nouveaux défis. L'un des meilleurs exemples est celui de la Bulgarie, où la corruption endémique rampante s'est poursuivie sur fond d'instabilité politique, avec quatre élections législatives en l'espace d'un an et demi. Le pays étant dirigé par des gouvernements intérimaires et sans assemblée nationale fonctionnant sans interruption, la résolution de l'impasse politique a été la priorité. Cela montre bien que pour de nombreux pays de ce quadrant, la résolution des problèmes de leadership politique et de gouvernance est un point de départ essentiel pour renforcer ensuite la résilience à la criminalité organisée.



# Forte criminalité – forte résilience

FIGURE 5.6  
Forte criminalité – forte résilience



Comme nous l'avons souligné précédemment dans ce rapport, le quadrant forte criminalité - forte résilience est peut-être la catégorie la plus contre-intuitive. Mais c'est aussi le quadrant qui compte le moins de pays. Seuls 12 pays en font partie : Afrique du Sud, Chine, Colombie, Costa Rica, Espagne, France, Italie, Malaisie, Nigéria, Royaume-Uni, Sénégal et États-Unis. La plupart des pays de l'échantillon tendent à être économiquement bien développés, comme auparavant. On peut penser que l'inclusion dans cet Indice d'indicateurs qui affectent de manière disproportionnée les pays développés, en particulier la criminalité financière et la criminalité cyberdépendante ainsi que les acteurs de la criminalité du secteur privé, a mis en lumière la vulnérabilité de ces nations à ces formes de criminalité. C'est certainement le cas pour le Costa Rica, le Sénégal et le Royaume-Uni, trois des



quatre pays qui sont passés dans ce quadrant en 2023, et dont l'augmentation des scores de criminalité est à l'origine de ce changement. Il serait donc difficile pour les nations dans cette situation de renforcer leurs cadres de résilience de manière à contenir la criminalité dans son ensemble à des niveaux plus bas.

Mais malgré les défis, il n'y a pas de place pour la complaisance, sinon les pays risquent d'être submergés par le fardeau déjà bien lourd que représente la criminalité organisée. Cela a été le cas de l'Équateur, qui est le seul pays à être sorti du quadrant forte criminalité - forte résilience et qui peine maintenant à faire face à une aggravation sévère de la criminalité organisée dans le pays.





## ENCADRÉ 5.2

## Les États-Unis et le Royaume-Uni : l'impact de la criminalité financière

Deux des économies les plus développées et les plus importantes du monde, les États-Unis et le Royaume-Uni, ont vu leurs moyennes de criminalité augmenter, signe d'une tendance inquiétante qui n'épargne pas les pays largement considérés comme stables et riches. Dans le cas de ces deux pays membres du G7, l'augmentation des niveaux de criminalité semble être due à l'inclusion de nouveaux indicateurs, dont certains prospèrent dans des économies robustes. Les exemples les plus flagrants de ces économies illicites sont la criminalité cyberdépendante et la criminalité financière.

De nombreuses économies développées sont plus exposées à la criminalité financière, un effet secondaire de leur cadre réglementaire favorable aux entreprises, de leur ouverture aux capitaux et aux investissements étrangers et de leur intégration dans le système financier mondial. Tous ces facteurs, qui rendent ces pays attrayants pour les activités financières légitimes, les rendent également vulnérables à l'exploitation criminelle. Au Royaume-Uni, par exemple, bien que Londres soit l'un des plus grands centres financiers du monde et un épicode pour les paiements, les investissements et le secteur bancaire à l'échelle internationale, ce qui stimule certainement la croissance économique, l'omniprésence de la criminalité financière constitue un risque sérieux. Ces dernières années, de nombreux rapports ont mis en évidence l'ampleur de ce type de criminalité et son impact sur le pays, et ont esquissé des réponses possibles pour l'endiguer<sup>90</sup>. Néanmoins, malgré la prise de conscience croissante de ce phénomène, les institutions et les parties prenantes n'auraient pas porté de coup décisif à cette menace grandissante.

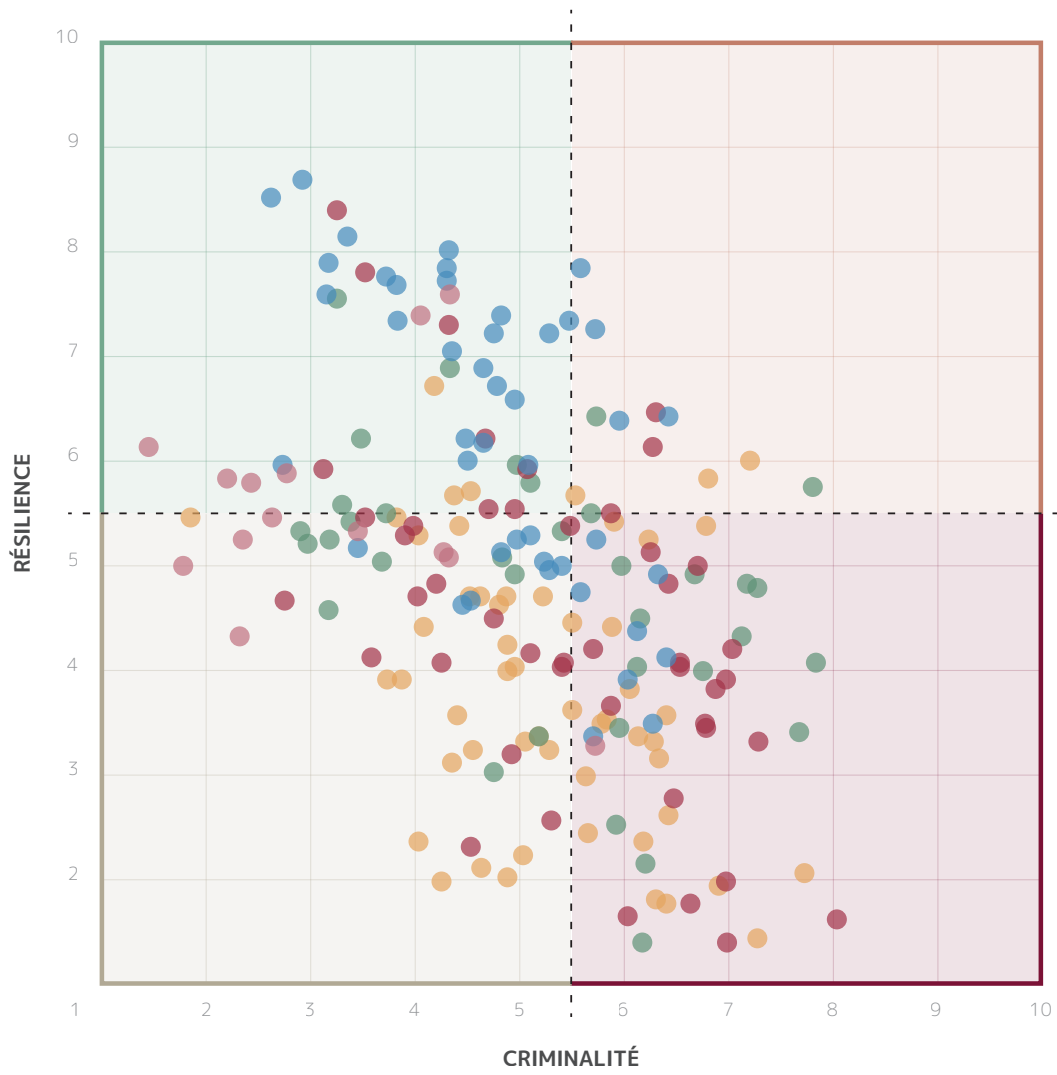
Les statistiques officielles indiquent que la fraude constitue le type de crime le plus important en Angleterre et au Pays de Galles, avec un adulte sur 15 victime de fraude en 2022 (18% d'entre eux ayant été victimes plus d'une fois), tandis que 80% de toutes les fraudes signalées ont été cyber-facilitées. La fraude numérique, en particulier, a considérablement augmenté au Royaume-Uni, les prises de contrôle de comptes et les fraudes aux transferts de paiements ont connu un pic ces dernières années, également en raison de la dépendance accrue aux outils numériques découlant de la pandémie de

COVID-19. Cependant, les activités financières frauduleuses sont également toujours liées à des infractions plus traditionnelles, telles que l'évasion fiscale, le détournement de fonds et l'utilisation abusive de ressources publiques. De même, selon les dernières statistiques disponibles publiées par la Commission fédérale du commerce des États-Unis, les citoyens américains ont perdu près de 8,8 milliards de dollars à cause de divers types d'escroqueries en 2022, ce qui représente une augmentation de plus de 30 % des pertes liées à la fraude par rapport à l'année précédente. En 2021, on estimait que 5 % des citoyens américains avaient été victimes d'une fraude, perdant collectivement 5,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 70 % par rapport à 2020<sup>91</sup>. La plupart des fraudes aux États-Unis prennent la forme d'escroqueries à l'imposeur, d'escroqueries aux services internet et d'escroqueries aux opportunités d'affaires. Les entreprises et les institutions financières sont également fréquemment visées dans le pays, les taux de fraude et les pertes augmentant pour presque tous les types de paiement entre 2021 et 2022<sup>92</sup>.

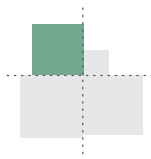
La criminalité financière constitue une menace importante pour la sécurité et la prospérité des pays développés, car elle met en péril la solidité des systèmes financiers et touche tous les secteurs de la société, des citoyens au secteur privé en passant par les institutions. L'inquiétude du public s'est accrue face à l'échec des États à mettre en place une réponse adéquate et à l'incapacité des institutions mandatées à remédier aux déficiences systémiques, telles que la faiblesse des contrôles de l'information, les vides juridiques en matière de transparence, l'inefficacité de la surveillance et de l'application des lois. Bien que les criminels dans la sphère financière soient souvent bien organisés et tenaces, les gouvernements et l'industrie doivent travailler ensemble pour prendre des mesures proactives afin de lutter contre la fraude. Cet objectif a été souligné dans la stratégie britannique de lutte contre la fraude de 2023, qui vise à réduire la fraude de 10 % par rapport aux niveaux de 2019 d'ici à décembre 2024, grâce à une coopération et à un partage des renseignements accrus, et à des efforts renforcés des forces de l'ordre, y compris de meilleures procédures d'enquête et de poursuite et des systèmes améliorés permettant aux victimes de signaler de tels crimes à la police<sup>93</sup>.

FIGURE 5.7

## Criminalité et résilience – classement des pays

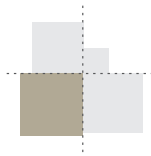


● Afrique ● Amériques ● Asie ● Europe ● Océanie



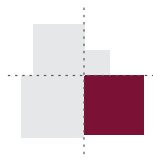
### Faible criminalité - forte résilience | 47 pays | ↘ -3

● AD ANDORRE	● CZ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	● LV LETTONIE	● PL POLOGNE
● AR ARGENTINE	● DK DANEMARK	● LI LIECHTENSTEIN	● PT PORTUGAL
● AM ARMÉNIE	● EE ESTONIE	● LT LITUANIE	● RO ROUMANIE
● AU AUSTRALIE	● FI FINLANDE	● LU LUXEMBOURG	● RW RWANDA
● AT AUTRICHE	● DE ALLEMAGNE	● MH ÎLES MARSHALL	● WS SAMOA
● BS BAHAMAS	● IS ISLANDE	● MU MAURICE	● SG SINGAPOUR
● BB BARBADE	● IE IRLANDE	● FM MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	● SI SLOVÉNIE
● BE BELGIQUE	● IL ISRAËL	● MC MONACO	● LC SAINTE-LUCIE
● CV CABO VERDE	● JP JAPON	● NL PAYS-BAS	● SE SUÈDE
● CA CANADA	● JO JORDANIE	● NZ NOUVELLE-ZÉLANDE	● CH SUISSE
● CL CHILI	● KR CORÉE, RÉP.	● NO NORVÈGE	● TV TUVALU
● HR CROATIE	● KW KOWEÏT		● UY URUGUAY



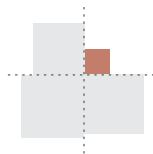
### Faible criminalité - faible résilience | 71 pays | ↘ -6

● AL ALBANIE	● DM DOMINIQUE	● KG KIRGHIZISTAN	● SK SLOVAQUIE
● DZ ALGÉRIE	● DO RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	● LS LESOTHO	● SB ÎLES SALOMON
● AG ANTIGUA-ET-BARBUDA	● EG ÉGYPTÉ	● MW MALAWI	● LK SRI LANKA
● AZ AZERBAÏDJAN	● GQ GUINÉE ÉQUATORIALE	● MV MALDIVES	● KN SAINT-KITTS-ET-NEVIS
● BH BAHRÉÏN	● ER ÉRYTHRÉE	● MT MALTE	● VC SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES
● BD BANGLADESH	● SZ ESWATINI	● MR MAURITANIE	● SR SURINAME
● BZ BELIZE	● FJ FIDJI	● MA MAROC	● TJ TADJIKISTAN
● BJ BÉNIN	● GA GABON	● NA NAMIBIE	● TL TIMOR-LESTE
● BT BHOUTAN	● GM GAMBIE	● NR NAURU	● TG TOGO
● BO BOLIVIE	● GE GÉORGIE	● MK MACÉDOINE DU NORD	● TO TONGA
● BW BOTSWANA	● GR GRÈCE	● OM OMAN	● TT TRINITÉ-ET-TOBAGO
● BN BRUNÉI DARUSSALAM	● GD GRENADE	● PW PALAOS	● TN TUNISIE
● BI BURUNDI	● GN GUINÉE	● QA QATAR	● TM TURKMÉNISTAN
● KM COMORES	● GW GUINÉE-BISSAU	● SM SAINT-MARIN	● UZ OUBÉKISTAN
● CG CONGO, REP.	● HU HONGRIE	● ST SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	● VU VANUATU
● CU CUBA	● KZ KIRGHIZISTAN	● SC SEYCHELLES	● ZM ZAMBIE
● CY CHYPRE	● KI KIRIBATI	● SL SIERRA LEONE	● ZW ZIMBABWE
● DJ DJIBOUTI	● KP RÉP. POP. DÉM. DE CORÉE		



### Forte criminalité – faible résilience | 63 pays | ↗ +6

● AF AFGHANISTAN	● ET ÉTHIOPIE	● MG MADAGASCAR	● RU RUSSIE
● AO ANGOLA	● GH GHANA	● ML MALI	● SA ARABIE SAOUDITE
● BY BÉLARUS	● GT GUATEMALA	● MX MEXIQUE	● RS SERBIE
● BA BOSNIE-HERZÉGOVINE	● GY GUYANA	● MD MOLDAVIE	● SO SOMALIE
● BR BRÉSIL	● HT HAÏTI	● ME MONTÉNÉGRO	● SS SOUDAN DU SUD
● BG BULGARIE	● HN HONDURAS	● MZ MOZAMBIQUE	● SD SOUDAN
● BF BURKINA FASO	● IN INDE	● MM MYANMAR	● SY SYRIE
● KH CAMBODGE	● ID INDONÉSIE	● NP NÉPAL	● TZ TANZANIE
● CM CAMEROUN	● IR IRAN	● NI NICARAGUA	● TH THAÏLANDE
● CF RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	● IQ IRAQ	● NE NIGER	● TR TÜRKIYE
● TD TCHAD	● JM JAMAÏQUE	● PK PAKISTAN	● UG OUGANDA
● CD RÉP. DÉM. DU CONGO	● KE KENYA	● PA PANAMA	● UA UKRAINE
● CI CÔTE D'IVOIRE	● LA LAOS	● PG PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	● AE ÉMIRATS ARABES UNIS
● EC ÉQUATEUR	● LB LIBAN	● PY PARAGUAY	● VE VENEZUELA
● SV EL SALVADOR	● LR LIBÉRIA	● PE PÉROU	● VN VIET NAM
	● LY LIBYE	● PH PHILIPPINES	● YE YÉMEN



### Forte criminalité – forte résilience | 12 pays) | ↗ +3

● CN CHINE	● FR FRANCE	● NG NIGÉRIA	● ES ESPAGNE
● CO COLOMBIE	● IT ITALIE	● SN SÉNÉGAL	● GB ROYAUME-UNI
● CR COSTA RICA	● MY MALAISIE	● ZA AFRIQUE DU SUD	● US ÉTATS-UNIS







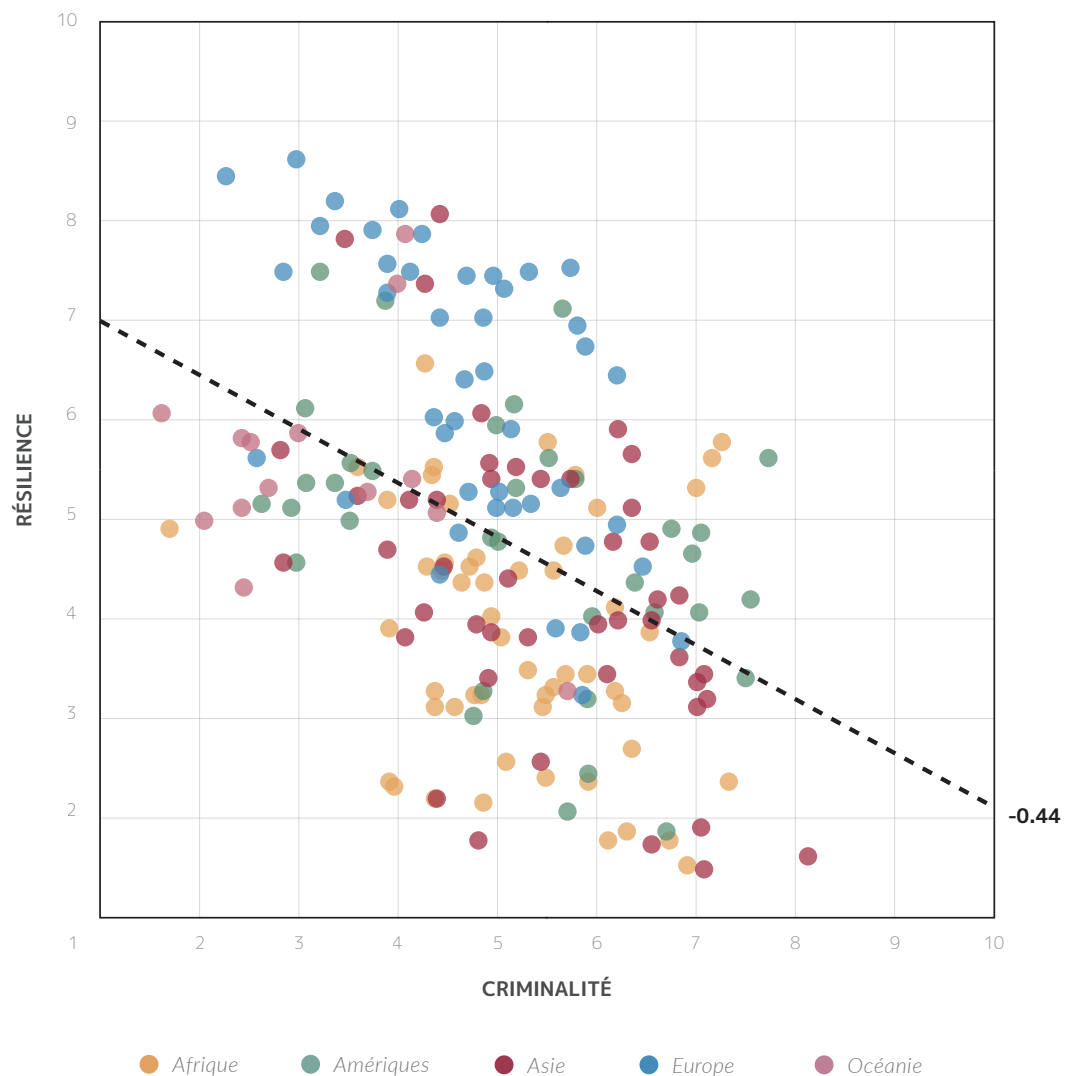


# Marchés criminels, acteurs et résilience :

Comprendre les dynamiques

Même si cinq nouveaux marchés criminels et un nouveau type d'acteur de la criminalité ont été inclus dans la version 2023, les dynamiques entre la criminalité et la résilience sont restées similaires aux résultats de l'Indice 2021. Comme le montrent les données, la criminalité et la résilience sont négativement corrélées (-0,44, contre -0,45 en 2021). Par conséquent, moins un État est résilient face à la menace de la criminalité organisée, plus il est probable qu'il soit confronté à la criminalité, et vice versa : une résilience plus élevée équivaut à une moindre omniprésence des marchés criminels et des acteurs de la criminalité. Cependant, à -0,44, la relation n'est pas très forte (voir la Figure 6.1, qui montre comment les pays sont répartis dans la matrice criminalité - résilience).

**FIGURE 6.1**  
**Criminalité et résilience**



La raison est que la relation entre résilience et criminalité n'est pas aussi linéaire que notre intuition pourrait le suggérer, et plusieurs facteurs déterminent les dynamiques entre criminalité et résilience. En effet, un nombre croissant de pays s'écartent du schéma que la logique voudrait qu'ils suivent, comme le montre la Figure 6.1.

Mais pourquoi observons-nous de telles anomalies ? Pour répondre à cette question, nous devons examiner les deux catégories de la matrice de vulnérabilité incluant les pays qui s'écartent de la relation linéaire entre criminalité et résilience.

Cela inclut les pays qui appartiennent à la catégorie faible criminalité - faible résilience, ainsi que certains des pays qui appartiennent à la catégorie forte criminalité - forte résilience. La catégorie faible criminalité - faible résilience comprend le plus grand nombre de pays, soit 71. Compte tenu de leurs niveaux de criminalité relativement faibles, avec un score moyen inférieur à 5,50, certains de ces pays peuvent avoir très peu de marchés criminels de taille, voire aucun.

Si l'on prend l'Océanie en exemple pour illustrer ces dynamiques, le continent peut se targuer d'avoir le score global de criminalité le plus bas, et ce de loin (3,23 par rapport au score mondial de 5,03). À l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, la plupart des États insulaires se trouvent bien loin des principaux flux de trafic, ce qui explique en partie leurs scores de criminalité comparativement plus faibles. En raison de ces niveaux plus bas de vulnérabilité à la criminalité, certains États insulaires du Pacifique n'ont tout simplement pas été incités à mettre en place des mesures de résilience sous la forme de cadres réglementaires ou institutionnels de lutte contre la criminalité organisée. Pour ces pays, leur classement dans la catégorie faible résilience - faible criminalité n'est pas tant une anomalie qu'une conséquence du fait qu'ils ont été largement contournés par les flux de criminalité organisée et ne sont donc pas incités à adopter des mesures de résilience.

L'Afrique est un autre bon exemple. La grande majorité des pays du continent se situent dans la fourchette de résilience faible (48 sur 54), et la plupart d'entre eux (27) ne connaissent pas des niveaux de criminalité élevée. Si les facteurs environnementaux et géographiques jouent certainement un rôle dans les faibles scores de criminalité de ces pays, il existe également des conditions économiques qui ont empêché le développement d'un grand nombre de marchés criminels plus répandus et d'acteurs de la criminalité influents. Dans le même temps, les facteurs économiques, tels que les faibles revenus et la grande pauvreté, entravent la capacité des États à élaborer et à appliquer des mesures efficaces de lutte contre la criminalité organisée.

Ces facteurs contribuent à expliquer pourquoi la relation entre la criminalité et la résilience est encore moins prononcée dans ces régions qu'elle ne l'est à l'échelle mondiale. Les corrélations pour l'Océanie et l'Afrique ne sont pas statistiquement significatives.

Outre les considérations exposées ci-dessus, un autre élément à prendre en compte lors de l'analyse de la relation entre la criminalité et la résilience est la composition thématique de l'Indice, c'est-à-dire les marchés criminels qu'il couvre. On peut soutenir que la relation ambiguë entre la criminalité et la résilience peut s'expliquer par la nature de certains marchés criminels spécifiques. En effet, comme c'était le cas dans la première version de l'Indice, l'ensemble de la catégorie concernant les drogues n'a que peu de corrélation avec la résilience globale. La corrélation entre la résilience, d'une part, et le trafic de drogues de synthèse, le trafic d'héroïne et le commerce illicite de cannabis, d'autre part, est négative, mais n'est pas statistiquement significative. Il est toutefois intéressant de noter que, similairement aux résultats de l'analyse 2021, la cocaïne continue d'afficher une relation positive, bien que faible, avec la résilience globale (0,19). Cette relation, certes non significative, suggère que, comme pour les trois autres marchés de la drogue, l'omniprésence du commerce de cocaïne est relativement indépendante de la résilience générale d'un pays. La direction positive de la corrélation souligne, comme dans l'édition précédente de l'Indice, que les pays riches et généralement plus résilients sont légèrement plus susceptibles d'être touchés par ce commerce illicite, car ils sont principalement classés comme des marchés de consommation.

Une relation similaire existe pour l'un des marchés criminels nouvellement incorporés dans cette édition de l'Indice : la criminalité cyberdépendante, un marché qui est également positivement corrélé avec la résilience globale (0,31). Les résultats pour la criminalité cyberdépendante suggèrent que les pays ayant des niveaux élevés de résilience à la criminalité organisée sont tout aussi susceptibles d'avoir un marché de la criminalité cyberdépendante bien développé que les pays ayant de faibles niveaux de résilience. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les États riches et développés, qui ont tendance à être plus résilients, sont une cible pour les infractions cyberdépendantes. Cela expliquerait également



la corrélation comparativement plus élevée entre la « capacité de réglementation économique » et la criminalité cyberdépendante (0,38) : les pays qui disposent d'un environnement économique bien établi, à l'abri de la criminalité organisée traditionnelle, ont permis à leurs citoyens de s'enrichir, ce qui fait d'eux des cibles attrayantes. Il se peut donc que les pays riches connaissent des taux de victimisation plus élevés pour les infractions cyberdépendantes. Toutefois, les contextes où les structures de résilience essentielles (les cadres réglementaires et leurs mécanismes de mise en œuvre) accusent un retard, sont également susceptibles d'être de plus en plus touchés par ces menaces, car ils ne peuvent pas suivre la vitesse à laquelle cette forme de criminalité se développe.

La sous-composante « marchés criminels » n'explique toutefois que partiellement les dynamiques qui sous-tendent la relation entre criminalité et résilience. Comme nous l'avons déjà souligné, la composante « criminalité » comporte également une deuxième sous-composante : les acteurs de la criminalité. Celle-ci vise à mesurer l'influence des différentes typologies de groupes criminels ainsi que leur impact. Les chiffres montrent que les scores globaux des acteurs de la criminalité sont un meilleur indicateur de l'état de la résilience dans un pays donné que les

marchés criminels. La relation est modérément négative (-0,49), ce qui signifie que plus les scores des acteurs de la criminalité augmentent, plus la résilience a tendance à diminuer. La même relation est observée entre les marchés criminels et la résilience, bien qu'elle soit un peu plus faible (-0,35).

L'analyse a démontré une faible corrélation entre la résilience et les différents types d'acteurs de la criminalité au niveau mondial, à l'exception des acteurs intégrés à l'État, qui sont à l'origine d'une forte relation négative (-0,79), conformément à l'analyse de 2021. Il est donc permis de penser que la typologie des acteurs intégrés à l'État est au cœur de la forte interrelation entre les acteurs de la criminalité et la résilience. En outre, si l'association entre la résilience et les différents types d'acteurs peut varier en fonction du contexte régional, les acteurs intégrés à l'État sont liés aux niveaux de résilience dans une large mesure sur les cinq continents, en particulier en Europe, où la corrélation entre les deux indicateurs est très forte (-0,90). Similairement aux résultats de 2021, les conclusions actuelles servent à réitérer à quel point la présence de criminels agissant au sein de l'appareil d'État est un facteur de dissuasion crucial au développement de stratégies et d'institutions adéquates et fonctionnelles visant à enrayer la criminalité organisée.



# Convergence de la criminalité

Comme nous l'avons vu plus haut dans le rapport, la criminalité financière est en tête de liste des marchés les plus répandus. Toutefois, malgré sa prévalence mondiale, la présence d'un marché de la criminalité financière n'est pas le meilleur indicateur de la criminalité globale, avec un coefficient de corrélation de 0,71. En fait, le racket d'extorsion et le chantage à la protection, ainsi que le trafic d'armes, présentent la corrélation la plus forte avec la criminalité (0,79), suivis par la traite des personnes (0,78), le trafic d'êtres humains (0,75) et la criminalité liée aux ressources non renouvelables (0,73).

À l'autre extrémité du spectre, comme c'était le cas en 2021, le commerce de cocaïne reste faiblement corrélé à la criminalité globale (0,31). De même, bien que la criminalité cyberdépendante ait apparemment augmenté au cours des deux dernières années, ce marché criminel a le deuxième coefficient de corrélation avec la criminalité le plus faible (0,45).

La portée transnationale de ces flux a été largement facilitée par la mondialisation. Un certain nombre d'études ont affirmé que la mondialisation et les progrès des technologies de l'information ont énormément profité aux groupes criminels organisés, permettant aux acteurs de la criminalité d'étendre leurs opérations tout en diversifiant leurs activités criminelles<sup>94</sup>. Il y a donc une convergence croissante entre les marchés criminels, ou en d'autres termes, un chevauchement entre les marchés criminels ainsi que les groupes criminels impliqués.

## ENCADRÉ 6.1

### Plateformes de messagerie cryptées

Les groupes criminels organisés intègrent les nouvelles technologies dans leurs activités illicites afin d'étendre et de diversifier leurs activités. L'utilisation des technologies modernes a rendu leurs activités plus sophistiquées et plus complexes, ce qui les aide à échapper aux forces de l'ordre.

L'un des principaux outils utilisés par les groupes criminels sont les plateformes de communication cryptées, EncroChat et Sky ECC étant les plus populaires. Ces plateformes sont largement utilisées pour le commerce illicite de drogues et les affaires de corruption, car elles fournissent un moyen de communication sécurisé entre les utilisateurs, garantissant un niveau élevé d'anonymat

et de non-traçabilité. De vastes opérations ont été menées par les forces de l'ordre internationales et nationales pour s'attaquer à ces cryptages de données, ce qui a permis de démanteler des opérations à grande échelle de la criminalité organisée, de procéder à un grand nombre d'arrestations et de saisir des revenus illicites dans le monde entier<sup>95</sup>. Même si ces opérations se sont avérées efficaces dans une certaine mesure pour combattre et prévenir la criminalité organisée, les arrestations liées à Sky ECC se poursuivant en 2022, les groupes criminels organisés sont intrinsèquement capables de s'adapter et de trouver de nouvelles méthodes et des avancées technologiques pour soutenir leurs activités illicites.





L'Indice a identifié un certain nombre d'exemples de convergence de la criminalité, notamment entre la traite des personnes et le trafic d'êtres humains, où le coefficient de corrélation est estimé à 0,79, soit la corrélation la plus élevée entre deux marchés criminels. D'une région à l'autre, la force de cette relation varie de 0,87 et 0,84 dans les Amériques et en Asie, respectivement, à 0,79 en Europe et 0,62 en Océanie. La raison probable de ce lien étroit entre les deux est que la limite entre la traite des personnes et le trafic d'êtres humains est floue dans de nombreuses régions. Ce qui peut commencer comme un trafic d'êtres humains cherchant à s'installer ailleurs peut se transformer en traite des personnes, avec des personnes exploitées en route vers leur destination ou après y être arrivées, forcées de rembourser des dettes contractées ou sans moyens de se débrouiller seules et devenant victimes de diverses formes d'exploitation.

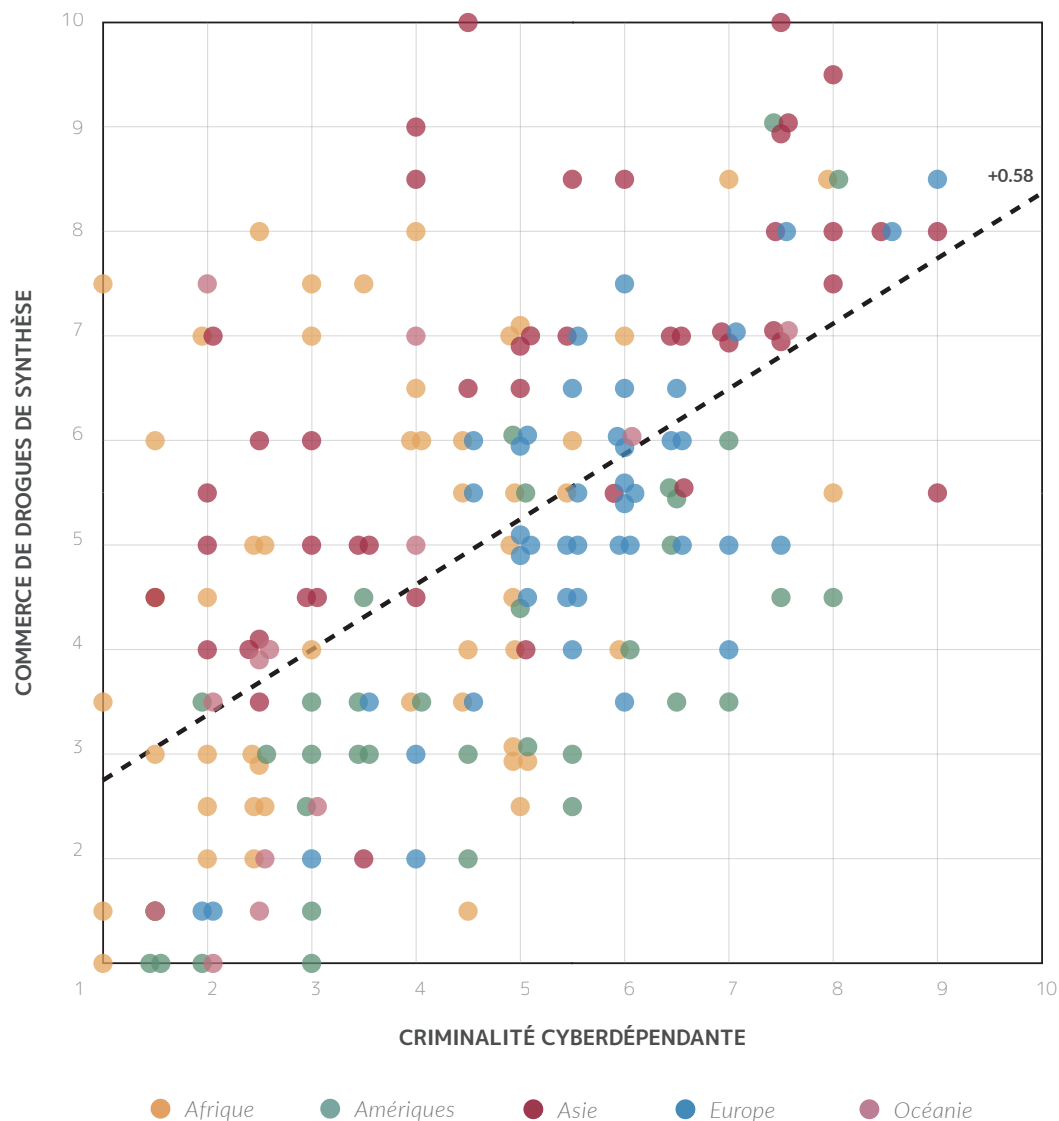
Outre sa relation étroite avec le trafic d'êtres humains, la traite des personnes présente au niveau global une corrélation modérée avec la moitié de tous les autres marchés criminels, y compris les nouveaux marchés ajoutés pour cette deuxième édition de l'Indice, à l'exception de la criminalité cyberdépendante. Malgré le chevauchement possible entre la traite des personnes et d'autres marchés, il est important de reconnaître qu'une corrélation n'est pas synonyme de causalité. En d'autres termes, il n'y a pas nécessairement de lien direct entre les marchés qui expliquerait cette relation apparente.

Le deuxième coefficient de corrélation le plus élevé reste celui entre la criminalité liée à la flore et la criminalité liée à la faune (0,72), avec un léger changement par rapport à l'Indice 2021 (0,71). Et, comme indiqué précédemment, cela s'explique probablement par le fait qu'il existe un chevauchement géographique entre les pays sources pour ces deux types de criminalité. En d'autres termes, les pays sources qui ont une plus grande biodiversité de la faune sont également susceptibles d'avoir une couverture forestière étendue ou une grande diversité d'espèces végétales convoitées. Malgré cette forte corrélation, les marchés de la flore et de la faune ne sont que faiblement corrélés à d'autres marchés criminels, les exceptions étant le marché de la criminalité liée aux ressources non renouvelables et, de manière surprenante, le commerce de produits de contrefaçon. Il semble logique que la corrélation modérée entre les marchés de la flore et des ressources non renouvelables (0,52), ainsi qu'entre la faune et les ressources non renouvelables (0,45), traduise un certain degré de convergence entre les marchés de la criminalité environnementale.

La criminalité cyberdépendante est faiblement corrélée avec presque tous les autres marchés criminels, et les résultats de l'analyse suggèrent que les coefficients de corrélation vont de 0,22 (criminalité cyberdépendante vs criminalité liée à la faune) à 0,47 (criminalité cyberdépendante vs criminalité financière). La relation avec le commerce de drogues de synthèse est la principale exception (voir la Figure 6.2).

FIGURE 6.2

## Criminalité cyberdépendante vs commerce de drogues de synthèse



Au cours des dernières années, on note une tendance mondiale accrue à l'achat en ligne de drogues de synthèse (ce qui correspond au commerce de drogues de synthèse cyber-facilité dans les définitions de l'Indice). Un tel comportement des utilisateurs pourrait indiquer un cyber-environnement bien développé, ce qui, à son tour, impliquerait vraisemblablement un risque accru de criminalité cyberdépendante. Une pratique illicite récente qui illustre cette tendance émergente est l'utilisation généralisée des cryptomonnaies comme mode de paiement privilégié par certains groupes criminels organisés transnationaux impliqués dans le commerce de drogues de synthèse, en particulier le fentanyl et son précurseur chimique. Les résultats

continentaux renforcent la crédibilité de cette hypothèse. La corrélation entre les drogues de synthèse et la criminalité cyberdépendante est forte et statistiquement significative dans toutes les régions, en particulier en Europe (0,77) et dans les Amériques (0,74). La seule exception est l'Afrique, où la relation est modérée (0,42), peut-être une conséquence de l'absence d'une infrastructure cybernétique et d'un marché de la criminalité cyberdépendante très développés. Bien que la criminalité cyberdépendante ne figure pas parmi les marchés aux scores les plus élevés, les logiques qui sous-tendent les scores des pays indiquent la vitesse vertigineuse à laquelle le marché s'est développé au cours des dernières années. Compte tenu de la vitesse à laquelle la



criminalité cyberdépendante s'est développée, il sera intéressant de voir comment la relation évoluera dans la prochaine édition de l'Indice.

Il est important de noter qu'il s'agit de macro-corrélations, dont l'analyse, malgré l'examen de certaines dynamiques régionales, ignore largement le contexte local. Pour mieux comprendre la convergence entre les différents

marchés criminels et les dynamiques qui en découlent afin de conceptualiser et de mettre en œuvre des mesures et des initiatives adéquates de lutte contre la criminalité organisée, il est essentiel d'évaluer les conditions régionales locales, une entreprise ambitieuse qui, nous l'espérons, sera facilitée par les itérations successives de l'Indice.

## Qui fait quoi ?

Bien que les réseaux criminels ne soient pas le type d'acteurs au score le plus élevé dans l'ensemble, leur portée et leur impact se font sentir dans le monde entier. Ce type d'acteur de la criminalité est essentiel au fonctionnement des flux de criminalité organisée transnationale, quel que soit le produit trafiqué. Cette conclusion est étayée par le fait que les réseaux criminels présentent la corrélation la plus élevée avec le score global des marchés criminels parmi les cinq types d'acteurs (0,78). En d'autres termes, les réseaux criminels continuent d'être le dénominateur commun de nombreuses économies illicites.

La catégorie des acteurs intégrés à l'Etat est le deuxième meilleur indice de la présence d'un environnement caractérisé par des marchés criminels développés dans un pays donné, avec une corrélation de 0,64. Ceci n'est guère surprenant, étant donné l'omniprésence des acteurs intégrés à l'Etat et leurs rôles variés à différents niveaux des institutions, en tant qu'auteurs et facilitateurs de la criminalité.

Les acteurs intégrés à l'Etat sont fortement associés aux marchés du trafic d'armes et de la traite des personnes (tous deux à 0,66). Conformément à l'analyse de la précédente itération de l'Indice, les résultats de l'Indice 2023 montrent que 12 des 15 pays aux scores les plus élevés pour le marché du trafic d'armes connaissent une forme de fragilité (guerres civiles ou ouvertes, troubles ou coups d'État) ou sont des fournisseurs connus d'armes à des zones de conflit, en violation d'embargos. Dans ces cas, les flux d'armes illicites se produisent au su de l'État ou constituent une politique non écrite de l'État. L'Ukraine est devenue un exemple clé, des armes étant importées illégalement par l'État russe dans un pays déchiré par le conflit. L'Iran est un autre cas notable, où le trafic d'armes est un élément clé de la stratégie géopolitique régionale du pays, qui fournit des

armes à d'autres États d'Asie de l'Ouest et d'Afrique du Nord, ainsi qu'à la Russie et à l'Afghanistan. La façon dont les acteurs intégrés à l'Etat sont capables d'atteindre une position dominante sur un marché tel que le trafic d'armes est donc évidente. Le commerce des armes fait également partie des marchés où l'État est la seule autorité capable d'exercer un contrôle sur l'économie légale. On peut donc penser que cela ouvre des possibilités de corruption ou d'implication directe dans le commerce illicite des armes.

D'autres groupes sont également connus pour entretenir des relations étroites avec des marchés criminels spécifiques. C'est le cas des groupes de type mafieux. Bien qu'ils soient le type d'acteur au score le plus bas au niveau mondial et qu'ils ne soient même pas modérément associés à la plupart des marchés, les groupes de type mafieux sont fortement corrélés au trafic d'armes (0,53), ainsi qu'au racket d'extorsion et au chantage à la protection (0,75), qui est le coefficient de corrélation le plus élevé observé parmi toutes les relations acteur-marché. Ces résultats pourraient sans doute témoigner de la nature violente des gangs, des syndicats et des groupes de type mafieux en général, et réaffirmer leur rôle en tant que principaux responsables du racket d'extorsion et du chantage à la protection.

Il existe également un lien apparent entre les acteurs du secteur privé et la criminalité financière, estimé à 0,64. Cela fournit une preuve empirique cruciale du rôle tangible des entités privées (entreprises et individus) en tant que facilitateurs et auteurs de crimes financiers, la criminalité financière étant évaluée comme le marché criminel le plus répandu à l'échelle mondiale. Cela devrait mettre en évidence l'importance de meilleurs cadres réglementaires pour freiner ou inhiber l'implication du secteur privé dans la criminalité organisée.





## Résilience

Suite aux effets néfastes de la pandémie sur la situation mondiale, le monde en a émergé divisé. Urgences climatiques, troubles politiques et économiques, guerre ouverte en Europe : les ramifications de ces défis ne font que contribuer à un monde plus fracturé. La voie à suivre semble faire de la coopération internationale l'élément principal de la solution aux problèmes mondiaux, y compris la portée et l'ampleur accrues de la criminalité organisée. Mais que nous disent les données ?

La « coopération internationale » a obtenu le score le plus élevé parmi tous les indicateurs de résilience (5,87) et s'est le plus améliorée depuis la première itération de l'Indice, en augmentant de 0,19 points. Comment se fait-il alors que le score global de criminalité ait également augmenté ? L'indicateur « coopération internationale » fait référence non seulement aux structures et aux processus d'interaction et d'élaboration des politiques, mais aussi à la mise en œuvre concrète des mesures. Il est très probable que les discours politiques et les mesures « sur le papier » fassent grimper le score, alors que la mise en œuvre est plus faible. En outre, les résultats indiquent que des niveaux plus élevés de coopération internationale ne sont pas un bon indicateur des niveaux de criminalité, la corrélation entre les

deux indicateurs étant estimée à  $-0,28$ , soit la corrélation la plus faible entre la criminalité et les éléments constitutifs de la résilience.

Il est donc évident que la coopération internationale ne contribuera guère à réduire la criminalité organisée si aucun mécanisme de suivi n'est conçu pour évaluer la mise en œuvre des mesures. L'impulsion en faveur d'une meilleure responsabilisation des États devrait toutefois provenir de différents vecteurs, dont les acteurs non étatiques. Ces deux dernières années, en particulier dans le sillage de la pandémie, les restrictions à la liberté d'expression se sont multipliées et l'environnement dans lequel les acteurs non étatiques peuvent travailler librement s'est rétréci, comme le montrent les résultats de l'Indice. Dans ce contexte difficile, il est essentiel que le rôle des acteurs de la société civile dans la lutte contre la criminalité organisée soit reconnu à sa juste valeur et que des mesures actives soient prises pour combler le fossé entre les acteurs étatiques et non étatiques dans leurs efforts de lutte contre la criminalité organisée. Le lien étroit entre « les acteurs non étatiques » et « le leadership politique et la gouvernance » (0,78) ainsi qu'entre « les acteurs non étatiques » et « la transparence et la responsabilité du gouvernement » (0,83) ne fait qu'étayer davantage cette observation.









07

**Evolution des  
dynamiques de  
la criminalité  
organisée et  
comparaison  
des ensembles  
de données**



Cette section analyse les résultats de l'Indice par rapport à divers indicateurs économiques et sociopolitiques. Ces indicateurs, dont les scores varient selon les continents et les régions, reflètent souvent la manière dont la criminalité organisée émerge et se développe.

Des facteurs tels que le niveau d'avancement technologique d'un pays, les ressources de l'État et les inégalités sociales peuvent influencer la manière dont un environnement devient propice à l'exploitation par les acteurs de la criminalité. Certains phénomènes mondiaux, tels que le changement climatique, jouent également un rôle dans l'évolution du paysage de la criminalité organisée, du moins dans certaines régions vulnérables.

L'analyse réalisée pour cet Indice a non seulement réaffirmé les dynamiques existantes de la criminalité organisée, mais a également mis en lumière des tendances émergentes qui méritent une attention particulière. En outre, les résultats de 2023 nous permettent d'introduire une nouvelle dimension dans notre analyse : les développements et les modèles qui se révèlent avec le temps. Le fait d'avoir un aperçu de ces dynamiques en évolution permet de mieux interpréter ce qui nous attend. L'une des conclusions essentielles est le fossé qui se creuse entre la criminalité et la résilience.

Quelles sont les vulnérabilités (économiques, politiques et sociales) qui contribuent à ce fossé croissant ? Les régimes autoritaires, par exemple, sont-ils plus susceptibles d'avoir connu une augmentation de la criminalité ? Et quels sont les autres facteurs liés aux fluctuations des niveaux de criminalité et de résilience d'un pays ?

L'objectif de cet exercice n'est pas d'établir des relations de cause à effet définitives, mais plutôt de mettre en lumière l'interaction complexe des facteurs économiques, politiques et sociaux qui déterminent la vulnérabilité d'un pays à la criminalité organisée ou qui contribuent à sa résilience. Si des facteurs tels que l'instabilité politique, la corruption et le chômage peuvent être directement liés aux niveaux de criminalité dans certaines régions, leur impact est plus ambigu dans d'autres. De même, les progrès technologiques et commerciaux peuvent contribuer au déclin de certaines économies illicites tout en alimentant d'autres. La reconnaissance de ces relations et de ces complexités constitue un point de départ pour les décideurs politiques, les forces de l'ordre et la société civile afin d'élaborer des réponses adaptées à la criminalité organisée, en insistant sur la nécessité d'adapter les approches à des paysages économiques et politiques en constante évolution.

#### **POUR L'ANALYSE DE CETTE SECTION, LES ENSEMBLES DE DONNÉES SUIVANTS ONT ÉTÉ ÉVALUÉS :**

- Indice mondial de la paix 2022
- Indice de développement humain 2021
- Indice de démocratie 2022
- Indice de perception de la corruption 2022
- Indice de fragilité des États 2022
- Indice mondial des risques climatiques 2021
- Taux d'homicides volontaires (ONUDC, 2019, dernières données disponibles)
- Inégalité des revenus (à partir du coefficient de Gini, Banque mondiale, dernières données disponibles)
- PIB courant (Banque mondiale, dernières données disponibles)
- PIB par habitant (Banque mondiale, dernières données disponibles)
- Indice de pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) 2021
- État de droit 2023



# les dynamiques



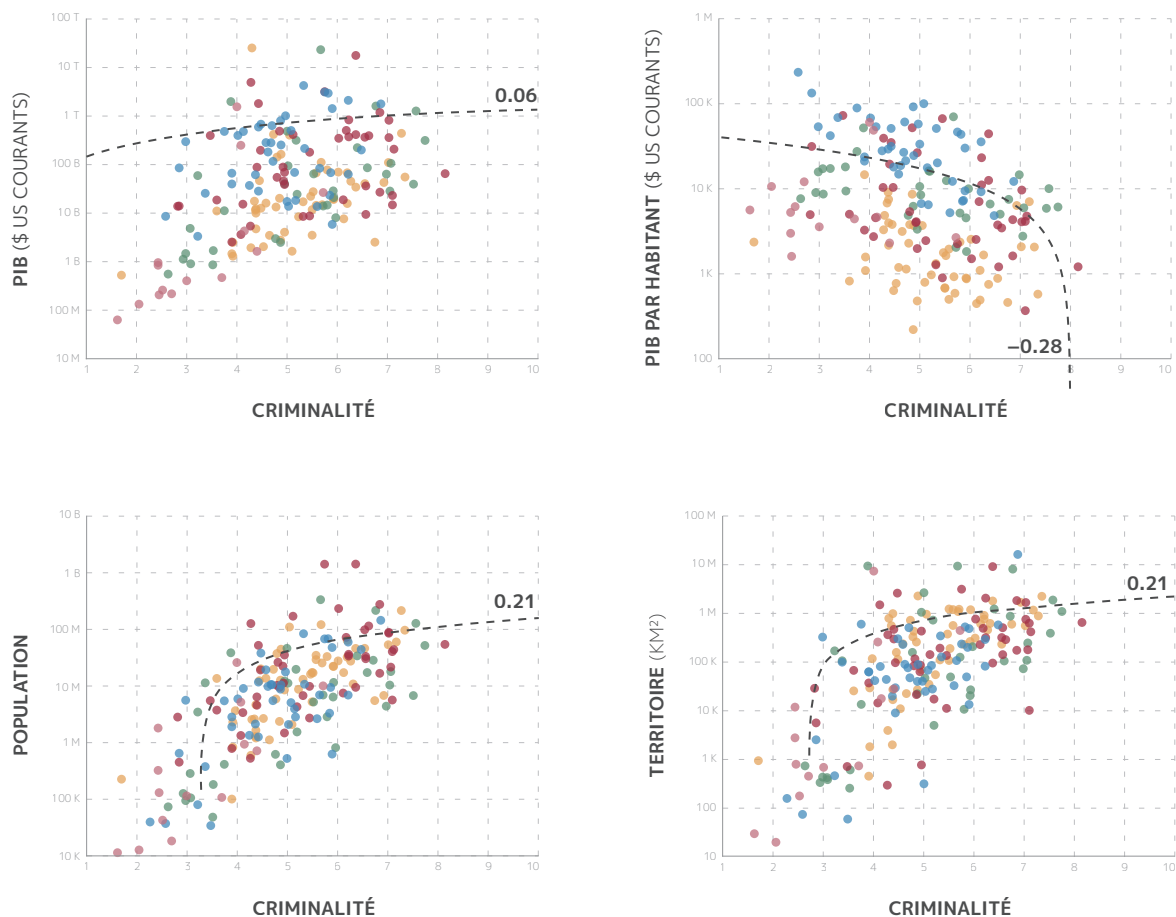


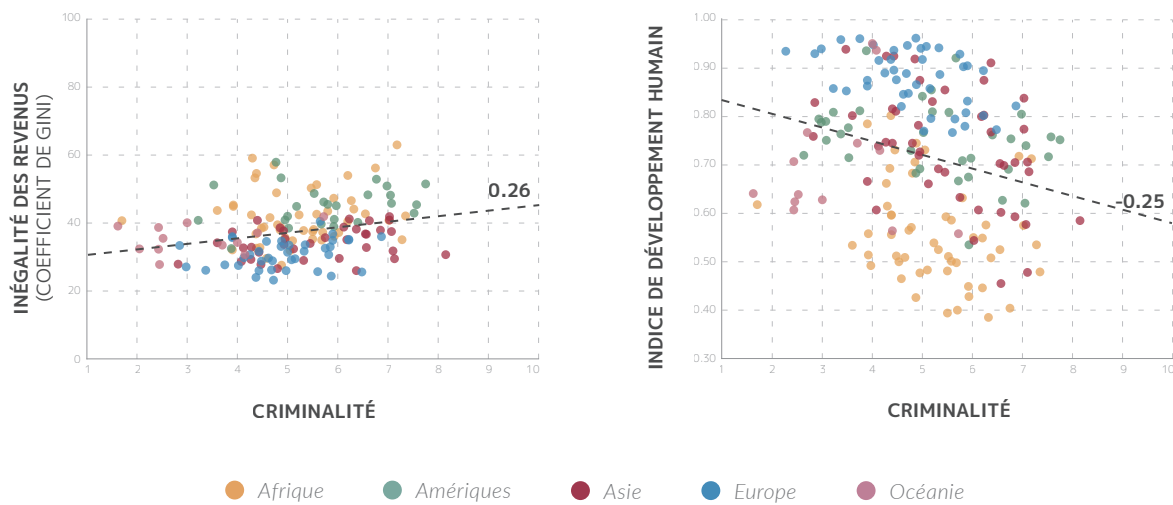
# Vulnérabilités économiques, socio-économiques et géographiques

## Criminalité

FIGURE 7.1

Coefficients de corrélation entre la criminalité et certains indicateurs, par continent





Source : Division de la population de l'ONU, Programme des Nations Unies pour le développement, Banque mondiale et OCDE

En ce qui concerne les vulnérabilités économiques, les résultats de l'Indice 2023 réaffirment largement les conclusions de l'édition précédente, à savoir que l'activité économique d'un pays, mesurée par son PIB total, n'est pas liée aux niveaux de criminalité. En d'autres termes, les pays plus riches ne sont généralement ni plus ni moins exposés à la criminalité organisée que les pays plus pauvres. En revanche, si l'on considère le PIB par habitant, la situation est moins bien définie. D'une part, des performances économiques élevées peuvent créer des opportunités de prospérité et de développement, et réduire certaines vulnérabilités à la criminalité organisée, telles que les motivations des individus à participer aux marchés illicites. Néanmoins, cela ne signifie pas nécessairement que les pays riches peuvent s'attendre à moins de criminalité. En effet, dans certains cas, des évolutions positives, telles que la croissance économique, peuvent avoir un double effet. Si elles peuvent contribuer à la lutte contre certaines économies illicites, elles peuvent aussi, paradoxalement, exposer la société à un nouvel ensemble de risques liés à la criminalité organisée.

Les cinq nouveaux marchés criminels inclus dans cet Indice (criminalité cyberdépendante, criminalité financière, commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, commerce de produits de contrefaçon, et racket d'extorsion et chantage à la protection) ont permis une compréhension plus nuancée de l'interaction entre

les niveaux de criminalité et les performances économiques. Dans la précédente version de l'Indice, les données montraient une corrélation négative (-0,35) entre le PIB par habitant d'un pays et l'ampleur de la criminalité. Avec l'inclusion des nouveaux indicateurs, cette corrélation est tombée à -0,28<sup>96</sup>. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que l'augmentation de la production économique peut être associée à certaines caractéristiques, telles que le développement de centres financiers et de systèmes de TIC avancés, qui peuvent être intrinsèquement propices à certains marchés criminels. En d'autres termes, le progrès économique peut atténuer certains risques liés à la criminalité organisée, mais aussi ouvrir la voie à d'autres. Cette vulnérabilité est particulièrement prononcée dans les domaines où la surveillance réglementaire est minimale ou qui sont susceptibles à la corruption.

La relation entre les indicateurs économiques et l'activité criminelle peut être mieux comprise si l'on examine les marchés criminels un à un. Les résultats de l'Indice montrent que la criminalité financière est omniprésente dans 17<sup>97</sup> des 20 plus grandes économies du monde (avec des scores de 6,0 ou plus, ce qui indique une « influence significative à sévère »). Cela montre également que les pays riches ne sont pas à l'abri de la criminalité organisée. En outre, la criminalité cyberdépendante présente aussi une corrélation positive avec le PIB par habitant sur presque



tous les continents, à l'exception de l'Europe. Cela ne signifie pas pour autant que les autres pays sont exempts de ces marchés criminels. Alors que le monde se tourne de plus en plus vers les espaces en ligne, surtout depuis le début de la pandémie de COVID-19, de nombreux pays, indépendamment de leurs performances économiques, ont connu une augmentation des activités criminelles en ligne, telles que la fraude financière et le piratage informatique<sup>98</sup>.

Dans le même temps, le PIB et le PIB par habitant ne sont pas très révélateurs de la manière dont les revenus et les richesses sont répartis au sein de la société, ce qu'il est important de prendre en compte. Les opportunités limitées de moyens de subsistance durables (généralement mesurées par des taux élevés de pauvreté et de chômage, et de fortes inégalités de revenus) sont depuis longtemps liées à l'essor des économies illicites<sup>99</sup>. Dans de nombreuses régions économiquement marginalisées, les individus peuvent se trouver contraints de participer aux marchés illicites pour survivre, ce qui rend les économies illicites simultanément centrales pour la subsistance de nombreuses personnes à travers le monde. L'analyse de l'Indice réaffirme ces conclusions, identifiant une corrélation de 0,26 entre l'inégalité des revenus<sup>100</sup> et la criminalité, et une corrélation de 0,29 entre l'inégalité des revenus et les acteurs de la criminalité. Bien que ces corrélations soient faibles, un examen plus approfondi révèle des divergences entre les différentes parties du monde. En Océanie, par exemple, l'inégalité des revenus présente une corrélation modérée avec la criminalité (0,40), alors qu'en Afrique, il n'y a pas de corrélation entre les deux<sup>101</sup>.

Des résultats similaires sont obtenus lorsque la criminalité est évaluée à l'aune de l'Indice de développement humain, qui mesure les performances d'un pays en fonction de divers

indicateurs socio-économiques, dont l'espérance de vie, l'éducation et le revenu national brut. On observe une corrélation, bien que faible, entre le développement humain et la criminalité (-0,25), ce qui signifie que le développement humain au niveau individuel joue un rôle, bien que faible, dans les niveaux de criminalité d'un pays. La direction de la causalité entre les deux variables reste toutefois incertaine, les deux facteurs pouvant influencer l'autre.

Outre les indicateurs économiques, l'analyse a examiné l'impact de facteurs géographiques sur la criminalité. Ces résultats confirment ceux de l'Indice précédent, mettant en évidence une faible relation positive entre la criminalité et la taille de la population (0,21) et la surface du territoire (0,21). En d'autres termes, les grands pays en termes de territoire ou de population ne sont que légèrement plus susceptibles d'avoir des niveaux de criminalité plus élevés. Certaines régions révèlent toutefois une vulnérabilité accrue à la criminalité organisée en raison de leurs caractéristiques géographiques et naturelles. Sur le continent africain, par exemple, la criminalité est modérément corrélée à la fois à la taille de la population et à celle du pays (0,53). Les pays dont la superficie est très grande et dont les frontières sont longues et difficiles à surveiller se heurtent à d'importants problèmes de contrôle dus à une gouvernance plus faible, à une insécurité accrue et à des terrains naturels difficiles, ce qui rend difficile une surveillance efficace du territoire. En outre, la proximité de pays voisins fortement touchés par la criminalité organisée et les pays situés le long des principaux itinéraires de commerce illicite sont deux facteurs qui peuvent accroître la vulnérabilité. En revanche, les États plus petits, dont l'accès aux ressources naturelles à exploiter est limité, tendent à être moins sensibles à la criminalité organisée<sup>102</sup>.

## Résilience

**FIGURE 7.2**  
Coefficients de corrélation entre la résilience et certains indicateurs, par continent



Source : Division de la population de l'ONU, Programme des Nations Unies pour le développement, Banque mondiale et OCDE

Comme nous l'avons vu, la relation entre les indicateurs économiques et la criminalité est complexe, car le développement économique peut atténuer certaines vulnérabilités tout en suscitant d'autres. En termes de résilience, cependant, le lien est moins ambigu. Reflétant les conclusions de l'Indice précédent, les résultats de l'Indice 2023 révèlent une corrélation positive

entre la résilience et le PIB par habitant, à un niveau de 0,57. Cela indique que les pays ayant un PIB par habitant plus élevé ont tendance à afficher des niveaux de résilience plus élevés face à la criminalité organisée. Bien que cette relation puisse être considérée comme modérée, les douze indicateurs de résilience sont statistiquement significatifs.



Le raisonnement est simple : les pays qui disposent de plus de recettes financières sont généralement mieux placés pour allouer des ressources à la lutte contre les causes profondes de la criminalité organisée et à la protection de leurs citoyens, par exemple en renforçant la société civile ou en mettant en place des dispositifs de réduction des risques liés à la drogue. Parmi les indicateurs de résilience, aucun ne l'illustre aussi fortement que « le soutien aux victimes et aux témoins », qui présente une corrélation significative avec le PIB par habitant (0,63). Cette observation montre que, dans les pays riches, les personnes particulièrement vulnérables aux activités criminelles, telles que les victimes et les témoins, sont plus susceptibles de bénéficier d'un soutien adéquat.

La conclusion selon laquelle une production économique par habitant plus élevée est liée à une plus grande résilience ne se vérifie cependant pas toujours. De nombreux pays apportent la preuve du contraire. La Russie, par exemple, qui se classe parmi les 15 premières économies du monde, a un faible score de résilience (3,79). La Türkiye (3,38) en est un autre exemple. Le pays a beau être une puissance économique d'Asie de l'Ouest, il se classe pourtant parmi les derniers de la région en termes de résilience<sup>103</sup>. En outre, même lorsque les pays ont la capacité et la volonté d'investir des ressources dans la lutte contre la criminalité organisée, cela ne se traduit pas toujours par une amélioration de leur capacité de résilience. Les Philippines en fournissent un exemple frappant. Malgré des investissements de plusieurs milliards de dollars au fil des ans dans la guerre contre la drogue, les Philippines continuent d'avoir un faible score de résilience (4,21), qui n'a progressé que de 0,08 depuis le dernier Indice.

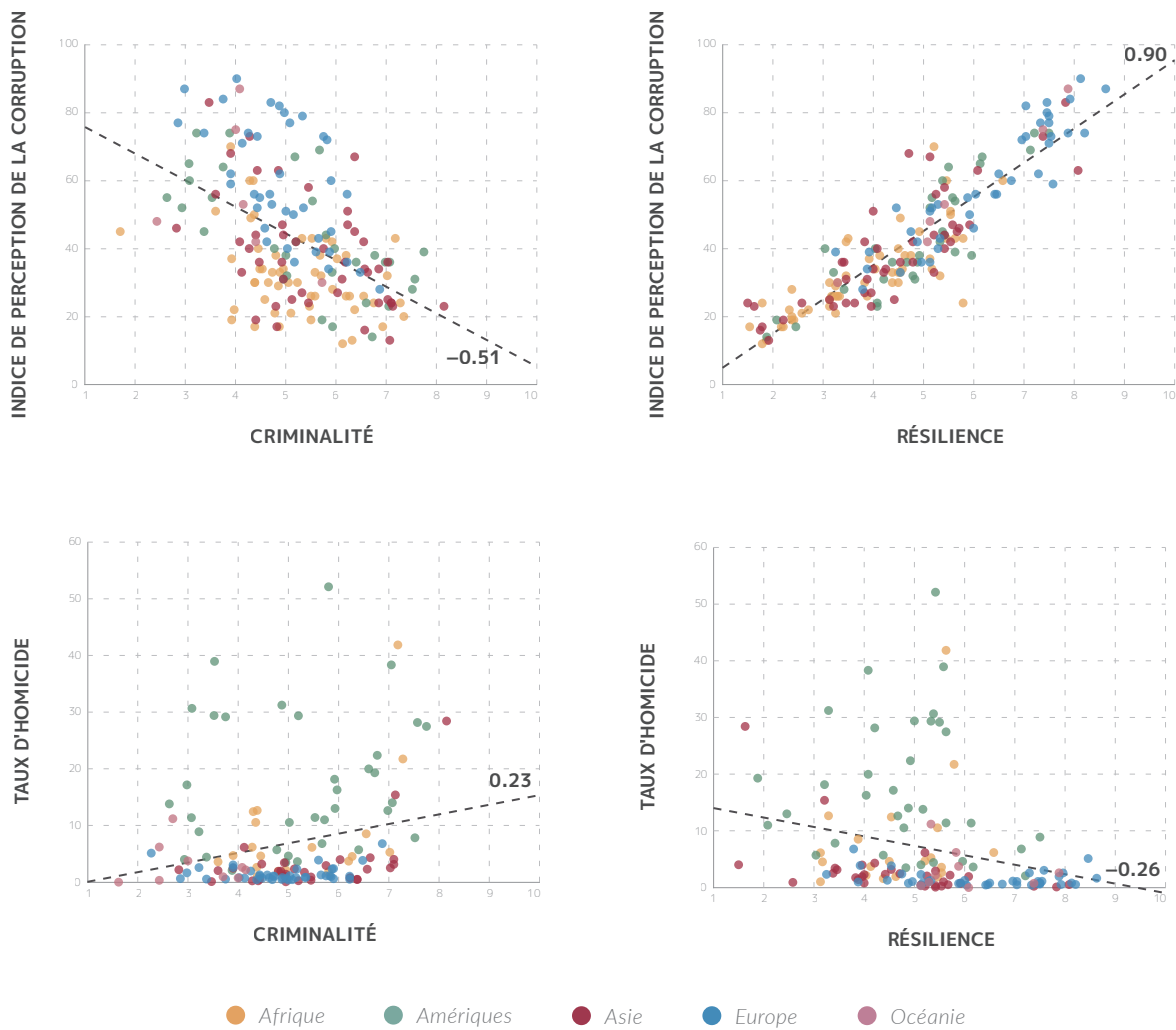
D'autres indicateurs socio-économiques en dehors du PIB sont nécessaires pour donner une image plus complète de la capacité d'un pays à devenir résilient, ou à le rester, face à la criminalité organisée. Le développement humain est l'un des indicateurs qui présente une forte corrélation avec la résilience (0,72). Un niveau de développement humain plus élevé indique qu'un pays a investi dans le bien-être social et économique de sa population, ce qui renforce sa capacité à s'attaquer aux causes profondes de la criminalité organisée. Si le sens de la causalité entre les deux variables reste incertain, il existe néanmoins un lien évident, la résilience et le développement humain ayant tous deux la capacité de se façonner et de s'influencer mutuellement.

En ce qui concerne l'inégalité et la résilience, les résultats ne révèlent aucune corrélation statistiquement significative. Cela montre que lorsque les pays connaissent des disparités de revenus considérables qui, comme nous l'avons vu précédemment, peuvent favoriser la participation aux activités criminelles dans certains cas, cela ne joue pas de rôle dans la capacité d'un pays à atteindre, maintenir ou accroître sa résilience à la criminalité organisée.

# Vulnérabilités politiques et socio-politiques

FIGURE 7.3

Coefficients de corrélation entre les scores de criminalité et de résilience et certains indicateurs, par continent



Note : Victimes d'homicide volontaire - taux pour 100 000 habitants - données approximativement 50% à partir de 2020, 20 % de 2019, 5 % de 2018 et les données pour les 25 % restants ne sont pas disponibles



FIGURE 7.3 (SUITE)



Source : Transparency International, Freedom House, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Economist Intelligence Unit, Fonds pour la paix et UNESCO

La section précédente a examiné les relations nuancées entre la criminalité et la résilience, et avec certains indicateurs économiques et socio-économiques. Ici, les résultats de 2023 sont mesurés par rapport à l'environnement politique et social d'un pays, y compris les types de régime, les libertés politiques et civiles, la corruption, les conflits et la fragilité, la violence et le changement climatique. L'évaluation porte sur des questions telles que : la fragilité d'un État indique-t-elle de faibles mécanismes institutionnels de lutte contre la criminalité organisée ? Certains marchés criminels sont-ils plus associés à la violence que d'autres ? Et peut-on établir des liens entre le changement climatique et la criminalité ?

Les résultats confirment ceux de la version précédente, en ce sens qu'il existe toujours une forte corrélation entre la résilience à la criminalité organisée et le niveau de libertés démocratiques qu'un pays accorde à ses citoyens (0,81). En d'autres termes, les démocraties affichent pour la plupart des niveaux de résilience plus élevés que les États autoritaires. La transparence et la responsabilité inhérentes aux systèmes démocratiques offrent un cadre solide aux mécanismes institutionnels conçus pour lutter contre la criminalité organisée. Par exemple, les États constitutionnellement démocratiques, dotés d'un pouvoir judiciaire indépendant, de médias libres et d'institutions de la société civile fortes,

permettent généralement la mise en place de processus réglementaires efficaces, qui réduisent les possibilités de corruption et permettent aux forces de l'ordre d'agir avec indépendance et intégrité.

Les données de cette année ont également révélé une corrélation, bien que faible, entre la démocratie et la criminalité (-0,36), suggérant que les pays ayant des valeurs démocratiques plus affirmées sont généralement moins susceptibles d'avoir des niveaux élevés de criminalité. Cependant, de nombreux pays apportent la preuve du contraire. Il existe de nombreux exemples de pays occidentaux avec des niveaux élevés de démocratie qui ont également obtenu des scores élevés en matière de criminalité, à savoir l'Italie (6,22), l'Espagne (5,90), la France (5,82) et les États-Unis (5,67). Ces quatre pays ont vu leur niveau de criminalité augmenter par rapport aux résultats de l'Indice précédent<sup>104</sup>.

Dans le même ordre d'idées, il existe une corrélation significative de -0,46 entre la criminalité et l'Indice de la liberté dans le monde. Cela indique que les pays qui défendent et donnent la priorité à la protection des droits politiques et des libertés civiles tendent à afficher des niveaux de criminalité plus faibles. Quelques marchés criminels en particulier se distinguent ici. De fortes corrélations ont été observées entre la liberté et la traite des personnes (-0,65) et le trafic d'êtres humains (-0,50). Cela n'est guère surprenant : les pays où les droits politiques et les libertés civiles sont compromis par des poursuites judiciaires, des conflits ou l'instabilité connaissent des déplacements massifs de population, leurs citoyens cherchant la sécurité et la liberté ailleurs.

La corruption est une question étroitement liée aux niveaux de démocratie et de liberté. Qu'il s'agisse de la corruption de bas niveau au sein des forces de l'ordre, de l'impunité au sein du système judiciaire résultant du versement de pots de vin ou de l'implication directe des fonctionnaires au plus haut niveau politique dans les économies illicites, la corruption joue un rôle important dans la vulnérabilité d'un pays à la criminalité organisée, tout en permettant l'infiltration des acteurs de la criminalité dans l'appareil d'État<sup>105</sup>. Sans surprise, les résultats de l'Indice 2023 ont révélé une très forte corrélation négative entre la perception de la corruption et la résilience (-0,90). Bien que la direction exacte de la causalité ne soit pas évidente, le lien entre corruption et faible résilience est clair. De même, les résultats révèlent une corrélation modérée entre la corruption et la criminalité (0,51). Ce qui est peut-être moins attendu, c'est la variation de la relation entre la corruption et les différents marchés criminels. En d'autres termes, certains marchés illicites sont plus liés à la corruption que d'autres, notamment le trafic d'êtres humains, le trafic d'armes et la criminalité liée aux ressources non renouvelables. Le fait que ces marchés soient étroitement liés à la corruption peut s'expliquer par le rôle des fonctionnaires dans la surveillance des mouvements transfrontaliers et dans la gestion des systèmes de réglementation dans les secteurs clés.

Les conflits sont également reconnus depuis longtemps pour leur lien avec la criminalité organisée. Les régions caractérisées par des conflits, de la violence et des troubles sociaux créent un environnement propice aux activités criminelles organisées. Dans ces contextes, le délitement des structures de gouvernance, l'affaiblissement des forces de l'ordre et l'accès limité aux services de base constituent un terrain fertile pour les réseaux criminels. La perturbation des économies légales et le déplacement des populations pendant les conflits créent des disparités économiques et des bouleversements sociaux qui peuvent alimenter les activités criminelles. De même, l'absence d'institutions fortes et l'érosion de la cohésion sociale peuvent exacerber la situation, les communautés devenant plus vulnérables et plus susceptibles d'être exploitées par des groupes criminels organisés.

Les résultats confirment ces conclusions. Si l'on examine les pays qui ont obtenu les scores les plus élevés en termes de criminalité, on constate que nombre d'entre eux sont en proie à des conflits et à l'instabilité depuis des décennies, notamment l'Afghanistan, l'Iraq, le Myanmar, l'Éthiopie et le Sri Lanka. La fragilité de l'État favorise la criminalité organisée, notamment en ce qui concerne les acteurs intégrés à l'État, lorsqu'elle permet aux groupes criminels d'infiltrer l'État. Les données révèlent que la fragilité de l'État est étroitement liée aux acteurs intégrés à l'État (0,74), dont la présence permet aux marchés criminels de prospérer dans un contexte de corruption et de contrôle gouvernemental limité. Les marchés criminels les plus étroitement liés à la fragilité de l'État sont la traite des personnes (0,53) et la criminalité liée aux ressources non renouvelables (0,53).

La criminalité organisée est communément associée à la violence et aux homicides. Les environnements caractérisés par des économies illicites telles que le trafic d'armes à feu et de drogues sont notoirement enclins à la violence, en l'absence de systèmes répressifs et judiciaires efficaces. Bien que l'exhaustivité des données sur les homicides dans le monde reste problématique, les statistiques disponibles confirment une corrélation modérée entre les taux d'homicide et certains marchés criminels, en particulier le trafic de cocaïne (0,42) et le trafic d'armes (0,37) et, dans une moindre mesure, le racket d'extorsion et le chantage à la protection (0,30). Les homicides et les marchés criminels ont tendance à s'influencer mutuellement. Les environnements dans lesquels la sécurité et le développement sont menacés sont propices aux économies illicites et, en l'absence de forces de l'ordre et d'un système judiciaire efficaces, cela contribue à un taux élevé d'homicides. Dans le cas des marchés de la drogue, une sécurité compromise a un impact négatif sur les communautés, créant un environnement où les individus sont non seulement plus vulnérables à la consommation de drogues, mais où les trafiquants de drogue peuvent également opérer en toute impunité.

Cette notion est évidente lorsque l'on mesure les taux d'homicide par rapport aux changements de la criminalité dans le temps. En Afrique, par exemple, il existe une corrélation modérée entre les homicides et l'évolution de la criminalité (0,43), alors que dans les Amériques et en Europe cette corrélation est respectivement de -0,39 et 0,31. En Asie, en revanche, la corrélation est faible (0,19). Par conséquent, dans la plupart des régions du monde au moins, les pays qui ont vu leur criminalité augmenter sont également susceptibles d'avoir des taux d'homicide élevés.

Les homicides sont liés non seulement à la criminalité et à son évolution dans le temps, mais aussi à la résilience d'un pays. C'est le cas dans presque toutes les régions du monde. En Asie, par exemple, les taux d'homicide sont fortement liés à l'évolution de la résilience dans le temps (-0,70). En d'autres termes, les pays ayant des taux d'homicide plus élevés sont plus susceptibles d'avoir connu une baisse de leurs scores de résilience par rapport à 2021. La violence extrême génère l'insécurité et l'instabilité sociale, érode l'État de droit et entrave les efforts visant à promouvoir le développement social, ce qui, en fin de compte, nuit à la résilience. Toutefois, cela n'implique pas une relation de cause à effet directe. Il est à noter que pour l'Europe, l'Afrique et l'Asie, aucun lien n'a été trouvé entre les changements dans la résilience et les taux d'homicide.

L'impact du changement climatique sur la criminalité organisée et d'autres aspects de la société devient de plus en plus évident. Cela se reflète dans les données lorsque l'on mesure les scores de l'Indice 2023 par rapport à l'Indice mondial des risques climatiques, une corrélation modérée de 0,41 avec la criminalité ayant été





observée. Au niveau mondial, les pays sont inégalement touchés par le changement climatique qui entraîne des déplacements massifs de population, les événements météorologiques extrêmes, l'élévation du niveau de la mer et la dégradation de l'environnement obligeant les individus à fuir leur domicile à la recherche de zones plus sûres ou de moyens de subsistance plus viables. Cela engendre également des activités criminelles. À la suite d'événements climatiques dévastateurs, des acteurs de la criminalité ont exploité les vulnérabilités de la situation, en se livrant à la traite des personnes et au trafic d'êtres humains, ainsi qu'à l'extraction illicite de ressources, perpétuant ainsi le cycle de dévastation environnementale et de criminalité organisée.

Si l'intensification des catastrophes liées au changement climatique, notamment les ouragans, les inondations et les sécheresses, est un phénomène mondial, les données nous indiquent également que le lien entre le changement climatique et la criminalité touche certaines parties du monde plus que d'autres. La relation est la plus forte en Océanie, où la corrélation est de 0,55, suivie de l'Asie (0,52), de l'Afrique (0,36) et des Amériques (0,31), tandis qu'en Europe, la corrélation n'est que de 0,19. Si la corrélation entre les risques liés au changement climatique et la criminalité varie d'une région à l'autre, il est important de reconnaître que cette relation est susceptible de changer au fur et à mesure que les tendances du changement climatique continuent de se développer.









08



**Conclusions**

# Conclusions

Les résultats de l'Indice 2023 offrent un éclairage intéressant sur l'évolution des économies illicites, des acteurs impliqués et de l'efficacité des mesures de résilience conçues pour contrer la menace que représente la criminalité organisée.

Les événements mondiaux majeurs de ces deux dernières années, combinés aux effets persistants de la pandémie, ont donné naissance à un monde fracturé, divisé et conflictuel. Les inégalités économiques et sociales, l'instabilité politique et les conflits se sont plus que jamais accentués ces derniers temps, ce qui a eu un impact considérable sur la criminalité organisée mondiale.

Il est rapidement apparu que le COVID-19 n'a pas porté un coup décisif à l'économie illicite mondiale. Au fur et à mesure que la pandémie a décliné, les criminels ont réoccupé d'anciens territoires tout en gardant la mainmise sur leurs nouvelles sources de revenus. Les pays du monde entier ont dû se rendre à l'évidence : la criminalité organisée n'a montré aucun signe de ralentissement, bien au contraire, elle s'est intensifiée au cours des deux dernières années. Les États semblent incapables de faire face à la menace croissante posée par la criminalité organisée, ce qui a contribué à creuser le fossé entre la criminalité et la résilience. Le pourcentage de la population mondiale vivant dans des pays caractérisés par des niveaux élevés de criminalité a augmenté depuis 2021, alors que les niveaux de résilience sont restés globalement les mêmes.

La criminalité financière, telle qu'elle est décrite dans la méthodologie de l'Indice, est la forme d'activité criminelle la plus répandue et la plus prédominante dans le monde, devant les marchés liés aux êtres humains et au commerce croissant de cocaïne et de drogues de synthèse. Nos résultats montrent que la criminalité financière est omniprésente et qu'elle cible des victimes de tout ordre social et économique, des grandes entreprises aux particuliers. Il s'agit d'une forme de criminalité organisée qui porte gravement atteinte à la cohésion sociale et économique des pays. En outre, la corruption, en particulier dans le secteur public, continue de faciliter la criminalité organisée, car les acteurs de la criminalité continuent d'infiltrer toutes les sphères de l'appareil d'État. Conformément aux conclusions de 2021, les acteurs intégrés à l'État continuent d'être les principaux vecteurs de la criminalité organisée. À mesure que ces intérêts criminels liés à l'État renforcent leur emprise, les possibilités pour les pays d'élaborer des cadres de résilience réalistes, efficaces et applicables pour faire face à la menace de la criminalité organisée sont considérablement réduites.

Alors que la criminalité sape la bonne gouvernance et que la corruption entrave l'efficacité des réponses, la promotion des mécanismes de contrôle, les cadres de protection pour les victimes de la criminalité organisée et la collaboration avec les organisations de la société civile sont essentiels à la mise en place de mesures de résilience efficaces et durables. Cependant, comme l'Indice l'a révélé, les réponses à la criminalité organisée ont été fortement axées sur les mécanismes institutionnels au cours des deux dernières années, sans s'attaquer véritablement aux vulnérabilités sociales et structurelles qui permettent à la criminalité de s'enraciner. Malgré la présence de cadres internationaux solides, signalée par l'augmentation notable de l'indicateur « coopération internationale », l'engagement avec la société civile fait défaut de manière inquiétante, comme le montre le déclin de l'indicateur « acteurs non étatiques ». Cela illustre la tendance de certains régimes à réprimer agressivement la dissidence, l'opposition et la liberté des médias. Les restrictions et la censure étouffent la voix des acteurs non étatiques, limitant leur pouvoir en tant qu'agents de contrôle et de liberté d'expression, et en tant que défenseurs de la démocratie. Il en résulte une diminution de la résilience et une augmentation de la vulnérabilité. La nécessité d'une collaboration efficace entre les institutions étatiques





et leurs homologues non étatiques est essentielle à la bonne gouvernance et à l'adaptation des obligations internationales aux contextes locaux, tout en mettant en œuvre des cadres de résilience significatifs capables de résister à l'impact de la criminalité organisée.

Face à ces défis, il est essentiel que les autorités nationales et les entités internationales s'attachent à renforcer les capacités en promouvant une approche véritablement holistique de la lutte contre la criminalité organisée. Bien que certains facteurs de stress mondiaux échappent au contrôle des gouvernements et qu'il ne soit pas facile de remédier à un monde fracturé, ils peuvent tout du moins façonner la manière dont les risques sont pris en compte et veiller à ce que les menaces tangibles soient atténuées de manière appropriée. Tous les mécanismes de résilience et les mesures préventives nécessaires doivent être en place afin d'apporter la meilleure réponse possible à la criminalité organisée. La bonne gouvernance, caractérisée par la transparence, la participation et la responsabilité, constitue le fondement de la résilience. Mais la participation de toutes les parties prenantes, étatiques et non étatiques, au débat sur l'évolution des menaces de la criminalité organisée est fondamentale si nous voulons en fin de compte ajuster le cap et faire progresser les efforts mondiaux de lutte contre la criminalité organisée et s'attaquer au phénomène dans toute la mesure du possible.







ANNEXE 1

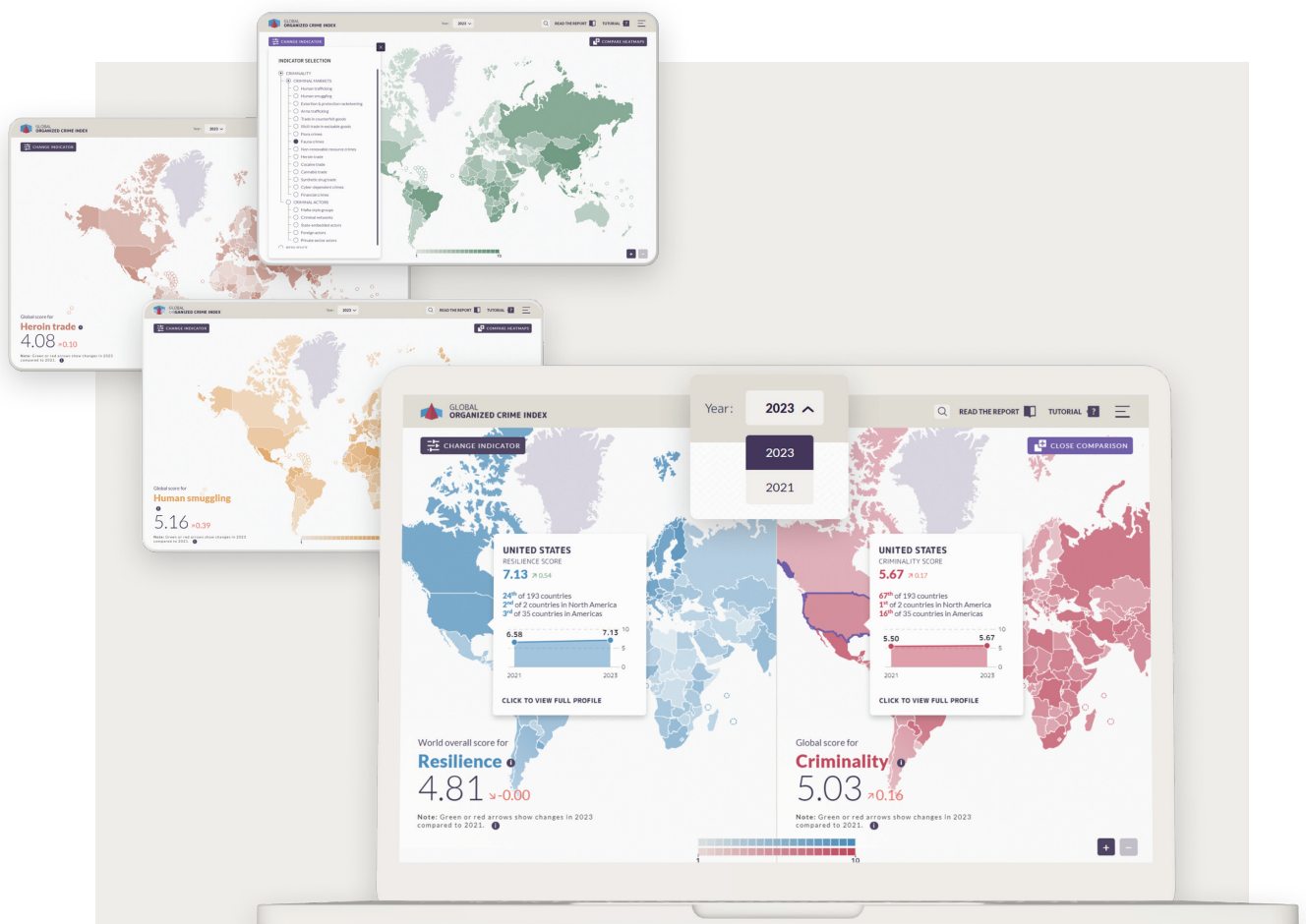
# Un outil interactif

# Le site internet de l'Indice mondial du crime organisé

Pour visualiser les résultats de l'Indice mondial du crime organisé, trier et comparer les scores, étudier les corrélations et permettre aux utilisateurs d'explorer les données, un site internet dédié, [ocindex.net](https://ocindex.net), a été créé pour le lancement de la première édition de l'outil. La version 2023 du site internet offre aux utilisateurs une plateforme mise à jour avec de nouvelles fonctionnalités et une expérience utilisateur améliorée.

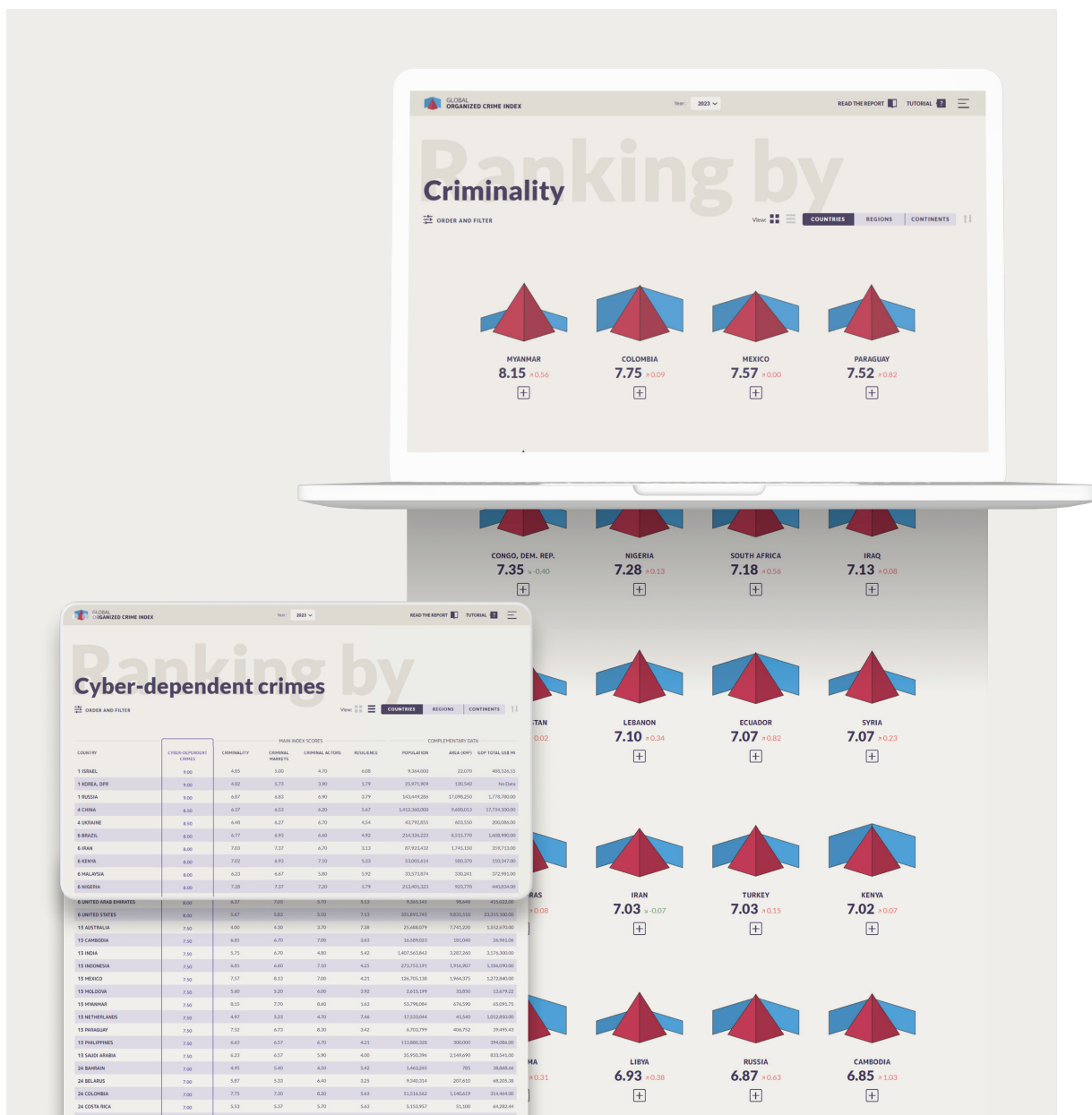
En explorant l'Indice et ses fonctionnalités, les utilisateurs sont en mesure de comparer les données sur le plan géographique, thématique et, pour la première fois avec l'édition de cette année, temporel, ce qui permet d'identifier des tendances dans l'espace et dans le temps.

Comme pour la plateforme précédente, la page d'accueil présente une carte thermique de la criminalité, qui permet aux utilisateurs de visualiser les scores des 15 marchés criminels, des cinq types d'acteurs de la criminalité et des 12 indicateurs de résilience, en plus des scores agrégés des composantes et des sous-composantes. En survolant un pays sur la carte thermique, une vue d'ensemble de ses scores, à la



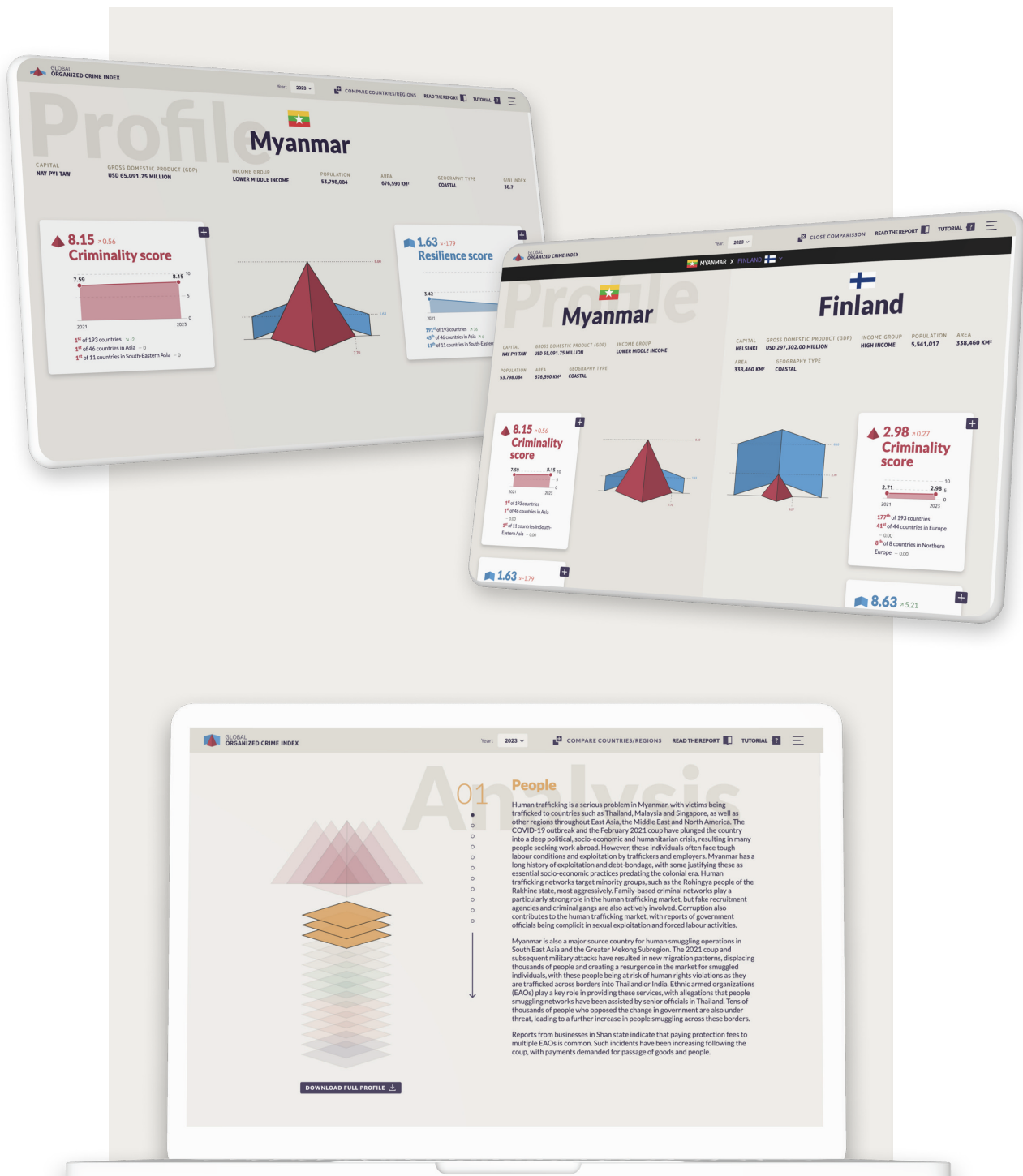
fois agrégés et désagrégés, apparaît. En outre, le site internet permet de comparer les cartes thermiques pour les indicateurs de l'Indice dans toutes les composantes de l'outil. Des sections thématiques et géographiques sont également disponibles sur le site internet, dédiées à chaque indicateur de criminalité et de résilience, et à chaque sous-région continentale, afin de permettre des comparaisons côte à côte entre les régions et les domaines thématiques.

Dans les composantes criminalité et résilience, les pays sont classés en fonction de leur score, ce qui permet aux utilisateurs de procéder à une analyse comparative. Les classements ne sont pas destinés à juger ou simplement à identifier les pays les plus performants et les moins performants, mais à engager une conversation entre les décideurs politiques et les organismes régionaux, en les encourageant à explorer comment et pourquoi la criminalité organisée affecte leurs pays, et à apprendre les uns des autres afin de développer des stratégies de résilience efficaces pour des contextes spécifiques.





En plus des scores et des classements, le site internet de l'Indice a maintenu et mis à jour sa section des résumés par pays, permettant aux utilisateurs d'explorer les logiques qui sous-tendent les scores des pays. Les résumés fournissent le contexte général pour les indicateurs de criminalité et de résilience de chaque pays et illustrent les principales tendances.





# Nouvelles fonctionnalités : une expérience utilisateur améliorée

Comme mentionné, les utilisateurs sont désormais en mesure de faire des comparaisons longitudinales en utilisant les données de l'édition précédente de l'Indice. Outre cette capacité d'analyse, d'autres fonctionnalités ont été introduites pour améliorer l'expérience globale de l'utilisateur :

- De courtes définitions des marchés criminels, des types d'acteurs et des indicateurs de résilience ont été incluses. Elles apparaissent lorsque les utilisateurs survolent un indicateur (par exemple, sur les cartes thermiques, les pages pays, les classements, etc.) Pour obtenir les définitions complètes, les utilisateurs peuvent se référer aux « Définitions élargies et questions directrices » dans la section « Downloads ».





- La section « About » a été élargie pour inclure toutes les activités d'analyse et de diffusion, telles que les blogs, les podcasts, les articles sur la mesure des différents marchés et événements de la criminalité organisée, qui ont été envisagées et réalisées pour mettre en valeur les résultats de l'Indice.
- Une enquête a été créée à l'intention des utilisateurs afin d'évaluer leur expérience et leur niveau d'engagement vis-à-vis de l'Indice (voir la section « Feedback »). Cette enquête a été mise en place pour savoir comment l'Indice est utilisé et ce qui peut être amélioré pour nous aider à fournir la meilleure expérience possible.





ANNEXE 2

# Interprétations des résultats

Outil basé sur des données, l'Indice a vocation à standardiser les concepts complexes que sont la criminalité et la résilience dans 193 pays du monde. Si la standardisation favorise l'analyse comparative et facilite l'interprétation, elle s'accompagne d'un certain nombre de difficultés. En matière de disponibilité, de fiabilité, d'uniformité et de compatibilité, le recueil de données peut varier d'un pays à l'autre. La nature intrinsèquement clandestine de la criminalité organisée accentue encore davantage ces problèmes. Bien que l'Indice s'efforce de surmonter ces difficultés au moyen de vérifications croisées et de la triangulation des sources menées par des experts, un autre problème se pose lorsque les informations sur un pays ou une composante particulière sont abondantes. La recherche et l'information favorisent une meilleure compréhension de la situation de la criminalité organisée dans un pays donné et de sa résilience, ce qui permet d'améliorer l'élaboration des politiques et des réponses. Néanmoins, pour les outils comparatifs tels que cet Indice, un biais

d'information, c'est-à-dire lorsque davantage d'informations sont publiées sur certains domaines plutôt que d'autres, peut fausser les résultats ou l'interprétation des résultats. En d'autres termes, un problème de criminalité organisée peut sembler plus aigu dans les pays qui disposent de plus de données, d'études et de rapports. L'un des principaux objectifs de l'Indice est de mettre en évidence les domaines dans lesquels les informations font défaut afin de promouvoir la poursuite des recherches. Il est important que les parties prenantes acceptent les indices pour ce qu'ils sont et considèrent que les informations fournies sont complémentaires à d'autres moyens de recueil de données. De même, il arrive qu'il y ait un manque d'informations et de preuves publiées, mais les experts ayant une connaissance approfondie d'un contexte spécifique reconnaissent l'existence de problèmes. Dans de tels cas, l'Indice, en tant qu'évaluation menée par des experts, s'appuie fortement sur leurs connaissances pour évaluer les contextes nationaux.

## Diversité des composantes de l'Indice

Des pays présentant des différences en matière de criminalité et de résilience peuvent néanmoins se voir attribuer les mêmes scores, tandis que ceux qui sont confrontés à un problème de criminalité organisée particulièrement aigu peuvent sembler obtenir un score inférieur à d'autres pays. Ces résultats peuvent s'expliquer par la structure de l'Indice. Étant donné que le score général de criminalité et de résilience est le résultat d'une simple moyenne des indicateurs composites respectifs, les pays présentant un

large éventail de marchés criminels et d'acteurs de la criminalité obtiendront des scores plus élevés que ceux qui ont des caractéristiques criminelles moins nombreuses, mais plus répandues. Il en va de même pour les indicateurs de résilience. Le score général de résilience dépendra de la capacité d'un pays à s'attaquer à la criminalité organisée de manière holistique et multidimensionnelle, plutôt que par une approche axée sur la justice pénale ou l'économie.

## Limites

Compte tenu des difficultés liées à la création d'un outil qui étudie un sujet si varié et intrinsèquement clandestin, l'Indice comporte naturellement des limites et des biais potentiels. Néanmoins, malgré ses limites, il constitue une initiative utile qui, nous l'espérons, servira de catalyseur pour de nouveaux débats.

Sur le plan méthodologique, certaines considérations doivent être prises en compte lors de l'interprétation des scores. D'abord et avant tout, l'Indice repose largement sur les connaissances et l'expérience d'experts individuels, ce qui introduit la possibilité d'un biais implicite, les convictions personnelles des experts pouvant



affecter leur jugement. Les implications dans ce cas sont diamétralement opposées. D'une part, les experts ont pu être trop critiques, compte tenu de leur connaissance des lacunes d'un pays donné, et d'autre part, ils ont pu être tentés de se montrer trop indulgents. Bien que cette dernière hypothèse ait été considérée comme la plus probable avant les cycles d'évaluation, on a pu observer que les experts avaient tendance à être plus critiques et qu'ils imposaient souvent aux pays, en particulier aux pays développés, des normes plus strictes. Tout au long du développement de l'outil, nous avons voulu contrôler ce biais en fournissant des profils de pays préliminaires sur lesquels les experts pouvaient se baser pour faire leurs évaluations, et en spécifiant des seuils de notation pour guider le processus, comme indiqué dans la section méthodologie. En outre, tous les pays ont subi un certain nombre de cycles de vérification anonymes, comparant les scores entre indicateurs et régions pour tenter de tenir compte du biais implicite.

Les experts du premier cycle de notation ont établi des scores qui ont été présentés aux experts des cycles suivants (scores géographiques et thématiques). Cela a engendré la possibilité d'un biais de confirmation, où les experts confirmeraient les scores déjà attribués lors des cycles précédents. Pour résoudre ce problème, un cycle supplémentaire de vérification des scores a été organisé. Des groupes de représentants de nombreux domaines d'expertise se sont réunis dans le cadre de discussions régionales modérées afin de débattre et d'examiner minutieusement les scores et les justifications pour chaque pays.

En outre, l'un des aspects de l'Indice étant d'aider les décideurs à optimiser leur approche de la criminalité organisée, il est fondamental de comprendre d'où proviennent les préjudices liés aux différents marchés. On ne peut nier que de nombreux préjudices associés à des marchés spécifiques découlent des politiques existantes. Le commerce de cannabis l'illustre bien. Les politiques relatives à la réglementation et à la consommation de cannabis diffèrent d'un pays à l'autre, parfois même au sein d'un même pays. Ainsi, l'évaluation de l'impact associé à ce marché a été ambiguë. Alors qu'un nombre croissant d'États s'apprêtent à

dépénaliser ou à légaliser le cannabis, il reste une certaine marge pour l'illégalité, comme le trafic de cannabis vers des pays appliquant des politiques plus strictes, par exemple. Ainsi, pour être aussi cohérents que possible, les évaluateurs experts ont été sensibilisés à l'importance de tenir compte de cet aspect de l'illégalité lors de l'évaluation du marché. Malgré tout, la cohérence dans ce cas a été difficile à garantir.

Un autre sujet de préoccupation critique au cours du processus de notation a été le débat concernant le préjudice et l'impact des marchés : les préjudices sont-ils comparables d'un marché à l'autre ? C'est là que réside une autre limite de l'outil : la pondération des différentes composantes de l'Indice. Actuellement, comme cela a déjà été précisé, les indicateurs sont pondérés de manière égale. Néanmoins, 4 des 15 marchés concernent la drogue, renforçant implicitement l'impact des stupéfiants, ce qui, selon le contexte, peut poser problème. Les marchés de la criminalité environnementale en Europe, par exemple, sont presque inexistantes. Ils sont pourtant pondérés tout autant que des marchés plus répandus comme la traite des personnes et le commerce de drogues de synthèse. À plusieurs reprises, les experts de la criminalité organisée en Europe se sont demandé si cette approche était justifiée. Cependant, la criminalité environnementale a un impact significatif en Afrique et en Océanie, par exemple, où elle met en danger des écosystèmes entiers, voire constitue une menace pour l'existence même des communautés côtières. On peut affirmer que l'effet des marchés de la criminalité environnementale y a été plus grave que le trafic d'êtres humains, par exemple, qui est un problème si on se place dans un contexte européen.

La pondération actuelle des indicateurs peut donc conduire à des résultats étonnants. Il arrive souvent que deux pays dont on ne s'attendrait peut-être pas à ce qu'ils obtiennent le même score de criminalité se révèlent très similaires. Nous conseillons alors la prudence et recommandons aux lecteurs de regarder les scores désagrégés, comme nous l'avons souligné au début du présent rapport, car des pays peuvent avoir un rang similaire ou identique, mais pour des raisons différentes.

# Une portée élargie : indicateurs additionnels de l'Indice

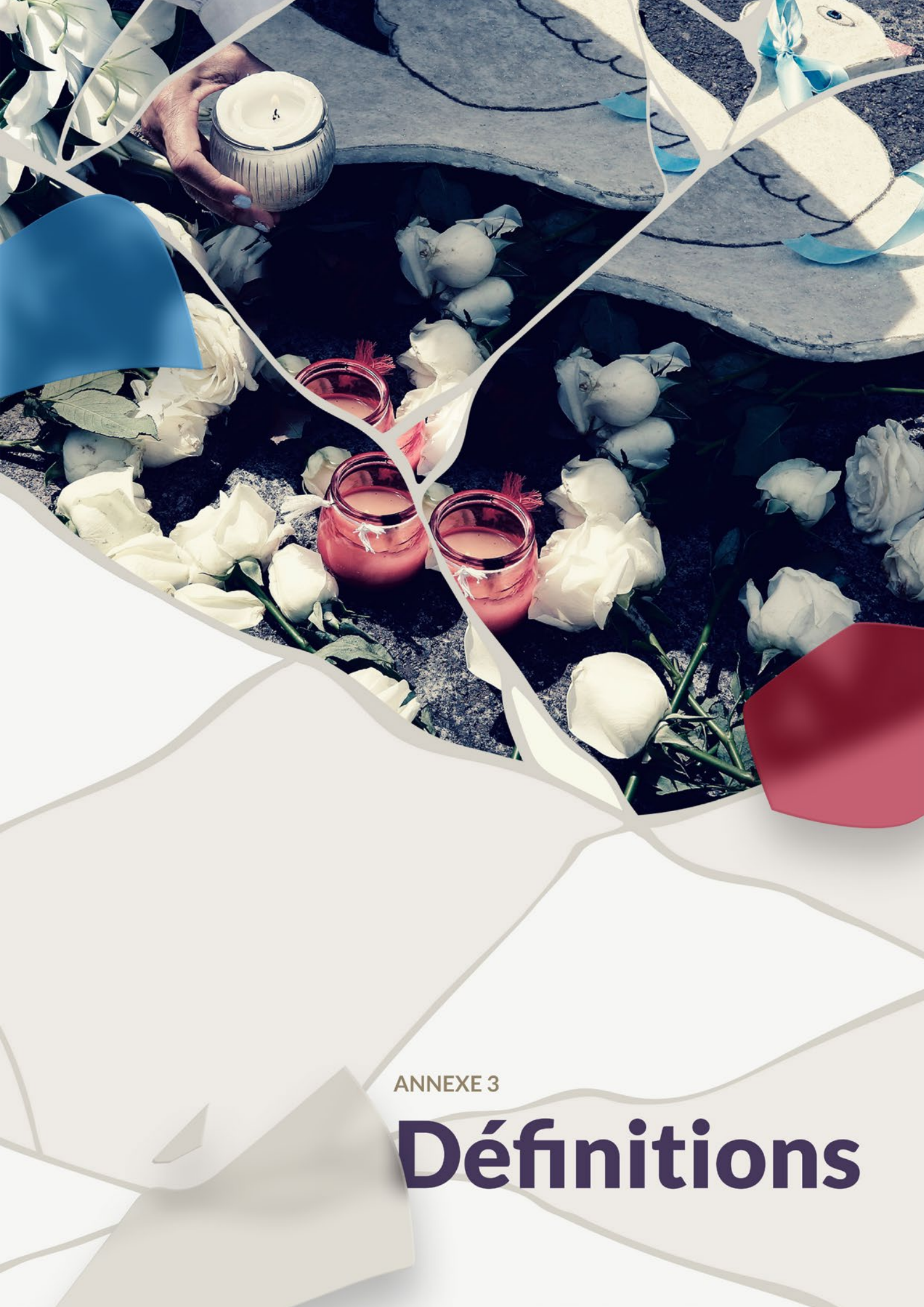
L'édition actuelle a été élargie pour tenir compte des limites reconnues de la portée des marchés criminels couverts précédemment par l'Indice. Cinq marchés criminels additionnels (criminalité financière, criminalité cyberdépendante, commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, commerce de produits de contrefaçon, et racket d'extorsion et chantage à la protection), ainsi qu'un type d'acteur criminel, les acteurs du secteur privé, ont été ajoutés. L'intégration de ces nouveaux indicateurs permet une évaluation globale plus approfondie du paysage de la criminalité organisée.

Nous reconnaissons les difficultés à mesurer la criminalité organisée en général, mais une évaluation juste des marchés transversaux, tels que la criminalité financière et la criminalité cyberdépendante, s'accompagne de son propre lot de défis. Par conséquent, des groupes techniques d'experts ont été mis en place pour évaluer si ces marchés s'intégreraient dans la méthodologie existante de l'Indice. Comme on pouvait s'y attendre, compte tenu de l'ampleur des activités criminelles relevant de ces deux types de criminalité, la criminalité financière et la criminalité cyberdépendante ont été les plus difficiles à définir et à mesurer. Par conséquent, les définitions de ces deux marchés criminels comprennent un ensemble d'activités criminelles spécifiques. Le fait de restreindre les types d'infractions qui relèveraient de ces marchés respectifs nous permet de mesurer de manière adéquate un marché spécifique tout en évitant le double comptage (c'est-à-dire le fait de comptabiliser la même activité criminelle dans deux marchés différents). Il va sans dire que le double comptage augmenterait artificiellement le score moyen de criminalité d'un pays, ce qui fausserait les résultats globaux de l'Indice.

Prenons l'exemple de la cybercriminalité. Notre approche a consisté à faire la distinction entre la criminalité cyber-facilitée et la criminalité cyberdépendante. Ce que l'on appelle souvent les infractions cyber-facilitées (c'est-à-dire les activités menées en ligne pour commettre des

formes traditionnelles de criminalité « hors ligne ») ont déjà été prises en compte dans la première version de l'Indice. Ainsi, l'utilisation de l'internet pour cibler et recruter des victimes de la traite des personnes serait prise en compte dans le marché de la traite des personnes, par exemple. En ce sens, il est nécessaire de séparer les crimes cyber-facilités et cyberdépendants pour éviter des chevauchements aussi importants entre les marchés. Pour éviter les problèmes liés à ces chevauchements, il a été décidé que l'Indice mesurerait la criminalité cyberdépendante comme un marché à part entière.

En tant que phénomène transversal, la définition et la mesure de la criminalité financière ont également posé quelques problèmes. Là encore, pour éviter les chevauchements lors de l'évaluation de la criminalité financière et pour permettre les comparaisons avec l'édition précédente de l'Indice, toutes les activités qui peuvent être attribuées à un autre marché criminel dans le cadre de l'Indice relèvent de l'indicateur de ce marché respectif. La fraude à la passation de marchés pour des contrats d'exploitation forestière en est un exemple, considéré comme relevant du marché de la criminalité liée à la flore, par opposition à la criminalité financière. Il est à noter que le blanchiment de produits illicites et le versement de pots-de-vin ne sont pas non plus inclus dans la catégorie de la criminalité financière. L'exclusion du blanchiment d'argent de cette catégorie se justifie par le fait qu'il n'existe pas en soi, mais qu'il s'agit plutôt d'un crime secondaire lié aux produits illicites d'une infraction principale. Comme les infractions principales sont déjà évaluées dans le cadre des différents marchés (par exemple le trafic de drogue), l'infraction secondaire, en l'occurrence le blanchiment des revenus du trafic de drogue, ne relèverait pas du marché de la criminalité financière. Elle est classée dans le marché primaire : le trafic de drogue. La seule exception est le cas où le blanchiment de capitaux résulte d'une fraude ou d'une autre infraction considérée comme un crime financier.



ANNEXE 3

# Définitions



# Définition de la criminalité organisée

Un indice est une mesure composite de variables utilisant divers points de données. Dans le cadre de la mesure de la criminalité organisée, les paramètres sur lesquels repose cet Indice découlent des définitions de la criminalité organisée et des activités et concepts liés.

La criminalité organisée, cependant, est un concept notoirement difficile à définir. Bien qu'il y ait une prise de conscience que le phénomène existe partout, il existe de multiples formes de criminalité, engendrées par différents acteurs qui évoluent et s'adaptent à divers environnements. En 2003, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC), le principal instrument international contre la criminalité organisée, est entrée en vigueur, obligeant les États membres à réfléchir à la définition de la criminalité organisée. Incapable de parvenir à un consensus, l'UNTOC ne fournit pas de définition de la criminalité organisée, mais propose des éclaircissements sur deux constantes dans le contexte général de la criminalité organisée.

Les termes « groupe criminel organisé » et « infraction grave », décrits dans la Convention, constituent les conditions de base pour qu'une activité soit considérée comme relevant de la criminalité organisée. Ils permettent de traiter le plus large éventail possible de problématiques. Par exemple, un groupe criminel organisé peut désigner toute une série d'associations criminelles, allant des organisations hiérarchisées jusqu'à des réseaux peu structurés. De même, l'accent mis par la Convention sur le terme « infraction grave » garantit le maintien d'une distinction entre la criminalité de bas niveau et l'activité criminelle organisée. De plus, la Convention traite spécifiquement des activités lucratives, ce qui permet aux politiques et à la lutte contre la criminalité organisée de distinguer cette dernière des actions motivées uniquement par des raisons politiques, telles que le terrorisme. Aujourd'hui, les États Membres de la Convention s'accordent de plus en plus pour s'abstenir de tout débat sur la définition du terme « criminalité organisée ». Ils reconnaissent que ce terme est flexible, se réfère à de nombreuses activités et circonstances en constante évolution, et que l'expression « criminalité organisée » peut être comprise et conceptualisée de nombreuses façons.

Néanmoins, pour qu'un indice offre des informations et une valeur véritables, une certaine forme de définition est essentielle. Tout en s'appuyant (mais pas exclusivement) sur des instruments internationaux pour définir les différents marchés criminels, l'Indice prend en compte à la fois la criminalité organisée transnationale ainsi que les activités criminelles organisées se déroulant à l'intérieur des frontières des États.

## BOX

### Crime organisé

Dans le cadre de l'Indice mondial du crime organisé, le « crime organisé » est défini comme toute activité illégale, menée par des groupes ou des réseaux agissant de concert, se servant de la violence, de la corruption ou d'activités connexes afin d'obtenir, directement ou indirectement, un avantage financier ou matériel. Ces activités peuvent être menées à la fois à l'intérieur d'un pays et à l'échelle transnationale.



En définissant ainsi la criminalité organisée, l'Indice permet de prendre en compte et de mesurer un large éventail d'activités et d'auteurs. Un point clé à noter dans cette définition est la question de la légalité. Les activités qui ne sont pas désignées comme illégales ou qui ont été légalisées dans

un pays ne relèvent pas de l'évaluation de ce pays particulier, même si elles sont considérées comme illégales dans un autre. Les activités qui ne sont pas illégales mais qui violent les normes internationales en matière de droits de l'homme sont incluses dans l'Indice.

# Définitions des marchés criminels

## Individus

### TRAITE DES PERSONNES

S'appuyant sur un ensemble de sources, l'Indice couvre la traite des personnes dans le contexte de l'esclavage moderne et inclut le trafic d'organes. Selon la définition courante de la traite des personnes, ce marché criminel n'exige pas le déplacement d'individus et concerne les hommes, les femmes et les enfants. Lorsqu'il y a mouvement, il peut s'agir de flux transfrontaliers et internes (comme un déplacement des zones rurales vers les zones urbaines). Pour les besoins de l'Indice, la traite des personnes désigne une activité, des moyens et un but, et toutes les étapes de l'activité illicite : le recrutement, le transfert et jusqu'à l'hébergement et l'accueil des personnes. Pour la distinguer du trafic d'êtres humains, la traite implique une forme de contrainte, de tromperie, d'enlèvement ou de fraude, et est réalisée à des fins d'exploitation, indépendamment du consentement de la victime. Selon le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, l'exploitation comprend, au minimum, la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

### TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS

Dans le cadre de l'Indice, le trafic d'êtres humains est l'infraction pénale concernant l'entrée, le transit ou le séjour illégal de migrants (par voie terrestre, maritime ou aérienne) facilité par un groupe criminel organisé dans le but d'en tirer un avantage financier ou matériel. Dans cette économie criminelle, l'activité illicite comprend toutes les étapes, notamment la production, l'obtention, la fourniture ou la possession de documents de voyage ou d'identité frauduleux lorsqu'elle est commise dans le but de permettre le trafic de migrants. Bien qu'il s'agisse de crimes distincts, le trafic d'êtres humains peut se transformer en traite des personnes lorsque l'élément d'exploitation est avéré.

### RACKET D'EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION

Les crimes de protection et d'extorsion liés à un ou plusieurs groupes criminels organisés qui exercent un contrôle sur un territoire ou un marché donné, qu'il soit légal ou illégal, comprennent :

- Les activités d'extorsion organisée, où l'extorqueur demande de l'argent ou une autre utilité/bénéfice en échange d'un besoin de protection délibérément faux, fabriqué ou réel (avec ou sans demande d'extorsion).

- Racket de cartel, lorsqu'un groupe criminel organisé agit en tant qu'intermédiaire ou médiateur en gérant la concurrence externe et en résolvant les litiges en contrôlant l'accès et l'entrée et la sortie de marchés clés.

La définition n'inclut pas ces actes lorsqu'ils sont commis par des agents de l'État (dans ce cas, ils sont inclus dans les divers marchés, y compris la corruption).

## Commerce

### TRAFIC D'ARMES

Le trafic d'armes comprend l'importation, l'exportation, l'acquisition, la vente, la livraison, le transport ou le transfert d'armes, de leurs pièces, éléments et munitions à travers les frontières nationales, ainsi que le détournement intentionnel d'armes à feu du commerce légal vers le commerce illégal, sans impliquer le transport au-delà des frontières physiques. Le terme « arme à feu » désigne toute arme à canon portable qui expulse, est conçue pour expulser ou peut être facilement convertie pour expulser un plomb, une balle ou un projectile par l'action d'un explosif, à l'exclusion des armes à feu anciennes ou de leurs répliques, conformément au Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, complémentaire à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Les termes « armes légères » et « armes de petit calibre » font référence à une gamme d'armes spécifiques, comme indiqué dans l'étude Small Arms Survey. Le trafic d'armes facilite souvent la perpétration d'autres activités criminelles organisées.

### COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON

Il s'agit de la production, du transport, du stockage, de la distribution et de la vente de produits de contrefaçon. Les produits de contrefaçon sont soit délibérément et frauduleusement mal étiquetés en ce qui concerne l'identité et/ou la source, soit des imitations frauduleuses de marques déposées et impliquent le vol d'une marque déposée.

### COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE

Ce marché implique le transport, la distribution et la vente illicites de biens de consommation soumis à accise, à l'exception du pétrole (qui est inclus dans la criminalité liée aux ressources non renouvelables). Il y a un marché illicite lorsque le produit est transporté ou vendu illégalement (c'est-à-dire en dépit de l'interdiction) ou lorsque le produit est distribué en dehors des processus réglementés, du marché réglementé ou du cadre réglementaire légal (par exemple, à des fins d'évasion fiscale). Ce marché ne comprend pas le commerce de versions contrefaites de ces produits (qui relève du commerce de produits de contrefaçon).



## Environnement

### CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE

Les infractions liées à la flore comprennent le commerce illicite ainsi que la possession d'espèces protégées par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), ainsi que les espèces protégées par une législation nationale.

### CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE

Comme la criminalité liée à la flore, celle liée à la faune comprend le braconnage, le commerce illicite d'animaux et de produits animaux, ainsi que la possession d'espèces ou de produits animaux protégés par la CITES ou par la législation

nationale. L'Indice prend également en compte les espèces marines protégées, et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) relève de cette catégorie.

### CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOVELABLES

L'Indice couvre l'extraction, la contrebande, le trafic, le soutage ou l'exploitation minière illicite de ressources naturelles. Il couvre également toute activité illicite liée au commerce de ces produits, y compris la fausse facturation. L'Indice couvre les biens tels que le pétrole, l'or, le gaz, les pierres précieuses, les diamants et les métaux précieux, entre autres.

## Drogues

### COMMERCE D'HÉROÏNE

L'Indice couvre la production, la distribution et la vente d'héroïne. Bien qu'elle ne soit pas en soi une forme de criminalité organisée, la consommation de cette drogue a été prise en compte pour déterminer la portée du marché des drogues illicites. Les opioïdes de synthèse sont considérés comme appartenant à la catégorie des drogues de synthèse (voir ci-dessous).

### COMMERCE DE COCAÏNE

Comme pour l'héroïne, la production, la distribution et la vente de cocaïne et de ses dérivés sont couvertes par l'Indice. Bien qu'elle ne soit pas en soi une forme de criminalité organisée, la consommation de cette drogue a été prise en compte pour déterminer la portée du marché des drogues illicites.

### COMMERCE DE CANNABIS

La culture, la distribution et la vente illicites d'huile, de résine, d'herbe ou de feuilles de cannabis sont couvertes par l'Indice. Bien qu'elle ne soit pas en soi une forme de criminalité organisée, la consommation de cette drogue a été prise en compte pour déterminer la portée du marché des drogues illicites. Constatant la légalisation croissante de la production, de la vente et de

la consommation de cannabis dans plusieurs pays, l'Indice s'est concentré uniquement sur les domaines où une activité était criminalisée et/ou des groupes criminels étaient impliqués dans la chaîne d'approvisionnement.

### COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE

Comme pour les autres marchés de drogues illicites, la production, la distribution et la vente de drogues de synthèse sont prises en compte dans l'Indice. Notamment, les opioïdes de synthèse, tels que le Tramadol, ainsi que les stimulants de type amphétamine, les méthamphétamines et le Fentanyl sont inclus dans ce marché criminel, ainsi que tout autre stupéfiant inclus dans le Protocole de 1972 modifiant la Convention unique sur les stupéfiants, la Convention sur les substances psychotropes de 1971 et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988. Bien que n'étant pas en soi une forme de criminalité organisée, la consommation de ces drogues a été prise en compte pour déterminer la portée du marché des drogues illicites. Les « produits médicaux de qualité inférieure ou falsifiés », tels que décrits par l'Organisation mondiale de la Santé, ont été exclus.

## Criminalité cyberdépendante

Définie comme la criminalité organisée qui dépend de l'utilisation d'un ordinateur, d'un réseau informatique ou d'autres formes de technologies de l'information et de la communication (TIC). Il s'agit notamment de la propagation de virus ou d'autres logiciels malveillants, du piratage informatique, des attaques par déni de service distribué (DDoS), des ransomwares et de la fraude aux cryptomonnaies. Ces activités sont considérées comme étant menées dans le but d'obtenir un avantage monétaire ou matériel (par opposition à un objectif politique ou idéologique).

## Criminalité financière

Désigne la criminalité organisée qui entraîne une perte financière pour l'État, l'entité et/ou les particuliers par le biais d'une ou de plusieurs des activités suivantes –

- La fraude financière : il s'agit des cas où de l'argent et/ou des actifs financiers sont obtenus par la tromperie, y compris, mais sans s'y limiter, la fraude relative à la passation de marchés, l'usurpation d'identité, la fraude au marketing de masse, la fraude bancaire, les pyramides de Ponzi, etc.
- La fraude fiscale (y compris les activités telles que la fausse facturation) et l'évasion fiscale abusive : il s'agit de l'utilisation de moyens illégaux pour éviter de payer des impôts. Elle se produit lorsque le contribuable se soustrait à l'évaluation ou au paiement de l'impôt. En cas de fausse facturation, l'acteur qui cherche à maximiser son profit sur-facture ou sous-facture et la fausse déclaration dépend des taux d'imposition et de taxation relatifs. L'optimisation fiscale doit être distinguée de la fraude fiscale, où, dans le cas de cette dernière, quelqu'un agit contre la loi ou abuse de la lettre de la loi. En revanche, l'optimisation fiscale abusive respecte la lettre de la loi, mais en détourne l'objectif.
- Détournement de fonds : il s'agit de l'appropriation frauduleuse de biens ou de fonds confiés à une personne pour leur gestion et leur conservation, dans l'intention d'utiliser ces actifs à des fins personnelles. Le détournement de fonds se distingue de la fraude ordinaire par le fait que l'acteur qui s'empare de l'argent ou des biens a la confiance du propriétaire et un accès légitime aux produits de valeur avant de les utiliser pour son propre usage.
- Malversations : il s'agit de l'utilisation abusive de fonds provenant d'organismes étatiques, internationaux ou régionaux à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été accordés à l'origine.

Pour être considérées comme de la fraude financière, les activités susmentionnées doivent être commises par un groupe criminel organisé dans le but d'obtenir un gain financier ou un avantage professionnel. Ces activités, lorsqu'elles sont imputables à un autre marché criminel de l'Indice, relèvent de l'indicateur de ce marché. Par exemple, la fraude à la passation de marchés pour des contrats d'exploitation forestière relève de la criminalité liée à la flore.

Le blanchiment de produits illicites et le versement de pots-de-vin ne sont pas inclus dans cette catégorie, comme l'explique l'Annexe 2.

# Définitions des acteurs de la criminalité

## **GROUPE DE TYPE MAFIEUX**

Ce terme désigne les groupes criminels organisés clairement définis. Cette typologie comprend également les milices et les groupes de guérilla principalement financés par des activités illicites. Il existe quatre caractéristiques déterminantes d'un groupe de type mafieux : un nom connu, un chef défini, une emprise territoriale et une appartenance identifiable.

## **RÉSEAUX CRIMINELS**

Ce terme désigne un réseau informel d'associés criminels se livrant à des activités criminelles. Cela comprend également les groupes relativement petits qui ne contrôlent pas de territoire et n'ont pas de nom ou de chef connus. Ils sont impliqués dans le trafic de marchandises, mais n'ont pas d'emprise territoriale ni aucune des autres caractéristiques des groupes de type mafieux. Essentiellement, les réseaux et les entrepreneurs criminels sont définis par leur incapacité à répondre aux caractéristiques déterminantes des groupes de type mafieux.

## **ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT**

Ce terme désigne des acteurs de la criminalité qui sont intégrés et agissent depuis l'intérieur de l'appareil d'État.

## **ACTEURS ÉTRANGERS**

Ce terme désigne des acteurs de la criminalité étatiques ou non étatiques opérant en dehors de leur pays d'origine. Cela peut inclure non seulement des ressortissants étrangers, mais aussi des individus issus de groupes diasporiques qui se sont implantés dans le pays.

## **ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ**

Ce terme désigne des individus ou des entités à la recherche de profits qui possèdent, gèrent ou contrôlent un segment de l'économie légale qui n'est pas détenu ou contrôlé par l'État, et qui collaborent ou coopèrent avec des acteurs de la criminalité de manière délibérée, sous la contrainte ou par négligence. Les activités comprennent, entre autres, de blanchir des revenus illicites, de jouer le rôle d'informateur et de fournir des services de représentation légale par des moyens contraires à l'éthique.



# Définitions des indicateurs de résilience

## Leadership politique et gouvernance

### LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE

Ce terme fait référence au rôle du gouvernement d'un État en matière de lutte contre la criminalité organisée et à son efficacité à cet égard. Une leadership politique et une gouvernance forts indiquent une plus grande résilience de l'État face à la criminalité organisée.

Les gouvernements guident les citoyens en fonction de la position de l'État concernant la criminalité organisée, en défendant son rôle dans la lutte contre le phénomène et en définissant les bases de l'action. La plateforme d'où est tenu le discours sur la lutte contre la criminalité organisée reflète, dans une certaine mesure, le degré de priorité accordé à ce problème dans l'agenda national.

La gouvernance est fonction de la relation entre l'État et les populations gouvernées. Les dirigeants qui sont perçus comme légitimes dans leur intention et leurs actions fédèrent la société. La confiance des citoyens dans ceux qui les gouvernent est parfois directement liée aux conflits dans une société. La présence de la criminalité organisée peut tangiblement réduire la capacité de gouvernance et la légitimité du gouvernement aux yeux de la population. Lorsqu'il n'y a pas ou peu de confiance dans le gouvernement, la société peut devenir instable, créant ainsi des opportunités (supplémentaires) pour la criminalité organisée de combler le vide entre l'État et ses populations.

### BOX

## Résilience

L'Indice définit la « résilience » comme la capacité de résister et de perturber les activités criminelles organisées dans leur ensemble, plutôt que des marchés individuels, par le biais de mesures politiques, économiques, juridiques et sociales. La résilience fait référence aux mesures prises par les pays à la fois par les acteurs étatiques et non étatiques.



## TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

Ce terme fait référence à la mesure dans laquelle un État met en place des mécanismes de surveillance pour empêcher la collusion de l'État dans des activités illicites. En d'autres termes, il s'agit de savoir si l'État crée ou non des opportunités pour réduire la corruption étatique et pour dissimuler le contrôle illégitime du pouvoir ou des ressources, y compris des ressources liées à la criminalité organisée.

Les gouvernements, en tant que représentants de leurs citoyens, sont chargés de superviser et de maintenir la loi et l'ordre social. En cas de violation de ce contrat, la confiance des citoyens dans les institutions de l'État est ébranlée (ce qui peut entraîner une vulnérabilité à la criminalité organisée) et peut impliquer la collusion de l'État avec la criminalité organisée. Les efforts visant à accroître la transparence, tels que l'affectation de ressources suffisantes pour la lutte contre la corruption, permettent de limiter les possibilités pour les criminels organisés d'exercer leur influence. Ainsi, plus un gouvernement est transparent, plus un État est résilient à la criminalité organisée.

## COOPÉRATION INTERNATIONALE

Ce terme désigne les structures et les processus d'interaction, d'élaboration de politiques et de mise en œuvre concrète par les pays au-delà du niveau national afin de répondre à la criminalité organisée. Une forte coopération internationale est le signe de niveaux élevés de résilience de l'État à la criminalité organisée.

Alors que la criminalité organisée est un phénomène de plus en plus transnational, avec des acteurs et des chaînes d'approvisionnement capables de traverser les frontières nationales et continentales, il est essentiel que les États collaborent à l'échelle mondiale pour lutter contre cette menace.

La ratification (et la rapidité de ratification) des traités internationaux pertinents en matière de criminalité organisée implique la volonté des États d'apporter des réponses au problème, dans le respect des normes internationales. Ces traités sont :

- La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses trois protocoles
- La Convention des Nations Unies contre la corruption
- La Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, 1988
- La Convention unique sur les stupéfiants, 1961
- La Convention sur les substances psychotropes, 1971
- Le Traité sur le commerce des armes
- La CITES

Au niveau international, pour les États membres, ces instruments constituent une base juridique suffisante pour mettre en œuvre des mesures de lutte contre la criminalité organisée. Ces mesures incluent la coopération en matière pénale, en particulier l'entraide judiciaire, l'extradition, le transfert des détenus condamnés et la confiscation transfrontalière d'avoirs. L'existence de telles structures et politiques, ainsi que la preuve de leur utilisation efficace, permettent une plus grande résilience de l'État face à la criminalité organisée.

## POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES

La coopération internationale est une composante essentielle de la lutte contre la criminalité organisée, car elle établit les fondements des réponses nationales. Ainsi, les politiques et législations nationales désignent l'action juridique et les structures mises en place par l'État pour lutter contre la criminalité organisée. Ces stratégies et législations nationales en matière de criminalité organisée sont adaptées aux besoins de l'État, à sa tradition juridique et à ses conditions sociales, économiques, culturelles et géographiques. Leur existence reflète une plus grande résilience de l'État face à la criminalité organisée.

## Justice pénale et sécurité

### SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION

Ce terme désigne la capacité du système judiciaire d'un État à faire effectivement appliquer les jugements rendus dans les affaires liées à la criminalité organisée. Ceci repose sur le fait que le système judiciaire dispose de ressources suffisantes et qu'il fonctionne de manière indépendante et efficace à tous les niveaux de la chaîne juridique. Bien que le jugement des affaires soit sa fonction première, la capacité d'exécution est également une composante essentielle des activités d'un pouvoir judiciaire. Pour évaluer la capacité judiciaire d'un État, il convient de prendre en compte des éléments tels que la preuve que les leaders clés de la criminalité organisée sont poursuivis avec succès et, en particulier, le degré d'influence de la criminalité organisée au sein du système pénitentiaire. Lorsque le système pénitentiaire est sous l'emprise de la criminalité organisée, cela se répercute de manière significative sur le score. Ainsi, si le fait de disposer de plus de ressources et d'indépendance pour juger les affaires de criminalité organisée augmente la résilience d'un État, une impunité élevée la diminue.

### FORCES DE L'ORDRE

Ce terme fait référence à la capacité de l'État à enquêter, à obtenir des renseignements, à protéger et à faire respecter ses règles et procédures en matière de criminalité organisée. En tant que première ligne du système pénal d'un État, les forces de l'ordre et les services de renseignement sont souvent en contact direct avec les activités de la criminalité organisée. Afin de traduire en justice les criminels, la capacité

des forces de l'ordre d'un État à lutter contre la criminalité organisée repose sur le fait de disposer de ressources suffisantes et de savoir si l'État a investi dans des mécanismes d'application de la loi spécifiquement adaptés à la criminalité organisée. On peut donc dire qu'un État ayant des capacités accrues en matière de maintien de l'ordre est plus résilient à la criminalité organisée.

### INTÉGRITÉ TERRITORIALE

Ce terme fait référence à la capacité d'un État à contrôler son territoire et ses infrastructures contre les activités criminelles organisées, notamment sa capacité à contrôler efficacement ses frontières.

La localisation et la géographie d'un pays peuvent augmenter le risque d'exploitation par des groupes criminels organisés. Par exemple, les longues frontières sont moins susceptibles d'être efficacement réglementées, et les criminels sont donc plus susceptibles d'en profiter pour faire passer des marchandises illicites et des personnes sans se faire remarquer. De plus, le niveau d'engagement économique d'un État au niveau international, caractérisé par des éléments tels que ses infrastructures portuaires et aéroportuaires, peut faciliter le transport de marchandises et de personnes (à la fois légitimement et illégalement) entre les pays.

Ainsi, plus les États mettent en place des ressources et des infrastructures pour gérer leur intégrité territoriale contre la criminalité organisée, plus leur résilience est élevée.





## Action économique et financière

### LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Ce terme désigne la capacité d'un État à mettre en œuvre des mesures juridiques, réglementaires et opérationnelles pour lutter contre le blanchiment d'argent et d'autres menaces liées à l'intégrité du système financier.

Les profits que les criminels tirent de la criminalité organisée sont souvent dissimulés et canalisés dans des entreprises légales. En développant des mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent, les États deviennent plus résilients face à la menace du blanchiment d'argent, qui est potentiellement à la base de toutes les formes de criminalité organisée.

Le Groupe d'action financière (Financial Action Task Force) est un organe qui a élaboré un ensemble de recommandations reconnues comme la norme internationale pour la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Elles constituent la base d'une réponse coordonnée à ces menaces pesant sur le système financier. Les États sont évalués par le biais d'évaluations réciproques entre pays afin de déterminer leur niveau de conformité à ces normes. Plus la conformité est élevée, plus les États sont résilients face à la criminalité organisée.

### CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE

Ce terme fait référence à la capacité à contrôler, à gérer l'économie et à réglementer les transactions financières et économiques (tant au niveau

national qu'international) afin que le commerce puisse prospérer dans le respect de l'État de droit. En d'autres termes, il s'agit de savoir si un acteur a mis en place et peut superviser efficacement les mécanismes qui garantissent des transactions économiques et des entreprises fonctionnant de manière prévisible et équitable, sans distorsion, comme les activités criminelles telles que l'extorsion et la taxation illicite.

Lorsque les acteurs sont capables de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et réglementations solides qui permettent et favorisent le développement du secteur privé, cela offre des options et des opportunités d'expansion aux entreprises légitimes et réglementées. Par ailleurs, cela décourage l'émergence d'entreprises informelles et illégales, ou empêche que des groupes criminels influencent abusivement les forces économiques, par le biais de réglementations parallèles, d'extorsion ou autres pratiques criminelles.

Il a été démontré que les États qui sont frappés de sanctions durables par la communauté internationale développent des moyens illicites pour contourner ou atténuer l'impact de ces sanctions.

Plus le nombre de réglementations économiques saines en place est élevé et plus le nombre et la durée des sanctions imposées à un État sont faibles, plus celui-ci est résilient face à la criminalité organisée.



## Société civile et protection sociale

### SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS

Ce terme désigne l'existence d'une assistance fournie aux victimes de diverses formes de criminalité organisée (par exemple, la traite des personnes, le trafic de drogue, l'extorsion ou la fraude).

Les mécanismes de soutien, les programmes de soins pour les victimes ainsi que les ressources allouées à ces initiatives créent un environnement dans lequel les citoyens peuvent se rétablir plus rapidement après avoir subi les effets des activités criminelles organisées.

De plus, des initiatives telles que les programmes de protection des témoins sont essentielles et souvent le seul moyen de poursuivre avec succès les criminels organisés. Plus ces programmes de soutien mis en place sont efficaces, plus les États sont résilients face à la criminalité organisée.

### PRÉVENTION

Ce terme désigne l'existence de stratégies, de mesures, de systèmes d'affectation de ressources, de programmes et de processus visant à prévenir la criminalité organisée. Alors que la prévention concerne principalement les initiatives de l'État, ces cadres utilisent souvent une approche holistique des mesures préventives par le biais de la sensibilisation communautaire, reconnaissant que les citoyens engagés dans la prévention de la criminalité organisée contribuent à rendre l'État plus résilient.

Grâce à la prévention, les États peuvent mettre en place des mesures de protection contre la criminalité organisée en modifiant les comportements des groupes vulnérables et en réduisant la demande en activités illicites. Ainsi, plus le programme de prévention d'un État est robuste, plus il est résilient à la criminalité organisée.

### ACTEURS NON ÉTATIQUES

Du point de vue de la résilience, les acteurs non étatiques jouent un rôle dans la lutte contre la criminalité organisée. Ils complètent les initiatives des gouvernements et assurent un contrepoids aux gouvernements pour garantir la résilience face à la criminalité organisée. L'indicateur « acteurs non étatiques » mesure également à quel point les organisations de la société civile sont capables et autorisées à jouer un rôle dans la lutte contre la criminalité organisée à tous les niveaux, du soutien aux victimes à la prévention.

Les organisations de la société civile sont présentes dans les communautés locales, où l'appropriation des initiatives contre la criminalité organisée est formée, conduisant à des mesures de réponse plus durables. De même, les médias jouent un rôle essentiel en demandant des comptes aux gouvernements et en faisant entendre les voix des communautés par la mobilisation de la société civile contre la menace de la criminalité organisée. Ainsi, plus un État fait de la place à la société civile, plus il est résilient face à la criminalité organisée.











ANNEXE 4

# Tableaux de classement

# de classement

## Scores de criminalité

PAYS	SCORE
1. MYANMAR	8.15 +0.56
2. COLOMBIE	7.75 +0.09
3. MEXIQUE	7.57 +0.01
4. PARAGUAY	7.52 +0.82
5. RÉP. DÉM. DU CONGO	7.35 -0.40
6. NIGÉRIA	7.28 +0.13
7. AFRIQUE DU SUD	7.18 +0.56
8. IRAQ	7.13 +0.08
9. AFGHANISTAN	7.10 +0.02
9. LIBAN	7.10 +0.34
11. ÉQUATEUR	7.07 +0.82
11. SYRIE	7.07 +0.23
13. HONDURAS	7.05 +0.08
14. IRAN	7.03 -0.07
14. TÜRKIYE	7.03 +0.14
16. KENYA	7.02 +0.07
17. PANAMA	6.98 +0.31
18. LIBYE	6.93 +0.38
19. RUSSIE	6.87 +0.63
20. CAMBODGE	6.85 +1.03
20. INDONÉSIE	6.85 +0.48
22. BRÉSIL	6.77 +0.27
23. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	6.75 -0.29
24. VENEZUELA	6.72 +0.08
25. PHILIPPINES	6.63 -0.21
26. GUATEMALA	6.60 +0.13
27. NÉPAL	6.57 +0.41
27. YÉMEN	6.57 +0.45
29. OUGANDA	6.55 +0.41
29. VIET NAM	6.55 +0.27
31. UKRAINE	6.48 +0.31
32. PÉROU	6.40 +0.05
33. CHINE	6.37 +0.36
33. SOUDAN	6.37 -0.09

PAYS	SCORE
33. ÉMIRATS ARABES UNIS	6.37 +0.62
36. SOUDAN DU SUD	6.32 -0.02
37. CAMEROUN	6.27 -0.04
38. MALAISIE	6.23 +0.29
38. ARABIE SAOUDITE	6.23 +0.22
40. ITALIE	6.22 +0.41
40. SERBIE	6.22 +0.01
42. MOZAMBIQUE	6.20 -0.33
42. TANZANIE	6.20 +0.05
44. THAÏLANDE	6.18 +0.42
45. SOMALIE	6.13 +0.34
46. LAOS	6.12 +0.61
47. PAKISTAN	6.03 -0.25
48. CÔTE D'IVOIRE	6.02 -0.13
49. GUYANA	5.97 +0.87
50. HAÏTI	5.93 +0.21
50. MALI	5.93 +0.04
52. BURKINA FASO	5.92 +0.43
52. EL SALVADOR	5.92 -0.02
54. MONTÉNÉGRO	5.90 -0.10
54. ESPAGNE	5.90 +0.13
56. BÉLARUS	5.87 +0.80
57. BOSNIE-HERZÉGOVINE	5.85 -0.04
58. FRANCE	5.82 +0.16
59. GHANA	5.80 -0.21
59. JAMAÏQUE	5.80 -0.11
61. INDE	5.75 +0.23
61. ROYAUME-UNI	5.75 +0.86
63. NICARAGUA	5.72 -0.34
63. PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	5.72 +0.28
65. NIGER	5.70 -0.31
66. ÉTHIOPIE	5.68 +0.89
67. ÉTATS-UNIS	5.67 +0.17
68. BULGARIE	5.65 +0.23

PAYS	SCORE	PAYS	SCORE
69. MOLDAVIE	5.60 +1.15	106. SUISSE	4.87 +0.53
70. ANGOLA	5.58 +0.29	109. GABON	4.85 -0.05
70. MADAGASCAR	5.58 -0.01	109. ISRAËL	4.85 +0.44
72. COSTA RICA	5.53 +0.54	111. RÉP. POP. DÉM. DE CORÉE	4.82 +0.04
73. SÉNÉGAL	5.52 +0.71	112. AZERBAÏDJAN	4.80 -0.28
74. TCHAD	5.50 -0.36	112. MAROC	4.80 +0.01
74. LIBÉRIA	5.50 +0.45	114. CONGO, REP	4.78 -0.25
76. ZIMBABWE	5.47 -0.19	115. SURINAME	4.77 -0.13
77. QATAR	5.45 +0.24	116. ZAMBIE	4.73 -0.19
77. TADJIKISTAN	5.45 -0.16	117. SLOVAQUIE	4.72 +0.03
79. GRÈCE	5.35 +0.43	118. SUÈDE	4.70 +0.14
80. ALLEMAGNE	5.33 +0.43	119. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4.68 +0.05
81. BÉNIN	5.32 +0.07	120. DJIBOUTI	4.65 +0.66
81. KIRGHIZISTAN	5.32 0.00	121. HONGRIE	4.62 +0.12
83. TOGO	5.23 -0.09	122. GUINÉE	4.58 -0.62
84. KOWEÏT	5.20 +0.06	122. ROUMANIE	4.58 -0.01
84. TRINITÉ-ET-TOBAGO	5.20 +0.26	124. GAMBIE	4.53 -0.30
86. CHILI	5.18 +0.58	125. MALAWI	4.48 +0.66
87. ALBANIE	5.17 -0.46	125. POLOGNE	4.48 +0.47
88. CROATIE	5.15 +0.09	127. KAZAKHSTAN	4.47 +0.21
89. BANGLADESH	5.12 +0.15	128. TUNISIE	4.45 +0.66
90. GUINÉE-BISSAU	5.10 -0.35	129. BELGIQUE	4.43 +0.09
91. IRLANDE	5.08 +0.18	129. CHYPRE	4.43 +0.24
92. ÉGYPTÉ	5.05 -0.11	129. CORÉE, RÉP.	4.43 -0.48
93. MACÉDOINE DU NORD	5.03 -0.28	132. OMAN	4.40 +0.26
94. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	5.02 -0.13	132. ÎLES SALOMON	4.40 +0.25
95. ARGENTINE	5.00 +0.63	132. TURKMÉNISTAN	4.40 -0.21
95. MALTE	5.00 +0.35	135. EQUATORIAL GUINÉE	4.38 +0.27
- KOSOVO	4.97 -0.22	135. ESWATINI	4.38 +0.76
97. PAYS-BAS	4.97 +0.28	135. MAURITANIE	4.38 0.00
98. BAHREÏN	4.95 +0.13	138. MAURICE	4.37 -0.14
98. BOLIVIE	4.95 +0.65	138. SLOVÉNIE	4.37 +0.08
98. SIERRA LEONE	4.95 -0.45	140. BOTSWANA	4.35 +0.64
98. OUZBÉKISTAN	4.95 -0.01	141. NAMIBIE	4.30 -0.03
102. JORDANIE	4.93 +0.22	142. CABO VERDE	4.28 +0.24
103. SRI LANKA	4.92 +0.28	142. JAPON	4.28 -0.25
104. ALGÉRIE	4.88 +0.37	144. MALDIVES	4.27 +0.21
104. PORTUGAL	4.88 +0.33	145. ESTONIE	4.25 +0.65
106. BELIZE	4.87 +0.23	146. FIDJI	4.15 +0.25
106. BURUNDI	4.87 +0.36	147. AUTRICHE	4.13 +0.09



PAYS	SCORE
148. MONGOLIE	4.12 +0.11
149. NOUVELLE-ZÉLANDE	4.08 +0.83
149. TIMOR-LESTE	4.08 +0.12
151. DANEMARK	4.02 +0.16
152. AUSTRALIE	4.00 0.00
153. ÉRYTHRÉE	3.97 -0.37
154. COMORES	3.92 +0.06
154. LESOTHO	3.92 +0.02
156. BHOUTAN	3.90 +0.21
156. LETTONIE	3.90 +0.39
156. LITUANIE	3.90 +0.59
156. SEYCHELLES	3.90 +0.23
160. CANADA	3.88 +0.22
161. BAHAMAS	3.75 -0.04
161. NORVÈGE	3.75 -0.06
163. TONGA	3.70 -0.07
164. GÉORGIE	3.60 +0.64
164. RWANDA	3.60 -0.07
166. SAINTE-LUCIE	3.53 -0.56
167. SAINT-KITTS-ET-NEVIS	3.52 -0.58
168. SAINT-MARIN	3.48 +0.47
169. SINGAPOUR	3.47 +0.35
170. CUBA	3.37 -0.07

PAYS	SCORE
170. ISLANDE	3.37 -0.02
172. ANDORRE	3.22 +0.26
172. URUGUAY	3.22 +0.53
174. SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	3.08 -0.22
175. BARBADE	3.07 -0.14
176. MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	3.00 -0.30
177. ANTIGUA-ET-BARBUDA	2.98 -0.36
177. FINLANDE	2.98 +0.27
179. GRENADE	2.93 -0.12
180. BRUNÉI DARUSSALAM	2.85 +0.09
180. LUXEMBOURG	2.85 +0.49
182. ARMÉNIE	2.82 -0.44
183. PALAOS	2.70 -0.24
184. DOMINIQUE	2.63 0.00
185. MONACO	2.58 +0.16
186. ÎLES MARSHALL	2.52 +0.21
187. KIRIBATI	2.45 +0.10
188. SAMOA	2.43 +0.39
188. VANUATU	2.43 +0.23
190. LIECHTENSTEIN	2.27 +0.40
191. NAURU	2.05 +0.29
192. SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	1.70 -0.08
193. TUVALU	1.62 +0.08

# Scores des marchés criminels

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	TRAITE DES PERSONNES	TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	RACKET D'EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	TRAFIC D'ARMES	COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE
1. MEXIQUE	8.13 +0.13	8.0 +0.5	9.0 +0.5	9.0 n/a	8.5 +0.5	8.5 n/a	7.0 n/a
2. MYANMAR	7.70 +0.65	8.5 +2.0	8.0 +0.5	7.5 n/a	9.0 +1.0	6.0 n/a	7.0 n/a
3. IRAN	7.37 +0.42	8.0 +0.5	8.5 +0.5	4.5 n/a	9.0 +1.0	7.5 n/a	8.0 n/a
3. NIGÉRIA	7.37 +0.32	7.5 0.0	6.0 0.0	8.0 n/a	8.5 +0.5	8.0 n/a	7.0 n/a
5. COLOMBIE	7.30 +0.10	8.0 +0.5	7.5 +0.5	8.5 n/a	8.0 0.0	7.5 n/a	4.5 n/a
6. ÉMIRATS ARABES UNIS	7.03 +0.28	8.5 0.0	6.5 0.0	5.0 n/a	7.0 +0.5	7.0 n/a	5.5 n/a
7. AFGHANISTAN	7.00 +0.10	9.0 +0.5	9.5 +1.5	6.0 n/a	9.0 +0.5	8.5 n/a	9.0 n/a
8. BRÉSIL	6.93 +0.43	6.0 +1.0	5.5 +1.5	7.0 n/a	8.5 +0.5	7.0 n/a	5.0 n/a
8. KENYA	6.93 +0.28	8.0 +0.5	7.5 +0.5	7.0 n/a	7.5 0.0	7.0 n/a	6.0 n/a
10. AFRIQUE DU SUD	6.87 +0.87	4.5 0.0	5.0 +1.0	8.0 n/a	8.0 0.0	7.0 n/a	7.0 n/a
11. RUSSIE	6.83 +0.73	7.5 +1.0	6.5 +0.5	6.0 n/a	8.5 +4.0	4.5 n/a	6.5 n/a
12. THAÏLANDE	6.77 +0.37	7.0 +0.5	7.0 0.0	6.5 n/a	6.5 +1.0	8.0 n/a	7.0 n/a
12. TÜRKIYE	6.77 +0.37	8.0 +1.0	9.0 0.0	6.0 n/a	8.5 -0.5	7.0 n/a	7.0 n/a
14. ÉQUATEUR	6.73 +0.73	6.5 +0.5	6.0 +0.5	8.0 n/a	8.0 +0.5	6.0 n/a	6.0 n/a
14. PARAGUAY	6.73 +0.83	7.5 +0.5	6.0 0.0	7.0 n/a	9.0 +0.5	9.0 n/a	7.5 n/a
16. CAMBODGE	6.70 +0.55	8.5 +1.0	7.0 +0.5	6.5 n/a	5.5 +0.5	8.0 n/a	5.5 n/a
16. INDE	6.70 +0.40	8.0 +1.0	6.5 +0.5	7.0 n/a	6.0 +0.5	7.5 n/a	6.0 n/a
18. MALAISIE	6.67 +0.42	7.5 +1.0	7.5 +0.5	5.5 n/a	5.5 0.0	7.5 n/a	7.0 n/a
18. PANAMA	6.67 +0.32	7.5 -0.5	6.5 +1.0	6.5 n/a	7.0 +0.5	7.5 n/a	7.0 n/a
20. INDONÉSIE	6.60 +0.60	7.5 +1.0	6.5 +0.5	6.0 n/a	4.5 0.0	7.5 n/a	6.5 n/a
21. LIBYE	6.57 +0.47	8.5 -1.0	9.5 +1.5	9.0 n/a	9.0 -0.5	6.0 n/a	7.0 n/a
21. PHILIPPINES	6.57 +0.27	7.5 +0.5	5.5 +0.5	5.5 n/a	7.5 0.0	7.0 n/a	6.0 n/a
21. ARABIE SAOUDITE	6.57 -0.33	8.0 -0.5	7.5 0.0	2.0 n/a	8.0 0.0	6.0 n/a	4.0 n/a
24. CHINE	6.53 +0.63	7.0 +0.5	6.5 +0.5	5.0 n/a	3.0 +0.5	9.5 n/a	6.0 n/a
25. VIET NAM	6.50 +0.45	7.0 +0.5	7.0 0.0	6.0 n/a	4.5 +0.5	7.5 n/a	7.0 n/a
26. MALI	6.47 +0.32	7.5 +0.5	7.0 +1.0	8.0 n/a	8.0 0.0	6.5 n/a	7.0 n/a
27. SYRIE	6.43 +0.38	8.5 0.0	9.0 +0.5	8.0 n/a	9.0 0.0	6.5 n/a	6.5 n/a
28. TANZANIE	6.40 -0.15	6.5 0.0	7.0 +0.5	4.0 n/a	6.0 +0.5	7.0 n/a	7.0 n/a
28. OUGANDA	6.40 +0.75	7.5 +0.5	6.5 +1.5	5.0 n/a	7.0 +0.5	7.5 n/a	6.0 n/a
30. LAOS	6.33 +0.68	7.0 +0.5	6.5 0.0	5.0 n/a	5.5 +1.0	7.5 n/a	7.0 n/a
31. LIBAN	6.30 +0.40	7.5 -1.0	8.0 +1.5	5.5 n/a	8.5 +1.0	6.5 n/a	6.5 n/a
32. IRAQ	6.27 -0.08	7.5 -0.5	8.5 0.0	7.0 n/a	9.0 0.0	6.5 n/a	6.5 n/a
32. PAKISTAN	6.27 -0.03	8.0 0.0	7.5 +0.5	6.5 n/a	8.5 +0.5	4.5 n/a	6.0 n/a
32. UKRAINE	6.27 +0.67	7.5 +0.5	8.0 +1.5	5.0 n/a	9.0 +1.0	5.5 n/a	5.0 n/a
35. CAMEROUN	6.23 -0.02	6.5 0.0	5.5 0.0	6.0 n/a	7.5 +1.0	7.5 n/a	5.0 n/a
36. RÉP. DÉM. DU CONGO	6.20 -0.30	7.5 +0.5	5.5 0.0	7.5 n/a	9.0 0.0	6.0 n/a	4.0 n/a
36. PÉROU	6.20 0.00	7.0 0.0	6.5 +0.5	4.5 n/a	6.5 +1.0	9.0 n/a	2.0 n/a

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENEUVELABLES	COMMERCE D'HÉROÏNE	COMMERCE DE COCAÏNE	COMMERCE DE CANNABIS	COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	CRIMINALITÉ FINANCIÈRE
7.5 0.0	7.0 0.0	7.5 0.0	8.0 0.0	9.0 0.0	8.0 0.0	9.0 0.0	7.5 n/a	8.5 n/a
8.5 +1.5	8.5 +0.5	9.0 +2.5	9.5 0.0	3.5 0.0	4.5 0.0	10.0 +0.5	7.5 n/a	8.5 n/a
4.5 0.0	4.0 0.0	9.5 +1.0	9.0 0.0	5.5 0.0	6.0 0.0	9.5 +1.0	8.0 n/a	9.0 n/a
6.0 0.0	7.0 +0.5	8.0 0.0	6.0 0.0	7.0 +0.5	8.0 0.0	8.5 +0.5	8.0 n/a	7.0 n/a
7.0 +1.0	7.0 0.0	9.0 0.0	5.0 0.0	9.5 0.0	7.0 -1.0	6.0 +1.0	7.0 n/a	8.0 n/a
5.5 0.0	7.5 0.0	7.5 +1.5	7.0 0.0	6.5 +0.5	6.5 0.0	8.0 +0.5	8.0 n/a	9.5 n/a
5.5 -0.5	3.5 -0.5	6.5 -1.5	9.5 0.0	1.0 0.0	7.5 +0.5	9.0 +0.5	4.0 n/a	7.5 n/a
8.5 0.0	8.5 0.0	8.5 +0.5	2.5 +0.5	9.0 0.0	8.5 +0.5	4.5 +0.5	8.0 n/a	7.0 n/a
6.0 0.0	7.0 0.0	7.0 0.0	7.5 0.0	6.0 0.0	6.5 0.0	5.5 +1.0	8.0 n/a	7.5 n/a
5.0 +1.5	8.0 +0.5	8.0 +0.5	7.5 0.0	7.0 +1.5	5.0 +1.5	8.5 0.0	7.0 n/a	7.5 n/a
7.5 0.0	7.5 0.0	7.5 +2.5	6.0 -1.0	3.5 -1.0	5.0 0.0	8.5 +1.0	9.0 n/a	8.5 n/a
6.5 0.0	8.0 0.0	6.0 0.0	8.0 +0.5	4.0 0.0	4.5 -0.5	8.5 +0.5	6.0 n/a	8.0 n/a
4.0 0.0	3.0 0.0	8.5 -1.0	8.5 +0.5	5.5 +1.5	6.5 +1.5	7.0 +1.5	5.0 n/a	8.0 n/a
7.0 +1.0	7.0 +1.0	7.5 +1.0	6.5 +0.5	8.5 +1.5	5.5 +1.5	5.5 0.0	6.5 n/a	6.5 n/a
6.5 +0.5	6.5 0.0	4.0 +0.5	1.0 0.0	8.5 +1.5	9.0 0.0	4.5 0.0	7.5 n/a	7.5 n/a
8.0 0.0	8.5 +0.5	8.0 0.0	4.5 +0.5	2.5 0.0	4.5 0.0	8.0 +0.5	7.5 n/a	8.0 n/a
6.0 +0.5	7.0 -1.0	7.0 0.0	7.0 +0.5	3.5 0.0	7.5 0.0	7.0 +0.5	7.5 n/a	7.0 n/a
6.5 +0.5	8.0 0.0	5.5 0.0	7.0 +0.5	4.0 -1.0	5.0 0.0	7.5 0.0	8.0 n/a	8.0 n/a
6.5 +0.5	8.0 0.0	6.5 +0.5	5.0 0.0	8.5 0.0	4.5 -0.5	5.0 0.0	6.5 n/a	7.5 n/a
8.0 +0.5	8.0 0.0	8.0 +0.5	3.5 0.0	4.0 0.0	6.5 0.0	7.0 +1.0	7.5 n/a	8.0 n/a
1.0 0.0	3.5 0.0	9.5 +1.0	2.5 0.0	5.5 +1.5	7.0 -0.5	7.5 +0.5	3.5 n/a	9.5 n/a
7.0 0.0	7.5 0.0	8.0 0.0	4.0 0.0	4.0 +0.5	4.5 0.0	9.0 0.0	7.5 n/a	8.0 n/a
5.0 0.0	7.5 +0.5	7.5 +0.5	6.5 0.0	5.5 0.0	6.5 0.0	9.0 +1.5	7.5 n/a	8.0 n/a
8.5 0.0	9.0 0.0	5.0 +0.5	6.5 0.0	3.5 0.0	4.5 +0.5	8.0 0.0	8.5 n/a	7.5 n/a
7.0 +0.5	9.0 +0.5	6.0 0.0	7.5 +0.5	4.0 0.0	4.5 0.0	7.0 +0.5	6.5 n/a	7.0 n/a
5.0 0.0	5.0 -0.5	8.0 +0.5	3.0 0.0	6.0 0.0	7.0 0.0	7.0 +0.5	5.0 n/a	7.0 n/a
1.5 0.0	3.5 0.0	8.5 +1.5	3.0 0.0	2.5 0.0	7.5 0.0	10.0 +0.5	4.5 n/a	8.0 n/a
7.0 -0.5	8.0 0.0	6.5 0.0	8.0 +0.5	6.0 +1.0	7.0 0.0	5.5 0.0	5.0 n/a	5.5 n/a
7.0 +1.0	7.0 +0.5	8.0 +1.0	6.0 +1.0	4.5 +1.0	6.5 +0.5	4.0 0.0	6.0 n/a	7.5 n/a
8.0 0.0	8.5 +0.5	3.5 +2.0	7.5 +0.5	2.5 0.0	4.5 +0.5	8.5 +0.5	5.5 n/a	8.0 n/a
1.5 0.0	3.5 +0.5	6.5 +1.5	4.0 0.0	6.0 0.0	9.0 0.0	8.5 +0.5	4.0 n/a	9.0 n/a
1.5 0.0	4.0 -0.5	9.0 0.0	6.0 0.0	5.0 0.0	5.5 -0.5	7.0 +1.0	2.0 n/a	9.0 n/a
4.5 0.0	5.5 +0.5	5.5 0.0	8.5 0.0	3.0 0.0	7.0 0.0	7.0 +0.5	5.0 n/a	7.0 n/a
7.0 +0.5	4.5 +0.5	7.5 +0.5	4.0 -1.0	1.5 -2.0	6.5 +1.5	8.0 +4.5	8.5 n/a	6.5 n/a
7.5 +0.5	7.5 0.0	7.5 0.0	4.5 0.0	3.5 0.0	7.0 0.0	7.0 0.0	5.0 n/a	6.0 n/a
9.0 +0.5	8.0 0.0	9.5 +0.5	4.0 0.0	4.0 -0.5	7.0 0.0	2.5 0.0	2.5 n/a	7.0 n/a
7.0 0.0	6.0 +0.5	9.0 0.0	5.5 +2.0	9.0 0.0	6.0 +0.5	4.5 +0.5	5.0 n/a	5.5 n/a



PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	TRAITE DES PERSONNES	TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	RACKET D'EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	TRAFIC D'ARMES	COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE
38. GUATEMALA	6.10 +0.15	7.0 +0.5	7.5 +0.5	8.0 n/a	7.0 0.0	5.5 n/a	5.0 n/a
39. ÉTHIOPIE	6.07 +1.12	8.0 +2.0	7.5 +1.0	6.0 n/a	8.5 +1.5	8.0 n/a	8.0 n/a
40. NÉPAL	6.03 +0.33	8.0 +1.0	7.5 +1.0	6.5 n/a	6.0 0.0	7.5 n/a	4.5 n/a
40. VENEZUELA	6.03 +0.38	7.5 0.0	7.5 0.0	7.5 n/a	8.0 0.0	5.5 n/a	6.5 n/a
42. GHANA	6.00 -0.15	7.0 +0.5	5.5 +0.5	3.5 n/a	6.0 +1.0	5.0 n/a	4.5 n/a
42. HONDURAS	6.00 +0.30	7.0 +0.5	6.5 0.0	8.5 n/a	6.5 +0.5	3.5 n/a	4.0 n/a
44. CÔTE D'IVOIRE	5.93 -0.12	7.0 +0.5	6.5 0.0	5.5 n/a	7.0 0.0	7.0 n/a	3.5 n/a
44. FRANCE	5.93 +0.23	6.0 0.0	6.5 0.0	4.5 n/a	6.0 0.0	7.0 n/a	5.5 n/a
46. MOZAMBIQUE	5.90 -0.15	4.5 +0.5	5.5 +0.5	5.0 n/a	6.5 +1.0	4.0 n/a	4.5 n/a
47. BURKINA FASO	5.83 +0.48	7.0 +1.0	4.5 +0.5	6.5 n/a	8.0 0.0	6.0 n/a	6.5 n/a
47. ÉTATS-UNIS	5.83 +0.33	6.0 +0.5	5.5 +1.0	3.0 n/a	7.5 +1.0	6.0 n/a	5.0 n/a
49. HAÏTI	5.77 +0.32	7.5 +1.0	7.0 +0.5	7.0 n/a	7.0 +1.5	5.0 n/a	5.0 n/a
50. ITALIE	5.73 +0.48	7.0 0.0	7.5 +1.0	7.5 n/a	6.0 +0.5	5.5 n/a	4.0 n/a
50. RÉP. POP. DÉM. DE CORÉE	5.73 +0.43	8.5 +0.5	6.5 0.0	1.5 n/a	9.0 0.0	7.5 n/a	4.0 n/a
50. SERBIE	5.73 +0.18	6.0 +1.0	6.5 0.0	5.5 n/a	6.5 -1.0	4.5 n/a	5.0 n/a
53. KOWEÏT	5.70 -0.45	8.0 0.0	6.5 0.0	2.0 n/a	6.0 -0.5	6.0 n/a	3.0 n/a
53. NIGER	5.70 -0.20	7.5 +0.5	8.0 +1.0	4.0 n/a	8.0 0.0	7.0 n/a	5.0 n/a
53. QATAR	5.70 -0.10	8.0 0.0	6.5 +0.5	2.0 n/a	6.5 0.0	6.0 n/a	4.0 n/a
53. ESPAGNE	5.70 +0.40	7.0 0.0	7.0 0.0	4.0 n/a	4.0 0.0	6.0 n/a	6.5 n/a
57. YÉMEN	5.63 +0.63	9.0 +0.5	9.0 +1.5	8.0 n/a	9.5 +0.5	6.5 n/a	6.0 n/a
58. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	5.60 -0.10	7.5 0.0	5.5 +1.0	6.5 n/a	9.0 +0.5	7.0 n/a	4.5 n/a
59. SÉNÉGAL	5.53 +0.53	5.5 +0.5	5.0 0.0	4.5 n/a	5.0 +0.5	7.5 n/a	6.0 n/a
60. ROYAUME-UNI	5.50 +1.10	7.0 +1.0	6.0 +1.0	6.0 n/a	4.5 +1.0	6.5 n/a	6.0 n/a
61. ALLEMAGNE	5.47 +0.67	6.0 +0.5	7.0 0.0	5.5 n/a	6.0 0.0	5.5 n/a	4.5 n/a
62. BÉNIN	5.43 +0.18	6.5 +0.5	4.0 0.0	4.0 n/a	6.0 +0.5	7.0 n/a	5.0 n/a
62. EL SALVADOR	5.43 +0.43	7.0 0.0	7.0 +0.5	7.5 n/a	7.0 0.0	5.0 n/a	5.5 n/a
64. BAHREÏN	5.40 -0.25	8.0 +0.5	5.5 0.0	1.5 n/a	5.0 -0.5	5.5 n/a	4.0 n/a
64. BULGARIE	5.40 +0.30	5.0 -1.0	5.5 +0.5	5.0 n/a	4.5 +1.0	5.0 n/a	5.0 n/a
64. LIBÉRIA	5.40 +0.30	6.0 0.0	3.0 0.0	4.0 n/a	5.0 +0.5	6.5 n/a	4.5 n/a
67. COSTA RICA	5.37 +0.52	5.0 0.0	6.0 +1.0	6.0 n/a	5.0 0.0	5.5 n/a	6.0 n/a
68. BÉLARUS	5.33 +0.93	7.0 0.0	7.5 +2.0	4.0 n/a	7.5 +1.0	6.5 n/a	6.0 n/a
68. PAPOUASIE-NOUVELLE- GUINÉE	5.33 +0.33	7.0 0.0	4.0 0.0	2.0 n/a	6.5 +1.0	5.5 n/a	5.0 n/a
70. BOSNIE-HERZÉGOVINE	5.30 +0.15	5.5 0.0	6.5 -0.5	5.0 n/a	6.0 0.0	4.5 n/a	5.5 n/a
71. MADAGASCAR	5.27 -0.03	6.0 0.0	3.0 0.0	5.5 n/a	6.0 +1.5	4.0 n/a	4.0 n/a
71. ROUMANIE	5.27 +0.22	6.0 -0.5	5.5 0.0	4.0 n/a	5.0 +1.5	5.0 n/a	6.0 n/a
71. SOMALIE	5.27 +0.82	8.0 0.0	7.5 0.0	9.5 n/a	9.0 +0.5	6.0 n/a	5.0 n/a
74. PAYS-BAS	5.23 +0.23	5.5 0.0	5.0 +0.5	2.5 n/a	6.0 +1.0	5.0 n/a	4.0 n/a
74. NICARAGUA	5.23 -0.27	7.0 +1.0	6.0 +0.5	2.0 n/a	6.0 0.0	6.0 n/a	5.5 n/a
74. SOUDAN	5.23 -0.32	8.0 0.0	8.0 +0.5	4.5 n/a	9.0 +0.5	3.0 n/a	2.5 n/a
77. MOLDAVIE	5.20 +1.30	7.5 0.0	4.5 +0.5	5.5 n/a	7.5 +2.5	5.0 n/a	7.5 n/a

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	COMMERCE D'HÉROÏNE	COMMERCE DE COCAÏNE	COMMERCE DE CANNABIS	COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	CRIMINALITÉ FINANCIÈRE
4.5 +0.5	4.5 +0.5	3.0 +0.5	7.5 0.0	8.5 0.0	6.0 -0.5	6.0 0.0	5.0 n/a	6.5 n/a
4.5 +1.0	6.0 +0.5	6.0 +0.5	3.5 +0.5	4.0 0.0	6.0 +0.5	3.0 0.0	5.0 n/a	7.0 n/a
7.0 0.0	7.0 0.0	7.5 +1.0	4.5 0.0	4.0 +0.5	6.0 +1.0	4.5 +0.5	3.0 n/a	7.0 n/a
3.5 +1.0	3.0 +0.5	9.0 0.0	2.0 0.0	9.0 0.0	7.0 0.0	3.0 +1.5	3.5 n/a	8.0 n/a
7.0 +0.5	6.5 +0.5	7.5 0.0	6.0 0.0	6.5 0.0	6.0 +0.5	7.0 0.0	6.0 n/a	6.0 n/a
7.0 0.0	6.5 +0.5	5.0 0.0	2.0 0.0	8.5 +1.0	7.5 0.0	3.5 +0.5	6.5 n/a	7.5 n/a
6.0 0.0	6.5 0.0	6.0 -1.5	4.0 +0.5	5.5 +0.5	6.5 +0.5	6.0 0.0	5.5 n/a	6.5 n/a
4.0 0.0	5.5 0.0	5.0 +0.5	6.0 0.0	7.0 +0.5	7.0 +0.5	6.0 +0.5	6.5 n/a	6.5 n/a
8.0 0.0	8.0 0.0	8.0 0.0	8.0 +0.5	6.0 +2.5	4.0 0.0	7.0 0.0	3.0 n/a	6.5 n/a
5.5 +1.5	6.5 +0.5	8.5 0.0	4.0 0.0	4.0 0.0	4.0 +1.0	5.5 -0.5	5.5 n/a	5.5 n/a
2.5 0.0	5.5 0.0	4.5 0.0	6.5 0.0	7.0 0.0	4.5 -0.5	8.5 +1.0	8.0 n/a	7.5 n/a
6.5 0.0	4.5 +0.5	6.5 +0.5	2.0 0.0	8.0 0.0	6.5 +0.5	3.5 0.0	3.0 n/a	7.5 n/a
3.0 +0.5	3.5 0.0	5.5 0.0	5.0 +0.5	8.0 +0.5	5.5 +0.5	5.0 0.0	6.0 n/a	7.0 n/a
3.0 +2.0	3.0 0.0	7.5 +0.5	4.0 +0.5	1.5 -0.5	5.0 -1.0	8.0 +1.0	9.0 n/a	8.0 n/a
5.0 +1.0	5.0 +1.0	5.0 +1.0	7.0 0.0	6.0 +0.5	6.0 0.0	6.0 0.0	5.0 n/a	7.0 n/a
5.5 0.0	6.0 0.0	6.0 0.0	5.0 0.0	4.5 0.0	6.5 0.0	7.0 0.0	6.5 n/a	7.0 n/a
2.0 0.0	5.0 +0.5	7.5 0.0	3.0 0.0	6.5 +0.5	7.0 0.0	7.5 +0.5	1.0 n/a	6.5 n/a
4.0 -1.0	6.5 0.0	5.0 0.0	4.5 0.0	4.5 +0.5	6.5 +0.5	7.0 +0.5	7.0 n/a	7.5 n/a
3.5 0.0	5.0 0.0	2.5 +0.5	6.5 0.0	7.5 +0.5	7.5 +0.5	5.5 +1.5	6.0 n/a	7.0 n/a
2.5 0.0	4.0 0.0	7.5 +0.5	2.5 0.0	2.0 0.0	4.0 +1.0	4.5 +0.5	1.5 n/a	8.0 n/a
7.0 +0.5	8.0 0.0	10.0 +1.0	1.5 0.0	1.5 0.0	3.5 +0.5	7.0 0.0	2.0 n/a	3.5 n/a
7.5 0.0	7.0 0.0	4.5 +1.0	3.0 +0.5	7.0 +0.5	7.0 +1.0	3.0 +0.5	5.0 n/a	5.5 n/a
3.0 +0.5	4.0 0.0	2.5 +0.5	4.5 0.0	7.0 +0.5	5.5 +1.0	6.0 +0.5	6.5 n/a	7.5 n/a
2.5 +1.0	4.0 +0.5	3.0 +0.5	4.5 0.0	7.0 +0.5	6.0 +1.0	6.5 +0.5	6.5 n/a	7.5 n/a
6.0 0.0	5.0 -0.5	5.0 0.0	4.5 0.0	7.0 +1.0	5.0 +1.0	6.0 0.0	4.5 n/a	6.0 n/a
5.0 0.0	5.5 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	7.5 +0.5	7.0 0.0	2.5 +0.5	5.5 n/a	6.5 n/a
3.5 -0.5	6.0 0.0	6.5 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0	5.5 -0.5	7.0 +0.5	7.0 n/a	7.0 n/a
6.0 +0.5	4.5 -0.5	5.0 0.0	6.0 0.0	4.5 +0.5	5.5 +0.5	6.5 +0.5	6.0 n/a	7.0 n/a
6.0 +0.5	6.0 0.0	7.0 +0.5	5.0 0.0	6.5 +1.0	6.0 0.0	3.5 +0.5	4.5 n/a	7.5 n/a
5.0 0.0	6.0 0.0	7.0 +0.5	1.0 0.0	7.5 +0.5	4.5 0.0	3.5 0.0	7.0 n/a	5.5 n/a
3.5 +0.5	2.5 +0.5	5.0 0.0	4.0 0.0	2.5 +0.5	4.0 0.0	5.0 0.0	7.0 n/a	8.0 n/a
8.5 +0.5	5.0 0.0	7.0 +1.5	1.0 0.0	4.0 0.0	6.5 +1.0	5.0 +0.5	4.0 n/a	9.0 n/a
4.5 0.0	3.5 -0.5	4.0 +1.0	6.5 +0.5	5.5 +1.0	6.0 +0.5	6.0 +0.5	4.5 n/a	6.0 n/a
8.0 +0.5	7.5 +0.5	8.0 +0.5	7.0 0.0	3.0 +0.5	6.5 +0.5	2.5 +0.5	2.0 n/a	6.0 n/a
6.0 0.0	4.5 -0.5	4.0 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0	5.0 +0.5	5.0 +0.5	6.0 n/a	6.0 n/a
7.0 +1.0	5.5 +1.0	3.0 +1.0	2.5 +0.5	2.0 0.0	2.0 0.0	2.5 +0.5	2.5 n/a	7.0 n/a
4.0 +1.0	4.5 +0.5	4.5 +0.5	4.0 0.0	7.5 +0.5	5.5 0.0	8.0 +0.5	7.5 n/a	5.0 n/a
6.0 0.0	6.0 0.0	6.5 +0.5	2.5 0.0	8.0 +0.5	6.0 0.0	3.5 0.0	3.5 n/a	4.0 n/a
2.5 +1.0	5.5 0.0	8.5 +1.0	2.5 +0.5	2.5 0.0	7.5 -0.5	5.0 +0.5	2.5 n/a	7.0 n/a
3.0 +0.5	2.0 0.0	4.0 +1.0	3.5 +0.5	2.5 0.0	5.0 +0.5	5.0 0.0	7.5 n/a	8.0 n/a

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	TRAITE DES PERSONNES	TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	RACKET D'EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	TRAFIC D'ARMES	COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE
77. MONTÉNÉGRO	5.20 +0.20	5.0 +0.5	5.5 0.0	5.0 n/a	6.0 0.0	3.0 n/a	7.5 n/a
79. ALGÉRIE	5.17 +0.52	4.0 -0.5	7.0 +0.5	3.0 n/a	4.5 -0.5	6.0 n/a	6.5 n/a
79. ANGOLA	5.17 -0.03	6.5 +0.5	5.0 +1.0	2.0 n/a	6.0 0.0	4.5 n/a	6.0 n/a
79. BELGIQUE	5.17 +0.12	5.0 0.0	6.0 +0.5	2.5 n/a	6.0 +0.5	5.0 n/a	4.0 n/a
79. IRLANDE	5.17 +0.62	5.0 +0.5	4.5 +0.5	5.5 n/a	4.0 0.0	5.0 n/a	5.0 n/a
83. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	5.13 -0.17	6.5 +0.5	6.0 0.0	4.0 n/a	4.0 0.0	5.5 n/a	4.5 n/a
83. GUYANA	5.13 +0.43	5.5 0.0	4.5 +0.5	7.0 n/a	6.0 +1.0	4.0 n/a	4.0 n/a
83. SOUDAN DU SUD	5.13 -0.17	8.5 0.0	5.5 0.0	5.0 n/a	8.0 0.0	6.0 n/a	5.0 n/a
86. TCHAD	5.10 -0.25	7.0 0.0	7.5 +0.5	5.0 n/a	8.5 +0.5	5.0 n/a	4.5 n/a
86. ÉGYPTÉ	5.10 +0.15	6.0 +0.5	6.0 +0.5	3.5 n/a	7.0 0.0	6.0 n/a	3.5 n/a
86. MAROC	5.10 +0.15	5.5 0.0	7.0 +0.5	5.0 n/a	2.0 -1.0	6.5 n/a	6.0 n/a
89. CHILI	5.07 +0.62	6.0 +2.0	5.0 +0.5	4.5 n/a	6.5 +1.0	6.5 n/a	4.0 n/a
90. BANGLADESH	5.03 +0.08	8.0 0.0	6.5 +0.5	6.5 n/a	5.0 0.0	4.5 n/a	3.5 n/a
90. ZIMBABWE	5.03 -0.17	5.5 0.0	3.5 0.0	2.5 n/a	4.5 +0.5	4.0 n/a	6.5 n/a
92. BOLIVIE	5.00 +0.40	5.0 0.0	4.0 +2.0	3.0 n/a	5.0 +1.0	5.0 n/a	7.0 n/a
92. ISRAËL	5.00 +0.80	6.0 +0.5	2.5 0.0	5.0 n/a	6.5 +1.0	5.0 n/a	5.0 n/a
92. TUNISIE	5.00 +0.80	4.0 0.0	8.0 +1.0	2.0 n/a	3.0 -2.0	6.0 n/a	5.5 n/a
95. POLOGNE	4.97 +0.57	5.5 0.0	6.0 +1.5	2.5 n/a	4.5 +1.0	4.5 n/a	5.5 n/a
96. CROATIE	4.90 +0.15	5.0 +0.5	6.5 +0.5	4.0 n/a	4.5 +1.0	4.0 n/a	4.0 n/a
96. JAMAÏQUE	4.90 +0.70	5.0 0.0	3.0 0.0	6.0 n/a	9.0 +0.5	6.5 n/a	7.0 n/a
96. OMAN	4.90 0.00	7.0 +1.0	5.0 +1.0	2.5 n/a	5.0 0.0	4.5 n/a	3.5 n/a
99. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4.87 +0.12	5.5 +0.5	5.5 +0.5	3.5 n/a	5.0 +0.5	4.0 n/a	4.0 n/a
99. JORDANIE	4.87 +0.32	6.0 -0.5	5.5 0.0	4.0 n/a	6.5 0.0	5.5 n/a	5.0 n/a
99. MACÉDOINE DU NORD	4.87 -0.13	5.0 -0.5	6.5 0.0	5.0 n/a	4.5 0.0	4.0 n/a	3.5 n/a
102. ALBANIE	4.83 -0.42	5.0 0.0	6.0 -0.5	3.5 n/a	4.5 0.0	3.0 n/a	3.0 n/a
- KOSOVO	4.83 -0.17	5.5 -0.5	5.5 0.0	5.0 n/a	5.0 -0.5	4.5 n/a	5.0 n/a
102. SRI LANKA	4.83 +0.18	6.5 +1.0	6.5 +0.5	7.5 n/a	6.0 +1.0	2.5 n/a	3.5 n/a
104. TADJIKISTAN	4.80 -0.30	7.0 +0.5	6.5 +0.5	3.0 n/a	4.0 0.0	5.5 n/a	3.0 n/a
104. TRINITÉ-ET-TOBAGO	4.80 +0.55	6.5 +0.5	4.5 +0.5	5.0 n/a	7.0 +1.0	4.5 n/a	5.0 n/a
106. GUINÉE	4.77 -0.38	7.0 0.0	4.0 +1.0	1.0 n/a	5.5 -0.5	5.0 n/a	4.5 n/a
106. MALAWI	4.77 +0.62	5.0 +0.5	4.5 +1.0	2.0 n/a	4.5 0.0	7.0 n/a	6.0 n/a
106. TOGO	4.77 -0.13	5.5 -0.5	3.5 0.0	1.5 n/a	4.0 0.0	7.0 n/a	5.5 n/a
109. HONGRIE	4.73 -0.02	6.5 +0.5	6.5 +0.5	2.0 n/a	4.5 +1.0	4.0 n/a	4.0 n/a
109. SLOVAQUIE	4.73 +0.48	5.0 -0.5	4.5 +1.0	3.0 n/a	5.0 +0.5	4.0 n/a	5.5 n/a
111. GRÈCE	4.70 +0.60	5.5 0.0	8.0 +0.5	5.5 n/a	3.5 0.0	5.0 n/a	5.5 n/a
112. GAMBIE	4.67 -0.48	6.0 -1.0	5.0 0.0	1.0 n/a	2.5 0.0	6.5 n/a	2.5 n/a
112. PORTUGAL	4.67 +0.57	5.5 +1.0	5.0 +1.0	3.5 n/a	4.0 0.0	4.5 n/a	4.0 n/a
114. BURUNDI	4.63 +0.23	8.5 0.0	6.5 +1.0	4.5 n/a	8.0 0.0	5.5 n/a	6.0 n/a
114. KIRGHIZISTAN	4.63 +0.23	7.0 +0.5	5.5 +1.0	3.5 n/a	3.5 +0.5	5.0 n/a	4.0 n/a
114. SUISSE	4.63 +0.33	5.0 0.0	3.5 +0.5	2.5 n/a	5.5 -1.0	6.0 n/a	4.0 n/a
117. GABON	4.60 -0.20	5.5 0.0	5.5 0.0	1.0 n/a	4.5 0.0	7.0 n/a	3.0 n/a



CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	COMMERCE D'HÉROÏNE	COMMERCE DE COCAÏNE	COMMERCE DE CANNABIS	COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	CRIMINALITÉ FINANCIÈRE
3.0 0.0	5.5 +1.0	3.5 0.0	5.5 0.0	7.0 -0.5	6.0 +0.5	4.0 -0.5	5.5 n/a	6.0 n/a
2.0 0.0	5.5 +1.0	7.0 +0.5	2.5 +0.5	4.0 +0.5	7.0 +0.5	6.5 +1.0	4.0 n/a	8.0 n/a
7.5 +0.5	5.5 +1.0	8.0 -0.5	3.0 0.0	6.5 +0.5	4.5 0.0	2.5 0.0	5.0 n/a	5.0 n/a
3.0 +0.5	3.5 0.0	4.0 +1.0	4.0 0.0	8.0 +0.5	6.5 0.0	7.5 0.0	6.0 n/a	6.5 n/a
2.0 0.0	4.0 0.0	5.5 +0.5	6.0 +0.5	7.0 +0.5	6.0 +1.0	6.0 +1.0	6.0 n/a	6.0 n/a
5.0 +0.5	4.0 0.0	4.5 0.0	6.5 0.0	8.0 0.0	5.5 +0.5	4.5 0.0	3.5 n/a	5.0 n/a
4.5 0.0	3.5 0.0	9.0 +0.5	3.0 +0.5	8.5 +0.5	3.5 +0.5	3.5 +1.0	2.0 n/a	8.5 n/a
7.0 -0.5	6.5 -0.5	8.5 +0.5	2.0 0.0	1.5 0.0	4.0 0.0	1.0 0.0	1.0 n/a	7.5 n/a
1.5 0.0	3.5 0.0	8.0 +1.0	2.0 0.0	4.5 0.0	6.0 0.0	7.5 +0.5	3.0 n/a	3.0 n/a
1.0 0.0	5.5 +0.5	4.0 0.0	5.5 0.0	2.5 +0.5	7.5 +0.5	8.0 +1.0	2.5 n/a	8.0 n/a
2.0 -1.0	4.5 0.0	1.5 -1.5	4.0 +1.0	6.0 0.0	9.0 0.0	6.0 0.0	4.0 n/a	7.5 n/a
4.5 +0.5	5.0 +0.5	3.0 +1.0	2.0 0.0	7.5 +0.5	7.0 +0.5	5.5 +1.0	5.0 n/a	4.0 n/a
5.0 +1.0	5.5 +0.5	3.5 0.0	4.5 0.0	3.0 0.0	4.0 0.0	6.5 0.0	5.0 n/a	4.5 n/a
4.5 -1.0	7.0 -0.5	8.5 +0.5	4.0 0.0	3.5 +0.5	6.0 0.0	5.5 +0.5	4.5 n/a	5.5 n/a
7.5 +0.5	6.0 +1.0	8.0 0.0	2.0 0.0	8.5 0.0	2.5 0.0	2.0 0.0	4.5 n/a	5.0 n/a
1.5 0.0	2.0 0.0	5.5 0.0	3.0 0.0	5.5 +1.0	6.5 0.0	5.5 0.0	9.0 n/a	6.5 n/a
3.5 0.0	5.0 +1.5	5.5 +0.5	3.5 +1.5	4.0 +1.0	7.0 +2.0	6.0 +2.0	4.0 n/a	8.0 n/a
2.5 +0.5	5.0 +2.5	5.5 0.0	4.0 0.0	5.0 +0.5	5.5 0.0	7.0 +0.5	5.5 n/a	6.0 n/a
4.5 -0.5	3.5 +1.0	4.5 0.0	5.0 0.0	6.5 +1.0	6.0 +0.5	5.5 0.0	4.5 n/a	5.5 n/a
1.5 0.0	2.0 0.0	1.0 0.0	3.0 0.0	6.5 +0.5	8.5 -0.5	3.0 0.0	4.5 n/a	7.0 n/a
5.0 0.0	5.5 +0.5	5.0 -0.5	5.5 +0.5	3.0 0.0	4.5 0.0	6.5 +0.5	4.5 n/a	6.5 n/a
3.0 0.0	5.5 0.0	3.5 +0.5	4.5 0.0	5.0 +0.5	6.0 0.0	6.5 0.0	5.5 n/a	6.0 n/a
3.5 0.0	3.5 0.0	2.0 +0.5	3.5 0.0	3.0 0.0	6.0 0.0	7.0 +1.0	5.5 n/a	6.5 n/a
4.0 0.0	3.5 0.0	3.0 0.0	6.0 -0.5	5.0 0.0	6.0 0.0	5.5 0.0	5.5 n/a	6.0 n/a
4.5 0.0	3.5 0.0	5.0 -0.5	6.0 0.0	6.5 -0.5	6.5 -0.5	3.5 +0.5	6.0 n/a	6.0 n/a
4.0 0.0	3.0 -1.0	4.0 -0.5	6.0 -0.5	4.5 0.0	5.0 -0.5	4.0 0.0	5.5 n/a	6.0 n/a
3.5 +0.5	5.5 +1.0	3.0 0.0	6.5 +0.5	2.5 -0.5	6.0 +0.5	6.0 +1.0	3.0 n/a	4.0 n/a
2.5 0.0	3.5 0.0	7.0 0.0	8.5 0.0	2.0 0.0	6.0 0.0	5.5 +0.5	2.0 n/a	6.0 n/a
1.0 0.0	2.5 +0.5	2.0 0.0	2.5 -0.5	8.0 +0.5	7.0 0.0	4.0 0.0	6.0 n/a	6.5 n/a
5.0 +0.5	6.5 +0.5	7.0 +0.5	2.5 0.0	7.0 0.0	4.5 0.0	4.5 0.0	2.0 n/a	5.5 n/a
5.0 +1.0	6.5 +0.5	4.5 +0.5	4.0 -0.5	3.5 +1.0	6.5 +0.5	3.0 +1.0	2.5 n/a	7.0 n/a
4.0 -1.0	5.5 -0.5	6.5 +0.5	2.5 -0.5	5.5 +0.5	7.0 +0.5	5.0 +1.0	5.0 n/a	3.5 n/a
4.0 +0.5	4.0 -0.5	3.5 0.0	5.0 +0.5	5.0 0.0	5.5 0.0	6.0 +0.5	5.0 n/a	5.5 n/a
4.0 +0.5	3.5 +0.5	3.0 0.0	5.0 +0.5	5.5 +1.0	5.0 0.0	5.5 0.0	6.0 n/a	6.5 n/a
2.0 0.0	2.5 0.0	3.0 0.0	6.0 0.0	5.0 +1.5	5.5 +0.5	3.5 +1.0	3.5 n/a	6.5 n/a
7.0 0.0	4.0 +0.5	4.5 0.0	4.5 0.0	7.0 +0.5	7.0 0.0	4.0 0.0	3.0 n/a	5.5 n/a
4.0 +0.5	4.0 +0.5	3.5 +0.5	5.0 +0.5	6.0 +1.0	5.5 +1.0	5.0 +0.5	5.5 n/a	5.0 n/a
2.0 0.0	4.0 -0.5	4.0 0.0	3.0 0.0	2.5 0.0	3.5 0.0	3.0 +0.5	2.0 n/a	6.5 n/a
2.5 +0.5	3.5 0.0	6.5 +1.0	7.5 +0.5	2.0 0.0	6.0 +0.5	5.0 +0.5	2.0 n/a	6.0 n/a
1.5 0.0	3.0 0.0	7.0 0.0	2.5 0.0	6.0 +0.5	4.5 -1.0	4.0 +0.5	7.0 n/a	7.5 n/a
8.5 0.0	7.0 0.0	3.0 0.0	2.5 0.0	3.0 +0.5	4.0 0.0	5.0 0.0	2.5 n/a	7.0 n/a

PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	TRAITE DES PERSONNES	TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	RACKET D'EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	TRAFIC D'ARMES	COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE
117. GUINÉE-BISSAU	4.60 -0.30	5.5 0.0	2.5 0.0	4.0 n/a	5.5 0.0	3.0 n/a	4.0 n/a
117. SIERRA LEONE	4.60 -0.45	5.0 0.0	4.0 0.0	2.0 n/a	3.5 0.0	4.0 n/a	3.5 n/a
117. SUÈDE	4.60 +0.35	5.0 +0.5	6.0 +0.5	4.5 n/a	6.0 0.0	4.0 n/a	3.5 n/a
117. OUZBÉKISTAN	4.60 +0.05	7.5 0.0	6.0 0.0	4.0 n/a	3.0 0.0	4.0 n/a	5.0 n/a
122. SURINAME	4.53 -0.02	4.0 0.0	5.0 +1.0	3.0 n/a	5.5 0.0	5.0 n/a	4.0 n/a
123. ARGENTINE	4.50 +0.75	5.0 +1.0	3.5 +0.5	5.0 n/a	3.5 +0.5	7.0 n/a	6.5 n/a
123. LETTONIE	4.50 +0.85	5.0 +0.5	4.5 +1.0	3.5 n/a	3.5 0.0	6.0 n/a	6.0 n/a
125. CONGO, REP	4.47 -0.33	6.5 0.0	4.5 0.0	3.0 n/a	5.0 0.0	5.5 n/a	3.0 n/a
125. ZAMBIE	4.47 -0.13	5.0 0.0	3.0 0.0	2.5 n/a	3.5 -0.5	4.5 n/a	5.0 n/a
127. BELIZE	4.43 +0.03	5.5 +0.5	6.0 +1.0	3.5 n/a	5.0 +0.5	3.5 n/a	4.0 n/a
128. BOTSWANA	4.40 +0.60	4.5 0.0	3.5 +0.5	4.0 n/a	4.0 +1.0	5.0 n/a	5.5 n/a
128. TURKMÉNISTAN	4.40 +0.05	8.5 0.0	5.5 +0.5	5.0 n/a	2.0 0.0	4.0 n/a	5.0 n/a
130. DANEMARK	4.33 +0.48	4.0 0.0	5.0 +0.5	4.5 n/a	5.0 +1.0	4.0 n/a	4.0 n/a
130. KAZAKHSTAN	4.33 +0.18	6.0 +0.5	4.5 +0.5	3.5 n/a	3.0 +1.0	4.0 n/a	4.0 n/a
132. AUSTRALIE	4.30 +0.55	3.5 0.0	2.5 -0.5	4.5 n/a	3.5 0.0	2.0 n/a	5.0 n/a
132. DJIBOUTI	4.30 +0.70	6.5 +0.5	7.5 +0.5	3.5 n/a	7.5 +1.5	5.5 n/a	6.5 n/a
132. FIDJI	4.30 +0.50	5.0 0.0	4.0 +0.5	3.5 n/a	2.0 0.0	5.0 n/a	4.5 n/a
132. MALTE	4.30 +0.25	5.0 0.0	3.5 -0.5	3.0 n/a	3.0 +0.5	4.0 n/a	4.0 n/a
136. MAURITANIE	4.27 +0.27	7.5 0.0	6.5 +0.5	2.5 n/a	3.5 -0.5	6.0 n/a	6.0 n/a
137. ESTONIE	4.20 +0.75	4.5 0.0	3.5 +0.5	2.5 n/a	2.0 -1.0	4.0 n/a	5.0 n/a
138. AUTRICHE	4.17 +0.22	4.5 0.0	6.0 +1.0	4.5 n/a	5.5 -1.0	4.0 n/a	3.5 n/a
139. MAURICE	4.13 -0.27	4.5 0.0	3.5 0.0	1.5 n/a	2.5 +0.5	4.0 n/a	2.0 n/a
140. AZERBAÏDJAN	4.10 -0.05	4.5 0.0	3.0 0.0	4.0 n/a	3.0 0.0	5.0 n/a	4.0 n/a
140. NAMIBIE	4.10 +0.20	3.5 0.0	2.5 0.0	3.0 n/a	3.0 0.0	4.5 n/a	3.5 n/a
140. NORVÈGE	4.10 +0.10	5.0 0.0	3.5 0.0	3.0 n/a	4.0 +0.5	2.5 n/a	5.0 n/a
143. SLOVÉNIE	4.03 +0.08	4.0 0.0	5.5 0.0	3.0 n/a	4.0 +0.5	3.0 n/a	2.0 n/a
144. RWANDA	4.00 -0.10	5.0 0.0	2.5 0.0	1.0 n/a	5.0 0.0	6.0 n/a	4.0 n/a
145. CABO VERDE	3.97 +0.27	4.5 0.0	2.0 0.0	5.0 n/a	3.0 +0.5	4.0 n/a	4.5 n/a
145. CHYPRE	3.97 +0.47	5.5 0.0	6.5 +0.5	3.0 n/a	2.5 0.0	5.5 n/a	5.0 n/a
147. ÉRYTHRÉE	3.93 -0.12	9.0 0.0	9.5 0.0	1.0 n/a	7.5 +1.0	3.0 n/a	7.0 n/a
147. SINGAPOUR	3.93 +0.68	5.5 0.0	2.5 0.0	2.0 n/a	2.5 +0.5	5.0 n/a	3.0 n/a
149. BHOUTAN	3.90 +0.15	6.0 +1.0	5.0 +2.0	2.0 n/a	2.5 +0.5	3.5 n/a	4.0 n/a
150. CANADA	3.87 +0.42	4.0 +0.5	4.0 0.0	2.5 n/a	3.5 +1.0	4.0 n/a	3.5 n/a
150. ESWATINI	3.87 +0.62	4.0 0.0	4.5 +1.5	4.5 n/a	4.0 0.0	4.0 n/a	4.5 n/a
150. JAPON	3.87 -0.18	5.0 0.0	5.0 +0.5	5.0 n/a	2.5 -0.5	2.0 n/a	2.0 n/a
153. MONGOLIE	3.83 -0.07	5.0 +0.5	3.0 0.0	2.0 n/a	3.0 -0.5	3.5 n/a	2.0 n/a
154. LITUANIE	3.80 +0.80	4.0 +0.5	3.0 +0.5	2.0 n/a	3.0 +0.5	3.0 n/a	5.0 n/a
155. NOUVELLE-ZÉLANDE	3.77 +0.52	3.5 0.0	3.5 0.0	4.0 n/a	3.0 0.0	2.0 n/a	2.0 n/a
156. COMORES	3.73 -0.12	5.0 0.0	6.5 +1.0	1.5 n/a	3.5 0.0	3.5 n/a	4.0 n/a
157. ÎLES SALOMON	3.70 +0.15	4.5 +0.5	2.0 0.0	2.0 n/a	3.0 0.0	4.0 n/a	4.0 n/a

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENEUVELABLES	COMMERCE D'HÉROÏNE	COMMERCE DE COCAÏNE	COMMERCE DE CANNABIS	COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	CRIMINALITÉ FINANCIÈRE
8.5 0.0	6.5 +1.0	1.0 0.0	5.0 0.0	8.5 +0.5	5.0 -0.5	2.0 0.0	2.0 n/a	6.0 n/a
7.0 +0.5	6.5 0.0	7.0 +0.5	2.5 +0.5	5.5 +1.0	7.0 0.0	6.0 +1.0	1.5 n/a	4.0 n/a
2.5 +0.5	3.5 0.0	2.0 0.0	3.0 -1.0	5.5 +1.0	5.5 +0.5	6.0 +0.5	6.0 n/a	6.0 n/a
3.0 0.0	3.5 0.0	7.0 +0.5	6.5 0.0	1.5 0.0	4.5 +0.5	4.5 +0.5	3.0 n/a	6.0 n/a
4.5 -0.5	4.0 +0.5	8.5 -0.5	1.5 0.0	8.5 0.0	2.0 -0.5	3.0 +1.0	5.0 n/a	4.5 n/a
2.0 -1.0	4.0 +0.5	2.5 -0.5	2.0 0.0	7.0 +0.5	7.5 +1.0	3.0 0.0	5.5 n/a	3.5 n/a
1.5 +0.5	2.0 0.0	2.0 0.0	4.5 0.0	5.5 +0.5	5.5 0.0	5.5 +0.5	6.0 n/a	6.5 n/a
8.0 0.0	7.0 0.0	4.0 +0.5	2.0 -0.5	6.0 +1.0	4.0 0.0	2.0 0.0	2.5 n/a	4.0 n/a
7.5 -0.5	5.0 +0.5	5.5 0.0	4.5 +0.5	3.5 +0.5	5.0 0.0	3.5 -0.5	4.0 n/a	5.0 n/a
5.5 0.0	5.5 +1.0	3.5 +0.5	3.5 0.0	5.0 +0.5	5.5 0.0	3.0 0.0	3.5 n/a	4.0 n/a
2.5 +0.5	7.5 0.0	3.5 0.0	3.5 0.0	3.5 0.0	4.5 +0.5	4.0 +0.5	5.0 n/a	5.5 n/a
2.5 +0.5	2.5 -0.5	7.0 0.0	6.5 0.0	1.5 0.0	4.0 0.0	4.0 0.0	2.5 n/a	5.5 n/a
2.0 +0.5	2.0 0.0	2.0 0.0	4.5 -0.5	6.0 +0.5	6.0 +1.0	5.0 0.0	6.5 n/a	4.5 n/a
2.0 0.0	5.0 0.0	5.5 +1.0	6.5 0.0	2.5 0.0	5.0 +0.5	6.0 +1.0	2.5 n/a	5.0 n/a
3.0 0.0	4.0 +0.5	2.0 0.0	3.5 0.0	6.5 +1.5	3.0 -0.5	7.0 0.0	7.5 n/a	7.0 n/a
2.0 0.0	5.0 +1.0	3.0 +1.0	2.5 0.0	2.0 +0.5	3.5 0.0	1.5 0.0	1.5 n/a	6.5 n/a
3.5 +0.5	4.5 0.0	2.5 +0.5	2.5 +0.5	5.0 +0.5	6.0 +1.0	7.0 +0.5	4.0 n/a	5.5 n/a
1.0 0.0	5.0 0.0	4.5 -0.5	3.0 0.0	5.5 +0.5	4.5 0.0	5.0 -0.5	5.5 n/a	8.0 n/a
1.0 0.0	4.0 +0.5	3.5 0.0	1.5 0.0	4.5 0.0	7.0 +0.5	3.0 +1.0	1.5 n/a	6.0 n/a
2.0 +0.5	2.0 +0.5	3.5 +0.5	3.0 0.0	4.0 +0.5	6.0 +1.0	7.0 +0.5	7.0 n/a	7.0 n/a
2.0 0.0	2.5 0.0	2.0 0.0	4.0 -0.5	4.0 +0.5	4.5 0.0	5.0 +0.5	5.0 n/a	5.5 n/a
3.5 +1.5	3.0 0.0	4.0 0.0	8.0 0.0	3.5 0.0	5.5 0.0	8.0 0.0	4.0 n/a	4.5 n/a
3.0 -0.5	3.5 0.0	5.0 -1.0	6.5 +0.5	1.5 -1.5	5.5 +0.5	5.0 +1.0	3.0 n/a	5.0 n/a
6.5 0.0	5.5 +1.0	4.5 +0.5	3.0 0.0	4.5 0.0	3.5 +0.5	4.5 0.0	5.0 n/a	4.5 n/a
2.0 -0.5	4.0 0.0	3.0 -0.5	5.0 0.0	5.0 +0.5	4.5 +0.5	4.5 0.0	5.5 n/a	5.0 n/a
3.0 +1.0	3.0 0.0	2.5 0.0	4.0 0.0	5.5 +1.0	5.0 0.0	5.0 -0.5	5.0 n/a	6.0 n/a
2.5 -0.5	4.0 -1.0	8.5 +0.5	3.0 0.0	2.5 0.0	4.0 0.0	1.5 -1.5	4.5 n/a	6.0 n/a
2.0 -0.5	4.0 0.0	1.0 0.0	4.0 0.0	7.5 +0.5	5.5 +0.5	4.0 -0.5	4.5 n/a	4.0 n/a
2.5 0.0	3.0 0.0	2.0 0.0	2.5 +0.5	5.0 +0.5	4.5 +0.5	3.0 0.0	4.0 n/a	5.0 n/a
1.5 0.0	3.0 +1.0	2.0 0.0	3.0 0.0	1.5 0.0	4.0 0.0	1.5 0.0	1.5 n/a	4.0 n/a
2.5 +0.5	4.5 -0.5	2.5 +1.0	4.5 +0.5	3.0 0.0	3.5 +1.5	5.5 +0.5	6.5 n/a	6.0 n/a
6.5 -0.5	6.0 +0.5	5.0 +0.5	2.5 +0.5	1.5 0.0	5.0 +1.0	3.5 +0.5	2.5 n/a	3.0 n/a
2.0 0.0	3.0 0.0	3.0 0.0	5.0 0.0	3.5 0.0	3.0 0.0	5.5 +0.5	6.5 n/a	5.0 n/a
2.5 +0.5	2.0 0.0	3.0 0.0	3.0 0.0	3.0 0.0	5.5 0.0	3.0 0.0	5.0 n/a	5.5 n/a
4.0 0.0	6.0 0.0	3.0 0.0	1.5 -0.5	3.0 0.0	4.5 0.0	5.0 -0.5	3.5 n/a	6.0 n/a
5.5 0.0	4.5 0.0	5.0 +1.0	2.0 0.0	2.0 0.0	3.5 -0.5	5.5 -0.5	6.0 n/a	5.0 n/a
1.5 +0.5	3.0 +1.0	2.5 +0.5	4.5 +0.5	5.0 +0.5	4.5 +0.5	4.5 +0.5	5.5 n/a	6.0 n/a
2.0 0.0	4.0 +0.5	1.5 0.0	2.5 -0.5	4.5 +1.5	5.0 +1.0	6.0 +0.5	6.0 n/a	7.0 n/a
3.0 0.0	6.0 +0.5	2.0 +1.0	4.5 +0.5	2.0 0.0	3.5 +0.5	4.5 -1.5	1.5 n/a	5.0 n/a
8.0 0.0	7.5 0.0	3.5 +1.0	1.0 0.0	2.5 0.0	3.5 0.0	1.5 0.0	1.5 n/a	7.0 n/a



PAYS	MARCHÉS CRIMINELS (MOYENNE)	TRAITE DES PERSONNES	TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	RACKET D'EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	TRAFIC D'ARMES	COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOU MIS À ACCISE
158. TIMOR-LESTE	3.67 +0.12	4.5 +0.5	5.0 0.0	4.0 n/a	4.0 0.0	2.5 n/a	5.0 n/a
159. CUBA	3.63 -0.37	5.5 -0.5	5.5 -0.5	2.0 n/a	1.5 0.0	5.5 n/a	3.0 n/a
160. BAHAMAS	3.60 -0.35	5.0 +0.5	5.5 +0.5	1.5 n/a	5.5 +1.0	2.0 n/a	1.5 n/a
160. GÉORGIE	3.60 +0.55	3.5 0.0	2.0 0.0	3.5 n/a	3.0 +1.0	5.0 n/a	2.5 n/a
162. EQUATORIAL GUINÉE	3.57 -0.28	4.5 0.0	2.0 0.0	2.0 n/a	5.5 +0.5	2.0 n/a	2.0 n/a
162. CORÉE, RÉP.	3.57 -0.38	5.5 -0.5	4.0 -0.5	3.0 n/a	2.5 -1.0	3.5 n/a	3.0 n/a
164. MALDIVES	3.53 +0.03	7.0 +1.0	6.5 +1.0	2.5 n/a	2.0 0.0	1.0 n/a	2.0 n/a
165. SEYCHELLES	3.50 -0.10	4.0 0.0	3.5 0.0	1.0 n/a	3.5 0.0	3.0 n/a	2.0 n/a
165. TONGA	3.50 +0.20	3.5 0.0	1.0 0.0	3.0 n/a	5.5 +0.5	4.5 n/a	4.0 n/a
167. LESOTHO	3.43 -0.12	4.0 0.0	3.5 +0.5	2.0 n/a	4.0 +1.0	1.0 n/a	3.5 n/a
168. URUGUAY	3.33 +0.58	3.0 0.0	4.0 +2.0	4.0 n/a	3.0 +0.5	3.5 n/a	3.5 n/a
169. BRUNÉI DARUSSALAM	3.30 +0.15	5.0 +0.5	4.0 0.0	2.0 n/a	2.5 0.0	3.0 n/a	4.0 n/a
170. FINLANDE	3.27 +0.47	3.5 +0.5	3.0 +0.5	2.5 n/a	3.0 +0.5	3.0 n/a	3.0 n/a
171. MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	3.00 +0.15	5.0 0.0	3.0 0.0	1.5 n/a	1.5 0.0	4.0 n/a	4.0 n/a
172. SAMOA	2.97 +0.52	3.5 0.0	2.0 0.0	1.0 n/a	3.0 0.0	4.5 n/a	4.0 n/a
173. ARMÉNIE	2.93 -0.47	3.0 -0.5	1.5 -0.5	1.5 n/a	2.0 -0.5	3.5 n/a	3.5 n/a
173. ISLANDE	2.93 +0.28	4.5 +0.5	3.5 +0.5	1.0 n/a	2.0 +0.5	3.0 n/a	1.0 n/a
175. LUXEMBOURG	2.90 +0.55	3.5 0.0	2.0 0.0	2.0 n/a	2.0 0.0	3.5 n/a	2.5 n/a
175. PALAOS	2.90 -0.10	3.5 -0.5	2.5 -0.5	1.5 n/a	1.5 0.0	4.5 n/a	4.0 n/a
177. SAINT-KITTS-ET-NEVIS	2.83 -0.37	3.0 0.0	2.5 0.0	1.0 n/a	4.5 -0.5	2.0 n/a	2.0 n/a
178. ANDORRE	2.73 +0.18	2.5 0.0	3.0 0.0	1.0 n/a	2.5 -0.5	2.0 n/a	5.0 n/a
178. ÎLES MARSHALL	2.73 +0.23	5.0 +0.5	2.0 0.0	1.0 n/a	2.0 +0.5	3.0 n/a	3.5 n/a
180. ANTIGUA-ET-BARBUDA	2.67 -0.38	4.0 0.0	2.0 0.0	2.0 n/a	3.5 +0.5	1.5 n/a	1.0 n/a
180. DOMINIQUE	2.67 -0.08	3.0 +0.5	2.5 0.0	1.0 n/a	5.0 0.0	1.0 n/a	1.5 n/a
180. GRENADE	2.67 -0.18	2.0 0.0	2.5 +1.5	1.0 n/a	3.0 0.0	1.0 n/a	1.0 n/a
180. SAINTE-LUCIE	2.67 -0.38	4.0 0.0	1.5 0.0	1.0 n/a	5.0 0.0	2.0 n/a	1.5 n/a
180. SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	2.67 -0.18	2.5 0.0	1.0 0.0	1.0 n/a	4.0 0.0	2.0 n/a	3.0 n/a
180. VANUATU	2.67 +0.27	3.5 +1.0	1.5 0.0	1.0 n/a	1.5 0.0	4.0 n/a	2.5 n/a
186. KIRIBATI	2.60 +0.15	5.0 +0.5	1.5 0.0	2.5 n/a	2.0 0.0	2.0 n/a	3.0 n/a
187. BARBADE	2.43 -0.12	4.0 +0.5	2.0 0.0	2.0 n/a	5.0 +1.0	1.5 n/a	1.0 n/a
188. SAINT-MARIN	2.37 +0.47	2.0 0.0	1.5 0.0	2.0 n/a	2.5 -0.5	3.0 n/a	1.0 n/a
189. LIECHTENSTEIN	2.33 +0.33	2.0 0.0	1.5 0.0	2.0 n/a	2.0 -0.5	1.0 n/a	1.0 n/a
190. NAURU	2.20 +0.55	1.5 0.0	1.5 -1.0	1.0 n/a	1.0 0.0	4.5 n/a	4.0 n/a
191. TUVALU	1.93 +0.23	1.5 0.0	1.0 0.0	1.0 n/a	1.0 0.0	4.0 n/a	3.0 n/a
192. SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	1.70 -0.10	1.5 0.0	1.0 -0.5	1.0 n/a	1.5 -0.5	1.5 n/a	1.5 n/a
193. MONACO	1.67 +0.07	2.0 +0.5	1.0 0.0	1.0 n/a	1.5 0.0	1.0 n/a	1.0 n/a

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	COMMERCE D'HÉROÏNE	COMMERCE DE COCAÏNE	COMMERCE DE CANNABIS	COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	CRIMINALITÉ FINANCIÈRE
3.0 0.0	5.0 0.0	2.0 0.0	2.5 0.0	2.5 0.0	3.5 0.0	4.0 0.0	2.0 n/a	5.5 n/a
3.5 -0.5	3.0 0.0	4.0 0.0	2.5 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0	3.0 -1.0	3.0 n/a	3.5 n/a
1.5 +0.5	4.5 0.0	2.0 0.0	4.0 0.0	7.5 +0.5	4.5 +0.5	3.0 0.0	2.5 n/a	3.5 n/a
4.0 +0.5	4.0 +0.5	3.0 0.0	4.0 +0.5	2.0 0.0	3.5 0.0	4.0 0.0	5.0 n/a	5.0 n/a
8.0 -0.5	5.0 0.0	6.0 0.0	2.0 +0.5	2.0 +0.5	3.5 0.0	1.5 +0.5	1.5 n/a	6.0 n/a
3.5 -0.5	4.0 -0.5	2.0 0.0	3.5 0.0	3.5 0.0	3.0 0.0	5.0 0.0	3.5 n/a	4.0 n/a
2.0 +1.0	5.0 0.0	2.0 +1.0	6.5 +0.5	3.5 0.0	4.0 +1.0	2.0 0.0	3.5 n/a	3.5 n/a
4.0 0.0	4.5 +0.5	1.0 0.0	8.0 +0.5	4.5 +1.5	3.5 +0.5	3.0 +0.5	2.5 n/a	4.5 n/a
1.0 0.0	3.5 0.0	1.0 -1.0	1.5 0.0	5.0 +1.0	5.0 0.0	7.5 +1.0	2.0 n/a	4.5 n/a
1.0 0.0	3.0 +0.5	6.0 +0.5	3.5 0.0	5.0 -0.5	5.5 +1.0	3.5 +0.5	1.0 n/a	5.0 n/a
1.0 0.0	3.5 0.0	1.0 0.0	2.0 0.0	6.0 +1.0	4.0 0.0	3.5 0.0	4.0 n/a	4.0 n/a
3.0 0.0	4.0 0.0	2.0 0.0	2.5 0.0	1.5 0.0	3.5 0.0	4.5 +0.5	4.0 n/a	4.0 n/a
1.5 +0.5	2.0 +0.5	2.0 0.0	3.5 0.0	4.0 0.0	4.0 +0.5	5.0 +0.5	5.0 n/a	4.0 n/a
1.5 +0.5	7.0 +0.5	1.0 0.0	1.0 0.0	3.5 +0.5	4.0 +0.5	3.5 +0.5	2.0 n/a	2.5 n/a
1.5 0.0	3.0 +1.0	2.0 0.0	1.0 0.0	3.5 +1.0	5.5 +1.0	4.0 +1.5	2.5 n/a	3.5 n/a
3.5 -0.5	4.0 -0.5	2.5 -1.0	4.5 +0.5	1.5 -0.5	3.5 -0.5	4.0 0.0	2.5 n/a	3.0 n/a
1.0 0.0	1.5 0.0	1.0 0.0	1.5 0.0	5.0 +0.5	4.5 +0.5	4.5 0.0	5.0 n/a	5.0 n/a
1.5 +0.5	1.5 0.0	1.5 0.0	3.0 -0.5	3.5 +0.5	2.5 0.0	3.5 +0.5	4.5 n/a	6.5 n/a
1.0 0.0	7.0 +0.5	1.5 0.0	2.0 +0.5	3.0 0.0	2.5 -0.5	4.0 -1.0	2.5 n/a	2.5 n/a
1.5 0.0	2.0 0.0	2.0 0.0	1.0 0.0	7.0 0.0	7.0 0.0	1.0 0.0	1.5 n/a	4.5 n/a
1.0 0.0	1.0 0.0	3.0 -0.5	2.0 0.0	3.5 0.0	4.5 0.0	1.5 0.0	2.0 n/a	6.5 n/a
1.0 0.0	7.5 +1.0	1.0 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0	2.5 0.0	2.5 0.0	3.0 n/a	3.5 n/a
1.0 0.0	3.5 0.0	1.5 0.0	3.0 0.0	6.0 0.0	5.5 +0.5	1.5 0.0	1.5 n/a	2.5 n/a
1.0 0.0	1.5 +0.5	1.0 0.0	1.0 0.0	6.0 0.0	6.0 +1.0	2.5 0.0	3.0 n/a	4.0 n/a
2.0 +1.0	2.5 0.0	3.5 +0.5	1.0 0.0	6.0 -0.5	7.0 0.0	1.5 0.0	3.0 n/a	3.0 n/a
2.0 0.0	1.0 0.0	1.0 0.0	1.0 0.0	7.5 +0.5	7.0 0.0	1.0 0.0	2.0 n/a	2.5 n/a
1.0 0.0	2.0 0.0	1.0 0.0	1.0 0.0	7.5 0.0	7.5 0.0	1.0 0.0	3.0 n/a	2.5 n/a
3.5 +0.5	6.0 +0.5	1.5 0.0	1.0 -0.5	2.5 +0.5	3.5 +0.5	2.0 0.0	2.5 n/a	3.5 n/a
1.0 0.0	6.0 -0.5	2.0 0.0	1.0 0.0	3.0 0.0	3.0 +1.0	1.0 0.0	2.0 n/a	4.0 n/a
1.0 0.0	1.5 +0.5	2.0 0.0	1.0 0.0	6.0 +0.5	5.0 +0.5	1.0 0.0	1.5 n/a	2.0 n/a
1.0 0.0	1.5 +0.5	1.5 0.0	2.0 0.0	4.0 +0.5	2.5 0.0	1.5 +0.5	2.0 n/a	7.5 n/a
1.5 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0	3.0 +0.5	3.5 +0.5	2.0 0.0	4.0 n/a	6.5 n/a
1.0 0.0	3.5 +0.5	3.5 0.0	1.5 +0.5	1.5 +0.5	1.5 +0.5	1.5 +0.5	2.5 n/a	3.0 n/a
1.0 0.0	5.0 0.0	1.0 0.0	1.0 0.0	1.5 0.0	2.5 0.0	1.5 0.0	1.5 n/a	2.5 n/a
2.5 0.0	2.0 0.0	1.0 0.0	2.0 0.0	2.0 0.0	2.5 0.0	1.5 +0.5	1.0 n/a	3.0 n/a
1.0 0.0	1.0 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0	2.0 0.0	2.5 0.0	2.0 0.0	3.0 n/a	2.5 n/a

# Scores des acteurs de la criminalité

PAYS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ (MOYENNE)	GROUPES DE TYPE MAFIEUX	RÉSEAUX CRIMINELS	ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	ACTEURS ÉTRANGERS	ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ
1. MYANMAR	8.60 +0.47	9.5 +0.5	8.0 +0.5	9.0 +0.5	9.0 +1.5	7.5 n/a
2. RÉP. DÉM. DU CONGO	8.50 -0.50	9.0 0.0	9.0 0.0	9.0 0.0	9.0 0.0	6.5 n/a
3. PARAGUAY	8.30 +0.80	8.0 +2.0	8.0 +0.5	9.0 +1.0	9.0 +0.5	7.5 n/a
4. COLOMBIE	8.20 +0.07	9.5 0.0	9.5 +0.5	7.5 +0.5	7.5 +0.5	7.0 n/a
5. HONDURAS	8.10 -0.15	8.5 0.0	7.5 -0.5	8.5 0.0	8.0 0.0	8.0 n/a
6. IRAQ	8.00 +0.25	6.5 0.0	8.5 +1.0	8.5 +0.5	9.0 0.0	7.5 n/a
7. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	7.90 -0.48	8.0 -1.0	8.0 0.0	9.0 +0.5	9.0 +1.0	5.5 n/a
7. LIBAN	7.90 +0.27	6.0 0.0	7.5 +0.5	9.5 0.0	8.5 +0.5	8.0 n/a
9. SYRIE	7.70 +0.07	4.5 0.0	9.0 0.0	10.0 0.0	8.0 +1.0	7.0 n/a
10. AFRIQUE DU SUD	7.50 +0.25	7.5 +0.5	8.0 +1.0	8.0 +0.5	7.5 0.0	6.5 n/a
10. SOUDAN DU SUD	7.50 +0.12	5.0 +0.5	7.5 -0.5	9.0 0.0	8.0 0.0	8.0 n/a
10. SOUDAN	7.50 +0.12	6.5 0.0	7.5 0.0	8.5 +0.5	8.0 +0.5	7.0 n/a
10. YÉMEN	7.50 +0.25	7.0 -1.0	8.0 +1.0	8.0 +2.0	8.5 +0.5	6.0 n/a
14. ÉQUATEUR	7.40 +0.90	8.0 +1.5	7.5 +2.0	7.0 +0.5	8.0 +0.5	6.5 n/a
14. VENEZUELA	7.40 -0.23	9.5 0.0	5.0 0.0	9.0 0.0	7.5 +0.5	6.0 n/a
16. LIBYE	7.30 +0.30	9.0 +1.0	7.5 0.0	9.5 +1.0	5.5 +1.5	5.0 n/a
16. PANAMA	7.30 +0.30	7.5 0.0	7.0 0.0	7.5 0.0	6.0 0.0	8.5 n/a
16. TÜRKIYE	7.30 -0.08	8.5 +0.5	8.0 +0.5	9.0 0.0	6.0 +1.0	5.0 n/a
19. AFGHANISTAN	7.20 -0.05	5.0 -2.5	8.0 -0.5	9.0 0.0	6.0 +2.0	8.0 n/a
19. NIGÉRIA	7.20 -0.05	5.5 0.0	8.5 -0.5	7.5 0.0	7.5 +0.5	7.0 n/a
21. GUATEMALA	7.10 +0.10	7.5 0.0	6.0 0.0	8.0 +1.0	8.0 +0.5	6.0 n/a
21. INDONÉSIE	7.10 +0.35	6.0 0.0	7.5 0.0	8.0 +0.5	6.0 0.0	8.0 n/a
21. KENYA	7.10 -0.15	7.0 0.0	8.0 +0.5	8.0 0.0	6.5 0.0	6.0 n/a
21. NÉPAL	7.10 +0.47	5.5 +1.0	7.5 +1.0	7.5 -1.0	7.5 +0.5	7.5 n/a
25. CAMBODGE	7.00 +1.50	4.5 +2.0	7.0 +3.0	8.5 0.0	8.0 +1.0	7.0 n/a
25. MEXIQUE	7.00 -0.13	9.0 0.0	9.0 0.0	7.5 +0.5	3.5 0.0	6.0 n/a
25. SOMALIE	7.00 -0.13	9.5 0.0	7.5 0.0	7.0 0.0	5.5 +1.0	5.5 n/a
28. RUSSIE	6.90 +0.52	6.0 +1.5	7.0 -0.5	8.5 0.0	5.0 0.0	8.0 n/a
29. GUYANA	6.80 +1.30	6.0 +3.0	5.0 0.0	8.0 0.0	7.0 +1.0	8.0 n/a
30. IRAN	6.70 -0.55	5.0 -2.0	7.5 0.0	9.5 0.0	6.0 +1.0	5.5 n/a
30. ITALIE	6.70 +0.32	9.0 0.0	3.5 +0.5	6.5 0.0	7.5 +0.5	7.0 n/a
30. JAMAÏQUE	6.70 -0.93	8.0 0.0	8.0 +0.5	8.0 0.0	7.0 0.0	2.5 n/a
30. PHILIPPINES	6.70 -0.68	8.0 0.0	6.5 +0.5	8.0 0.0	7.5 0.0	3.5 n/a
30. SERBIE	6.70 -0.18	6.0 0.0	7.0 0.0	8.0 0.0	6.5 0.0	6.0 n/a
30. OUGANDA	6.70 +0.07	5.5 +0.5	6.5 -0.5	8.0 +0.5	7.0 0.0	6.5 n/a
30. UKRAINE	6.70 -0.05	5.5 -0.5	7.5 +0.5	8.0 0.0	7.0 +1.0	5.5 n/a
37. BRÉSIL	6.60 +0.10	8.0 +0.5	7.0 +0.5	8.5 0.0	3.5 0.0	6.0 n/a



PAYS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ (MOYENNE)	GROUPES DE TYPE MAFIEUX	RÉSEAUX CRIMINELS	ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	ACTEURS ÉTRANGERS	ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ
37. MONTÉNÉGRO	6.60 -0.40	7.5 0.0	7.0 0.0	7.0 -0.5	6.0 0.0	5.5 n/a
37. PÉROU	6.60 +0.10	7.0 +1.0	8.5 +0.5	7.5 +0.5	6.0 +1.0	4.0 n/a
37. VIET NAM	6.60 +0.10	6.0 0.0	7.0 0.0	7.0 0.0	6.5 +0.5	6.5 n/a
41. MOZAMBIQUE	6.50 -0.50	5.0 +1.5	8.0 0.0	9.0 0.0	7.5 0.0	3.0 n/a
42. BÉLARUS	6.40 +0.65	4.0 0.0	5.0 0.0	9.0 0.0	6.5 +1.5	7.5 n/a
42. BOSNIE-HERZÉGOVINE	6.40 -0.23	4.0 0.0	6.0 -0.5	8.0 0.0	8.0 0.0	6.0 n/a
42. EL SALVADOR	6.40 -0.48	8.5 -1.0	7.0 +0.5	7.5 +0.5	4.5 0.0	4.5 n/a
45. CAMEROUN	6.30 -0.08	4.5 +0.5	7.5 0.0	8.0 0.0	7.0 +1.0	4.5 n/a
46. CHINE	6.20 +0.07	6.5 -0.5	7.5 0.0	7.0 0.0	3.0 0.0	7.0 n/a
46. NICARAGUA	6.20 -0.43	5.0 0.0	6.5 0.0	9.0 0.0	6.5 +0.5	4.0 n/a
48. CÔTE D'IVOIRE	6.10 -0.15	3.5 +0.5	7.0 0.0	7.5 +0.5	7.5 -0.5	5.0 n/a
48. HAÏTI	6.10 +0.10	8.5 +0.5	6.5 +0.5	8.0 +1.0	4.5 +1.5	3.0 n/a
48. PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	6.10 +0.22	1.0 0.0	8.0 0.0	8.5 +0.5	6.5 0.0	6.5 n/a
48. ESPAGNE	6.10 -0.15	6.0 0.0	7.0 +0.5	5.0 0.0	7.5 0.0	5.0 n/a
48. TADJIKISTAN	6.10 -0.03	6.0 +0.5	5.5 +0.5	9.0 0.0	5.0 0.0	5.0 n/a
53. ANGOLA	6.00 +0.62	3.5 +0.5	6.0 +0.5	8.0 0.0	5.0 0.0	7.5 n/a
53. BURKINA FASO	6.00 +0.37	4.0 +0.5	7.0 +0.5	7.0 +0.5	6.0 0.0	6.0 n/a
53. GRÈCE	6.00 +0.25	3.5 +0.5	6.5 0.0	7.5 0.0	6.0 0.0	6.5 n/a
53. KIRGHIZISTAN	6.00 -0.25	6.5 +1.0	6.0 -0.5	8.5 0.0	4.5 0.0	4.5 n/a
53. MOLDAVIE	6.00 +1.00	5.0 +1.0	5.0 +1.0	8.0 +1.0	5.0 0.0	7.0 n/a
53. TANZANIE	6.00 +0.25	3.5 +0.5	7.0 0.0	6.5 -0.5	6.5 +0.5	6.5 n/a
53. ROYAUME-UNI	6.00 +0.62	4.5 +0.5	7.0 +0.5	3.5 +0.5	7.5 -0.5	7.5 n/a
60. BULGARIE	5.90 +0.15	5.0 +0.5	7.0 +0.5	7.5 0.0	5.0 +0.5	5.0 n/a
60. TCHAD	5.90 -0.48	5.0 -0.5	6.5 0.0	8.5 0.0	5.0 0.0	4.5 n/a
60. LAOS	5.90 +0.52	1.5 0.0	6.5 +0.5	6.5 +0.5	8.0 0.0	7.0 n/a
60. MADAGASCAR	5.90 +0.02	4.5 +0.5	5.0 0.0	8.0 +0.5	6.5 -0.5	5.5 n/a
60. ARABIE SAOUDITE	5.90 +0.77	3.0 0.0	6.5 0.0	8.5 +0.5	3.5 +0.5	8.0 n/a
60. ZIMBABWE	5.90 -0.23	3.5 0.0	7.5 0.0	8.0 0.0	6.0 +0.5	4.5 n/a
66. MALAISIE	5.80 +0.17	4.5 0.0	5.5 0.0	6.0 0.0	7.0 +0.5	6.0 n/a
66. PAKISTAN	5.80 -0.45	6.0 0.0	7.0 -0.5	7.5 +0.5	4.0 -0.5	4.5 n/a
68. COSTA RICA	5.70 +0.57	7.0 +0.5	6.0 0.0	2.5 +1.0	7.0 +0.5	6.0 n/a
68. FRANCE	5.70 +0.07	6.0 0.0	6.5 0.0	3.5 +0.5	7.0 0.0	5.5 n/a
68. MALTE	5.70 +0.45	3.0 +1.5	7.0 0.0	7.5 0.0	5.0 0.0	6.0 n/a
68. NIGER	5.70 -0.43	4.0 0.0	7.5 +0.5	8.5 0.0	5.5 +0.5	3.0 n/a
68. TOGO	5.70 -0.05	1.0 0.0	7.0 0.0	7.5 0.0	7.0 -0.5	6.0 n/a
68. ÉMIRATS ARABES UNIS	5.70 +0.95	1.0 0.0	6.5 +0.5	6.5 +0.5	7.0 +1.0	7.5 n/a
74. GHANA	5.60 -0.28	3.0 0.0	6.5 0.0	7.5 0.0	6.5 0.0	4.5 n/a

PAYS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ (MOYENNE)	GROUPES DE TYPE MAFIEUX	RÉSEAUX CRIMINELS	ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	ACTEURS ÉTRANGERS	ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ
74. GUINÉE-BISSAU	5.60 -0.40	1.0 0.0	8.0 0.0	8.5 0.0	6.5 0.0	4.0 n/a
74. LIBÉRIA	5.60 +0.60	3.0 0.0	6.5 +0.5	6.5 +0.5	6.0 +1.0	6.0 n/a
74. THAÏLANDE	5.60 +0.47	1.5 0.0	6.0 +1.0	6.5 0.0	7.0 -0.5	7.0 n/a
74. TRINITÉ-ET-TOBAGO	5.60 -0.03	6.0 0.0	6.5 +1.5	5.0 0.0	6.5 0.0	4.0 n/a
79. ALBANIE	5.50 -0.50	6.5 -0.5	7.0 -0.5	6.5 -0.5	3.0 +0.5	4.5 n/a
79. ARGENTINE	5.50 +0.50	5.0 +1.0	6.0 0.0	6.0 +1.0	5.5 +0.5	5.0 n/a
79. AZERBAÏDJAN	5.50 -0.50	5.5 0.0	5.5 0.0	7.5 0.0	6.0 +0.5	3.0 n/a
79. SÉNÉGAL	5.50 +0.87	3.0 +0.5	6.0 +0.5	5.0 +0.5	6.5 +0.5	7.0 n/a
79. ÉTATS-UNIS	5.50 0.00	5.5 +0.5	6.0 -0.5	4.5 -0.5	5.5 0.0	6.0 n/a
84. CROATIE	5.40 +0.02	4.0 0.0	6.5 0.0	6.0 -0.5	5.0 +0.5	5.5 n/a
84. MALI	5.40 -0.23	4.0 +1.0	7.0 0.0	8.0 -0.5	4.0 0.0	4.0 n/a
86. BELIZE	5.30 +0.42	6.5 0.0	3.5 0.0	5.5 +1.0	5.5 +0.5	5.5 n/a
86. CHILI	5.30 +0.55	4.0 0.0	6.0 +0.5	5.5 +1.0	6.0 +1.0	5.0 n/a
86. ÉTHIOPIE	5.30 +0.67	2.0 0.0	6.5 0.0	5.0 +1.0	6.0 0.0	7.0 n/a
86. CORÉE, RÉP.	5.30 -0.58	5.5 -1.0	5.0 -1.0	4.5 0.0	6.5 0.0	5.0 n/a
86. SIERRA LEONE	5.30 -0.45	2.5 -1.0	6.0 +0.5	6.5 -0.5	7.5 +0.5	4.0 n/a
86. OUZBÉKISTAN	5.30 -0.08	5.0 0.0	5.5 +1.0	6.5 -0.5	5.0 0.0	4.5 n/a
92. BANGLADESH	5.20 +0.20	6.0 +0.5	6.0 +0.5	7.0 0.0	4.0 +2.0	3.0 n/a
92. BÉNIN	5.20 -0.05	2.0 +1.0	5.5 -0.5	6.0 0.0	8.0 0.0	4.5 n/a
92. EQUATORIAL GUINÉE	5.20 +0.82	1.0 0.0	2.0 -0.5	9.0 0.0	5.5 +0.5	8.5 n/a
92. ALLEMAGNE	5.20 +0.20	5.0 0.0	6.5 0.0	2.0 0.0	7.0 +0.5	5.5 n/a
92. MACÉDOINE DU NORD	5.20 -0.43	3.0 -1.0	6.0 -0.5	6.5 +0.5	5.5 -0.5	5.0 n/a
92. QATAR	5.20 +0.57	1.0 0.0	6.0 0.0	6.5 +0.5	6.0 +0.5	6.5 n/a
98. BURUNDI	5.10 +0.47	2.0 +1.0	4.5 0.0	9.0 0.0	4.0 0.0	6.0 n/a
98. CONGO, REP	5.10 -0.15	3.0 0.0	6.5 +0.5	8.0 0.0	5.0 +1.0	3.0 n/a
98. GABON	5.10 +0.10	1.0 0.0	5.0 0.0	8.0 0.0	6.0 0.0	5.5 n/a
- KOSOVO	5.10 -0.28	3.0 0.0	6.0 0.0	6.5 -0.5	5.5 0.0	4.5 n/a
98. PORTUGAL	5.10 +0.10	5.0 +0.5	6.0 0.0	4.5 0.0	5.5 +0.5	4.5 n/a
98. ÎLES SALOMON	5.10 +0.35	1.0 0.0	4.5 0.0	7.0 0.0	6.5 0.0	6.5 n/a
98. SUISSE	5.10 +0.72	4.5 0.0	4.0 0.0	2.0 +0.5	7.5 0.0	7.5 n/a
104. DJIBOUTI	5.00 +0.62	1.5 0.0	5.0 0.0	5.5 +0.5	7.0 +1.0	6.0 n/a
104. ÉGYPTE	5.00 -0.38	3.0 0.0	5.5 0.0	8.5 +0.5	5.0 0.0	3.0 n/a
104. IRLANDE	5.00 -0.25	6.5 +0.5	6.0 +0.5	4.0 +1.0	6.5 0.0	2.0 n/a
104. JORDANIE	5.00 +0.12	1.5 0.0	7.0 0.0	6.0 -0.5	4.5 0.0	6.0 n/a
104. MALDIVES	5.00 +0.37	6.5 +1.5	6.0 +1.0	5.0 +1.0	4.5 0.0	3.0 n/a
104. SRI LANKA	5.00 +0.37	5.5 +1.5	6.0 +1.0	7.0 0.0	3.5 +1.0	3.0 n/a
104. SURINAME	5.00 -0.25	3.0 +0.5	5.0 0.0	7.5 -0.5	5.5 0.0	4.0 n/a
104. ZAMBIE	5.00 -0.25	3.0 0.0	5.0 0.0	6.5 +0.5	7.5 +0.5	3.0 n/a
112. BOLIVIE	4.90 +0.90	4.0 +0.5	4.5 +2.5	6.0 0.0	5.0 +0.5	5.0 n/a
112. CHYPRE	4.90 +0.02	3.5 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0	7.0 0.0	5.0 n/a
112. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	4.90 -0.10	5.0 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0	4.0 0.0	4.5 n/a

PAYS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ (MOYENNE)	GROUPES DE TYPE MAFIEUX	RÉSEAUX CRIMINELS	ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	ACTEURS ÉTRANGERS	ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ
112. ESWATINI	4.90 +0.90	2.0 +0.5	5.5 0.0	6.0 +1.0	5.0 +1.0	6.0 n/a
116. INDE	4.80 +0.05	3.5 0.0	6.5 +0.5	6.0 0.0	3.0 -0.5	5.0 n/a
116. SUÈDE	4.80 -0.08	5.0 -0.5	6.0 +0.5	2.5 0.0	6.5 +0.5	4.0 n/a
118. ISRAËL	4.70 +0.07	5.5 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0	5.0 n/a
118. JAPON	4.70 -0.30	6.0 -0.5	5.5 0.0	3.0 0.0	4.5 -0.5	4.5 n/a
118. KOWEÏT	4.70 +0.57	1.0 0.0	6.0 0.0	6.0 0.0	4.0 +0.5	6.5 n/a
118. PAYS-BAS	4.70 +0.32	4.5 0.0	6.0 0.0	3.0 +0.5	6.0 +1.5	4.0 n/a
118. SLOVAQUIE	4.70 -0.43	3.0 0.0	6.0 0.0	6.5 0.0	5.0 0.0	3.0 n/a
118. SLOVÉNIE	4.70 +0.07	3.0 0.0	5.0 +0.5	6.5 +0.5	5.0 0.0	4.0 n/a
124. ALGÉRIE	4.60 +0.22	1.5 +0.5	5.0 0.0	7.5 +0.5	5.0 +0.5	4.0 n/a
124. CABO VERDE	4.60 +0.22	3.0 +0.5	4.5 +0.5	4.0 0.0	7.0 0.0	4.5 n/a
124. KAZAKHSTAN	4.60 +0.22	4.0 +0.5	4.5 +0.5	6.5 +0.5	4.0 0.0	4.0 n/a
124. MAURICE	4.60 -0.03	2.0 0.0	6.5 +0.5	6.0 0.0	4.5 0.0	4.0 n/a
124. SAINT-MARIN	4.60 +0.47	2.0 0.0	4.0 0.0	5.0 +0.5	6.5 +0.5	5.5 n/a
129. BAHREÏN	4.50 +0.50	1.5 +0.5	6.0 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0	6.0 n/a
129. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4.50 0.00	3.5 +0.5	4.5 -0.5	5.0 -0.5	4.5 0.0	5.0 n/a
129. HONGRIE	4.50 +0.25	1.0 0.0	4.0 0.0	7.0 0.0	5.5 +0.5	5.0 n/a
129. MAURITANIE	4.50 -0.25	1.5 -1.0	5.0 +0.5	6.5 -0.5	6.0 +1.0	3.5 n/a
129. MAROC	4.50 -0.13	1.5 +0.5	6.5 0.0	7.5 +0.5	4.0 0.0	3.0 n/a
129. NAMIBIE	4.50 -0.25	2.5 -0.5	5.5 +0.5	5.0 0.0	6.0 0.0	3.5 n/a
129. TIMOR-LESTE	4.50 +0.12	5.0 0.0	4.0 0.0	4.5 0.0	5.0 +1.0	4.0 n/a
136. GAMBIE	4.40 -0.10	1.0 0.0	6.5 0.0	6.5 0.0	4.0 0.0	4.0 n/a
136. GUINÉE	4.40 -0.85	1.0 0.0	6.0 +1.0	7.5 -0.5	6.5 -0.5	1.0 n/a
136. LESOTHO	4.40 +0.15	3.0 +2.0	5.5 +0.5	6.0 0.0	5.0 0.0	2.5 n/a
136. MONGOLIE	4.40 +0.27	2.0 0.0	4.5 0.0	5.0 +0.5	5.5 0.0	5.0 n/a
136. NOUVELLE-ZÉLANDE	4.40 +1.15	4.0 -0.5	5.5 +2.0	2.0 +0.5	4.5 +1.0	6.0 n/a
136. SAINTE-LUCIE	4.40 -0.73	5.0 0.0	4.0 0.0	5.0 -0.5	6.0 0.0	2.0 n/a
136. TURKMÉNISTAN	4.40 -0.48	2.5 -0.5	5.0 +1.5	8.5 0.0	3.5 -1.0	2.5 n/a
143. BOTSWANA	4.30 +0.67	1.0 0.0	5.5 0.0	4.0 +1.0	5.5 +0.5	5.5 n/a
143. ESTONIE	4.30 +0.55	3.5 +0.5	4.5 -0.5	2.0 0.0	5.5 +0.5	6.0 n/a
143. SEYCHELLES	4.30 +0.55	2.0 0.0	5.0 +0.5	5.5 +1.0	5.0 +1.0	4.0 n/a
146. MALAWI	4.20 +0.70	2.0 0.0	4.5 +1.5	4.0 0.0	5.5 +0.5	5.0 n/a
146. SAINT-KITTS-ET-NEVIS	4.20 -0.80	1.0 0.0	6.0 -0.5	6.5 0.0	5.5 -0.5	2.0 n/a
148. AUTRICHE	4.10 -0.03	1.0 -1.0	4.0 0.0	4.0 0.0	6.5 0.0	5.0 n/a
148. COMORES	4.10 +0.22	1.0 0.0	4.5 0.0	7.0 +1.0	5.0 +1.0	3.0 n/a
150. ÉRYTHRÉE	4.00 -0.63	1.0 0.0	5.5 0.0	9.5 0.0	2.5 0.0	1.5 n/a
150. FIDJI	4.00 0.00	1.0 0.0	5.0 -1.5	3.0 0.0	5.5 0.0	5.5 n/a
150. LITUANIE	4.00 +0.37	4.0 +0.5	4.5 +0.5	4.0 0.0	4.0 +1.0	3.5 n/a
150. POLOGNE	4.00 +0.37	2.0 0.0	6.0 +0.5	4.5 +1.0	3.5 0.0	4.0 n/a
154. BAHAMAS	3.90 +0.27	4.0 +0.5	3.0 +1.0	3.0 0.0	6.0 0.0	3.5 n/a



PAYS	ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ (MOYENNE)	GROUPES DE TYPE MAFIEUX	RÉSEAUX CRIMINELS	ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	ACTEURS ÉTRANGERS	ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ
154. BHOUTAN	3.90 +0.27	4.0 0.0	4.5 +1.0	4.0 +1.0	4.0 0.0	3.0 n/a
154. CANADA	3.90 +0.02	5.0 0.0	4.0 0.0	2.0 0.0	4.5 0.0	4.0 n/a
154. RÉP. POP. DÉM. DE CORÉE	3.90 -0.35	1.0 0.0	3.0 +1.0	10.0 0.0	4.5 +0.5	1.0 n/a
154. OMAN	3.90 +0.52	1.0 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0	4.0 +0.5	5.5 n/a
154. ROUMANIE	3.90 -0.23	3.0 -1.0	5.5 +0.5	3.5 0.0	4.0 0.0	3.5 n/a
154. TONGA	3.90 -0.35	1.0 0.0	4.5 0.0	5.5 +0.5	7.0 +0.5	1.5 n/a
154. TUNISIE	3.90 +0.52	1.5 +0.5	4.5 +0.5	6.5 +1.0	2.5 -0.5	4.5 n/a
162. ISLANDE	3.80 -0.33	4.5 0.0	5.0 0.0	1.5 -0.5	5.0 0.0	3.0 n/a
163. ANDORRE	3.70 +0.32	1.0 0.0	4.0 0.0	1.5 0.0	6.0 -1.0	6.0 n/a
163. AUSTRALIE	3.70 -0.55	4.5 -0.5	5.0 -1.0	2.5 +0.5	4.0 0.0	2.5 n/a
163. BARBADE	3.70 -0.18	5.0 0.0	4.5 0.0	4.0 0.0	2.5 +0.5	2.5 n/a
163. BELGIQUE	3.70 +0.07	3.0 0.0	5.0 +0.5	2.0 0.0	5.0 0.0	3.5 n/a
163. DANEMARK	3.70 -0.18	5.5 +0.5	4.5 +0.5	2.0 0.0	5.0 +0.5	1.5 n/a
168. GÉORGIE	3.60 +0.72	3.0 +0.5	3.0 0.0	3.5 +0.5	3.0 0.0	5.5 n/a
169. MONACO	3.50 +0.25	1.0 0.0	3.0 0.0	3.5 0.0	5.5 0.0	4.5 n/a
169. SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	3.50 -0.25	2.0 0.0	5.0 0.0	2.0 0.0	5.5 -0.5	3.0 n/a
171. NORVÈGE	3.40 -0.23	4.5 0.0	4.5 +0.5	1.5 -0.5	4.5 +0.5	2.0 n/a
172. ANTIGUA-ET-BARBUDA	3.30 -0.33	3.0 0.0	3.5 +0.5	3.0 0.0	5.5 0.0	1.5 n/a
172. LETTONIE	3.30 -0.08	4.0 +0.5	3.5 0.0	2.0 0.0	4.5 0.0	2.5 n/a
174. GRENADE	3.20 -0.05	2.0 -2.0	3.0 +1.0	3.5 +0.5	4.0 0.0	3.5 n/a
174. RWANDA	3.20 -0.05	1.0 0.0	3.0 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0	3.0 n/a
176. CUBA	3.10 +0.22	3.0 -1.0	2.5 0.0	3.5 -0.5	2.0 +1.0	4.5 n/a
176. URUGUAY	3.10 +0.47	2.5 +1.0	4.5 0.0	3.0 +1.0	2.5 0.0	3.0 n/a
178. MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	3.00 -0.75	1.0 0.0	4.5 -1.0	2.5 -0.5	5.5 0.0	1.5 n/a
178. SINGAPOUR	3.00 0.00	3.0 0.0	4.0 +0.5	1.5 0.0	4.0 0.0	2.5 n/a
180. LUXEMBOURG	2.80 +0.42	1.0 0.0	2.0 0.0	2.0 +0.5	5.0 0.0	4.0 n/a
181. ARMÉNIE	2.70 -0.43	2.5 -0.5	3.0 0.0	3.0 -0.5	3.0 0.0	2.0 n/a
181. FINLANDE	2.70 +0.07	3.0 0.0	3.0 0.0	1.5 0.0	3.0 0.0	3.0 n/a
183. DOMINIQUE	2.60 +0.10	1.0 0.0	5.0 0.0	2.0 +0.5	2.5 0.0	2.5 n/a
184. PALAOS	2.50 -0.38	1.0 0.0	4.0 0.0	2.0 0.0	4.0 -0.5	1.5 n/a
185. BRUNÉI DARUSSALAM	2.40 +0.02	1.0 0.0	2.0 -0.5	3.0 +1.0	4.0 0.0	2.0 n/a
186. KIRIBATI	2.30 +0.05	1.0 0.0	4.0 0.0	1.5 0.0	3.0 +0.5	2.0 n/a
186. ÎLES MARSHALL	2.30 +0.17	1.0 0.0	2.5 +0.5	3.0 +1.0	3.0 -0.5	2.0 n/a
188. LIECHTENSTEIN	2.20 +0.45	1.0 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	3.0 0.0	4.0 n/a
188. VANUATU	2.20 +0.20	1.0 0.0	1.5 +0.5	3.0 +0.5	4.0 +0.5	1.5 n/a
190. NAURU	1.90 +0.02	1.0 0.0	1.5 +0.5	3.5 0.0	2.5 +0.5	1.0 n/a
190. SAMOA	1.90 +0.27	1.0 0.0	2.5 +0.5	2.5 +1.0	2.5 +0.5	1.0 n/a
192. SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	1.70 -0.05	1.0 0.0	1.5 -0.5	3.0 +1.0	2.0 0.0	1.0 n/a
193. TUVALU	1.30 -0.08	1.0 0.0	1.0 0.0	1.5 0.0	1.5 -0.5	1.5 n/a



# Scores de résilience

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	COOPÉRATION INTERNATIONALE	POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES
1. FINLANDE	8.63 +0.21	9.0 0.0	9.0 +0.5	9.0 0.0	8.5 +0.5
2. LIECHTENSTEIN	8.46 +0.04	9.0 0.0	8.0 0.0	7.5 0.0	9.0 0.0
3. ISLANDE	8.21 +0.17	8.0 +1.0	7.5 0.0	8.5 0.0	8.5 0.0
4. DANEMARK	8.13 -0.09	9.0 0.0	9.0 0.0	8.0 -0.5	9.0 0.0
5. CORÉE, RÉP.	8.08 +0.54	9.0 +1.0	8.0 +1.0	8.5 +0.5	9.0 +1.0
6. ANDORRE	7.96 +0.21	7.0 0.0	7.5 +0.5	8.5 +0.5	8.5 +0.5
7. NORVÈGE	7.92 0.00	8.0 0.0	8.5 0.0	9.0 0.0	8.5 0.0
8. ESTONIE	7.88 +0.04	8.0 0.0	7.5 -0.5	8.5 0.0	8.0 0.0
8. NOUVELLE-ZÉLANDE	7.88 -0.51	8.0 -0.5	8.0 -0.5	8.5 0.0	8.0 -0.5
10. SINGAPOUR	7.83 +0.12	7.5 0.0	7.5 0.0	9.0 0.0	8.5 0.0
11. LETTONIE	7.58 +0.16	7.0 -0.5	6.5 +0.5	8.5 0.0	8.5 +0.5
12. ROYAUME-UNI	7.54 -0.34	7.5 -0.5	6.5 -1.0	7.5 -0.5	8.0 -0.5
13. AUTRICHE	7.50 +0.08	7.5 +0.5	6.5 0.0	7.5 +0.5	8.0 0.0
13. ALLEMAGNE	7.50 -0.17	6.5 -0.5	7.0 -0.5	8.0 0.0	8.0 0.0
13. LUXEMBOURG	7.50 0.00	8.0 0.0	6.5 0.0	9.0 0.0	8.0 +1.0
13. URUGUAY	7.50 -0.25	7.5 -0.5	9.0 0.0	9.0 0.0	7.0 0.0
17. PAYS-BAS	7.46 +0.04	7.5 0.0	8.0 0.0	8.5 +0.5	7.5 0.0
17. SUÈDE	7.46 0.00	6.5 -0.5	8.5 -0.5	8.5 0.0	7.5 +0.5
19. AUSTRALIE	7.38 -0.59	7.5 -0.5	8.0 -0.5	9.0 0.0	8.0 0.0
19. JAPON	7.38 -0.09	6.0 0.0	7.5 0.0	9.0 0.0	7.5 0.0
21. IRLANDE	7.33 -0.05	7.0 0.0	8.0 0.0	8.0 0.0	8.0 0.0
22. LITUANIE	7.29 +0.08	7.0 -0.5	7.0 0.0	8.5 +1.0	7.0 0.0
23. CANADA	7.21 -0.04	7.5 0.0	7.0 0.0	8.0 0.0	8.0 0.0
24. ÉTATS-UNIS	7.13 +0.55	6.0 +1.5	6.0 +0.5	9.0 +2.0	6.5 0.0
25. BELGIQUE	7.04 +0.04	7.0 0.0	7.0 0.0	8.0 0.0	7.5 +0.5
25. SUISSE	7.04 -0.09	8.5 -0.5	6.0 -0.5	8.0 +0.5	7.0 +0.5
27. FRANCE	6.96 +0.13	6.5 +0.5	7.0 0.0	8.5 0.0	7.5 0.0
28. ESPAGNE	6.75 +0.12	6.5 +0.5	6.0 0.0	8.5 +0.5	8.0 0.0
29. CABO VERDE	6.58 +0.25	7.0 +0.5	7.0 +1.0	8.5 0.0	7.0 0.0
30. PORTUGAL	6.50 +0.04	7.0 0.0	5.0 -0.5	7.5 0.0	7.0 0.0
31. ITALIE	6.46 +0.17	6.5 0.0	5.0 0.0	9.0 +0.5	8.0 0.0
32. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	6.42 +0.17	6.5 +0.5	6.5 +1.0	7.0 0.0	7.0 +0.5
33. CHILI	6.17 -0.25	7.0 0.0	7.0 0.0	8.0 0.0	6.0 0.0
34. BARBADE	6.13 +0.42	6.0 +0.5	7.5 +0.5	7.5 +0.5	7.0 +1.0
35. ISRAËL	6.08 +0.08	6.0 0.0	5.0 0.0	6.5 +0.5	6.5 -0.5
35. TUVALU	6.08 +0.04	5.5 0.0	6.0 +0.5	5.0 0.0	6.5 0.0

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	FORCES DE L'ORDRE	INTÉGRITÉ TERRITORIALE	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	PRÉVENTION	ACTEURS NON ÉTATIQUES
8.0 0.0	8.5 +0.5	9.0 0.0	8.5 0.0	9.0 0.0	8.0 0.0	8.5 +0.5	8.5 +0.5
9.0 0.0	8.5 +0.5	9.5 0.0	5.0 0.0	8.5 0.0	9.5 0.0	9.5 0.0	8.5 0.0
8.5 0.0	9.0 +0.5	8.5 0.0	8.0 0.0	8.5 0.0	7.5 +0.5	7.5 0.0	8.5 0.0
7.5 0.0	7.5 -0.5	8.0 -0.5	6.0 +0.5	8.5 0.0	7.5 0.0	8.5 0.0	9.0 0.0
9.0 +0.5	8.0 0.0	7.5 +0.5	8.0 +1.0	7.0 +0.5	7.0 +0.5	8.0 0.0	8.0 0.0
8.0 0.0	8.5 +0.5	7.5 -0.5	7.0 +1.0	8.0 0.0	8.5 0.0	8.5 +0.5	8.0 -0.5
8.0 0.0	8.0 -0.5	8.0 0.0	7.0 0.0	8.0 +0.5	7.0 -0.5	7.0 0.0	8.0 +0.5
8.0 0.0	7.5 +0.5	8.0 0.0	8.0 +0.5	7.5 -0.5	7.5 0.0	8.0 0.0	8.0 +0.5
7.5 -0.5	7.5 -1.0	8.5 0.0	6.5 -1.5	8.0 -0.5	8.0 -0.5	7.5 -0.5	8.5 0.0
9.0 0.0	9.0 0.0	8.0 0.0	7.5 +0.5	8.0 0.0	7.0 0.0	9.0 0.0	4.0 +1.0
8.0 +0.5	8.0 +0.5	8.5 0.0	6.0 +0.5	8.0 0.0	7.5 0.0	7.5 0.0	7.0 0.0
8.0 -0.5	7.5 0.0	8.5 0.0	6.5 0.0	7.5 0.0	7.0 -0.5	7.5 0.0	8.5 -0.5
8.5 +0.5	8.5 0.0	7.5 -0.5	6.5 +0.5	7.0 0.0	8.0 0.0	7.5 -0.5	7.0 0.0
8.0 +0.5	7.5 0.0	8.5 -0.5	6.0 -0.5	7.0 0.0	8.0 0.0	8.0 0.0	7.5 -0.5
7.5 0.0	7.0 0.0	8.0 0.0	5.5 -0.5	7.0 -1.0	7.5 +0.5	8.0 0.0	8.0 0.0
6.0 -1.0	7.0 -1.0	7.0 0.0	6.5 -0.5	8.0 0.0	7.5 0.0	7.0 0.0	8.5 0.0
7.5 0.0	7.5 0.0	6.0 0.0	6.5 0.0	6.5 0.0	8.0 0.0	8.0 0.0	8.0 0.0
7.0 0.0	6.5 0.0	8.0 0.0	8.0 +0.5	7.0 -0.5	6.0 0.0	7.5 +0.5	8.5 0.0
8.0 0.0	8.0 0.0	7.5 -1.5	7.0 0.0	7.0 0.0	6.0 -1.5	6.0 -1.5	6.5 -1.5
8.0 0.0	7.5 0.0	8.5 0.0	7.5 -0.5	8.0 0.0	5.5 0.0	5.5 -0.5	8.0 0.0
7.0 0.0	7.0 0.0	7.5 -0.5	8.0 0.0	8.0 0.0	7.0 0.0	5.5 0.0	7.0 0.0
8.0 +0.5	7.5 +0.5	8.0 0.0	6.5 0.0	7.5 0.0	7.0 0.0	6.5 0.0	7.0 -0.5
7.0 0.0	7.0 0.0	6.0 0.0	6.0 -0.5	7.5 0.0	8.5 0.0	6.0 0.0	8.0 0.0
6.0 0.0	8.0 0.0	6.5 0.0	6.5 0.0	8.0 0.0	7.5 +0.5	7.0 +1.0	8.5 +1.0
6.0 0.0	7.0 0.0	6.0 0.0	7.0 0.0	7.0 0.0	7.5 0.0	7.0 +0.5	7.5 -0.5
7.0 0.0	7.5 0.0	8.5 0.0	5.0 0.0	6.0 0.0	7.0 -1.0	6.0 0.0	8.0 0.0
6.5 0.0	7.0 0.0	5.5 +0.5	8.0 0.0	8.0 0.0	5.0 0.0	7.0 +0.5	7.0 0.0
7.0 0.0	8.0 0.0	5.5 0.0	6.5 0.0	6.0 0.0	6.5 0.0	5.5 +0.5	7.0 0.0
7.5 +0.5	6.0 0.0	7.5 0.0	5.0 0.0	6.0 0.0	4.0 +0.5	6.5 +0.5	7.0 0.0
6.0 +0.5	7.0 -0.5	6.0 0.0	6.5 0.0	5.5 0.0	7.0 0.0	6.0 +0.5	7.5 +0.5
5.5 +0.5	7.5 0.0	6.0 -0.5	6.0 +0.5	5.0 0.0	5.5 0.0	6.0 +0.5	7.5 +0.5
6.5 0.0	7.0 0.0	7.0 0.0	6.5 +0.5	6.0 0.0	5.0 -0.5	6.0 0.0	6.0 0.0
5.5 -0.5	4.5 +0.5	4.0 0.0	6.5 0.0	6.0 -1.0	6.0 -1.0	6.5 0.0	7.0 -1.0
5.0 +0.5	7.0 +0.5	6.5 +0.5	5.0 0.0	4.5 +1.0	5.5 0.0	6.0 0.0	6.0 0.0
5.0 0.0	6.5 +1.0	3.5 0.0	7.0 0.0	7.5 +0.5	6.5 +0.5	6.5 +0.5	6.5 -1.5
8.0 0.0	7.0 0.0	6.5 0.0	6.5 +0.5	6.0 0.0	4.5 0.0	4.5 -0.5	7.0 0.0



PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	COOPÉRATION INTERNATIONALE	POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES
37. SLOVÉNIE	6.04 -0.04	6.0 0.0	5.0 0.0	7.0 +0.5	7.0 +0.5
38. ROUMANIE	6.00 +0.42	6.0 +0.5	6.5 +1.0	7.0 +0.5	6.0 0.0
39. ARGENTINE	5.96 -0.37	6.5 -0.5	4.5 -0.5	6.0 0.0	6.0 -1.0
40. CROATIE	5.92 +0.34	5.5 +0.5	6.0 +0.5	7.0 +0.5	7.0 +1.0
40. MALAISIE	5.92 +0.09	4.5 0.0	5.5 0.0	7.0 0.0	7.5 +0.5
42. MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)	5.88 +0.55	7.0 +0.5	4.0 -1.0	7.0 +1.5	6.0 +0.5
42. POLOGNE	5.88 -0.26	5.5 0.0	4.0 0.0	7.5 +0.5	7.0 0.0
44. SAMOA	5.83 +0.16	4.5 0.0	5.5 +0.5	6.0 +1.0	6.5 0.0
45. ÎLES MARSHALL	5.79 +0.75	7.0 +1.5	6.5 +2.0	6.0 +1.0	6.5 +0.5
45. NIGÉRIA	5.79 +0.29	5.5 0.0	5.0 0.0	7.5 +0.5	7.5 +0.5
45. SÉNÉGAL	5.79 +0.21	5.5 0.0	5.0 +1.0	7.0 +1.0	6.5 0.0
48. ARMÉNIE	5.71 0.00	7.0 +1.0	6.0 0.0	7.0 +0.5	6.5 +0.5
49. CHINE	5.67 +0.21	6.0 0.0	4.0 0.0	6.0 0.0	7.5 +0.5
50. COLOMBIE	5.63 -0.21	6.0 -1.0	5.5 0.0	9.0 0.0	6.5 -0.5
50. COSTA RICA	5.63 +0.13	7.0 0.0	6.5 0.0	6.5 +0.5	6.5 0.0
50. MONACO	5.63 +0.25	3.5 0.0	4.5 +0.5	5.5 +0.5	6.5 +0.5
50. AFRIQUE DU SUD	5.63 -0.17	5.5 -0.5	5.5 0.0	6.0 -0.5	7.0 +0.5
54. JORDANIE	5.58 -0.34	5.5 -1.5	4.5 -0.5	8.0 0.0	6.0 -0.5
54. SAINTE-LUCIE	5.58 -0.05	7.5 0.0	6.5 0.0	6.5 0.0	6.5 0.0
56. KOWÉÏT	5.54 +0.00	5.0 0.0	4.5 0.0	6.0 0.0	5.5 0.0
56. MAURICE	5.54 -0.13	6.0 0.0	6.0 0.0	6.5 0.0	6.0 0.0
56. RWANDA	5.54 +0.04	5.5 0.0	4.5 -1.0	5.0 0.0	6.0 0.0
59. BAHAMAS	5.50 +0.29	6.0 0.0	5.5 -0.5	6.5 +0.5	6.5 +0.5
60. BOTSWANA	5.46 -0.17	5.0 -1.0	4.0 -1.0	8.5 +0.5	7.0 +1.0
60. GHANA	5.46 +0.08	6.0 +0.5	5.5 0.0	6.5 0.0	5.0 0.0
62. BAHREÏN	5.42 -0.12	6.0 0.0	4.5 -0.5	7.0 0.0	5.5 0.0
62. FIDJI	5.42 +0.17	5.5 -0.5	5.0 -0.5	5.5 +0.5	6.0 +0.5
62. INDE	5.42 +0.17	4.0 0.0	5.0 -0.5	8.5 +1.0	5.0 +0.5
62. JAMAÏQUE	5.42 -0.04	4.5 -0.5	5.0 -0.5	7.0 +0.5	5.5 0.0
62. QATAR	5.42 -0.16	5.0 0.0	5.5 0.0	6.0 +0.5	5.0 0.0
67. CUBA	5.38 0.00	6.5 0.0	2.5 0.0	6.5 0.0	6.0 0.0
67. SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	5.38 -0.09	6.0 0.0	6.0 0.0	6.0 0.0	6.5 0.0
69. BULGARIE	5.33 +0.04	5.0 +0.5	6.0 +1.0	6.0 -0.5	6.0 0.0
69. KENYA	5.33 +0.12	5.0 0.0	5.0 +0.5	7.5 +0.5	7.0 +1.0
69. PALAOS	5.33 +0.79	7.0 +0.5	6.0 +0.5	7.5 +1.5	5.5 0.0
69. TRINITÉ-ET-TOBAGO	5.33 +0.12	5.0 0.0	5.0 0.0	6.5 0.0	7.0 0.0
73. MACÉDOINE DU NORD	5.29 +0.08	5.0 0.0	5.5 +1.0	6.0 0.0	5.0 0.0
73. SLOVAQUIE	5.29 -0.09	5.0 -0.5	4.5 -0.5	7.0 0.0	6.5 0.0

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	FORCES DE L'ORDRE	INTÉGRITÉ TERRITORIALE	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	PRÉVENTION	ACTEURS NON ÉTATIQUES
6.0 0.0	6.0 0.0	7.5 0.0	5.0 -1.5	5.0 0.0	6.0 0.0	6.0 0.0	6.0 0.0
6.5 +0.5	6.0 +0.5	6.5 0.0	5.0 -0.5	5.5 +0.5	6.0 +1.0	6.0 +1.0	5.0 0.0
5.5 -0.5	5.5 -1.0	6.0 0.0	7.0 0.0	6.0 0.0	6.0 0.0	5.0 -0.5	7.5 -0.5
5.5 +0.5	6.0 0.0	6.5 0.0	6.5 0.0	5.0 +0.5	6.0 +0.5	5.5 +0.5	4.5 -0.5
5.5 +0.5	5.5 0.0	5.5 0.0	6.0 +0.5	7.0 0.0	6.0 0.0	6.5 +0.5	4.5 -1.0
6.5 +1.0	6.5 +0.5	6.0 0.0	5.0 +1.0	4.5 +0.5	5.5 +1.0	5.5 0.0	7.0 +1.0
5.0 -0.5	6.5 0.0	7.5 0.0	6.5 -0.5	6.5 -1.0	5.0 0.0	5.5 -0.5	4.0 -1.0
6.0 0.0	6.5 0.0	7.5 0.0	5.5 -0.5	3.0 0.0	5.5 +0.5	6.5 +0.5	7.0 0.0
7.0 +0.5	5.5 +1.5	6.0 +0.5	4.5 +0.5	6.5 +0.5	3.5 0.0	4.0 0.0	6.5 +0.5
5.0 +0.5	5.0 +0.5	5.0 +0.5	5.0 0.0	6.5 0.0	5.0 0.0	5.5 +0.5	7.0 +0.5
5.0 0.0	6.0 0.0	7.0 +0.5	5.0 0.0	5.5 0.0	5.0 0.0	5.0 0.0	7.0 0.0
4.5 0.0	6.5 +0.5	3.0 -2.5	6.0 0.0	6.0 +0.5	5.0 -0.5	4.5 -0.5	6.5 +0.5
5.0 0.0	6.0 +0.5	7.5 +0.5	6.5 +0.5	7.5 +0.5	4.0 0.0	6.0 0.0	2.0 0.0
5.5 0.0	5.0 -1.0	4.5 0.0	6.0 0.0	5.0 0.0	3.5 0.0	4.5 0.0	6.5 0.0
6.0 +1.0	5.0 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0	4.5 0.0	5.0 0.0	5.0 0.0	6.5 0.0
8.0 0.0	7.0 0.0	6.0 0.0	5.5 +1.0	4.0 0.0	8.0 0.0	5.0 +0.5	4.0 0.0
6.0 0.0	4.5 -0.5	6.0 0.0	5.5 -0.5	6.0 0.0	4.0 0.0	4.5 -0.5	7.0 0.0
4.5 0.0	6.5 -0.5	6.0 0.0	6.5 0.0	4.0 0.0	4.5 0.0	6.5 0.0	4.5 -1.0
6.0 0.0	4.5 0.0	5.5 0.0	4.0 0.0	5.0 -0.5	5.0 0.0	6.0 0.0	4.0 0.0
5.5 0.0	6.0 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0	6.5 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0
5.5 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0	4.0 +0.5	7.0 0.0	4.0 -1.5	5.0 0.0	5.5 -0.5
5.0 0.0	7.0 0.0	6.5 +0.5	6.0 0.0	6.5 +0.5	5.5 0.0	5.5 +0.5	3.5 0.0
3.5 0.0	6.5 +0.5	5.0 0.0	5.0 +0.5	4.0 0.0	7.0 +0.5	5.5 +0.5	5.0 +1.0
6.0 -0.5	5.0 0.0	5.0 0.0	5.0 +0.5	6.0 +0.5	4.5 -1.0	4.5 0.0	5.0 -1.0
5.0 0.0	4.5 0.0	6.0 0.0	6.0 0.0	6.5 +0.5	3.5 0.0	4.0 0.0	7.0 0.0
4.5 -0.5	4.5 -0.5	6.5 0.0	5.5 0.0	6.0 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0	4.0 0.0
4.0 -0.5	5.0 0.0	5.0 +0.5	6.0 0.0	6.0 0.0	6.0 +2.0	5.5 +0.5	5.5 -0.5
4.5 -0.5	5.0 -0.5	8.0 +1.5	6.5 +0.5	5.0 0.0	4.0 +0.5	5.0 0.0	4.5 -0.5
3.5 -0.5	6.0 0.0	6.5 0.0	4.5 0.0	4.5 0.0	5.0 0.0	6.5 +0.5	6.5 0.0
5.0 0.0	5.0 -0.5	7.0 0.0	5.5 -0.5	6.0 0.0	5.5 -0.5	6.0 0.0	3.5 -1.0
3.0 0.0	7.0 0.0	8.0 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0	4.0 0.0	7.0 0.0	3.0 0.0
6.0 0.0	4.0 -0.5	6.0 0.0	5.5 0.0	4.0 0.0	3.0 0.0	5.5 -0.5	6.0 0.0
5.0 -0.5	5.0 -0.5	6.0 -0.5	5.5 -0.5	5.0 +0.5	5.0 +0.5	5.0 0.0	4.5 +0.5
5.0 -0.5	4.5 0.0	6.0 0.0	6.0 0.0	5.5 +0.5	3.0 0.0	3.0 -0.5	6.5 0.0
5.0 +2.0	5.5 +0.5	4.5 +0.5	5.0 +0.5	4.5 +0.5	2.5 +0.5	5.5 +1.5	5.5 +1.0
3.5 0.0	5.5 0.0	4.5 -0.5	6.5 +0.5	4.0 0.0	5.5 +0.5	5.0 0.0	6.0 +1.0
4.5 -0.5	6.0 +1.0	6.0 0.0	5.5 0.0	4.0 -0.5	4.5 -0.5	5.5 +0.5	6.0 0.0
5.0 0.0	5.0 -0.5	6.0 0.0	5.0 0.0	5.0 +0.5	4.5 0.0	5.0 0.0	5.0 0.0

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	COOPÉRATION INTERNATIONALE	POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES
73. TONGA	5.29 +0.08	5.0 0.0	5.5 0.0	6.5 0.0	6.5 +0.5
76. GÉORGIE	5.25 -0.46	4.0 -1.0	5.0 -1.5	6.0 -1.0	6.5 0.0
77. MONGOLIE	5.21 +0.13	5.0 0.0	5.0 0.0	6.5 +0.5	6.5 0.0
77. OMAN	5.21 -0.04	4.5 0.0	4.5 0.0	6.5 0.0	6.5 0.0
77. SAINT-MARIN	5.21 +0.08	4.0 0.0	4.0 0.0	6.0 +0.5	5.5 0.0
77. SEYCHELLES	5.21 +0.63	5.0 0.0	5.5 +0.5	6.5 +0.5	5.5 0.0
81. DOMINIQUE	5.17 +0.09	3.5 0.0	4.0 0.0	6.5 +0.5	5.0 0.0
81. GAMBIE	5.17 +0.17	5.5 +0.5	5.0 0.0	5.5 +1.0	5.0 0.0
81. GRÈCE	5.17 -0.08	5.0 -0.5	5.0 0.0	7.0 +0.5	6.0 0.0
84. ALBANIE	5.13 +0.09	5.0 -0.5	4.5 0.0	7.0 +0.5	6.0 0.0
84. CÔTE D'IVOIRE	5.13 +0.71	5.5 +1.0	4.5 +0.5	6.0 0.0	5.0 +0.5
84. GRENADE	5.13 +0.46	5.5 +0.5	5.0 0.0	6.0 +1.0	5.5 +0.5
84. MALTE	5.13 -0.04	4.5 0.0	4.0 -0.5	7.5 0.0	6.0 0.0
84. ÉMIRATS ARABES UNIS	5.13 -0.21	5.0 -0.5	4.5 -0.5	5.0 -0.5	5.5 0.0
84. VANUATU	5.13 -0.21	5.0 0.0	5.5 -0.5	5.5 -0.5	6.5 0.0
- KOSOVO	5.08 +0.67	5.0 +1.0	5.5 +1.5	5.5 +1.5	5.0 0.0
90. ÎLES SALOMON	5.08 -0.13	4.5 -0.5	4.5 0.0	5.0 -0.5	4.5 0.0
91. NAURU	5.00 +0.33	5.0 0.0	5.0 +0.5	6.0 0.0	7.5 +1.0
91. SAINT-KITTS-ET-NEVIS	5.00 0.00	6.0 0.0	5.0 0.0	6.0 0.0	6.5 0.0
93. SERBIE	4.96 +0.04	4.5 0.0	4.0 0.0	6.5 +0.5	5.0 0.0
94. BRÉSIL	4.92 -0.12	3.0 0.0	4.5 0.0	7.5 0.0	4.5 0.0
94. SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	4.92 0.00	6.0 0.0	5.0 0.0	7.0 0.0	7.0 0.0
96. ÉQUATEUR	4.88 -0.84	4.5 -0.5	5.5 0.0	6.0 0.0	5.0 -1.5
96. HONGRIE	4.88 -0.21	4.5 0.0	3.5 0.0	4.5 -0.5	5.0 -0.5
98. BOLIVIE	4.83 -0.05	5.0 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0	6.0 0.0
99. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	4.79 +0.12	5.0 0.0	3.0 0.0	7.5 +0.5	5.0 0.0
99. THAÏLANDE	4.79 +0.12	5.0 0.0	4.5 0.0	6.5 +0.5	5.5 0.0
99. VIET NAM	4.79 +0.12	5.0 0.0	4.5 0.0	6.0 +0.5	6.0 +0.5
102. ÉTHIOPIE	4.75 -0.63	4.0 -1.0	4.5 -0.5	6.0 0.0	6.0 0.0
102. MONTÉNÉGRO	4.75 +0.29	4.5 +1.0	4.5 +0.5	6.0 +0.5	5.0 0.0
104. BHOUTAN	4.71 +0.13	6.0 0.0	6.5 +0.5	5.0 +0.5	4.5 0.0
105. PANAMA	4.67 -0.16	4.0 -0.5	4.0 0.0	6.0 0.0	6.0 0.0
106. MAROC	4.63 0.00	4.5 0.0	3.5 0.0	6.0 0.0	6.5 +0.5
107. ANTIGUA-ET-BARBUDA	4.58 +0.25	4.5 0.0	5.0 0.0	5.5 +0.5	5.0 0.0
107. BRUNÉI DARUSSALAM	4.58 +0.00	4.0 0.0	4.0 0.0	4.5 0.0	4.5 0.0
107. MALAWI	4.58 +0.29	5.5 +0.5	5.0 +0.5	5.5 +1.0	5.5 0.0
110. KAZAKHSTAN	4.54 -0.17	5.0 0.0	4.0 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0
110. NAMIBIE	4.54 -0.42	4.5 -0.5	4.0 -1.0	7.0 0.0	6.0 -0.5
110. UKRAINE	4.54 +0.54	5.0 +1.5	3.5 -0.5	7.5 +2.0	4.5 +0.5
110. ZAMBIE	4.54 +0.21	4.5 +0.5	3.5 +0.5	5.5 +0.5	6.5 0.0
114. ANGOLA	4.50 +0.08	5.0 0.0	5.0 +0.5	5.0 0.0	5.0 0.0

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	FORCES DE L'ORDRE	INTÉGRITÉ TERRITORIALE	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	PRÉVENTION	ACTEURS NON ÉTATIQUES
3.5 -0.5	6.0 +1.0	5.0 -0.5	5.0 0.0	5.0 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0	6.5 +0.5
3.0 -0.5	6.5 0.0	5.0 0.0	5.0 0.0	4.5 -0.5	6.5 -0.5	5.5 0.0	5.5 -0.5
4.5 +0.5	5.0 0.0	5.5 +0.5	4.5 +0.5	3.5 0.0	4.5 +0.5	6.5 0.0	5.5 -1.0
5.0 -0.5	7.0 -0.5	5.5 0.0	5.0 0.0	4.5 0.0	4.5 +0.5	4.5 +0.5	4.5 -0.5
6.5 0.0	5.0 0.0	6.0 0.0	4.5 +0.5	5.5 0.0	5.5 0.0	4.5 0.0	5.5 0.0
6.0 0.0	5.0 +1.0	5.0 +0.5	4.5 +1.5	4.5 +1.5	4.5 +0.5	5.0 0.0	5.5 +1.5
4.5 -0.5	6.0 +0.5	6.0 0.0	5.5 +0.5	5.0 0.0	5.0 0.0	6.0 0.0	5.0 0.0
4.5 -0.5	5.0 -0.5	6.5 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0	3.5 +1.0	4.0 +0.5	6.5 0.0
4.5 0.0	5.0 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0	5.5 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0	4.0 -1.0
6.0 +1.0	5.0 -0.5	5.5 0.0	4.0 0.0	4.0 0.0	4.5 0.0	5.0 0.0	5.0 +0.5
5.0 -0.5	5.5 +0.5	5.0 +1.0	5.0 0.0	5.0 +1.5	4.5 +1.0	5.5 +2.5	5.0 +0.5
4.5 -0.5	6.5 +0.5	6.0 0.0	5.0 +1.0	6.0 +1.0	3.0 0.0	4.0 0.0	4.5 +1.5
4.5 0.0	4.5 +0.5	4.5 0.0	4.5 0.0	6.5 0.0	7.0 -0.5	4.0 0.0	4.0 0.0
5.5 0.0	6.0 0.0	5.5 0.0	3.5 -0.5	5.5 0.0	6.0 -0.5	6.5 0.0	3.0 0.0
7.0 0.0	6.5 0.0	4.0 -1.0	3.0 -1.0	4.0 +0.5	5.0 0.0	3.5 0.0	6.0 0.0
5.0 0.0	5.5 +0.5	4.5 +1.0	5.0 +0.5	4.5 0.0	4.0 +0.5	5.5 +1.5	6.0 0.0
5.5 0.0	6.0 0.0	5.0 0.0	5.0 0.0	4.5 -0.5	4.5 0.0	7.0 +0.5	5.0 -0.5
6.5 +0.5	5.5 0.0	7.5 0.0	7.0 +1.0	3.5 -0.5	2.0 0.0	1.0 0.0	3.5 +1.5
7.0 0.0	4.5 0.0	6.0 0.0	5.5 0.0	2.0 0.0	2.5 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0
5.0 0.0	5.0 0.0	6.0 0.0	5.5 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0	5.5 0.0	3.5 0.0
3.0 0.0	4.5 -0.5	5.5 0.0	6.0 0.0	5.5 -0.5	5.0 0.0	4.0 0.0	6.0 -0.5
6.0 0.0	5.0 0.0	5.0 0.0	3.0 0.0	3.0 0.0	4.0 0.0	3.0 0.0	5.0 0.0
4.0 -1.5	4.0 -2.0	3.5 -1.0	5.5 -1.5	5.0 -0.5	5.5 +0.5	4.5 -0.5	5.5 -1.5
5.0 0.0	5.0 -1.0	6.5 -0.5	5.5 0.0	4.5 0.0	4.5 0.0	6.0 0.0	4.0 0.0
3.0 -0.5	4.5 -0.5	4.5 -0.5	4.5 0.0	5.5 +0.5	5.0 0.0	6.0 0.0	5.0 +0.5
4.0 0.0	5.0 +0.5	5.5 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0	4.5 +0.5	5.0 0.0
4.0 0.0	5.5 +0.5	4.0 0.0	5.0 +0.5	4.5 0.0	4.5 0.0	5.0 0.0	3.5 0.0
4.0 0.0	4.5 0.0	5.5 +0.5	5.5 0.0	5.5 +0.5	4.5 -0.5	5.0 +0.5	1.5 -0.5
5.0 0.0	3.5 -0.5	4.0 -2.0	7.0 0.0	5.0 -1.0	3.0 -1.5	5.0 0.0	4.0 -1.0
4.5 0.0	4.5 +1.0	5.0 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0	5.0 +0.5
5.5 0.0	5.0 0.0	3.5 0.0	4.0 0.0	5.5 +0.5	3.5 0.0	4.0 0.0	3.5 0.0
3.0 0.0	4.5 0.0	5.5 -0.5	3.5 -1.0	5.5 -0.5	4.0 0.0	4.0 0.0	6.0 +0.5
4.0 0.0	5.5 0.0	6.0 0.0	3.5 0.0	4.5 0.0	4.5 0.0	4.0 0.0	3.0 -0.5
3.0 0.0	4.5 +0.5	4.5 +0.5	3.5 +1.0	5.0 0.0	4.0 0.0	5.0 +0.5	5.5 0.0
4.0 0.0	5.5 +0.5	5.5 0.0	5.5 0.0	6.0 -0.5	3.0 -0.5	5.0 +0.5	3.5 0.0
5.0 +1.0	3.5 -0.5	3.0 0.0	6.0 0.0	4.0 0.0	2.5 +0.5	4.0 +0.5	5.5 0.0
5.0 0.0	4.0 -0.5	5.0 0.0	4.0 -1.0	5.0 0.0	4.0 -0.5	4.0 0.0	3.5 0.0
4.0 -0.5	3.5 -1.0	3.5 0.0	4.0 -0.5	4.0 -1.0	4.0 0.0	4.0 0.0	6.0 0.0
4.5 0.0	5.0 +1.5	1.5 -0.5	4.5 +0.5	5.0 +0.5	4.0 +0.5	4.0 0.0	5.5 +0.5
5.0 0.0	4.0 0.0	3.5 0.0	5.5 +0.5	5.5 +0.5	3.0 0.0	3.0 0.0	5.0 0.0
3.5 0.0	4.5 0.0	5.5 -0.5	5.0 0.0	4.5 +0.5	4.0 0.0	4.0 +0.5	3.0 0.0



PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	COOPÉRATION INTERNATIONALE	POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES
114. TOGO	4.50 +0.50	3.5 +0.5	4.0 +1.0	6.0 +0.5	5.5 +1.0
114. TUNISIE	4.50 -0.33	4.5 0.0	4.0 -1.0	5.0 0.0	6.0 -0.5
117. CHYPRE	4.46 +0.04	4.5 -0.5	4.5 -0.5	7.0 +0.5	6.0 0.0
118. BANGLADESH	4.42 +0.29	4.0 +0.5	4.0 0.0	6.0 +0.5	5.0 0.0
119. ALGÉRIE	4.38 -0.26	4.5 0.0	3.0 -1.0	5.0 0.0	6.0 0.0
119. DJIBOUTI	4.38 -0.13	4.0 -0.5	3.0 0.0	6.5 0.0	4.5 -1.0
119. PÉROU	4.38 -0.21	2.5 -0.5	5.5 0.0	5.0 0.0	6.0 0.0
122. KIRIBATI	4.33 +0.00	5.5 0.0	5.5 0.0	5.0 -0.5	6.0 0.0
123. INDONÉSIE	4.25 -0.08	4.0 0.0	3.5 0.0	6.0 +0.5	5.0 0.0
124. MEXIQUE	4.21 -0.25	3.0 0.0	3.0 -1.0	6.5 -0.5	5.5 -0.5
124. PHILIPPINES	4.21 +0.08	3.0 0.0	2.5 -0.5	5.5 +0.5	5.0 0.0
126. TANZANIE	4.13 +0.09	5.5 0.0	2.5 +0.5	4.5 +0.5	5.5 0.0
127. GUATEMALA	4.08 -0.34	3.0 -0.5	3.5 -0.5	5.5 0.0	4.5 -1.0
127. HONDURAS	4.08 +0.16	3.0 +0.5	3.5 0.0	6.5 +1.0	4.0 0.0
127. MALDIVES	4.08 +0.20	5.5 +0.5	6.0 +1.0	5.5 +0.5	5.5 +0.5
130. GUYANA	4.04 -0.25	4.0 -1.0	3.0 0.0	5.0 0.0	3.5 +0.5
130. SIERRA LEONE	4.04 +0.58	4.5 +1.0	4.0 +0.5	5.0 +1.0	3.5 +1.0
132. NÉPAL	4.00 +0.29	3.5 +1.0	2.5 +0.5	5.5 +1.0	4.5 +1.0
132. ARABIE SAOUDITE	4.00 -0.29	3.5 +0.5	2.5 -1.0	5.0 0.0	4.0 -0.5
134. AZERBAÏDJAN	3.96 -0.12	3.5 0.0	3.0 -0.5	5.0 -0.5	4.0 0.0
134. PAKISTAN	3.96 -0.04	3.5 0.0	3.5 0.0	5.0 0.0	5.0 0.0
136. LESOTHO	3.92 +0.25	4.0 0.0	3.5 0.0	7.0 +1.0	5.0 -0.5
136. MOLDAVIE	3.92 +0.21	4.0 +0.5	4.0 +0.5	5.0 +0.5	5.0 0.0
138. BOSNIE-HERZÉGOVINE	3.88 -0.04	4.0 +1.0	3.5 -0.5	6.0 +1.0	4.0 0.0
138. OUGANDA	3.88 -0.09	4.5 -0.5	2.0 0.0	5.0 0.0	5.0 0.0
138. OUZBÉKISTAN	3.88 +0.09	3.5 +0.5	3.0 0.0	4.0 0.0	4.0 0.0
141. ÉGYPTÉ	3.83 -0.21	3.5 0.0	2.5 -0.5	5.0 +0.5	4.5 0.0
141. KIRGHIZISTAN	3.83 -0.34	3.0 -0.5	2.5 -0.5	4.5 0.0	4.0 -1.0
141. TIMOR-LESTE	3.83 +0.16	3.5 +0.5	3.5 +0.5	4.0 +0.5	4.0 -0.5
144. RUSSIE	3.79 -0.25	4.0 0.0	3.0 0.0	3.0 -1.5	6.0 +0.5
145. CAMBODGE	3.63 -0.30	4.0 -0.5	3.5 0.0	5.0 0.0	4.0 -0.5
146. BÉNIN	3.50 -0.04	3.5 -0.5	4.0 -0.5	4.5 +0.5	3.0 0.0
147. BURKINA FASO	3.46 -0.17	2.5 -1.0	3.5 -0.5	5.0 -0.5	5.5 +0.5
147. LAOS	3.46 +0.04	3.5 +0.5	2.5 0.0	4.0 +0.5	4.0 0.0
147. LIBAN	3.46 -0.54	2.5 -2.0	3.0 -0.5	5.5 -1.0	4.0 0.0
147. NIGER	3.46 +0.25	4.0 +0.5	2.5 0.0	5.5 0.0	4.5 +0.5
151. PARAGUAY	3.42 +0.04	2.0 0.0	3.0 0.0	7.0 +2.0	3.5 +0.5
151. SRI LANKA	3.42 -0.62	2.5 -1.5	3.0 -0.5	5.5 0.0	5.5 0.0
153. TÜRKIYE	3.38 -0.17	4.0 +1.0	2.0 -1.0	3.5 0.0	4.5 0.0

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	FORCES DE L'ORDRE	INTÉGRITÉ TERRITORIALE	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	PRÉVENTION	ACTEURS NON ÉTATIQUES
4.0 +0.5	5.0 +1.0	3.5 -0.5	3.5 +0.5	4.5 0.0	5.0 +0.5	5.0 +1.0	4.5 0.0
3.5 -1.0	4.5 0.0	6.0 +0.5	5.5 0.0	3.5 -0.5	4.5 0.0	3.0 0.0	4.0 -1.5
4.5 +0.5	5.5 0.0	2.5 -0.5	3.5 +0.5	3.5 0.0	4.5 +0.5	4.0 +0.5	3.5 -0.5
3.0 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0	5.5 +1.0	5.0 +1.5	3.5 0.0	4.0 0.0	4.0 0.0
3.0 -1.0	6.0 0.0	6.5 0.0	5.0 +0.5	4.5 0.0	3.0 0.0	3.5 -0.5	2.5 -1.0
4.0 0.0	4.0 0.0	5.5 -0.5	5.0 0.0	5.5 0.0	3.0 0.0	4.0 0.0	3.5 +0.5
6.5 +0.5	3.5 -1.5	5.0 0.0	4.0 -0.5	4.0 0.0	3.5 0.0	3.0 0.0	4.0 -0.5
4.0 0.0	5.0 0.0	4.5 +0.5	4.0 0.0	3.0 0.0	1.0 0.0	3.0 0.0	5.5 0.0
3.5 0.0	3.5 -0.5	4.0 0.0	5.0 +0.5	4.5 0.0	4.5 -0.5	4.0 -0.5	3.5 -0.5
4.0 0.0	5.0 0.0	3.0 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0	3.5 0.0	4.0 0.0	4.0 -1.0
4.5 0.0	2.0 0.0	4.0 0.0	5.0 0.0	6.0 0.0	5.0 0.0	3.5 -0.5	4.5 +1.5
5.0 0.0	3.5 -0.5	4.5 0.0	5.0 -0.5	5.0 0.0	3.0 0.0	3.0 0.0	2.5 +1.0
3.5 -0.5	5.0 0.0	3.5 0.0	4.5 -0.5	4.0 0.0	4.0 0.0	4.0 0.0	4.0 -1.0
3.5 +0.5	5.0 +0.5	4.5 0.0	4.0 0.0	3.5 0.0	3.0 0.0	4.5 0.0	4.0 -0.5
3.0 0.0	4.0 0.0	3.0 0.0	3.5 0.0	3.0 0.0	2.0 0.0	3.0 0.0	5.0 0.0
4.0 0.0	3.0 +0.5	4.0 -1.0	4.0 0.0	4.5 -0.5	5.0 0.0	4.5 -0.5	4.0 -1.0
3.0 +1.0	4.0 0.0	4.5 +0.5	4.5 +1.0	3.5 +0.5	3.0 +0.5	4.0 0.0	5.0 0.0
3.0 0.0	4.5 0.0	4.5 +0.5	3.5 +0.5	4.0 -0.5	4.5 0.0	4.0 +0.5	4.0 -1.0
3.0 0.0	4.0 -0.5	5.0 0.0	5.5 0.0	5.0 0.0	4.0 -0.5	4.5 -0.5	2.0 -1.0
2.5 0.0	4.5 +0.5	4.0 -1.0	4.0 -0.5	4.5 +0.5	4.0 0.0	5.0 0.0	3.5 0.0
3.0 0.0	4.5 +0.5	4.0 0.0	4.0 0.0	3.5 -0.5	3.5 0.0	4.0 0.0	4.0 -0.5
3.0 0.0	3.0 0.0	3.0 +0.5	4.0 -1.0	4.0 +1.0	3.5 +1.0	3.5 +1.5	3.5 -0.5
3.0 0.0	4.0 +0.5	3.5 +1.5	3.5 0.0	4.0 0.0	4.0 -1.0	3.0 0.0	4.0 0.0
2.0 -1.5	3.5 0.0	4.0 0.0	3.5 -0.5	3.5 0.0	4.0 0.0	4.5 +0.5	4.0 -0.5
4.0 0.0	4.0 0.0	5.5 0.0	3.0 0.0	3.5 0.0	2.0 0.0	4.0 0.0	4.0 -0.5
3.0 0.0	3.5 0.0	4.5 0.0	3.5 0.0	5.0 +0.5	4.0 0.0	5.5 +0.5	3.0 -0.5
3.0 -0.5	5.0 0.0	6.0 0.0	5.0 -1.0	4.0 -0.5	2.5 -0.5	2.5 0.0	2.5 0.0
3.0 0.0	3.0 -0.5	4.0 -0.5	3.0 0.0	5.0 0.0	4.0 -0.5	5.0 0.0	5.0 -0.5
3.5 -0.5	4.0 -0.5	3.0 0.0	4.0 0.0	3.5 +0.5	3.5 0.0	4.5 +1.0	5.0 +0.5
4.0 0.0	4.5 0.0	5.0 -0.5	3.5 -0.5	4.0 0.0	2.5 0.0	3.5 0.0	2.5 -1.0
4.0 0.0	3.5 -1.0	4.0 -0.5	4.0 0.0	4.0 0.0	2.5 -0.5	3.0 0.0	2.0 -0.5
3.0 0.0	4.0 0.0	3.0 -0.5	4.0 +1.0	4.0 0.0	3.0 0.0	2.0 0.0	4.0 -0.5
4.0 0.0	3.0 0.0	2.0 -1.0	4.0 +1.0	3.0 0.0	2.5 0.0	2.0 0.0	4.5 -0.5
3.0 0.0	4.0 0.0	2.5 0.0	3.5 0.0	4.0 0.0	4.0 0.0	3.5 0.0	3.0 -0.5
3.5 -0.5	3.0 -0.5	3.0 0.0	2.5 -0.5	1.5 -0.5	4.0 -1.0	3.5 0.0	5.5 0.0
2.5 0.0	4.0 0.0	3.5 -0.5	4.0 +1.0	3.5 +0.5	2.5 +0.5	2.5 +0.5	2.5 0.0
2.5 -0.5	2.0 -1.0	4.5 -0.5	2.5 0.0	4.0 0.0	2.0 0.0	3.0 0.0	5.0 0.0
3.0 -0.5	3.0 -0.5	4.0 0.0	5.0 0.0	2.0 -3.0	3.0 0.0	2.0 -0.5	2.5 -1.0
2.0 0.0	3.0 0.0	5.5 -1.0	2.0 0.0	4.0 0.0	4.0 0.0	3.0 -0.5	3.0 -0.5

PAYS	RÉSILIENCE (MOYENNE)	LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	COOPÉRATION INTERNATIONALE	POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES
154. MADAGASCAR	3.33 -0.05	4.0 0.0	2.0 0.0	3.0 0.0	3.5 -0.5
155. BELIZE	3.29 +0.16	6.0 +1.0	2.5 0.0	4.0 +1.0	3.5 +0.5
155. ESWATINI	3.29 +0.04	3.0 0.0	2.5 0.0	5.0 0.0	3.0 -1.0
155. MOZAMBIQUE	3.29 +0.00	3.0 0.0	3.5 0.0	5.5 +0.5	5.5 0.0
155. PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	3.29 -0.13	2.5 -0.5	2.0 0.0	4.5 0.0	5.5 +0.5
159. BÉLARUS	3.25 -0.54	3.0 -0.5	2.0 0.0	3.0 0.0	4.0 0.0
159. CONGO, REP	3.25 0.00	3.0 0.0	2.0 +0.5	5.0 0.0	5.0 0.0
159. GABON	3.25 +0.08	2.0 0.0	2.0 0.0	5.0 0.0	4.0 0.0
159. LIBÉRIA	3.25 +0.08	3.5 0.0	3.0 0.0	3.5 +0.5	4.0 +1.0
163. EL SALVADOR	3.21 -0.50	2.0 -0.5	2.0 -1.0	4.5 -1.0	4.0 -1.0
163. IRAQ	3.21 -0.58	3.5 -1.0	2.5 -0.5	4.0 0.0	3.5 -0.5
165. CAMEROUN	3.17 +0.04	2.0 0.0	1.5 0.0	5.5 +0.5	4.5 0.0
166. GUINÉE	3.13 +0.30	2.5 +0.5	3.5 +0.5	3.5 -0.5	4.0 +0.5
166. IRAN	3.13 -0.38	2.5 -0.5	2.0 -0.5	4.0 -0.5	4.0 0.0
166. MAURITANIE	3.13 +0.04	4.0 0.0	3.5 0.0	3.5 +0.5	3.5 0.0
166. ZIMBABWE	3.13 -0.04	2.0 0.0	3.0 0.0	3.5 +0.5	3.5 +0.5
170. SURINAME	3.04 +0.79	3.0 0.0	2.0 0.0	4.5 +1.5	3.5 +1.5
171. SOUDAN	2.71 -0.25	2.0 -1.0	2.0 0.0	5.5 +0.5	4.5 0.0
172. GUINÉE-BISSAU	2.58 +0.16	2.0 0.0	2.5 0.0	3.5 +0.5	3.0 0.0
172. TADJIKISTAN	2.58 -0.09	3.0 0.0	2.0 0.0	3.0 0.0	2.0 0.0
174. HAÏTI	2.46 -0.21	2.0 0.0	1.5 -0.5	3.0 0.0	4.0 0.0
175. TCHAD	2.42 -0.04	3.0 -0.5	2.0 -0.5	5.0 0.0	3.0 +0.5
176. COMORES	2.38 0.00	2.0 0.0	2.0 0.0	3.0 0.0	2.5 0.0
176. RÉP. DÉM. DU CONGO	2.38 +0.09	1.0 0.0	1.5 +0.5	4.0 0.0	3.0 0.0
176. MALI	2.38 0.00	2.5 +0.5	2.5 -0.5	4.0 0.0	2.5 0.0
179. ÉRYTHRÉE	2.33 +0.00	1.0 0.0	1.0 0.0	2.0 0.0	2.5 0.0
180. EQUATORIAL GUINÉE	2.21 +0.04	1.5 0.0	1.0 0.0	2.0 0.0	5.5 0.0
180. TURKMÉNISTAN	2.21 +0.04	2.0 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	2.5 0.0
182. BURUNDI	2.17 +0.09	3.0 +0.5	1.0 0.0	2.5 +1.0	3.0 +0.5
183. NICARAGUA	2.08 -0.38	1.5 -0.5	1.0 0.0	2.0 -0.5	3.0 -0.5
184. SYRIE	1.92 +0.04	2.0 0.0	1.0 0.0	3.5 +0.5	2.0 0.0
185. SOUDAN DU SUD	1.88 +0.04	2.0 0.0	1.5 +0.5	2.0 0.0	3.0 0.0
185. VENEZUELA	1.88 -0.04	2.0 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0
187. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	1.79 -0.13	1.5 0.0	1.5 0.0	3.0 0.0	2.0 -0.5
187. RÉP. POP. DÉM. DE CORÉE	1.79 -0.17	3.0 -0.5	1.0 0.0	2.0 0.0	2.0 0.0
187. SOMALIE	1.79 +0.12	1.5 +0.5	1.0 0.0	2.5 +0.5	2.5 +0.5
190. YÉMEN	1.75 -0.25	1.5 -0.5	1.5 -0.5	3.0 0.0	2.0 0.0
191. MYANMAR	1.63 -1.80	1.5 -1.5	1.5 -1.5	2.0 -3.0	2.0 -2.5
192. LIBYE	1.54 +0.00	1.5 0.0	1.5 0.0	2.5 0.0	2.0 0.0
193. AFGHANISTAN	1.50 -1.17	1.5 -1.5	1.0 -1.5	1.0 -2.0	1.5 -1.5

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	FORCES DE L'ORDRE	INTÉGRITÉ TERRITORIALE	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	PRÉVENTION	ACTEURS NON ÉTATIQUES
2.5 -0.5	4.0 +0.5	5.5 +0.5	4.5 -0.5	2.0 0.0	2.5 +0.5	4.0 0.0	2.5 -0.5
4.0 0.0	4.0 -0.5	2.0 0.0	2.0 0.0	1.5 0.0	3.0 0.0	3.0 0.0	4.0 0.0
3.0 +0.5	3.0 0.0	4.0 +0.5	5.0 +1.0	2.0 0.0	2.5 -0.5	4.0 0.0	2.5 0.0
2.0 0.0	2.0 0.0	3.0 -0.5	3.0 0.0	4.0 0.0	3.0 0.0	2.0 0.0	3.0 0.0
4.5 0.0	3.0 0.0	3.0 0.0	3.0 -1.5	3.0 0.0	3.5 +0.5	2.5 0.0	2.5 -0.5
2.0 -1.0	3.0 -2.0	4.0 -0.5	4.5 0.0	4.0 -1.0	3.0 0.0	4.5 -0.5	2.0 -1.0
2.0 0.0	4.5 0.0	3.0 0.0	3.0 0.0	3.0 0.0	2.0 0.0	4.0 0.0	2.5 -0.5
3.0 0.0	4.5 0.0	4.5 0.0	2.0 0.0	2.5 +0.5	3.0 0.0	3.5 0.0	3.0 +0.5
3.5 0.0	4.0 0.0	3.5 -0.5	3.5 +0.5	3.0 -1.0	1.5 +0.5	2.0 0.0	4.0 0.0
2.0 0.0	3.0 0.0	5.5 +0.5	3.5 -0.5	2.0 0.0	3.5 -0.5	4.0 -0.5	2.5 -1.5
3.5 -0.5	3.5 0.0	2.5 -1.0	4.0 0.0	3.0 -0.5	2.5 -0.5	3.0 -1.0	3.0 -1.5
2.5 0.0	4.0 0.0	2.0 0.0	3.5 0.0	2.5 0.0	2.5 0.0	2.5 0.0	5.0 0.0
3.5 +0.5	3.5 0.0	3.5 +0.5	3.0 0.0	3.0 0.0	2.0 +0.5	2.0 +0.5	3.5 +0.5
3.0 -0.5	3.0 -0.5	5.0 -0.5	2.5 0.0	2.5 -0.5	3.5 -0.5	3.0 0.0	2.5 -0.5
2.5 0.0	2.5 -0.5	4.0 -0.5	4.5 +0.5	3.0 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0	3.0 +0.5
2.5 -0.5	3.0 0.0	4.5 -0.5	4.0 0.0	3.0 0.0	2.0 0.0	3.5 +0.5	3.0 -1.0
3.0 +1.0	3.0 +1.0	2.0 0.0	2.0 +1.0	2.0 +0.5	3.0 +1.0	5.0 +2.5	3.5 -0.5
3.0 -0.5	2.5 -1.0	2.5 0.0	3.5 -0.5	2.0 -0.5	1.0 0.0	2.0 0.0	2.0 0.0
3.0 0.0	3.0 0.0	3.5 +0.5	3.0 +0.5	1.5 0.0	1.0 0.0	2.0 +0.5	3.0 0.0
2.0 -1.0	3.0 0.0	3.0 +0.5	3.0 -0.5	3.0 0.0	2.0 0.0	3.0 0.0	2.0 0.0
2.5 -0.5	2.0 0.0	2.0 0.0	2.5 -0.5	2.0 0.0	1.5 0.0	2.5 -0.5	4.0 -0.5
2.0 0.0	2.5 0.0	3.0 -0.5	2.0 0.0	2.0 0.0	1.0 0.0	1.0 0.0	2.5 +0.5
2.0 0.0	2.0 0.0	3.0 0.0	4.0 0.0	3.0 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0
2.5 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0	2.5 +0.5	1.5 0.0	2.0 0.0	2.0 0.0	5.0 0.0
2.5 0.0	2.0 0.0	1.5 0.0	2.5 0.0	2.0 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0	3.0 0.0
2.0 0.0	3.0 0.0	7.0 0.0	3.0 0.0	2.5 0.0	1.0 0.0	2.0 0.0	1.0 0.0
2.5 +0.5	2.0 0.0	3.5 0.0	2.0 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	2.0 +0.5	1.5 -0.5
1.5 -0.5	2.0 0.0	4.5 +2.5	3.5 0.0	2.0 0.0	2.0 0.0	2.0 0.0	1.5 -1.5
2.0 -0.5	1.5 0.0	3.0 0.0	1.5 -0.5	2.0 0.0	1.5 0.0	2.5 0.0	2.5 0.0
2.0 -0.5	2.5 -0.5	2.5 0.0	2.5 -0.5	2.0 0.0	2.0 0.0	3.0 -0.5	1.0 -1.0
1.5 0.0	2.0 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0	2.0 -0.5	2.0 0.0	2.0 0.0	1.5 +0.5
2.0 0.0	2.0 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	2.5 0.0	1.0 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0
1.5 0.0	1.5 0.0	3.0 -0.5	2.0 +0.5	2.0 +1.0	1.5 +0.5	2.0 0.0	2.0 -2.0
2.0 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	2.0 0.0	1.5 0.0	2.5 -0.5	1.0 0.0	1.5 -0.5
1.0 -0.5	1.5 0.0	6.0 0.0	1.0 0.0	1.0 -0.5	1.0 0.0	1.0 0.0	1.0 -0.5
2.0 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	2.0 -0.5	1.5 0.0	1.0 0.0	1.5 0.0	3.0 +0.5
1.5 0.0	2.0 0.0	1.5 -0.5	2.0 0.0	2.0 -0.5	1.0 0.0	1.0 -1.0	2.0 0.0
1.5 -2.0	1.5 -2.5	2.0 -1.0	2.0 -1.0	1.5 -1.5	1.0 -1.0	1.5 -1.5	1.5 -2.5
1.5 0.0	1.5 0.0	1.5 0.0	1.0 0.0	2.0 0.0	1.0 0.0	1.0 0.0	1.5 0.0
1.5 -0.5	1.5 -1.5	3.5 +0.5	1.0 -2.0	1.5 -2.0	1.5 -0.5	1.5 -0.5	1.0 -1.0



# Notes

- 1 Voir David Shariatmadari, *A year of 'permacrisis'*, Collins Dictionary, 1 novembre 2022, <https://blog.collinsdictionary.com/language-lovers/a-year-of-permacrisis/>.
- 2 Voir United Nations, *Day of eight billion*, <https://www.un.org/en/dayof8billion>.
- 3 Diana Roy, *How bad is Ukraine's humanitarian crisis a year later?*, Council on Foreign Relations, 8 juin 2023, <https://www.cfr.org/in-brief/ukraine-humanitarian-crisis-refugees-aid>.
- 4 United Nations, *Despite 'glimmer of hope' in Armenia, Azerbaijan conflict, escalating tensions threaten to derail fragile progress, senior official tells Security Council*, 20 décembre 2022, <https://press.un.org/en/2022/sc15154.doc.htm>.
- 5 Mogomotsi Magome et Cara Anna, *Ethiopian govt, Tigray agree to end fighting after 2 years*, Associated Press, 2 novembre 2022, <https://apnews.com/article/africa-south-ÉTHIOPIE-african-union-70fb0d185aacb668b2fabb4f6e45b9f>.
- 6 Ellen Ioanes, *Haiti's gang violence crisis, briefly explained*, Vox, 26 mars 2023, <https://www.vox.com/world-politics/2023/3/26/23657163/HAÏTI-s-gang-violence-crisis-explained>.
- 7 UNHCR, *Global Trends Report 2022*, <https://www.unhcr.org/global-trends-report-2022>.
- 8 International Monetary Fund, *World Economic Outlook, Update: Inflation peaking amid low growth*, janvier 2023, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2023/01/31/world-economic-outlook-update-january-2023>.
- 9 Laura Adal et Sarah Fares, *Petroleum and politics: Oil smuggling and the the Iran-Saudi regional rivalry*, GI-TOC, 27 janvier 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/oil-smuggling-iran-saudi-arabia/>.
- 10 Jake Spring, *Brazil's Amazon deforestation hits April record, nearly double previous peak*, Reuters, <https://www.reuters.com/world/americas/brazils-amazon-deforestation-hits-april-record-nearly-double-previous-peak-2022-05-06/>.
- 11 Oli Brown, *How Russia's war on Ukraine is threatening climate security*, Chatham House, 2 mars 2023, <https://www.chathamhouse.org/2023/03/how-russias-war-ukrainethreatening-climate-security>.
- 12 Jacob Kurtzer et Hareem Fatima Abdullah, *Pakistan's deadly floods pose urgent questions on preparedness and response*, Center for Strategic and International Studies, 13 septembre 2022, <https://www.csis.org/analysis/pakistans-deadly-floods-pose-urgent-questions-preparedness-and-response>.
- 13 Mariam Mufti, *Pakistan in 2022: A year of crisis and instability*, *Asian Survey*, 63, 2 (2023), 213-224, <https://online.ucpress.edu/as/article-abstract/63/2/213/195813/Pakistan-in-2022A-Year-of-Crisis-and-Instability>.
- 14 United Nations Framework Convention on Climate Change, *Decision -/CP.27, Sharm el-Sheikh Implementation Plan*, [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cop27\\_auv\\_2\\_cover%20decision.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cop27_auv_2_cover%20decision.pdf).
- 15 Karin Strohecker et Vincent Flasseur, *Global central banks deliver historic rate hike blast in 2022*, Reuters, 23 décembre 2022, <https://www.reuters.com/markets/global-central-banks-deliver-historic-rate-hike-blast-2022-2022-12-23/>.
- 16 World Food Programme, *Global report on food crises: Number of people facing acute food insecurity rose to 258 million in 58 pays in 2022*, 3 mai 2023, <https://www.wfp.org/news/global-report-food-crises-number-people-facing-acute-food-insecurity-rose-258-million-58>.
- 17 De vastes scandales de corruption ont été signalés dans le monde entier, du Pérou à l'Afrique du Sud en passant par le Qatar et les Philippines, autant d'événements qui soulignent l'omniprésence du phénomène.

- 18** United Nations Human Rights, *Iran: Crackdown on peaceful protests since death of Jina Mahsa Amini needs independent international investigation, say UN experts*, 26 octobre 2022, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/10/iran-crackdown-peaceful-protests-death-jina-mahsa-amini-needs-independent>.
- 19** Emily Feng, *China's authorities are quietly rounding up people who protested against COVID rules*, NPR, 11 janvier 2023, <https://www.npr.org/2023/01/11/1148251868/china-covid-lockdown-protests-arrests>.
- 20** Joy LePree Anderson, *Global cyberattacks increased 38% in 2022*, *Security*, 20 janvier 2023, <https://www.securitymagazine.com/articles/98810-global-cyberattacks-increased-38-in-2022>.
- 21** Una Hajdari, *Europol arrests Balkan drug trafficking leaders using a secret chat platform for criminals*, Euronews, 12 mai 2023, <https://www.euronews.com/2023/05/12/europol-arrests-balkan-drug-trafficking-leaders-using-a-secret-chat-platform-for-criminals>.
- 22** Bailey Schulz et Riley Gutiérrez McDermid, *What is the FTX scandal? How the celebrity-endorsed crypto giant collapsed into chaos*, USA Today, <https://eu.usatoday.com/story/money/2022/11/16/ftx-bankman-frieds-crypto-bankruptcy/10710734002/>.
- 23** Magali Rheault et RJ Reinhart, *Africa online: Internet access spreads during the pandemic*, Gallup, 14 juillet 2022, <https://news.gallup.com/poll/394811/africa-online-internet-access-spreads-during-pandemic.aspx>.
- 24** Selon l'Indice, l'influence significative à sévère correspond à une note de 5,5 et plus sur 10.
- 25** United Nations Office on Drugs and Crime, *Global Report on Trafficking in Persons 2022*, janvier 2023, [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2022/GLOTiP\\_2022\\_web.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2022/GLOTiP_2022_web.pdf).
- 26** Voir UNHCR, *Global focus: SYRIE situation*, <https://reporting.unhcr.org/operational/situations/syria-situation>.
- 27** Reuters, *Factbox: U.S. states where recreational marijuana is legal*, 1 juin 2023, <https://www.reuters.com/world/us/us-states-where-recreational-marijuana-is-legal-2023-05-31>.
- 28** European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction, *European Drug Report 2023: The drug situation in Europe up to 2023 – an overview and assessment of emerging threats and new developments*, juin 2023, [https://www.emcdda.europa.eu/publications/european-drug-report/2023/drug-situation-in-europe-up-to-2023\\_en](https://www.emcdda.europa.eu/publications/european-drug-report/2023/drug-situation-in-europe-up-to-2023_en).
- 29** Voir Republic of Türkiye, Ministry of Customs and Trade, *Drug seizures by type*, <https://ticaret.gov.tr/data/5d76399213b8768ba06eaf49/Turlerine%20Gore%20Uyusturucu%20Madde%20Yakalamalari..pdf>.
- 30** Guillermo Vázquez del Mercado, *Arms trafficking and organized crime: Global trade, local impacts*, GI-TOC, août 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/arms-trafficking-and-organized-crime/>; Mark Galeotti et Anna Arutunyan, *Peace and proliferation: The Russo-Ukrainian war and the illegal arms trade*, GI-TOC, mars 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/russia-ukraine-war-illegal-arms-trade/>.
- 31** Mark Galeotti et Anna Arutunyan, *Peace and proliferation: The Russo-Ukrainian war and the illegal arms trade*, GI-TOC, mars 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/russia-ukraine-war-illegal-arms-trade/>.
- 32** Nick Redfearn, *Cross-border trade in counterfeit goods*, Rouse, 14 février 2023, <https://rouse.com/insights/news/2021/cross-border-trade-in-counterfeit-goods>.
- 33** Voir Europol, *Counterfeit products: Why buying fakes can be bad for your health (and more)*, <https://www.europol.europa.eu/cms/sites/default/files/documents/counterfeitproducts.pdf>.
- 34** Voir Economist Intelligence, *Democracy Index 2022*, <https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2022/>.
- 35** Voir, par exemple, concernant l'Iraq et les Emirats arabes unis (qui ont obtenu des scores respectifs de 9.0 et 9.50) : Suadad al-Salhy, *Iraq's 'theft of the century': How \$2.5bn in public money 'evaporated'*, Middle East Eye, 21 novembre 2022, <https://www.middleeasteye.net/news/iraq-theft-century-how-25-billion-public-money-evaporated>; Matthew Kupfer et Eiliv Frich Flydal, *Dubai uncovered: Data leak exposes how criminals, officials, and sanctioned politicians poured money into Dubai real estate*, Organized Crime and Corruption

Reporting Project, 3 mai 2022, <https://www.occrp.org/en/investigations/dubai-uncovered-data-leak-exposes-how-criminals-officials-and-sanctioned-politicians-poured-money-into-dubai-real-estate>; ImpACT International for Human Rights Policies, *Is Dubai a home for dirty money? Regulatory reform in the United Arab Emirates*, 17 avril 2022, <https://impactpolicies.org/news/264/is-dubai-a-home-for-dirty-money-regulatory-reform-in-the-united-arab-emirates>.

**36** Selon les seuils de l'Indice, un score de 10,0 sur l'échelle de la criminalité signifie que « le marché illicite a une influence extrêmement négative sur toutes les parties de la société ; c'est la source de revenus la plus rentable du pays et domine l'économie du pays ».

**37** La définition de « narco-Etat » a été mentionnée dans un rapport de 2021 du Centre for Operational Analysis and Research (COAR), focalisé sur la Syrie. Voir COAR, *The Syrian economy at war: Captagon, hashish, and the Syrian narco-state*, 27 avril 2021, <https://coar-global.org/2021/04/27/the-SYRIEn-economy-at-war-captagon-hashish-and-the-SYRIEn-narco-state/>.

**38** Laura Adal et Sarah Fares, *The plant at the root of Iran's meth market*, GI-TOC, 9 juin 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/iran-meth-ephedra-plant-afghanistan-ephedrine/>.

**39** Yogita Limaye, *Inside the Taliban's war on drugs - opium poppy crops slashed*, BBC, 6 juin 2023, <https://www.bbc.com/news/world-asia-65787391>.

**40** Radio Free Europe/Radio Liberty, *Afghan poppy cultivation jumps despite Taliban crackdown*, 4 mai 2023, <https://www.rferl.org/a/afghan-poppy-cultivation-jumps-despite-taliban-crackdown/32394471.html>.

**41** Carolyn Cowan, *Myanmar wildlife trade remains opaque, despite focus on border hubs*, Mongabay, 7 juillet 2022, <https://news.mongabay.com/2022/07/myanmar-wildlife-trade-remains-opaque-despite-focus-on-border-hubs/>.

**42** Middle East Eye, *LIBAN: World Bank describes country's finances as damaging Ponzi scheme*, 3 août 2022, <https://www.middleeasteye.net/news/LIBAN-world-bank-report-finance-ponzi-scheme>.

**43** Tessa Wong, Bui Thu et Lok Lee, *Cambodia scams: Lured and trapped into slavery in South East Asia*, BBC, 21 septembre 2022, <https://www.bbc.com/news/world-asia-62792875>.

**44** Voir, par exemple, ce rapport de 2021 publié par les douanes turques : <https://ticaret.gov.tr/data/5d76399213b8768ba06eaf49/Turlerine%20Gore%20Uyusturucu%20Madde%20Yakalamalari..pdf>

**45** Alessandro Ford, *Turkey: Cocaine hub between Europe and the Middle East*, InSight Crime, 29 juin 2022, <https://insightcrime.org/news/tyrkey-cocaine-hub-between-europe-and-the-middle-east/>.

**46** Adam Pourahmadi et Abbas Al Lawati, *Saudi Arabia is becoming the drug capital of the Middle East*, CNN, 2 septembre 2022, <https://edition.cnn.com/2022/09/02/middleeast/saudi-drug-capital-mime-intl/index.html>.

**47** Al Jazeera, *Torkham border crossing between Afghanistan, Pakistan closed*, 20 février 2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/2/20/main-afghan-pakistani-border-crossing-closed-gunfire-reported>.

**48** Marcena Hunter et Gideon Ofosu-Peasah, *Organized crime threatens green minerals*, GI-TOC, 14 décembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/organized-crime-green-minerals-cop-27-climate-change/>.

**49** John Sai Luu, *Analysis: Myanmar's gemstone riches bring poverty and environmental destruction*, Mongabay, 25 avril 2022, <https://news.mongabay.com/2022/04/analysis-myanmars-gemstone-riches-bring-poverty-and-environmental-destruction/>.

**50** Richard C Paddock, *Myanmar's coup and its aftermath, explained*, *The New York Times*, 9 décembre 2022, <https://www.nytimes.com/article/myanmar-news-protests-coup.html>.

**51** Priscilla A Clapp et Jason Tower, *Two years of Myanmar's junta: RÉGIONAL instability, surging organized crime*, United States Institute of Peace, 1 février 2023, <https://www.usip.org/publications/2023/02/two-years-myanmars-junta-RÉGIONAL-instability-surging-organized-crime>.

**52** Julia Stanyard, Thierry Vircoulon et Julian Rademeyer, *The grey zone: Russia's military, mercenary and criminal engagement in Africa*, GI-TOC, février 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/russia-in-africa/>.

**53** BBC News Tigrinya, *Eritrea's mass mobilisation amid Ethiopia civil war*, 16 septembre 2022, <https://www.bbc.com/news/world-africa-62927781>.

- 54 Jason Burke, *Gangs of cybercriminals are expanding across Africa, investigators say*, *The Guardian*, 27 novembre 2022, <https://www.theguardian.com/technology/2022/nov/27/gangs-of-cybercriminals-are-expanding-across-africa-investigators-say>.
- 55 ENACT, *Illicit flows of explosives in Central Africa*, mars 2023, <https://enactafrica.org/research/interpol-reports/illicit-flows-of-explosives-in-central-africa>.
- 56 Julia Stanyard, Thierry Vircoulon et Julian Rademeyer, *The grey zone: Russia's military, mercenary and criminal engagement in Africa*, GI-TOC, février 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/russia-in-africa/>.
- 57 Olwethu Majola et Darren Brookbanks, *Measuring the treatment: The UNTOC in Africa*, ENACT, juin 2023, <https://enactafrica.org/research/research-papers/measuring-the-treatment-the-untoc-in-africa>.
- 58 Ibid.
- 59 Jason Eligh, *A powder storm: The cocaine markets of East and Southern Africa*, GI-TOC, décembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/cocaine-east-southern-africa/>.
- 60 Diane E Davis et Tina Hilgers, *The pandemic and organized crime in urban Latin America: New sovereignty arrangements or business as usual?*, *Journal of Illicit Economies and Development*, 4, 3 (2022), <https://jied.lse.ac.uk/articles/10.31389/jied.134>.
- 61 Steven Dudley et Jeremy McDermott, *GameChangers 2022: 'Pink cocaine,' cross-border battles, and the frustrating fight against mafia states*, *InSight Crime*, 22 décembre 2022, <https://insightcrime.org/news/gamechangers-2022-pink-cocaine-battles-mafia-states/>.
- 62 INTERPOL, *The devastating impact of illegal gold mining in Latin America*, 28 avril 2022, <https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2022/The-devastating-impact-of-illegal-gold-mining-in-Latin-America>.
- 63 Liz Mineo, *Stopping toxic flow of guns from U.S. to Mexico*, *The Harvard Gazette*, 18 février 2022, <https://news.harvard.edu/gazette/story/2022/02/stopping-toxic-flow-of-gun-traffic-from-u-s-to-mexico/>.
- 64 Sangfor Technologies, *Recent cyber-attacks of 2022: The pandemic of cybercrime*, 8 mars 2023, <https://www.sangfor.com/blog/cybersecurity/recent-cyber-attacks-2022>.
- 65 Ryan Morrison, *How AI will extend the scale and sophistication of cybercrime*, *TechMonitor*, 20 juillet 2022, <https://techmonitor.ai/partner-content/ai-cybercrime>.
- 66 GI-TOC, *Supporting victims of extortion in the community: Highlighting the work of RÉSILIENCE Fellows in ten pays*, <https://express.adobe.com/page/FvXZBA9kxXq2b/>.
- 67 Andrés Cajiao, Paula Tobo et Mariana Botero Restrepo, *On the border: The Gulf clan, irregular migration and organized crime in Darién*, GI-TOC, novembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/colombia-frontera-clan-migracion/>.
- 68 Laurence Blair, *'The PCC are after me': the drug cartel with Paraguay in its clutches*, *The Guardian*, 23 juin 2022, <https://www.theguardian.com/world/2022/jun/23/paraguay-pcc-brazilian-drug-cartel>.
- 69 BBC News Mundo, *Quién era Marcelo Pecci, el fiscal contra el crimen organizado de Paraguay que mataron en Colombia en su luna de miel*, 11 mai 2022, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-61401244>.
- 70 Summer Walker, *New sanctions target Haiti gangsters*, GI-TOC, 26 octobre 2022 <https://globalinitiative.net/analysis/sanctions-haiti-gangsters/>.
- 71 Inter-American Commission on Human Rights, *2022 was a violent year for the defense of human rights in the Americas, IACHR says*, 21 février 2023, <https://www.oas.org/es/CIDH/jsForm/?File=/es/cidh/prensa/comunicados/2023/026.asp>.
- 72 Rocío Montes, *Una quincena de colegios chilenos suspende sus clases ante los riesgos de un funeral narco en Valparaíso*, *El País*, 21 mars 2023, <https://elpais.com/chile/2023-03-21/una-quincena-de-colegios-chilenos-suspende-sus-clases-ante-los-riesgos-de-un-funeral-narco-en-valparaiso.html>.



- 73** Julieta Pelcastre, *Narcotrafficking increases violence in Ecuador*, Diálogo Américas, 11 janvier 2023, <https://dialogo-americas.com/articles/narcotrafficking-increases-violence-in-ecuador/>.
- 74** GI-TOC, *Gangs of Haiti: Expansion, power and an escalating crisis*, octobre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/haiti-gangs-organized-crime/>.
- 75** Cécile Andrzejewski, *Journalist Dom Phillips wanted to save the Amazon, he was killed for investigating illegal fishing*, Le Monde, 1 juin 2023, [https://www.lemonde.fr/en/environment/article/2023/06/01/journalist-dom-phillips-wanted-to-save-the-amazon-he-was-killed-for-investigating-illegal-fishing\\_6028743\\_114.html](https://www.lemonde.fr/en/environment/article/2023/06/01/journalist-dom-phillips-wanted-to-save-the-amazon-he-was-killed-for-investigating-illegal-fishing_6028743_114.html).
- 76** Global Witness, *As democracy continues to deteriorate in Nicaragua, Indigenous peoples pay the price*, 24 mars 2022, <https://www.globalwitness.org/en/blog/democracy-continues-deteriorate-nicaragua-indigenous-peoples-pay-price/>.
- 77** The White House, *Executive Order on Establishing the United States Council on Transnational Organized Crime*, 15 décembre 2021, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2021/12/15/executive-order-on-establishing-the-united-states-council-on-transnational-organized-crime/>.
- 78** United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute, *The conflict in Ukraine and its impact on organized crime and security*, novembre 2022, [https://unicri.it/sites/default/files/2022-11/The%20conflict%20in%20Ukraine%20and%20its%20impact%20on%20organized%20crime%20and%20security\\_0.pdf](https://unicri.it/sites/default/files/2022-11/The%20conflict%20in%20Ukraine%20and%20its%20impact%20on%20organized%20crime%20and%20security_0.pdf).
- 79** INTERPOL, *Financial and cybercrimes top global police concerns, says new INTERPOL report*, 19 octobre 2022, <https://www.interpol.int/News-and-Events/News/2022/Financial-and-cybercrimes-top-global-police-concerns-says-new-INTERPOL-report>.
- 80** Europol et the Security Steering Committee of the ports of Antwerp, Hamburg/Bremerhaven and Rotterdam, *Criminal networks in EU ports: Risks and challenges for law enforcement*, 30 mars 2023, [https://www.europol.europa.eu/cms/sites/default/files/documents/Europol\\_Joint-report\\_Criminal%20networks%20in%20EU%20ports\\_Public\\_version.pdf](https://www.europol.europa.eu/cms/sites/default/files/documents/Europol_Joint-report_Criminal%20networks%20in%20EU%20ports_Public_version.pdf).
- 81** Alessandro Ford, *Le Havre cocaine bust marks French port's prominence in pipeline to Europe*, InSight Crime, 4 mai 2022, <https://insightcrime.org/news/new-french-connection-cocaine-seizures-jump-le-havre/>; Wilhelmine Preussen, *Record amount of cocaine seized in Antwerp in 2022*, Politico, 10 janvier 2023, <https://www.politico.eu/article/record-amount-cocaine-seized-antwerp-port-2022-belgium-netherlands>.
- 82** Europol et the Security Steering Committee of the ports of Antwerp, Hamburg/Bremerhaven and Rotterdam, *Criminal networks in EU ports: Risks and challenges for law enforcement*, 30 mars 2023, [https://www.europol.europa.eu/cms/sites/default/files/documents/Europol\\_Joint-report\\_Criminal%20networks%20in%20EU%20ports\\_Public\\_version.pdf](https://www.europol.europa.eu/cms/sites/default/files/documents/Europol_Joint-report_Criminal%20networks%20in%20EU%20ports_Public_version.pdf).
- 83** Jennifer Rankin, *Outrage over girl's 'drug war' death as Belgium's cocaine haul breaks records*, The Guardian, 10 janvier 2023, <https://www.theguardian.com/world/2023/jan/10/outrage-over-girls-drug-war-death-as-belgium-cocaine-haul-breaks-records>.
- 84** Karin Smit Jacobs, *Chinese strategic interests in European ports*, European Parliamentary Research Service, 28 février 2023, <https://epthinktank.eu/2023/02/28/chinese-strategic-interests-in-european-ports/>.
- 85** Ruggero Scaturro et Walter Kemp, *Portholes: Exploring the maritime Balkan routes*, GI-TOC, juillet 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/balkans-maritime-routes-ports-crime/>.
- 86** Erin Drake, *From bad to worse? The organised crime landscape in 2023*, S-RM, 2 février 2023, <https://insights.s-rminform.com/the-organised-crime-landscape-in-2023>.
- 87** GI-TOC, *New front lines: Organized criminal economies in Ukraine in 2022*, février 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/organized-criminal-economies-ukraine-2022/>.
- 88** Le pays est inclus dans la région d'Europe du Sud.
- 89** Gavin Mortimer, *How Albania's mafia took control of Europe's trafficking network*, The Spectator, 14 mars 2023, <https://www.spectator.co.uk/article/how-the-albanian-mafia-took-control-of-europes-trafficking-network/>.

- 90** Voir, par exemple, HM Government, *Factsheet: economic crime in the UK*, 20 juin 2023, <https://www.gov.uk/government/publications/economic-crime-and-corporate-transparency-bill-2022-factsheets/fact-sheet-economic-crime-in-the-uk>; PwC, *Global Economic Crime Survey 2022: UK findings*, <https://www.pwc.co.uk/services/forensic-services/insights/global-economic-crime-survey-2022-uk-findings.html>; Oliver Bennett et Ali Shalchi, *Economic crime in the UK: a multi-billion pound problem*, House of Commons Library, 6 avril 2022, <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-9013/CBP-9013.pdf>.
- 91** Sergiu Gatlan, *FTC: Americans lost \$8.8 billion to fraud in 2022 after 30% surge*, Bleeping Computer, 23 février 2023, <https://www.bleepingcomputer.com/news/security/ftc-americans-lost-88-billion-to-fraud-in-2022-after-30-percent-surge/>.
- 92** Feature Space, *The state of fraud and financial crime in the US: Volume, value and false positive benchmarks for financial institutions in America, 2021–2022*, <https://www.featurespace.com/the-state-of-fin-crime-in-the-us-2022-report/>.
- 93** HM Government, *Fraud strategy: stopping scams and protecting the public*, 3 mai 2023, <https://www.gov.uk/government/publications/fraud-strategy>.
- 94** Voir par exemple GI-TOC, *How globalisation affects transnational crime: A CFR discussion with Network member, Phil Williams*, 31 mai 2012, <https://globalinitiative.net/analysis/how-globalisation-affects-transnational-crime/>; United Nations Office on Drugs and Crime, *The globalization of crime: A transnational organized crime threat assessment*, 2010, [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/tocta/TOCTA\\_Report\\_2010\\_low\\_res.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/tocta/TOCTA_Report_2010_low_res.pdf); Andrea Di Nicola, *Towards digital organized crime and digital sociology of organized crime*, *Trends in Organized Crime* (2022), <https://link.springer.com/article/10.1007/s12117-022-09457-y>.
- 95** Europol, *Dismantling encrypted criminal EncroChat communications leads to over 6 500 arrests and close to EUR 900 million seized*, 27 juin 2023, <https://www.europol.europa.eu/media-press/newsroom/news/dismantling-encrypted-criminal-encrochat-communications-leads-to-over-6-500-arrests-and-close-to-eur-900-million-seized>.
- 96** Les coefficients de corrélation peuvent être interprétés comme suit : 0,00-0,10 négligeable ; 0,10-0,39 faible ; 0,40-0,69 modéré ; 0,70-0,89 fort ; 0,90-1,00 très fort ; toutes les corrélations mentionnées dans cette section sont statistiquement significatives.
- 97** Il s'agit des États-Unis, de la Chine, du Japon, de l'Allemagne, de l'Inde, du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie, de la Russie, du Brésil, de l'Australie, de l'Espagne, du Mexique, de l'Indonésie, de la Suisse, de l'Arabie saoudite et de la Turquie.
- 98** INTERPOL, *Preventing crime and protecting police: INTERPOL's COVID-19 global threat assessment*, 6 avril 2020, <https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2020/Preventing-crime-and-protecting-police-INTERPOL-s-COVID-19-global-threat-assessment>.
- 99** Pour des exemples de cas d'étude explorant les liens entre PIB et économies illicites, voir Lilik Sugiharti et al, *The nexus between crime rates, poverty, and income inequality: A case study of Indonesia*, *Economies*, 11, 2 (2023), <https://www.mdpi.com/2227-7099/11/2/62>; <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7234816/>; Cirenía Chávez Villegas, *Poverty, aspirations, and organized crime involvement among adolescent men in Ciudad Juárez, Mexico*, dans Gabriella Sanchez et Sheldon X Zhang (eds), *Beyond Drugs, Smuggling and Trafficking: Violence, Victimization and Community Action in Mexico's Criminal Landscape*. Londres : Routledge, 2021, <https://www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.4324/9781003152330-4/poverty-aspirations-organized-crime-involvement-among-adolescent-men-ciudad-ju%C3%A1rez-mexico-ciren%C3%A1vez-villegas>.
- 100** Comme mesuré par le coefficient de Gini.
- 101** Corrélation entre le coefficient de Gini et la criminalité –0,16/insignifiant par rapport à 0,05.
- 102** Voir aussi l'édition 2021 de l'Indice mondial du crime organisé : <https://ocindex.net/downloads>.
- 103** Au troisième rang le plus bas parmi les 14 pays d'Asie de l'Ouest.
- 104** Augmentations de la criminalité par rapport à l'Indice mondial du crime organisé 2021 : États-Unis (+0,17), France (+0,15), Italie (+0,41) et Espagne (+0,13).
- 105** Corrélation entre la perception de la corruption et la criminalité : 0,49; la perception de la corruption et les acteurs de la criminalité intégrés à l'Etat : 0,80.

# Remerciements

L'Indice mondial du crime organisé a été développé par une équipe centrale de la GI-TOC : Laura Adal, Kosyo Ivanov, Chiara Gentili, Ebru Erkan, Tuesday Reitano et Mark Shaw. Le travail d'élaboration de l'Indice a également reçu le soutien d'Ana Castro, Kristina Amerhauser, Rumbi Matamba et Virginia Comolli, en tant que coordonnatrices régionales, ainsi que de Nina Kaysser, Michael McLaggan et Sarah Fares. Remerciements à l'équipe Publications de la GI-TOC et à Claudio Landi et Café.art.br pour la conception, la visualisation et le site Internet.

Au cours du développement de cet outil, l'équipe a pu compter sur le soutien et l'expertise de près de 480 personnes, et nous tenons à exprimer notre sincère gratitude à nos collègues, experts, réviseurs et assistants de recherche pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés afin d'élaborer un outil de partage des connaissances et d'analyse complet et informatif.

Durant deux ans, ils ont mené des expériences, échangé des opinions éclairées et tiré des enseignements afin de développer la deuxième édition de l'Indice mondial du crime organisé. L'Indice lui-même a été conceptualisé des années avant la publication de la première itération de l'outil, et sa réalisation n'aurait pas été possible sans le travail de fond mené dans le cadre d'ENACT (Enhancing Africa's Response to Transnational Organised Crime), soutenu par INTERPOL et l'Institut d'Études de Sécurité, et financé par l'Union européenne et en partie par le gouvernement de la Norvège. Nous tenons également à exprimer notre gratitude au Département d'État des États-Unis pour le financement des éditions 2021 et 2023 de l'Indice mondial du crime organisé 2021.

Crédits photos : Toutes les images proviennent de Getty Images : pp 8-9 Julia Kochetova/Bloomberg; pp 12-13 Douglas Magno/AFP; p 14 AFP; p 17 Antonio Masiello; pp 36-37 John Wessels/AFP; p 38 Orlando Sierra/ AFP; pp 44-45 Valentyna Polishchuk/Global Images Ukraine; p 47: Florent Vergnes/AFP; p 51 Thomas Simonetti/Bloomberg; p 56 Luke Duggleby/Bloomberg; pp 60-61 Victor J Blue/Bloomberg; p 67 Hugh Kinsella Cunningham; pp 68-69 Bob Henry/UCG/ Universal Images Group; p 74 Javed Tanveer/AFP; p 80 Jonathan Raa/NurPhoto; p 82 In Pictures Ltd/ Corbis; p 86 Issouf Sanogo/AFP; p 90 Brenton Geach/Gallo Images; p 94 John Wessels/AFP; p 96 Martin Harvey; p 104 Frédéric Soltan/Corbis; p 107 Nick Ut; p 111 Rodrigo Buendia/AFP; p 115 Danilo Martins Yoshioka/Anadolu Agency; p 124 Jonas Roosens/Belga/AFP; p 129 Kristof van Accom/BELGA MAG/AFP; p 136 Mike Leyral/AFP; pp 138-139 Artur Widak/NurPhoto; p 143 Khaled Desouki/AFP; p 145 Jonas Gratzner/LightRocket; p 149 Stringer/Anadolu Agency; p 151 Paul Bersebach/MediaNews Group/Orange County Register; pp 156-157 Georges Harry Rouzier/Anadolu Agency; p 160 Sergei Supinsky/AFP; p 162 Vincenzo Circosta/Anadolu Agency; p 165 Antonio Balasco/Kontrolab/LightRocket; pp 166-167 Badru Katumba/AFP; pp 168-169 Vernon Yuen/NurPhoto; p 174 Jes Aznar; pp 178-179 Pradeep Dambarage/NurPhoto; pp 180-181 CFoto/Future Publishing; p 183 Jonathan Nackstrand/AFP; p 184 Justin Chin/Bloomberg; p 191 Matias Chiofalo/Europa Press; p 195 Ulises Ruiz/AFP; p 196 Tony Karumba/AFP; p 202 Noel Celis/AFP; pp 204-205 Stringer/AFP; p 207 Stefano Guidi; p 208 Mamunur Rashid/NurPhoto; p 227 Ihsaan Haffejee/Anadolu Agency.

Mise en page, design et illustrations : Café.art.br









Ce rapport a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles de The Global Initiative Against Transnational Organized Crime et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.



**GLOBAL INITIATIVE**  
AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME

## À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime est un réseau international composé de plus de 600 experts du monde entier permettant de promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)



Financement du gouvernement des États-Unis.

Contributions également reçues par le gouvernement de la Norvège.



La conception et la production de l'Indice de la criminalité organisée ont été soutenues par le programme ENACT.

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institute for Security Studies et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.